

Chambre des Représentants

SESSION EXTRAORDINAIRE 1974

10 JUIN 1974

BUDGET

du Ministère des Travaux publics
pour l'année budgétaire 1974.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES TRAVAUX PUBLICS (1)

PAR M. PIERRET.

SOMMAIRE.

Pages

Introduction du rapporteur	2
I. — Exposé du Ministre des Travaux publics	5
II. — Exposé du Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises	23
III. — Exposé du Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale, à l'aménagement du territoire et au Logement (secteur néerlandais)	27
IV. — Discussion générale	37
1. Aménagement du territoire	37
A. Exposé du Ministre	37
B. Discussion	44

Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1974

10 JUNI 1974

BEGROTING

van het Ministerie van Openbare Werken
voor het begrotingsjaar 1974.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE OPENBARE WERKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER PIERRET.

INHOUD.

Blz.

Inleiding van de verslaggever	2
I. — Uiteenzetting van de Minister van Openbare Werken	5
II. — Uiteenzetting van de Minister van Landsverdediging en van Brusselse Aangelegenheden	23
III. — Uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Streekeconomie en voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting (Nederlandse sector)	27
IV. — Algemene bespreking	37
1. Ruimtelijke ordening	37
A. Uiteenzetting van de Minister	37
B. Bespreking	44

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Bode.

A. — Membres : MM. Barbeaux, Bode, De Vidts, Hansenne, Kelchtermans, Pierret, Vankeirsbilck, Verroken. — MM. Breyne, Bob Cools, Gondry, Grégoire, Hubin, Nyffels, Van Hoorick. — MM. Albert Claes, Paul De Clercq, Mundeleer, Srockeels. — MM. Maes, Persoons. — MM. De Beul, Somers.

B. — Suppléants : MM. Blanckaert, Desma, ets, Tanghe, Van Herreweghe. — MM. Mangelschots, Mathot, Urbain, Van Daele. — MM. De Winter, Flamant. — M. Moreau. — M. Valkeniers.

Voir :

4-XVI (1973-1974) : N° 1.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Bode.

A. — Leden : de heren Barbeaux, Bode, De Vidts, Hansenne, Kelchtermans, Pierret, Vankeirsbilck, Verroken. — de heren Breyne, Bob Cools, Gondry, Grégoire, Hubin, Nyffels, Van Hoorick. — de heren Albert Claes, Paul De Clercq, Mundeleer, Srockeels. — de heren Maes, Persoons. — de heren De Beul, Somers.

B. — Platsvervangers : de heren Blanckaert, Desmarests, Tanghe, Van Herreweghe. — de heren Mangelschots, Mathot, Urbain, Van Daele. — de heren De Winter, Flamant. — de heer Moreau. — de heer Valkeniers.

Zie :

4-XVI (1973-1974) : Nr 1.

	Pages	Blz.
2. Logement	61	61
A. Exposé du Ministre	61	61
B. Discussion	64	64
3. Routes et autoroutes	78	78
A. Exposé du Ministre	78	78
B. Discussion	82	82
4. Travaux subsidierés et reconstruction	93	93
A. Exposé du Ministre	93	93
B. Discussion	94	94
5. Cours d'eau, ponts et barrages	95	95
A. Exposé du Ministre	95	95
B. Discussion	97	97
6. Crédits parallèles	103	103
7. Fonds d'expansion économique	109	109
A. Exposé du Ministre	109	109
B. Discussion	110	110
8. Déconcentration administrative	110	110
9. Bâtiments	111	111
A. Exposé du Ministre	111	111
B. Discussion	113	113
10. Electricité et électromécanique	113	113
11. Divers	114	114
A. Exposé du Ministre	114	114
B. Discussion	124	124
V. — Discussion des articles et votes	127	
Annexes	131	
		131
		127
		131

MESDAMES, MESSIEURS,

La commission a consacré cinq réunions à l'examen du budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1974.

Elle en avait entamé l'examen lors de sa réunion du 17 janvier 1974, au cours, de laquelle M. Califice, alors Ministre des Travaux publics, avait fait un exposé qui a été repris par M. Defraigne, actuel titulaire du département.

INTRODUCTION DU RAPPORTEUR.

Les circonstances de notre vie politique ont permis aux membres de la commission d'entendre successivement M. Alfred Califice, Ministre des Travaux publics jusqu'à la formation du présent gouvernement et ensuite M. Jean Defraigne, actuel titulaire du département.

La commission avait par ailleurs désigné son premier rapporteur M. Desmarests, devenu ensuite membre suppléant dans la nouvelle commission.

Ce budget n'a pu être discuté durant la longue période qui s'est écoulée entre la chute du gouvernement précédent et le mercredi 2 mai, date à laquelle la commission a repris ses travaux.

Malgré le peu de temps dont la commission disposait, à la reprise des travaux parlementaires, l'échange de vue a été approfondi et fructueux : des objectifs ont été fixés en matière de politique foncière et de logement social. Il convient de signaler qu'à la demande du président, les questions relatives à l'aménagement du territoire et à la politique foncière qui s'y rattache seront examinées en priorité à partir du mois d'octobre prochain. En raison de l'importance des débats consacrés au logement social, le rapporteur a fait la même proposition au sujet des problèmes qui en découlent. La commission se réunira dès la rentrée des Chambres et entamera avec le Ministre responsable, l'étude des différentes particularités des législations concernées.

Cette introduction n'a pas pour but de paraphraser l'exposé du Ministre. Elle tend à résumer les échanges

DAMES EN HEREN,

De commissie wijdde vijf vergaderingen aan de bespreking van de begroting van het Ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1974.

Zij vatte die besprekking aan tijdens haar vergadering van 17 januari 1974, waarop de heer Califice, de toenmalige Minister van Openbare Werken, een uiteenzetting hield, die werd overgenomen door de huidige Minister, de heer Defraigne.

INLEIDING VAN DE VERSLAGGEVER.

De wisselvalligheden van ons politieke leven brachten met zich dat de leden van de commissie achtereenvolgens de heer Alfred Califice, Minister van Openbare Werken tot aan de vorming van de huidige regering, en daarna de heer Jean Defraigne, die thans het departement beheert, konden horen.

Voorts had de commissie als verslaggever eerst de heer Desmarests aangewezen, die inmiddels plaatsvervangend lid in de nieuwe commissie is geworden.

Deze begroting kon niet worden besproken tijdens de lange periode tussen de val van de vorige regering en de datum waarop de commissie haar werkzaamheden hervatte, d.i. op woensdag 22 mei 1974.

Ofschoon de commissie bij de hervatting van de parlementaire werkzaamheden over wenig tijd beschikte, gaf de besprekking aanleiding tot een grondige en vruchtbare gedachtenwisseling : er werden doelstellingen bepaald inzake grondbeleid en sociale woningbouw. Er zij op gewezen dat op verzoek van de voorzitter, de problemen betreffende de ruimtelijke ordening en het grondbeleid dat daarmee verband houdt, bij voorrang zullen worden besproken vanaf oktober a.s. Gelet op het belang van de besprekkingen betreffende de sociale woningbouw heeft uw verslaggever hetzelfde voorstel gedaan met betrekking tot de problemen die daar verband mee houden. Zodra de Kamers opnieuw bijeenkomen, zal de commissie vergaderen om met de bevoegde Minister de studie aan te vatten van de verschillende bijzonderheden van de wetgeving op dit stuk.

Deze inleiding wil geen omschrijving geven van het betoog van de Minister, maar wel een samenvatting van de gedach-

de vue qui se sont établis entre les membres de la commission avant l'examen du budget proprement dit.

Une documentation abondante a été mise à la disposition des membres de la commission et il y a lieu de souligner l'excellent esprit qui a présidé aux débats. Tous les membres ont pu intervenir à loisir sur chacune des notes préparées par le département et chacune des questions posées a obtenu une réponse, soit de la part du Ministre lui-même, soit de la part du Secrétaire d'Etat concerné ou du Ministre ayant les affaires bruxelloises dans ses attributions.

Dans une note jointe par ailleurs au rapport, ce dernier se déclare disposé à organiser une concertation systématique et confiante entre la région bruxelloise et les deux autres régions linguistiques. Le même esprit de collaboration a pu également être constaté chez le Secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire pour la partie flamande du pays. Sa participation a permis un large débat portant sur des problèmes essentiels de la politique foncière et de la lutte contre la spéculation. Ce dernier point a fait l'objet de l'intérêt de la plupart des membres de la commission; ceux-ci ont sollicité des explications au sujet des travaux de la commission interministérielle ayant comme objet de proposer un ensemble de moyens pour lutter contre cette spéculation qui est très largement répandue. L'aumentation des prix qui en résulte rend difficile l'acquisition de nouveaux terrains à destination industrielle ou sociale.

Avant l'examen du budget proprement dit, la commission a dès lors consacré plusieurs réunions au problème de la lutte contre la spéculation foncière en suggérant l'adoption d'un certain nombre de mesures capables d'arrêter la hausse injustifiée du prix des terrains. Dans le cadre de cette politique, plusieurs membres sont intervenus pour exprimer leur désir d'obtenir une simplification des formalités préparatoires à la formation des plans de secteur ainsi que des modifications pouvant leur être apportées par décision communale ou provinciale.

Dans la même optique, l'aménagement du centre commercial des villes a fait l'objet de la préoccupation fondamentale de la commission. Plusieurs membres ont attiré l'attention du Ministre sur les conséquences de la désaffection du cœur des villes avec la nécessaire solution d'une réanimation des circuits commerciaux par la création de parkings souterrains.

Elle s'est également ralliée à la politique progressiste que compte suivre le Ministre en 1974 en matière d'autoroutes, et ce malgré la diminution des crédits.

Le Ministre a d'ailleurs fourni un tableau de la situation des engagements connus ainsi que de la ventilation des crédits prévus.

Il convient également de signaler l'importance que le Ministre attache à la modernisation des routes ordinaires. Sans contester le bien-fondé de cette prise de position, la commission a estimé néanmoins que les travaux autoroutiers doivent pouvoir se poursuivre au même rythme qu'auparavant. A cet égard, elle s'est réjouie de la mise au point d'un système financier normalisé des emprunts qui permettra à l'Etat de verser aux concessionnaires des autoroutes, des dotations qui assureront le paiement des charges annuelles d'intérêts et de remboursements des emprunts contractés.

La commission s'est également intéressée au problème des voies hydrauliques avec, en exergue, la construction de barrages-réservoirs. La politique portuaire n'a pas non plus été oubliée et plusieurs collègues de la province d'Anvers ont attiré

tenwisseling die in de commissie plaats had alvorens het onderzoek van de eigenlijke begroting werd aangevat.

Er werd de leden van de commissie een omvangrijke documentatie ter hand gesteld. De besprekking verliep in een uitstekende geest. Alle leden konden naar believen het woord voeren over de door het departement voorbereide nota's en op elke vraag werd geantwoord door de Minister zelf of door de betrokken Staatssecretaris, dan wel door de Minister tot wiens bevoegdheid de Brusselse aangelegenheden behoren.

In een bij het verslag gevoegde nota verklaart deze laatste zich bereid een systematisch en vertrouwvol overleg op gang te brengen tussen het Brusselse gebied en de twee andere taalgebieden. Ook de Staatssecretaris voor ruimtelijke ordening in het Vlaamse landsgedeelte gaf blijk van dezelfde geest van samenwerking. Dank zij zijn deelneming kon een ruim debat worden gehouden over essentiële problemen inzake grondbeleid en strijd tegen de speculatie. Dit laatste punt had de belangstelling van de meeste commissieleden; zij verzochten om nadere inlichtingen in verband met de werkzaamheden van de interministeriële commissie die tot doel heeft een samenhangend geheel van middelen voor te stellen om die speculatie te bestrijden. De prijsstijging waartoe de speculatie aanleiding geeft maakt het moeilijk nieuwe gronden aan te kopen voor de vestiging van ondernemingen of voor sociale woningbouw.

Alvorens het onderzoek van de eigenlijke begroting werd aangevat, wijdde de commissie derhalve verscheidene vergaderingen aan het probleem van de strijd tegen de grondspeculatie en aan een aantal maatregelen om de onverantwoorde stijging van de grondprijzen tot staan te brengen. In verband daarmee spraken enkele leden de wens uit dat de formaliteiten ter voorbereiding van de gewestplannen en de wijzigingen die daarin bij beslissing van de gemeenten of provincie kunnen worden aangebracht, worden vereenvoudigd.

In dezelfde gedachtengang heeft de commissie ernstig werk gemaakt van de kwestie van de omvorming van de stedelijke handelscentra. Verscheidene leden hebben de aandacht van de Minister gevestigd op de gevolgen van de aftakeling der stadscentra en op het feit dat het handelsverkeer er weer moet aangewakkerd worden door het aanleggen van ondergrondse parkeerruimten.

De commissie betuigde tevens haar instemming met het progressieve beleid dat de Minister in 1974 op het stuk van autor wegen wil voeren in weerwil van de inkrimping van de kredieten.

De Minister gaf trouwens een overzicht van de situatie i.v.m. de reeds bekende vastleggingen en de spreiding van de uitgetrokken kredieten.

Er zij tevens op gewezen dat de Minister veel belang hecht aan de modernisering van de gewone wegen. Ofschoon de commissie de gegrondheid van dat standpunt niet wil betwisten, bleef zij er nochtans bij dat de werken op het gebied van autor wegen in een onverminderd tempo moeten voortgaan. In dat verband verheugde zij zich ervoor dat een financiële regeling voor de normalisering van de leningen werd uitgewerkt, waardoor het Rijk de mogelijkheid wordt geboden aan de concessiehouders van de autor wegen dotaties toe te kennen, die voorzien in de storting van de jaarlijkse rentelast en de aflossing van de aangegane leningen waarborgen.

De commissie toonde ook belangstelling voor het probleem van de waterwegen en met name voor de bouw van stuwenmeren. Het havenbeleid werd evenmin vergeten en verscheidene collega's uit de provincie Antwerpen vestigden de

l'attention sur certains problèmes importants relatifs à l'extension de notre port national et aux aménagements nécessaires sur la rive gauche de l'Escaut.

En réponse à plusieurs membres qui se sont intéressés à la protection des cyclistes et des piétons, le Ministre a promis qu'un investissement d'un milliard et demi par année serait réalisé pendant 10 ans dans le cadre du programme de la sécurité routière. Il est réjouissant de constater qu'un milliard est prévu au budget pour la restauration des centres urbains.

La commission dans son ensemble a estimé nécessaire de poursuivre ces expériences et d'en augmenter le nombre.

Le Ministre a également estimé qu'une déconcentration des services de l'Etat était indispensable. Par contre, il n'appliquera pas *stricto sensu* les critères de répartition 50/10/40 à propos de la modernisation des routes de l'Etat. A cet égard, le Ministre a fait valoir que les crédits pour la modernisation des routes ordinaires ont été augmentés mais qu'il y a également lieu de parachever les travaux autoroutiers au niveau de la sécurité. Un projet de loi sur la compétence du Fonds des routes en matière d'éclairage et d'emplacements de parkings sera prochainement déposé.

Enfin, le Ministre a estimé qu'en période de réduction de crédits pour hausse conjoncturelle, la meilleure politique à pratiquer dorénavant était de réaliser totalement un certain nombre de travaux tout en reportant à plus tard une série d'autres.

La commission n'a pas pu donner d'avis définitif sur un sujet aussi important que commande préalablement la définition des priorités sur le plan national, régional ou sous-régional; il est dès lors nécessaire d'établir un programme d'ensemble qui tient compte des besoins exprimés par les conseils économiques régionaux, les provinces et les communes. En raison des implications qui en résultent en matière de politique foncière, un système très souple doit être mis en pratique sur le plan national avec des applications adéquates dans les secteurs régionaux.

La coordination des différentes administrations concernées est apparue comme un problème important. La commission insiste sur la consultation nécessaire des populations concernées par les plans de secteur. Les modifications y apportées et la création de plans particuliers d'aménagement doivent pouvoir obtenir une consécration rapide de l'autorité supérieure. A cet égard, la commission prend acte des projets de régionalisation.

La politique gouvernementale en matière de logement social a été très largement évoquée. La commission a pu entendre un grand nombre d'avis sur la situation actuelle du logement social, tant au niveau des possibilités d'acquisition d'une réserve foncière qu'au sujet des difficultés rencontrées par les entrepreneurs et les acquéreurs de logements sociaux.

La commission a estimé que la politique du logement ne doit pas être liée à la politique conjoncturelle et qu'il importe d'augmenter considérablement les crédits mis à la disposition des deux sociétés nationales du logement.

Plusieurs membres ont d'ailleurs insisté sur la nécessité de créer une infrastructure socio-culturelle dans les grands ensembles construits.

La commission a pu examiner à loisir les difficultés rencontrées par les entreprises tant de construction que de travaux publics et qui sont en relation avec les hausses considérables intervenues dans le prix des matières premières. Malgré les décisions intervenues en matière de révision des prix des matériaux, la commission a constaté que de nombreux entrepreneurs se trouvaient dans une situation difficile

aandacht op sommige gewichtige problemen met betrekking tot de uitbreiding van onze nationale haven en de noodzakelijke aanpassingswerken op de linker Scheldeoever.

Aan verscheidene leden die hun bezorgdheid uitten omtrent de bescherming van fietsers en voetgangers, beloofde de Minister dat daarvoor gedurende tien jaar in het raam van het programma van de verkeersveiligheid jaarlijks anderhalf miljard zou worden uitgetrokken. Verheugend is het feit dat op de begroting één miljard wordt uitgetrokken voor de restauratie van de stadscentra.

De commissieleden vonden het nodig die experimenten voort te zetten en te vermenigvuldigen.

De Minister meende ook dat het noodzakelijk is de Rijksdiensten te deconcentreren. De verdelingscriteria 50/10/40 voor de modernisering van de rijkswegen zal hij evenwel niet *stricto sensu* toepassen. Dienaangaande merkte hij op dat de kredieten voor de modernisering van de gewone wegen werden verhoogd, maar dat het eveneens nodig is de veiligheidsvoorzieningen van de autowegen aan te vullen. Een wetsontwerp betreffende de bevoegdheid van het Wegenfonds inzake verlichting en aanleg van parkeerplaatsen zal eerlang worden ingediend.

Ten slotte meende de Minister dat de beste politiek in een periode van kredietvermindering wegensconjunctuurstijging er kan in bestaan voortaan een bepaald gedeelte van de werken volledig uit te voeren en een ander gedeelte voor een tijdje uit te stellen.

De commissie kon geen definitief advies verstrekken over een zo belangrijk onderwerp, waarvoor eerst de voorrang op nationaal, regionaal of subregionaal plan moet worden vastgelegd; bijgevolg is het noodzakelijk een algemeen programma vast te leggen dat rekening houdt met de behoeften die de gewestelijke economische raden, de provincies en de gemeenten laten kennen. Ingevolge de weerslag die zulks op het stuk van het grondgebied heeft, moet een zeer soepele regeling in toepassing worden gebracht op het nationale vlak met adequate toepassingen in de gewestelijke sectoren.

De coördinatie van de verschillende betrokken administraties bleek een belangrijk probleem te zijn. De Commissie onderstreept dat het noodzakelijk is de bij de gewestplannen betrokken bevolking te raadplegen. De daarin aangebrachte wijzigingen en de bijzondere plannen van aanleg moeten zeer vlug door de overheid kunnen worden bekrachtigd. Dienaangaande nam de commissie akte van de regionaliseringontwerpen.

De sociale huisvestingspolitiek van de Regering werd uitvoerig belicht. De commissie hoorde een groot aantal meningen over de huidige toestand van de sociale huisvesting op het stuk van de mogelijkheden inzake de aankoop van een reserve aan bouwgronden, zowel als op het stuk van de moeilijkheden die de aannemers en de kopers van sociale woningen ondervinden.

De commissie was van oordeel dat de huisvestingspolitiek niet aan de conjunctuurpolitiek mag worden gekoppeld en dat het noodzakelijk is de ter beschikking van de twee Nationale Maatschappijen voor de Huisvesting gestelde kredieten aanzienlijk te verhogen.

Verschillende leden beklemtoonden trouwens dat het noodzakelijk is een sociaal-culturele infrastructuur in de grote projecten in te bouwen.

De commissie besteedde heel wat tijd aan het onderzoek van de moeilijkheden die de aannemers van bouwwerken zowel als van openbare werken ondervinden in verband met de aanzienlijke stijgingen van de prijzen der grondstoffen. Niettegenstaande de beslissingen inzake de prijsherziening voor de materialen stelde de commissie vast dat heel wat aannemers zich in een moeilijke situatie bevind-

et qu'il importait, pour le Gouvernement, de supporter l'adaptation du coût des travaux sans mettre en péril le niveau des crédits mis à la disposition du logement social.

L'augmentation sensible des prix atteints dans la construction de logements sociaux, risque d'écartier du bénéfice de ceux-ci un grand nombre de personnes concernées.

C'est pourquoi, la commission a mis l'accent sur l'importance de l'industrialisation dans le domaine du bâtiment et sur la nécessité urgente d'une révision fondamentale de la politique du logement. Elle a pu constater que le gouvernement est très attentif aux problèmes nés de la hausse conjoncturelle et qu'il espère pouvoir y apporter des solutions adéquates.

A cet égard, plusieurs membres ont insisté sur la nécessité de revoir les conditions d'accès au logement et les déclarations du Secrétaire d'Etat pour la partie nord du pays ont permis d'apprécier une série de dispositions nouvelles que le gouvernement compte prendre au cours des prochaines années. L'accent a donc été mis à plusieurs reprises sur la nécessité de respecter le plan gouvernemental tout en préconisant la révision fondamentale de la politique suivie en matière de lutte contre les taudis, qui tienne compte du fait que l'ancienneté des logements s'accentue davantage en Wallonie qu'en Flandre. Une nouvelle politique des loyers devrait pouvoir également être conçue et appliquée au plus tard en 1976. Les explications fournies par le Gouvernement permettent d'espérer une révision fondamentale de cette législation.

Les membres de la commission ont pu constater également que le Gouvernement est au courant de la situation engendrée par la construction des grandes surfaces de distribution; une politique cohérente tenant compte des besoins exprimés doit être poursuivie en la matière.

L'attention du Gouvernement a également été attirée, en matière d'aménagement du territoire, sur les cas particuliers que présente la situation de certains petits propriétaires de terrains non inclus dans les zones résidentielles.

Enfin, la commission s'est préoccupée de la validité des plans de secteur en cas de fusion des communes. A ce sujet, la réponse gouvernementale est affirmative : une commune peut relever de deux ou de trois plans de secteur suivant sa situation géographique.

En résumé, on peut donc affirmer que la commission s'est largement préoccupée de l'impact économique d'un budget dont la masse monétaire exerce une grande influence sur la vie économique et sociale de notre pays.

D'autre part, elle a vivement ressenti l'importance accentuée donnée à l'aménagement du territoire. Elle souhaite non seulement une simplification des formalités mais une coordination souple des différents dispositifs légaux.

den en dat het voor de Regering van belang is de aanpassing van de kostprijs van de werken zelf te dragen zonder het niveau van de voor de sociale huisvesting ter beschikking gestelde kredieten in gevaar te brengen.

De aanzienlijke stijging van de prijzen voor de bouw van sociale woningen houdt het gevaar in dat een groot aantal belanghebbende personen ervan uitgesloten wordt.

Daarom onderstreept de commissie het belang van de industrialisering op het gebied van de woningbouw en de dringende noodzaak de huisvestingspolitiek grondig te herzien. Zij stelde vast dat de regering bijzonder veel aandacht schenkt aan de problemen betreffende deconjunctuurstijging en dat zij hoopt adequate oplossingen te kunnen vinden.

In dat verband drongen verscheidene leden aan op de noodzaak de voorwaarden om een woning te bekomen, te herzien en aan de hand van de verklaringen van de Staatssecretaris die bevoegd is voor het noordelijke deel van het land, kon met genoegen worden geconstateerd dat de Regering voor de komende jaren een reeks nieuwe bepalingen heeft gepland. De klemtouw werd derhalve herhaaldelijk gelegd op de noodzaak het regeringsplan na te leven. Men wil echter tevens tot een grondige herziening komen van de politiek inzake de strijd tegen de krotwoningen, waarbij ermee rekening wordt gehouden dat de woningen in Wallonië heel wat ouder zijn dan in Vlaanderen. Een nieuw beleid op het stuk van de huishuur zou eveneens tegen uiterlijk 1976 kunnen worden uitgedacht en in toepassing gebracht. De door de Regering verstrekte uitleg wettigt de hoop dat de ter zake geldende wetten ingrijpend zullen worden herzien.

De leden van de commissie hebben eveneens kunnen constateren dat de Regering op de hoogte is van de toestand die voortspruit uit de oprichting van grote distributiebedrijven; terzake dient een samenhangend beleid te worden gevoerd dat rekening houdt met de behoeften die tot uiting zijn gekomen.

In verband met de ruimtelijke ordening werd de aandacht van de Regering eveneens gevestigd op de toestand van bepaalde bescheiden eigenaars van gronden die niet in residentiële zones gelegen zijn.

Ten slotte wisselde de commissie van gedachten over de geldigheid van de gewestplannen in geval van samenvoeging van gemeenten. Het antwoord van de Regering terzake is affirmatief : een gemeente kan ingevolge haar geografische ligging terzelfder tijd van twee of drie gewestplannen afhangen.

Tot besluit kan men dus stellen dat de commissie veel belangstelling heeft getoond voor de economische weerslag van een begroting waarvan de omvang het economische en sociale leven van ons land sterk beïnvloedt.

Anderzijds heeft zij veel aandacht geschenken aan het steeds stijgende belang van de ruimtelijke ordening en zij wenst niet alleen een vereenvoudiging van de formaliteiten, maar ook een soepele coördinatie van de verschillende wettelijke bepalingen.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Introduction.

Comme pour la plupart des départements, le programme d'investissements du Ministère des Travaux publics a été maintenu au même niveau qu'en 1973, soit :

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN OPENBARE WERKEN.

Inleiding.

Voor het investeringsprogramma van het Ministerie van Openbare Werken werd, zoals voor de meeste departementen, hetzelfde niveau als in 1973 behouden :

32 milliards 181 millions pour le secteur budgétaire;
 17 milliards 704 millions pour le secteur débudgeable;
 1 milliard 800 millions pour le Fonds d'expansion économique.

Le programme d'investissements des sociétés nationales de construction de logements sociaux et les interventions au Fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses s'élèvent à 15 milliards 585 millions, comme en 1973.

Le budget ordinaire du Ministère des Travaux publics pour l'année 1974 prévoit des crédits d'un montant de 12 milliards 793 millions contre 10 milliards 959 millions en 1973 et un peu plus de 10 milliards en 1972.

Pour le budget extraordinaire, les crédits d'engagements s'élèvent à 15 milliards 150 millions contre 15 milliards 902 millions en 1973 et 18 milliards 179 millions en 1972. Quant aux crédits d'ordonnancement, ils se chiffrent à 19 milliards 111 millions contre 25 milliards 514 millions en 1973 et 21 milliards 272 millions en 1972.

Il convient également de signaler le transfert du Fonds des Constructions scolaires de l'Etat et du Fonds des Constructions scolaires provinciales et communales aux Ministères de l'Education nationale, ce qui a entraîné une diminution sensible des crédits du département.

Cependant, le statut-quo des chiffres ne fait pas apparaître l'effort croissant qui sera fait en vue de préserver davantage l'environnement notamment en site urbain, ou de restaurer là où l'activité économique l'a détruit. C'est là une option fondamentale qu'il convient de souligner. Elle se traduit non seulement en termes de crédits, mais aussi dans une approche différente des dossiers techniques.

Le département des Travaux publics est par ailleurs confronté avec deux problèmes majeurs.

L'un a trait à la régionalisation de la tranche 1974-1975 du 3^e Plan et à l'élaboration d'un nouveau plan, pour les années 1976-1980, correspondant à celui que devra établir le Bureau du Plan. A ce propos, il semble acquis dès maintenant que la crise économique qui frappe les pays industrialisés se traduira par une modification des objectifs quantitatifs du 3^e Plan, mais aussi par une réorientation des objectifs qualitatifs.

L'autre concerne l'application de l'article 107^{quater} de la Constitution et plus particulièrement la régionalisation des trois matières immédiatement régionalisables : le logement, l'aménagement du territoire et, dans une mesure moindre du point de vue du département, l'expansion économique.

La décentralisation et la déconcentration des différentes administrations du Ministère des Travaux publics sont également d'actualité.

Le programme d'investissements du département pour l'année 1974 est repris au tableau ci-après.

Les trois premières parties de ce tableau concernent les dépenses d'investissements de 1971, 1972 et 1973. La quatrième partie a trait aux chiffres proposés pour 1974.

Ces dépenses concernent aussi bien le secteur budgétaire que le secteur extra-budgétaire.

32 milliard 181 miljoen voor de budgettaire sector;
 17 miljard 704 miljoen voor de extra-budgettaire sector;
 1 miljard 800 miljoen voor het Fonds voor de economische expansie.

Het investeringsprogramma van de nationale maatschappijen voor de bouw van sociale woningen en de tegemoetkomingen ten behoeve van het Huisvestingsfonds van de Bond der Grote Gezinnen bedragen, zoals in 1973, 15 miljard 585 miljoen.

Op de gewone begroting van het Ministerie van Openbare Werken zijn er voor het jaar 1974 12 miljard 793 miljoen kredieten uitgetrokken, tegenover 10 miljard 959 miljoen in 1973 en iets meer dan 10 miljard in 1972.

Voor de buitengewone begroting bedragen de vastleggingskredieten 15 miljard 150 miljoen tegenover 15 miljard 902 miljoen in 1973 en 18 miljard 179 miljoen in 1972. De ordonnanceringskredieten bedragen 19 miljard 111 miljoen tegenover 25 miljard 514 miljoen in 1973 en 21 miljard 272 miljoen in 1972.

Voorts moet worden vermeld de overheveling van het Fonds der Schoolgebouwen van het Rijk en van het Fonds der gemeentelijke en provinciale schoolgebouwen naar de Ministeries van Nationale Opvoeding, waardoor de kredieten van het departement gevoelig gedaald zijn.

De geringe verandering in de cijfers geeft nochtans geen goed idee van de grotere inspanningen die geleverd zullen worden om het leefmilieu, o.m. in de steden, te beschermen of om het te verbeteren waar het door de economische bedrijvigheid werd aangetast. Deze fundamentele doelstelling moet worden aangestipt. Zij komt niet alleen tot uiting in de kredieten, maar eveneens in een andere aanpak van de technische dossiers.

Voorts heeft het departement van Openbare Werken met twee belangrijke problemen af te rekenen.

Het eerste heeft betrekking op de regionalisering van de tranche 1974-1975 van het 3^{de} Plan en het opstellen, voor de jaren 1976-1980, van een nieuw plan dat overeenstemt met het plan dat door het Planbureau opgemaakt moet worden. Dienaangaande blijkt het nu reeds vast te staan dat de economische crisis, waarvan de geïndustrialiseerde landen thans het slachtoffer zijn, een wijziging van de kwantitatieve doeleinden van het 3^{de} Plan zal meebrengen, alsmede een heroriëntering van de kwalitatieve doelen.

Het tweede probleem betreft de toepassing van artikel 107^{quater} van de Grondwet, meer bepaald de regionalisering van de drie onmiddellijk regionaliseerbare materies : huisvesting, ruimtelijke ordening en, in geringere mate vanuit het standpunt van het departement, de economische expansie.

De decentralisatie en de deconcentratie van de verschillende besturen van het Ministerie van Openbare Werken zijn eveneens actuele problemen.

Het investeringsprogramma van het departement voor het jaar 1974 wordt in de hierna volgende tabel weergegeven.

De eerste drie delen van deze tabel hebben betrekking op de investeringsuitgaven voor 1971, 1972 en 1973. Het vierde deel betreft de bedragen die voor 1974 worden voorgesteld.

Deze uitgaven dekken zowel de budgettaire als de extra-budgettaire sector.

	1971		1972			1973		1974
	Programme adapté	Réalisations	Programme de base adapté	Programme conjoncturel	Réalisations	Programme de base adapté	Réalisations	Programme de base
	Aangepast programma	Verwezenlijkingen	Aangepast basisprogramma	Conjunctureel programma	Verwezenlijkingen	Aangepast basisprogramma	Verwezenlijkingen	Basisprogramma
A. Secteur budgétaire. — Budgettaire sector :								
1) Departement. — Departement :								
Routes. — Wegen	1 734	1 504	1 311	475	2 044,7	—	297	—
Voies Hydrauliques. — Waterwegen	8 792	8 712	12 215	835	12 134,8	11 456,5	8 412,3	9 550
Bâtiments. — Gebouwen	2 731	2 826	309	56	372,3	510,5	307,7	350
Urbanisme. — Stedebouw	2 401	2 160	1 724	1 130	2 658,9	565	232,1	850
Travaux subsidierés. — Gesubsidieerde Werken	—	—	—	—	—	2 785	2 517,2	3 700
A. E. E. — B. E. E.	375	375	196	454	661	305	219,7	400
Divers. — Diversen	83	75	227	50	307,4	300	218,2	300
	16 116	15 652	15 982	3 000	18 179,1	15 922	12 204	15 150
2) Fonds des Routes. — Wegenfonds	11 604	11 604	11 900	—	11 900	14 003	10 912,3	14 000
3) Régie des Bâtiments. — Regie der Gebouwen	—	—	3 286	707	4 052,3	3 262	2 454,3	3 031
Total A. — Totaal A.	27 720	27 256	31 168	3 707	34 131,4	33 187	25 570,8	32 181
B. Secteur débougétisé. — Gedebudgettiseerde sector :								
1) Crédit Communal. — Gemeentekrediet	2 188	2 188	2 085	—	2 085	2 504	2 191	2 500
2) Intercom E 3. — Intercommunale E 3	2 352	2 352	3 200	—	3 200	2 000	1 500	1 800
3) Intercom E 5. — Intercommunale E 5	3 472	3 472	2 615	585	3 200	2 000	1 500	1 904
4) Intercom E 39. — Intercommunale E 39	1 500	1 500	665	335	1 000	1 000	750	800
5) Intercom E 9-E 40. — Intercommunale E 9-E 40	2 869	2 871	2 860	340	3 200	2 450	1 837,5	2 350
6) Canal Albert. — Albertkanaal	2 061	2 061	1 750	500	2 250	1 450	1 061,5	1 250
7) Bruxelles-Rupel. — Brussel-Rupel	616	616	402	98	500	350	262,5	250
8) Intercom Bruxelles. — Intercommunale Brussel	—	1 699	1 375	400	1 775	3 000	2 250	3 000
9) Intercom Charleroi. — Intercommunale Charleroi	—	428	970	530	1 500	1 450	1 087,5	2 350
10) Intercom Flandre Occidentale. — Intercommunale West-Vlaanderen	—	111	780	445	1 225	1 500	1 151	1 500
Total B. — Totaal B.	15 058	17 298	16 702	3 233	19 935	17 704	13 591	17.704
C. Secteur Logement. — Sector Huisvesting :								
1) S. N. L. — N. M. H.	—	—	9 990	—	9 990,5	11 000	9 627,3	11 000
2) S. N. T. — N. L. M.	—	—	2 679	—	2 527,4	3 185	2 786,9	3 185
3) Familles Nombreuses. — Grote gezinnen	—	—	1 002	—	963,9	1 400	1 129,7	1 400
Total C. — Totaal C.	—	—	13 671	—	13 481,8	15 585	13 543,9	15 585
D. Crédits culturels. — Cultuurkredieten :								
1) Région néerlandaise. — Nederlands landsgedeelte	—	—	187	—	191	145	103,3	10
2) Région française. — Frans landsgedeelte	—	—	179	—	85	145	78,5	10
Total D. — Totaal D.	—	—	366	—	276	290	181,8	20
E. Fonds. — Fonds :								
1) Expansion économique. — Economische expansie	791	2 122	1 520	—	1 500,8	2 011	1 914,3	1 800
2) Ecoles provinciales et communales. — Provinciale en gemeentelijke scholen	886,5	756	1 000	—	738,5	1 057	661,7	—
Total E. — Totaal E.	1 677,5	2 878	2 520	—	2 239,3	3 068	2 576	1 800
Total général. — Algemeen totaal	44 455,5	47 432	64 427	6 940	70 063,5	69 834	55 463,5	67 290

Le second tableau ci-après indique le degré d'exécution du plan.

Pour les quatre premières années du 3^e plan quinquennal, les investissements du Ministère des Travaux publics représenteront au total 71,4 % du programme impératif. A la fin de l'année 1973, le pourcentage d'exécution du plan était de 51,9 %.

De tweede hierna volgende tabel duidt aan in hoeverre het plan reeds uitgevoerd is.

De investeringen voor de eerste vier jaren van het 3^{de} vijfjarenplan van het Ministerie van Openbare Werken vertegenwoordigen in totaal 71,4 % van het imperatieve programma. Einde 1973 was het plan voor 51,9 % uitgevoerd.

Rubriques — Rubrieken	Plan 1971-1975	Engagements 1971	Engagements 1972	Engagements 1973	Total 2 + 3 + 4	Programme 1974	Total 5 + 6	Exécution du plan en % — Uitvoering van het plan in %
	Plan 1971-1975	Vastleggingen 1971	Vastleggingen 1972	Vastleggingen 1973	Totaal 2 + 3 + 4	Programma 1974	Totaal 5 + 6	
	1	2	3	4	5	6	7	8
Autoroutes. — Autosnelwegen	79 200	16 650,1	19 242,3	14 390,1	50 282,5	16 769,0	67 051,5	84,7
Voies d'eau. — Waterwegen :								
a) Rivières. — Rivieren	31 700	7 017,7	5 902,1	4 178,5	17 107,3	4 813,0	21 920,3	69,1
b) Ports. — Havens	33 400	3 264,9	6 824,9	4 009,7	14 099,5	4 830,0	18 929,5	56,7
c) Barrages. — Stuwdammen	7 500	484,8	1 948,3	1 359,1	3 792,2	1 095,0	4 887,2	65,2
d) Ecoulement, démergence. — Waterafvoer en ontwatering.	7 100	140,0	75,0	137,8	352,8	205,0	557,8	7,9
e) Dommages de guerre. — Oorlogsschade	900	298,1	52,9	51,1	402,1	107,0	509,1	56,6
	80 600	11 205,5	14 803,2	9 736,3	35 745,0	11 050,0	46 795,0	58,1
Travaux complémentaires dans la région wallonne. — Aanvullende werken in het Waalse gewest	5 000	441,4	280,0	111,5	832,9	2 167,1	3 000,0	60,0
Autres rubriques prioritaires. — Andere voorrangsrubrieken :								
a) Routes. — Wegen	27 000	4 307,2	5 521,8	5 376,3	15 205,3	8 935,0	24 140,3	89,4
b) Bâtiments. — Gebouwen	27 000	2 826,4	4 281,1	2 762,0	9 869,5	4 105,6	13 975,1	51,8
c) Loi Brunfaut. — Wet Brunfaut	9 000	1 501,6	2 300,0	2 297,6	6 099,2	2 400,0	8 499,2	94,4
d) Travaux subsidierés. — Gesubsidieerde werken	10 000	2 188,0	2 085,0	2 191,0	6 464,0	2 500,0	8 964,0	89,6
e) Ecoles provinciales et communales. — Provinciale en gemeentelijke scholen	4 000	755,8	738,5	661,7	2 156,0	—	2 156,0	53,9
f) Expansion économique. — Economische expansie	8 000	2 122,2	1 500,8	1 011,0	4 634,0	1 800,0	6 434,0	80,4
g) Equipements électrique et électromécaniques. — Elektrische en elektromechanische uitrusting	5 000	375,6	804,6	219,7	1 399,9	400,0	1 799,9	36,0
h) Urbanisme. — Stedebouw	4 000	658,2	624,4	540,9	1 823,5	1 150,0	2 973,5	74,3
	94 000	14 735,0	17 856,2	15 060,2	47 651,4	21 290,6	68 942,0	73,3
Marge (1). — Marge (1)	22 000	4 400,0	4 400,0	2 621,5	11 421,5	3 300,0	14 721,5	66,9
Total général. — Algemeen totaal	280 800	47 432,0	56 581,7	41 919,6	145 933,3	54 576,7 (2)	200 510,0	71,4

(1) Utilisée pour accélérer le programme autoroutes en 1971, 1972, 1973 et 1974 (total 11 820,2 millions), pour le Fonds d'Expansion économique 1973 (1 000 millions), pour l'assainissement et la rénovation de sites wallons (1 000 millions), et pour divers (901,3 millions).

(2) Le montant comprend le programme de base de 1974 (51 685 millions) et les crédits d'années antérieures utilisables hors plafond (2 891,7 millions).

(1) Aangewend om het programma inzake autosnelwegen in 1971, 1972, 1973 en 1974 te versnellen (totaal 11 820,2 miljoen), voor het Fonds voor de Economische Expansie in 1973 (1 000 miljoen), voor de sanering en de vernieuwing van Waalse bedrijfsvestigingsplaatsen (1 000 miljoen) en voor diverse (901,3 miljoen).

(2) Dit bedrag bevat het basisprogramma voor 1974 (51 685 miljoen) en de kredieten van vorige jaren die boven het maximumbedrag kunnen worden aangewend (2 891,7 miljoen).

Cette synthèse de l'incidence budgétaire de la politique du Ministre des Travaux publics en 1974 a trait aux activités du département ministériel et aux activités des organismes suivants :

- le Fonds des routes;
- l'Intercommunale E 3;
- l'Intercommunale E 5;
- l'Intercommunale E 39;
- l'Intercommunale E 9 - E 40;
- l'Intercommunale pour les autoroutes de la périphérie de Bruxelles;
- l'Intercommunale pour les autoroutes de la périphérie de Charleroi;
- l'Intercommunale pour les autoroutes de la Flandre occidentale;
- l'Office de la Navigation;
- la S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles;
- la Régie des bâtiments.

Toutes ces activités, exprimées en termes financiers et éventuellement regroupées, ont été classées suivant les objectifs visés par le Ministre des Travaux publics.

La première rubrique concerne les dépenses d'investissements, les nouvelles autorisations de contracter des engagements étant chaque fois mentionnées. La deuxième rubrique comprend les prévisions en matière de dépenses ordinaires, c'est-à-dire les crédits figurant au budget ordinaire.

I. Dépenses d'investissements.

A. Comparaison du programme d'investissement 1973-1974.

(En milliers de F.)

(Crédits votés — 1973 — ou à voter — 1974 — par le Parlement.)

	1974	1973	Programme initial
I. Secteur budgétaire :			
1) Département	15 170 000	15 187 000	
2) Fonds :			
a) Ecoles de l'Etat —	2 994 125		
b) Ecoles provinciales et communales	—	1 057 000	
c) Expansion économique	1 800 000	2 011 000	
3) Fonds des routes ...	14 000 000	14 003 000	
4) Régie des bâtiments	3 031 000	3 170 000	
	34 001 000	38 422 125	

Deze synthese van de budgettaire weerslag van het beleid dat in 1974 door de Minister van Openbare Werken gevoerd zal worden, heeft betrekking op de activiteiten van de volgende instellingen :

- het Wegenfonds;
- de Intercommunale E 3;
- de Intercommunale E 5;
- de Intercommunale E 39;
- de Intercommunale E 9 - E 40;
- de Intercommunale Vereniging voor de autosnelwegen van de Brusselse periferie;
- de Intercommunale Vereniging voor de autosnelwegen van de Charleroise periferie;
- de Intercommunale Vereniging voor de autosnelwegen van West-Vlaanderen;
- de Dienst der Scheepvaart;
- de N.V. Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel;
- de regie der gebouwen.

Al deze activiteiten, die in financiële termen weergegeven zijn en eventueel gegroepeerd werden, zijn volgens de door de Minister van Openbare Werken nagestreefde doeleinden gerangschikt.

De eerste rubriek behelst de investeringsuitgaven, met dien verstande dat telkens de nieuwe machtingen tot het aangaan van verbintenissen worden vermeld. De tweede rubriek omvat een synthese van de geplande gewone uitgaven, d.w.z. de kredieten uitgetrokken op de gewone begroting.

I. Investeringsuitgaven.

A. Vergelijking van het investeringsprogramma 1973-1974.

(In duizendtallen F.)

(Voor 1973 door het Parlement goedgekeurde, voor 1974 nog goed te keuren kredieten.)

	1974	1973	Oorspronkelijk programma
I. Budgettaire sector :			
1) Departement	15 170 000	15 187 000	
2) Fondsen :			
a) Rijksscholen ... —	2 994 125		
b) Provinciale en gemeentelijke scholen —	—	1 057 000	
c) Economische expansie	1 800 000	2 011 000	
3) Wegenfonds	14 000 000	14 003 000	
4) Regie der gebouwen	3 031 000	3 170 000	
	34 001 000	38 422 125	

II. Secteur extra-budgétaire :

1) Financement Crédit Communal de Belgique	2 500 000	2 504 000
2) E 3	1 800 000	2 000 000
3) E 5	1 904 000	2 000 000
4) E 39	800 000	1 000 000
5) E 9 - E 40	2 350 000	2 450 000
6) Canal Albert	1 250 000	1 450 000
7) Canal Bruxelles - Rupel	250 000	350 000
8) Intercommunale Bruxelles	3 000 000	3 000 000
9) Intercommunale Charleroi	2 350 000	1 450 000
10) Intercommunale Flandre occidentale	1 500 000	1 500 000
	<hr/> 17 704 000	<hr/> 17 704 000
III. Secteur logement	<hr/> 15 585 000	<hr/> 15 585 000
	<hr/> 67 290 000	<hr/> 71 711 125
Programme à 100 %		

Total des crédits d'engagement prévus au budget extra-ordinaire qui est subdivisé comme suit :

Section I — Ministère des Travaux publics proprement dit.

Chapitre I — Dépenses extraordinaires en biens et services.

§ 1. Achat de biens durables et de services	140 000
§ 2. Réparation et entretien de routes, canaux, etc...	540 000
	<hr/> 680 000

Chapitre II — Transferts de revenus extraordinaires

—

Chapitre III — Transferts de capitaux

2 911 000

Chapitre IV — Investissements directs (civils)

10 525 000

Chapitre V — Octrois de crédits et participations

—

Chapitre VI — Divers

1 050 000

15 166 000

Section II — Politique scientifique.

Chapitre II — Subventions aux entreprises ...

4 000

15 170 000

II. Extra-budgettaire sector :

1) Financiering Gemeentekrediet van België	2 500 000	2 504 000
2) E 3	1 800 000	2 000 000
3) E 5	1 904 000	2 000 000
4) E 39	800 000	1 000 000
5) E 9 - E 40	2 350 000	2 450 000
6) Albertkanaal	1 250 000	1 450 000
7) Kanaal Brussel - Rupel	250 000	350 000
8) Intercommunale Brussel	3 000 000	3 000 000
9) Intercommunale Charleroi	2 350 000	1 450 000
10) Intercommunale West-Vlaanderen ...	1 500 000	1 500 000
	<hr/> 17 704 000	<hr/> 17 704 000
III. Sector huisvesting	<hr/> 15 585 000	<hr/> 15 585 000
	<hr/> 67 290 000	<hr/> 71 711 125
Vrijgegeven programma à 100 %		

Totaal der vastleggingskredieten uitgetrokken op de buitengewone begroting die als volgt is onderverdeeld :

Sectie I — Eigenlijk Ministerie van Openbare Werken.

Hoofdstuk I — Buitengewone uitgaven voor goederen en diensten.

§ 1. Aankoop van duurzame goederen en diensten	140 000
§ 2. Herstel en onderhoud van wegen, kanalen, enz... ...	540 000
	<hr/> 680 000

Hoofdstuk II — Buitengewone inkomensoverdrachten ...

—

Hoofdstuk III — Vermogensoverdrachten

2 911 000

Hoofdstuk IV — Directe investeringen (burgerlijke)

10 525 000

Hoofdstuk V — Kredietverleningen en deelnamegeningen ...

—

Hoofdstuk VI — Diversen

1 050 000

15 166 000

Sectie II — Wetenschapsbeleid.

Hoofdstuk II — Subsidies aan bedrijven

4 000

15 170 000

B. Regroupement fonctionnel des dépenses d'investissement.

(En milliers de F.)

	Engagements possibles
1. Aménagement du territoire, monuments et sites	977 000
2. Expansion économique et reconversion (zones industrielles et leurs voies d'accès - Assainissement et rénovation de sites wallons)	2 800 000
3. Quartiers d'habitations sociales (Loi Brunfaut et Logement)	4 775 000
4. Routes de l'Etat et autoroutes	27 764 000
5. Ports, canaux, voies navigables	10 838 000
6. Prévention d'inondations	425 000
7. Bâtiments de l'Etat	3 683 000
8. Travaux à exécuter pour les pouvoirs subordonnés ou assimilés	2 585 000
9. Dépenses diverses	305 000
10. Crédits culturels	20 000
Total général	54 172 000

B. Functionele hergroepering der investeringsuitgaven.

(In duizendtallen F.)

Mogelijke vastleggingen

1. Ruimtelijke ordening, natuurschoon, monumentenzorg	977 000
2. Economische expansie en reconversie (industrie-zones en hun toegangswegen). Sanering en vernieuwing van in Wallonië gelegen terreinen	2 800 000
3. Wijken voor sociale woningen (Wet Brunfaut en Huisvesting)	4 775 000
4. Rijkswegen en autosnelwegen	27 764 000
5. Havens, kanalen, bevaarbare waterlopen	10 838 000
6. Voorkomen van overstromingen	425 000
7. Rijksgebouwen (scholen inbegrepen) ...	3 683 000
8. Werken uit te voeren door ondergeschikte openbare besturen of gelijkgestelde	2 585 000
9. Diverse uitgaven	305 000
10. Culturele kredieten	20 000
Algemeen totaal	54 172 000

*C. Aperçu analytique des dépenses d'investissement.**1. Aménagement du territoire, monuments et sites.*

(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet et activités	Engagements possibles
B. E. S. 1, art. 12.02.	Etudes, publications, plans régionaux de développement.	135 000
B. E. S. 1, art. 63.09, 63.21 et 63.17.	Plans d'aménagement (pouvoirs subordonnés).	204 000
B. E. S. 1, art. 71.08 et 71.10.	Expropriations dans le cadre de l'aménagement du territoire.	210 000
B. E. S. 1, art. 51.03 et 73.06.	Enlèvement des bunkers.	102 000
B. E. S. 1, art. 14.01.	Aménagement et amélioration de parcs et squares.	10 000
B. E. S. 1, art. 51.02, 63.10, 63.12, 63.13, 71.09 et 73.11.	Plantations, aménagement ou conservation d'espaces verts.	316 000
B. E. S. 1, art. 43.01.	Restauration de monuments d'édifices classés.	—
	Total.	977 000

*C. Analytisch overzicht der investeringsuitgaven.**1. Ruimtelijke ordening, natuurschoon, monumentenzorg.*

(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
B. B. S. 1, art. 12.02.	Studies, publikaties, plannen voor streekontwikkeling.	135 000
B. B. S. 1, art. 63.09, 63.21 en 63.17	Plannen van aanleg (ondergeschikte besturen).	204 000
B. B. S. 1, art. 71.08 en 71.10.	Onteigeningen in het kader van de ruimtelijke ordening.	210 000
B. B. S. 1, art. 51.03 en 73.06.	Opruiming van bunkers.	102 000
B. B. S. 1, art. 43.01.	Aanleg en verbetering van parken en plantsoenen.	10 000
B. B. S. 1, art. 51.02, 63.10, 63.12, 63.13, 71.09 en 73.11	Beplantingen en aanleg of behoud van groene ruimten.	316 000
B. B. S. 1, art. 14.01.	Restauratie van geklasserde monumenten en gebouwen.	—
	Totaal.	977 000

2. Expansion économique et reconversion.
(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles
B. E. S. 1, art. 61.03	Terrains industriels et voies d'accès.	1 800 000
	Assainissement de sites charbonniers.	
B. E. S. 1, art. 01.05	Assainissement et rénovation de sites wallons.	1 000 000
Total.		2 800 000

3. Quartiers d'habitations sociales.
(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles
B. E. S. 1, art. 73.10	Infrastructure.	2 400 000
B. E. S. 1, art. 61.90 61.91	Allocations au Fonds National du Logement.	15 585 000
Total.		17 985 000

4. Routes de l'Etat.
(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Routes ordinaires de l'Etat.	8 935 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Autoroute E 41 (Autoroute de Wallonie).	1 010 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Autoroute A 9 (Tournai-Courtrai).	500 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Ring de Mons.	150 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Ring de Malines.	100 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Courtrai-Tournai.	100 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Divers.	580 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Autoroute E 10 (Bruxelles-Anvers-Frontière néerlandaise).	1 400 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Autoroute A 12 (Bruxelles-Boom-Anvers).	700 000
Fonds des routes, art. 533.01/ex.	Autoroute E 5 (Bruxelles-Ostende).	525 000
Intercom. E 5.	Autoroute E 5 (Bruxelles-Liège).	1 904 000
Intercom. E 5-E 40.	Autoroute E 40 (Wavre-Arlon).	965 000
Intercom. E 5-E 40.	Autoroute E 9 (Liège-Arlon).	1 020 000

2. Economische expansie en reconversie.
(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
B. B. S. 1, art. 61.03	Industrieterreinen en toegangswegen.	1 800 000
B. B. S. 1, art. 01.05	Gezondmaking van steenkolenvestigingen.	1 000 000
Totaal.		2 800 000

3. Wijken voor sociale woningen.
(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
B. B. S. 1, art. 73.10	Infrastructuur.	2 400 000
B. B. S. 1, art. 61.90 61.91	Toelagen voor het Nationaal Fonds voor de Huisvesting	15 585 000
Totaal.		17 985 000

4. Rijkswegen.
(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Gewone rijkswegen.	8 935 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Autosnelweg E 41 (Waalse autosnelweg).	1 010 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Autosnelweg A 9 (Doornik-Kortrijk).	500 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Ring om Bergen.	150 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Ring om Mechelen.	100 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Kortrijk-Doornik.	100 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Verschillende.	580 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Autosnelweg E 10 (Brussel - Antwerpen - Nederlandse grens).	1 400 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Autosnelweg A 12 (Brussel-Boom-Antwerpen).	700 000
Wegenfonds, art. 533.01/ex.	Autosnelweg E 5 (Brussel-Oostende).	525 000
Intercom. E 5.	Autosnelweg E 5 (Bruxelles-Liège).	1 904 000
Intercom. E 9 - E 40.	Autosnelweg E 40 (Waver-Aarlen).	965 000
Intercom. E 9 - E 40.	Autosnelweg E 9 (Luik-Aarlen).	1 020 000

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles	Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
Intercom. E 5-E 40.	Tronc commun.	365 000	Intercom. E 9 - E 40.	Gemeenschappelijk vak.	365 000
Intercom. E 39.	Autoroute E 39 (Lummen-Frontière néerlandaise).	800 000	Intercom. E 39.	Autosnelweg E 39 (Lummen-Nederlandse grens).	800 000
Intercom. E 3.	Autoroute E 3 (Frontière française-Gand-frontière néerlandaise).	1 800 000	Intercom. E 3.	Autosnelweg E 3 (Franse grens-Gent-Nederlandse grens).	1 800 000
B. E. S. 1, art. 73.12.	Equipement touristique.	45 000	B. B. S. 1, art. 73.12.	Toeristische uitrusting.	45 000
B. E. S. 1, art. 73.17.	Installations électriques et électromécaniques sur les routes ordinaires de l'Etat.	15 000	B. B. S. 1, art. 73.17.	Elektrische en elektromechanische installatie op gewone rijkswegen.	15 000
Intercom. Charleroi.	Autoroute périphérie.	2 350 000	Intercom. Charleroi.	Autosnelweg periferie.	2 350 000
Intercom. Flandre occ.	Autoroute A 11 (Snaaskerke-Nieuwpoort). Autoroute A 9. Autoroute A 71.	1 500 000	Intercom. West-Vlaanderen.	Autosnelweg A 11 (Snaaskerke-Nieuwpoort). Autosnelweg A 9. Autosnelweg A 71.	1 500 000
Intercom. Bruxelles.	Autoroute périphérie.	3 000 000	Intercom. Brussel.	Autosnelweg periferie.	3 000 000
Total.		27 764 000		Totaal.	27 764 000

5. Ports, canaux, voies navigables.

(En milliers de F.)

5. Havens, kanalen, bevaarbare waterlopen.

(In duizendtallen F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles	Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
Office de la Navigation.	Canal Albert.	1 250 000	Dienst Scheepvaart.	Albertkanaal.	1 250 000
S. A. du Canal.	Canal Bruxelles-Rupel.	250 000	N. V. Zeekanaal.	Kanaal Brussel-Rupel.	250 000
B. E. S. 1, art. 73.03/ex.	Cours d'eau.	2 598 000	B. B. S. 1, art. 73.03/ex.	Waterlopen.	2 598 000
B. E. S. 1, art. 53.01.	Canal Gand-Terneuzen, Escaut maritime, Liaison Escaut-Rhin (Traité Belg.-Néerlandais).	960 000	B. B. S. 1, art. 53.01.	Kanaal Gent-Terneuzen Zeeschelde, Schelde-Rijnverbinding (Belg.-Ned. Verdrag).	960 000
B. E. S. 1, art. 73.05.	Barrages-réservoirs et aductions.	1 050 000	B. B. S. 1, art. 73.05.	Stuwdammen en toevoerleidingen.	1 050 000
B. E. S. 1, art. 73.04 et 73.07.	Côte, ports maritimes et leurs voies d'accès, port autonome de Liège.	2 580 000	B. B. S. 1, art. 73.04 en 73.07.	Kust, zeehavens en hun toegangswegen, autonome haven van Luik.	2 580 000
B. E. S. 1, art. 63.14.	Ports appartenant aux administrations publiques subordonnées.	700 000	B. B. S. 1, art. 63.14.	Havens van ondergeschikte openbare besturen.	700 000
B. E. S. 1, art. 73.16.	Ports pour le yachting à la côte.	50 000	B. B. S. 1, art. 73.16.	Yachthavens aan de kust.	50 000
B. E. S. 1, art. 71.05.	Expropriations.	600 000	B. B. S. 1, art. 71.05.	Onteigeningen.	600 000
B. E. S. 1, art. 63.16.	Réparation de dommages causés par la guerre.	10 000	B. B. S. 1, art. 63.16.	Herstelling van schade ingevolge oorlogsfeiten.	10 000
B. E. S. 1, art. 73.15.	Installations électriques et électromécaniques, installations nécessaires pour la solution des problèmes d'information et d'automation.	260 000	B. B. S. 1, art. 73.15	Elektrische en elektromechanische inrichtingen, installatie voor informatie- en automatieproblemen.	260 000
B. E. S. 1, art. 14.03.	Entretien extraordinaire.	405 000	B. B. S. 1, art. 14.03.	Buitengewoon onderhoud.	405 000
B. E. S. 1, art. 14.04.	Entretien extraordinaire des installations électriques et électromécaniques.	125 000	B. B. S. 1, art. 14.04.	Buitengewoon onderhoud van de elektrische en elektromechanische inrichtingen.	125 000
Total.		10 838 000		Totaal.	10 838 000

6. Prévention d'inondations.
(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles
B. E. S. 1, art. 63.04.	Démergement dans les régions minières.	205 000
B. E. S. 1, art. 73.03/ex.	Evacuation d'eau et autres travaux de démergence.	220 000
	Total.	425 000

7. Bâtiments.
(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles
B. E. S. 1, art. 51.01 et 64.01.	Réparation des dommages de guerre aux bâtiments d'utilité publique.	—
B. E. S. 1, art. 72.04.	Ecoles européennes.	122 000
B. E. S. 1, art. 72.03.	Cité des Communautés Européennes.	228 000
B. E. S. 1, art. 63.02.2, art. 550.01.	Bâtiments subsides. Régie Bâtiments — Acquisitions.	210 000 357 200
art. 550.01.	Régie Bâtiments — Postes.	—
B. E. S. 1, art. 71.02.	Acquisition écoles européennes.	—
Régie Bâtiments, art. 550.01.	Bâtiments de l'Etat. Construction et modernisation.	2 765 800
	Total.	3 683 000

8. Travaux à exécuter par les pouvoirs subordonnés ou assimilés.

(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles
B. E. S. 1, art. 63.07.	Réparation de dommages causés par la guerre.	20 000
B. E. S. 1, art. 63.08.	Travaux tombant sous l'application de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 (non financés par le Crédit Communal).	35 000
Loi budgétaire, art. 7.	Travaux tombant sous l'application de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 (financés par le Crédit Communal)	2 500 000
B. E. S. 1, art. 63.19.	Subsides ville d'Anvers construction entrepôt.	30 000
	Total.	2 585 000

6. Voorkomen van overstromingen.
(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
B. B. S. 1, art. 63.04.	Ontwatering in de mijngebieden.	205 000
B. B. S. 1, art. 73.03/ex.	Waterafvoer en andere ontwateringswerken.	220 000
	Totaal.	425 000

7. Gebouwen.

(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
B. B. S. 1, art. 51.01 en 64.01.	Herstel van oorlogsschade aan particuliere gebouwen van openbaar nut.	—
B. B. S. 1, art. 72.04.	Europese scholen.	122 000
B. B. S. 1, art. 72.03.	Wijk van de Europese Gemeenschappen.	228 000
B. B. S. 1, art. 63.02.2 art. 550.01.	Gebouwen, toelagen. Régie der Gebouwen — Ondeigeningen.	210 000 357 200
art. 550.01.	Régie der Gebouwen — Postgebouwen.	—
B. B. S. 1, art. 71.02.	Aankopen voor de Europese scholen.	—
Regie Gebouwen art. 550.01.	Bouw en modernisering van Rijksgebouwen.	2 765 800
	Totaal.	3 683 000

8. Werken uit te voeren door ondergeschikte openbare of daarmee gelijkgestelde besturen.

(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikel	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
B. B. S. 1, art. 63.07.	Herstelling van schade ingevoerde oorlogsfeiten.	20 000
B. B. S. 1, art. 63.08.	Werken vallend onder toepassing van het Regentsbesluit van 2 juli 1949 (niet gefinancierd door het Gemeentekrediet).	35 000
Begrotingswet, art. 7.	Werken vallend onder toepassing van het Regentsbesluit van 2 juli 1949 (gefinancierd door het Gemeentekrediet).	2 500 000
B. B. S. 1, art. 63.19.	Toelagen aan de stad Antwerpen. Entrepotcomplex.	30 000
		2 585 000

9. Dépenses diverses.

(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles
B. E. S. 1, art. 01.03.	Allocation spéciale de productivité.	50 000
B. E. S. 1, art. 12.01.	Documents scientifiques et de propagande.	5 000
B. E. S. 1, art. 63.15.	Déplacement installations gaz et électricité.	246 000
B. E. S. 2, art. 32.02.	Cartes géotechniques.	4 000
	Total.	305 000

9. Diverse uitgaven.

(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
B. B. S. 1, art. 01.03.	Bijzondere produktiviteitsuitkering.	50 000
B. B. S. 1, art. 12.01.	Wetenschappelijke en propagandaschriften.	5 000
B. B. S. 1, art. 63.15.	Verplaatsing gas- en elektriciteitsinstallaties.	246 000
B. B. S. 2, art. 32.02.	Grondmechanische kaarten.	4 000
	Totaal.	305 000

10. Crédits culturels.

(En milliers de F.)

Articles du budget	Objet des activités	Engagements possibles
B. E. S. 1, art. 64.01.	Crédits culturels.	20 000
	Total.	20 000

10. Culturele kredieten.

(In duizendtallen F.)

Begrotingsartikelen	Voorwerp der activiteit	Mogelijke vastleggingen
B. B. S. 1, art. 64.01.	Culturele kredieten.	20 000
	Totaal.	20 000

11. Dépenses ordinaires.

(En milliers de F.)

	En milliers de F	%
1) Entretien électricité	483 455	
2) Entretien Plan Vert	30 285	13,4
3) Entretien Voies Hydrauliques.	1 180 188	
4) Entretien bâtiments	20 000	
5) Charges financières — travaux subsidiés	7 253 641	56,7
6) Dépenses de personnel	3 356 048	26,2
7) Dépenses de fonctionnement ...	448 946	3,5
8) Divers	20 301	0,2
Total général des dépenses ordinaires (budget ordinaire)	12 792 884	100

11. Gewone uitgaven.

(In duizendtallen F.)

	In duizendtallen F	%
1) Onderhoud elektriciteit	483 455	
2) Onderhoud Groenplan	30 285	13,4
3) Onderhoud Waterwegen	1 180 188	
4) Onderhoud gebouwen	20 000	
5) Financiële lasten van de gesubsidieerde werken	7 253 641	56,7
6) Personeelsuitgaven	3 356 048	26,2
7) Werkingskosten	448 946	3,5
8) Diversen	20 301	0,2
Algemeen totaal der gewone uitgaven (Gewone begroting)	12 792 884	100

I. Routes et autoroutes.

La politique du département en matière de construction d'autoroutes et de routes ordinaires sera marquée en 1974 par :

1^o) une diminution des crédits du Fonds des routes réservés à la construction des autoroutes.

En effet, ceux-ci seront ramené de 7 500 millions à 5 065 millions de francs. Cette diminution est due :

a) au fait que l'on s'en est tenu plus strictement que les années précédentes à la définition des autoroutes; on n'a prévu sous cette rubrique que les crédits réellement réservés aux autoroutes et non ceux réservés à des routes express ou à des routes d'accès aux autoroutes.

Le montant de 5 065 millions pour les autoroutes du Fonds des routes se répartit comme suit :

Autoroute de Wallonie	1 010
Tournai - Courtrai	500
Ring de Mons	150
Bruxelles - Malines - Anvers	1 400
Ring de Malines	100
Bruxelles - Boom - Anvers	700
Courtrai - Tournai	100
Bruxelles - Ostende	525
Divers	210

A ces montants, il faut ajouter un crédit de 370 millions pour les installations électriques sur le réseau existant des autoroutes.

b) à l'augmentation très sensible des crédits du Fonds des routes réservés à la construction et à la modernisation des routes ordinaires de l'Etat, dont le montant passe de 6 503 à 8 935 millions de francs. Il est prévu sous cette rubrique la réalisation de plusieurs routes express qui complèteront le réseau autoroutier.

En ce qui concerne les routes ordinaires, le programme est réparti par province en tenant compte d'efforts particuliers pour les routes nouvelles, soit 450 millions pour la liaison Dottignies-Mouscron-Armentières et 400 millions pour la liaison Achène-Dinant. Ces deux réalisations, qui se situent respectivement dans les provinces de Hainaut et de Namur, expliquent les montants plus élevés prévus pour ces deux provinces.

Ces montants sont les suivants :

(En millions de F)

	—
Anvers	715
Flandre occidentale	860
Flandre orientale	765
Limbourg	620
Bruxelles capitale	520
Brabant flamand	465
Brabant wallon	560
Hainaut	1 285
Liège	750
Luxembourg	660
Namur	965

A ces chiffres, il faut ajouter un crédit de 770 millions pour les installations électriques le long du réseau existant.

I. Wegen en autosnelwegen.

Inzake aanleg van autosnelwegen en gewone wegen zal het departement in 1974 het volgende beleid voeren :

1^o) vermindering van de kredieten van het Wegenfonds voor de aanleg van autosnelwegen.

Deze kredieten worden verminderd van 7 500 miljoen tot 5 065 miljoen F. Deze vermindering is toe te schrijven aan :

a) een meer beperkende definitie van de autosnelwegen dan in vorige jaren; in deze rubriek werden slechts kredieten gereserveerd voor de gewone autosnelwegen en niet voor expresswegen of toegangswegen tot autosnelwegen.

Het bedrag van 5 065 miljoen voor de aanleg van autosnelwegen door het Wegenfonds is als volgt verdeeld :

Waalse autosnelweg	1 010
Doornik - Kortrijk	500
Ring om Bergen	150
Brussel - Mechelen - Antwerpen	1 400
Ring om Mechelen	100
Brussel - Boom - Antwerpen	700
Kortrijk - Doornik	100
Brussel - Oostende	525
Diversen	210

Bij deze bedragen moet een krediet van 370 miljoen gevoegd worden voor elektrische installaties op het bestaande net van autosnelwegen.

b) een zeer gevoelige verhoging van de kredieten van het Wegenfonds, voorbehouden voor de aanleg en de verbetering van gewone rijkswegen; hier stijgt het bedrag van 6 503 tot 8 935 miljoen. Deze rubriek voorziet o.m. in de aanleg van verschillende expresswegen die het net van autosnelwegen zullen aanvullen.

Wat betreft de gewone wegen is het programma per provincie verdeeld, rekening houdend met bijzondere inspanningen voor nieuwe wegen; daaronder vallen 450 miljoen voor de verbinding Dottignies-Moeskroen-Armentières en 400 miljoen voor de verbinding Achène-Dinant. Die plannen hebben betrekking op de provincies Henegouwen en Namen; zo komt het dat voor deze twee provincies de toegekende bedragen hoger liggen.

Deze bedragen zijn de volgende :

(In miljoenen F)

Antwerpen	715
West-Vlaanderen	860
Oost-Vlaanderen	765
Limburg	620
Brussel-Hoofdstad	520
Vlaams Brabant	465
Waals Brabant	560
Henegouwen	1 285
Luik	750
Luxemburg	660
Namen	965

Bij deze bedragen moet een krediet van 770 miljoen gevoegd worden voor elektrische installaties langs het bestaande wegennet.

2^e) la continuation du programme des associations intercommunales pour la construction d'autoroutes. Ce programme prévoit les montants suivants :

(En millions de F)

E 3 ...	1 800
E 5 ...	1 904
E 39 ...	800
E 9 / E 40 ...	2 350
Bruxelles ...	3 000
Charleroi ...	2 350
Flandre occidentale ...	1 500

Total pour 1974 ... 13 704
(alors qu'en 1973 un montant de 13 400 millions était prévu, soit une augmentation de 304 millions pour cette rubrique).

Il convient aussi en priorité de parachever le réseau des autoroutes existantes et actuellement en cours de réalisation.

C'est là une orientation qu'il convient de souligner dans le cadre du programme pour 1974 et qui est naturellement en relation avec l'accroissement du trafic.

Ce parachèvement comprend entre autres : une signalisation adéquate, un éclairage public convenable, la pose de barrières de sécurité, l'installation d'un réseau de postes téléphoniques 900, l'exécution de marquages, la mise en place de plantations, bref les mesures de sécurité nécessaires pour répondre à l'augmentation continue de la circulation. Déjà dans le passé, ces mesures de sécurité ont retenu l'attention. A ce sujet, il convient toutefois de souligner l'effort exceptionnel qui sera consacré, en 1974, aux installations électriques sur les autoroutes (370 millions) et les routes ordinaires (770 millions).

Le confort des usagers va en s'améliorant.

Aux 19 équipements annexes (parkings, stations à essence, restaurants, motels), dont la construction était prévue en 1973, viendra s'ajouter la réalisation, en 1974, de 7 autres ensembles d'équipements.

Le réseau routier et autoroutier doit également être entretenu.

En 1973, un crédit de 2 700 millions était réservé pour cet entretien; en 1974, on disposera de 2 600 millions. Lors de l'exposé général du budget de 1973 a été soulignée l'importance, pour cet entretien, du programme prévoyant l'installation de 42 régies pour autoroutes et de 56 régies pour routes ordinaires. Actuellement, 35 de ces régies fonctionnent déjà, soit 12 dans de nouveaux locaux et 23 dans des bâtiments loués ou acquis à titre provisoire.

D'autre part, 6 régies sont en voie d'édification et, pour 4 autres, les terrains nécessaires ont été expropriés.

Il y a lieu de souligner aussi l'importance du projet de loi modifiant la loi sur le Fonds des routes, qui doit permettre à ce fonds d'entreprendre de nouvelles tâches et à son personnel d'obtenir une situation statutaire stable. Ce projet de loi est en voie d'élaboration et sera soumis prochainement au Parlement.

Pour conclure, il faut signaler qu'un système financier normalisé des emprunts des associations intercommunales d'autoroutes est actuellement mis au point. Le principe en est le suivant : à partir du 1^{er} janvier 1974, l'Etat versera

2^e) voortzetting van het programma van de intercommunale verenigingen voor de aanleg van autosnelwegen. Dit programma voorziet in de volgende bedragen :

(In miljoenen F)

E 3 ...	1 800
E 5 ...	1 904
E 39 ...	800
E 9 / E 40 ...	2 350
Brussel ...	3 000
Charleroi ...	2 350
West-Vlaanderen ...	1 500

In totaal voor 1974 ... 13 704
(te vergelijken met het bedrag van 13 400 miljoen uitgetrokken voor 1973. Dit betekent een verhoging met 304 miljoen voor deze rubriek)

Het komt erop aan bij voorrang het net van autosnelwegen af te werken.

Deze oriëntatie dient onderstreept te worden in het kader van het programma voor 1974. Zij houdt natuurlijk verband met de toename van de verkeersdichtheid.

De afwerking bevat onder meer een passende signalisatie, voldoende openbare verlichting en het plaatsen van veiligheidsbanden, het opstellen van een net van telefoonposten 900, het aanbrengen van grondmarkeringen, de beplantingen en verder alle maatregelen die nodig zijn om het voortdurend toenemende verkeer in veilige omstandigheden te laten verlopen. Hoewel reeds in het verleden zeer veel aandacht werd besteed aan deze veiligheidsmaatregelen, dienen de uitzonderlijke inspanningen te worden onderstreept die in 1974 zullen besteed worden aan elektrische installaties langs de autosnelwegen (370 miljoen) en langs de gewone wegen (770 miljoen).

Het comfort van de weggebruikers zal ook fel verbeterd worden.

Voor de bijkomende uitrusting (parkeerplaatsen, benzinstations, restaurants, motels) waren er in 1973 19 realisaties gepland; in 1974 zullen er nog 7 nieuwe bijkomen.

Het wegen- en autosnelwegennet dient eveneens onderhouden te worden.

In 1973 was daarvoor 2 700 miljoen uitgetrokken, terwijl er in 1974 2 600 miljoen beschikbaar zal zijn. In de algemene toelichting bij de begroting voor 1973 werd erop gewezen dat de oprichting van 42 regies voor de autosnelwegen en 56 regies voor de gewone rijkswegen van groot belang is voor dit onderhoud. Op dit ogenblik zijn 35 van deze regies reeds in werking, waarvan 12 in nieuwe gebouwen en 23 in voorlopig gehuurde of aangekochte gebouwen.

Verder zijn 6 regies in opbouw en voor 4 andere werden de nodige gronden reeds onteigend.

Ook dient de aandacht gevestigd op het belang van het wetsontwerp tot wijziging van de wet op het Wegenfonds. Dank zij dit ontwerp zal het Fonds nieuwe opdrachten kunnen krijgen en zal aan het personeel van het Fonds een vaste statutaire positie kunnen worden verleend. Dit wetsontwerp is thans in voorbereiding en zal eerlang aan het Parlement worden voorgelegd.

Tot besluit dient aangestipt dat op dit ogenblik de laatste hand wordt gelegd aan een financiële regeling in verband met de leningen aangegaan door de intercommunale verenigingen voor de aanleg van autosnelwegen. Die regeling

aux concessionnaires des dotations en vue d'assurer le paiement des charges annuelles d'intérêts et de remboursements des emprunts contractés.

II. Voies hydrauliques.

Comme les années précédentes, le programme des investissements pour l'année budgétaire 1974, qui est fixé à 9 550 millions, comprend en la meilleure partie les travaux qui tendent à la modernisation des voies navigables — rivières et canaux — et à l'extension et l'équipement des ports, tant maritimes que fluviaux.

Toutefois, en 1974, un effort financier accru sera consacré aux travaux de construction de barrages-réservoirs.

1. Les barrages-réservoirs.

La construction du barrage de l'Eau d'Heure et Plate-Taille, entamée depuis 1972, se poursuivra en 1974.

Les premiers crédits ont été inscrits au programme de 1974 pour deux autres projets importants, à savoir : la construction d'un barrage sur la Lesse et le surhaussement du barrage de Nisramont. Ces deux projets trouvent leur motivation dans les besoins accrus du pays en eau, aussi bien pour usage domestique et industriel que pour l'alimentation des voies navigables. Le barrage de la Lesse à Neupont permettra la constitution d'une réserve d'eau de 181 millions de mètres cubes. Le surhaussement du barrage de Nisramont sur l'Ourthe conduira à une augmentation de la capacité de retenue, actuellement de 3 millions de mètres cubes, jusqu'à 10 millions de mètres cubes.

2. Les voies navigables.

En ce qui concerne les rivières, d'importants travaux sont à exécuter sur le Haut-Escout, sur la Lys et sur la Meuse. Quant aux canaux, les investissements concernent principalement le canal d'Hensies à Pommerœul, le canal du Centre, le canal de Roulers à la Lys, ainsi que les travaux qui s'imposent au canal de Charleroi à Bruxelles en vue de l'aménagement de la place Sainctelette à Bruxelles.

La continuation de la modernisation et de l'aménagement du canal Albert pour la navigation par poussage s'effectue à l'aide de moyens extra-budgétaires. C'est aussi le cas pour la modernisation du canal maritime de Bruxelles au Rupel.

3. Les ports maritimes.

Le programme de l'année 1974 vise à la poursuite des travaux nécessaires à la création du nouveau port sur la la rive gauche de l'Escaut à Anvers, d'une part, et à l'adaptation du port de Zeebrugge en vue de le rendre accessible aux navires de 125 000 tonnes, d'autre part.

Outre les travaux portuaires mêmes, construction d'écluses, de darses, etc., il sera également procédé à l'amélioration des voies d'accès aux ports maritimes, à savoir l'approfondissement de l'Escaut en aval d'Anvers et de la passe de Scheur.

4. Politique portuaire.

Il convient de souligner un certain nombre de facteurs :

1° l'influence sans cesse croissante exercée par les ports sur l'économie nationale, en tant qu'instruments des importations et exportations et en tant que pôles de croissance socio-économiques;

steunt op het volgende principe : vanaf 1 januari 1974 zal de Staat aan de concessiehouders dotaties storten voor de betaling van de jaarlijkse interesten en de terugbetaling van het kapitaal van die leningen.

II. Waterwegen.

Zoals de vorige jaren bevat het investeringsprogramma voor het begrotingsjaar 1974, dat op 9 550 miljoen is vastgesteld, werken die de modernisering beogen van bevaarbare waterwegen (rivieren en kanalen) evenals de uitbreiding en de uitrusting van zeehavens en binnenvaart.

Dit belet niet dat in 1974 een grotere financiële inspanning zal gedaan worden voor de bouw van stuwdammen.

1. Stuwdammen.

De in 1972 aangevangen bouw van de dam op l'Eau d'Heure en Plate-Taille zal in 1974 voortgezet worden.

Op het programma voor 1974 zijn de eerste kredieten uitgetrokken voor 2 nieuwe belangrijke projecten, namelijk de stuwdam op de Lesse en de verhoging van de dam te Nisramont. Deze 2 projecten zijn verantwoord wegens de stijgende behoefte aan water in het hele land, zowel voor huishoudelijk als voor industriel gebruik alsmede voor de voorziening van de bevaarbare waterwegen. De stuwdam op de Lesse te Neupont zal de aanleg van een waterreserve mogelijk maken van 181 miljoen kubieke meter. Het verhogen van de stuwdam op de Ourthe te Nisramont zal de capaciteit van het bekken van 3 miljoen op 10 miljoen kubieke meter brengen.

2. Bevaarbare waterwegen.

Wat betreft de rivieren moeten vooral op de Boven-Schelde, de Leie en de Maas belangrijke werken uitgevoerd worden. De investeringen voor de kanalen moeten vooral toegespitst worden op het kanaal Hensies-Pommerœul, het Centrumkanaal, het kanaal van Roeselare naar de Leie, evenals op sommige werken aan het kanaal Charleroi-Brussel, meer bepaald voor de aanpassing van het Saincteletteplein te Brussel.

De voortzetting van de modernisering en de aanpassing van het Albertkanaal voor de duwvaart gebeurt met behulp van extra-budgettaire middelen; dit is ook het geval voor de modernisering van het zeekanaal van Brussel naar de Rupel.

3. Zeehavens.

Het programma voor 1974 beoogt de voortzetting van de werken aan de nieuwe haven op de Linker-Scheldeoever te Antwerpen en de aanpassing van de haven van Zeebrugge om de toegang van zeeschepen van 125 000 ton mogelijk te maken.

Behalve de eigenlijke havenwerken, zoals de bouw van sluizen, havendokken enz. zal eveneens de toegang tot de zeehavens verbeterd worden. Daartoe behoort de verdieping van de Schelde voorbij Antwerpen en van de zeepas de Scheur.

4. Havenbeleid.

Er zijn gewezen op een aantal factoren :

1° de havens oefenen een steeds grotere invloed uit op 's lands bedrijfsleven, zowel als sociaal-economische groei-polen als wegens de rol die zij spelen bij in- en uitvoer;

2^e la nécessité de réaliser, dans le cadre d'une Communauté européenne élargie à des nouveaux partenaires spécialement intéressés au trafic maritime, une concertation européenne en matière de ports maritimes, garantie d'une expansion harmonieuse;

3^e les négociations importantes menées avec les Pays-Bas en vue de créer de nouvelles possibilités d'extension des ports;

4^e les nouveaux modes de transport de marchandises par mer.

III. Bâtiments.

L'Etat a un très grand besoin de bâtiments administratifs.

Des études effectuées récemment ont révélé que, dans les grands centres et particulièrement dans l'agglomération bruxelloise, la construction par l'Etat présente, à long terme, pour le Trésor, des avantages considérables en regard de la politique de prise en location suivie jusqu'à présent. En remplacement de cette dernière, il y a lieu de lancer, dans les grandes villes, une politique de construction rationnelle.

Dans le passé, trop de vieux immeubles ont été achetés, pour être remis à neuf. Cette méthode s'est avérée peu rentable. A l'avenir, la Régie ne procédera plus à l'acquisition d'immeubles que si ceux-ci se trouvent à l'état neuf et s'ils peuvent être mis en service sans travaux de réfection importants.

Dans les villes principales, le regroupement des services publics (Etat, province, agglomération, fédération, commune) en cités administratives sera poursuivi. Le Trésor pourra ainsi réaliser de substantielles économies.

A moyen terme s'ajoute un autre problème. La création d'une zone européenne autour du rond-point Schuman entraînera le déménagement et la réinstallation, dans l'agglomération bruxelloise, de nombreux départements ministériels. La Régie des bâtiments étudie actuellement diverses solutions qui lui permettront d'y faire face.

Il entre dans les intentions de la Régie des bâtiments de contribuer, aussi largement que possible, à l'industrialisation du bâtiment. L'instauration de systèmes de construction industrialisés, comprimera sensiblement les prix et réduira fortement les délais d'exécution.

La réalisation de ce programme nécessitera des efforts financiers importants. La Régie des bâtiments devra disposer de moyens d'action suffisants. Outre les sources de financement traditionnelles, la Régie devra pouvoir faire appel à des moyens de financement spéciaux, en rapport avec l'ampleur des réalisations projetées.

IV. Electricité et électromécanique.

Le programme de cette Administration pour 1974 a trait principalement à l'équipement électrique et électromécanique des voies navigables, des routes et des bâtiments de l'Etat, à l'installation de l'éclairage public et des panneaux de signalisation le long des autoroutes et des routes de l'Etat, ainsi qu'à la réalisation des installations nécessaires en vue de résoudre les problèmes d'automation et d'information relatifs aux routes et aux voies navigables.

2^e in het kader van de Europese Gemeenschap, die verrijkt is met nieuwe partners die bijzonder belang stellen in het vervoer over zee, moet op Europees niveau overleg worden gepleegd over de zeehavenen, wil men tot een harmonische expansie komen;

3^e de onderhandelingen met Nederland zijn belangrijk met het oog op nieuwe uitbreidingsmogelijkheden voor onze havens;

4^e probleem van de nieuwe middelen voor het vervoer van goederen over zee.

III. Gebouwen.

De Staat heeft een zeer grote nood aan administratieve gebouwen.

Recente studies hebben aangetoond dat in de grote centra en vooral in de Brusselse agglomeratie de bouw door de Staat zelf op lange termijn een voordeel betekent voor de Schatkist in verband met de huurpolitiek die tot nu toe werd gevolgd. Ter vervanging van de vroegere politiek komt het er op aan in de grote steden een rationele bouwpolitiek te gaan voeren.

In het verleden werden al te dikwijls oude gebouwen aangekocht met de bedoeling deze te vernieuwen. Deze methode is zeer weinig rendeerd gebleken. Voortaan zal de Régie niet meer overgaan tot aankoop van gebouwen, tenzij deze zich in behoorlijke staat bevinden en indien zij in dienst kunnen genomen worden zonder belangrijke herstellingswerken.

In de voornaamste steden zal de hergroepering van de openbare diensten (Staat, provincie, agglomeratie, federatie, gemeente) in administratieve wijken worden voortgezet. Zulks zal gevoelige besparingen mogelijk maken voor de Schatkist.

Op halflange termijn komt daar nog een ander probleem bij. De stichting van een Europese zone rond het verkeersplein Schuman in Brussel zal noodzakelijkerwijze de verhuis en het opnieuw huisvesten van talrijke ministeriële departementen met zich brengen. De Régie der gebouwen bestudeert op dit ogenblik verscheidene oplossingen voor dit probleem.

De Régie der gebouwen wil voor zoveel mogelijk bijdragen tot de industrialisatie van het bouwbedrijf. De aanwending van uitgewerkte industriële bouwwijzen zal de prijzen gevoelig doen dalen en de uitvoeringstermijn verkorten.

De uitvoering van dit programma vergt grote financiële inspanningen. De Régie der gebouwen zal over voldoende middelen moeten kunnen beschikken. Naast de traditionele financieringsbronnen zal de Régie een beroep moeten doen op speciale financieringsmiddelen die in verhouding staan tot de omvang van de voorgenomen verwezenlijkingen.

IV. Elektriciteit en elektromechanica.

Het programma van dit Bestuur voor 1974 slaat vooral op de elektrische en electromechanische uitrusting van de bevaarbare waterwegen, de rijkswegen en -gebouwen, het plaatsen van de openbare verlichting en van verkeersborden langs de autosnelwegen en de gewone rijkswegen, alsmede het tot stand brengen van de nodige installaties ter oplossing van de problemen in verband met de automatische regeling en de informatie betreffende de wegen en de waterwegen.

V. Urbanisme et aménagement du territoire.

Dans le courant de 1974, tous les projets de plans de secteur seront arrêtés provisoirement par arrêté ministériel et largement diffusés. Ils seront reproduits avant que soit entamée la procédure prévue par la loi pour leur approbation par arrêté royal.

Parallèlement aux plans de secteur, l'attention se porte sur les centres urbains. Il est évident que des études concrètes retiendront de plus en plus l'attention. La recherche fondamentale sera poursuivie en 1974, bien qu'elle soit surtout du ressort des universités.

Un effort tout particulier sera fait au profit de la rénovation des noyaux urbains. Des crédits importants sont prévus.

En matière de rénovation urbaine, cinq expériences pilotes sont actuellement en cours dans l'ensemble du pays. Elles doivent permettre la mise au point des formules juridiques et techniques les mieux adaptées, étant entendu que l'objectif poursuivi concerne à la fois la réhabilitation des bâtiments, la valorisation des qualités urbaines du quartier et le maintien sur place des habitants, s'ils le souhaitent.

A partir des enseignements ainsi recueillis, un ensemble de mesures législatives seront présentées au Parlement. Ces mesures seront relatives à l'aide individuelle à l'amélioration de l'habitat ancien, à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés, spécialement aux communes, dans leurs opérations concertées de réhabilitation, à la maîtrise du trafic automobile par la spécialisation des circulations, à l'encouragement à la construction de parkings souterrains, et à l'adoption d'une politique foncière destinée à empêcher l'expulsion progressive des habitants du centre des villes en raison de la hausse des prix des terrains urbains.

Une politique cohérente de développement urbain suppose, en effet, la mise en œuvre des mesures convergentes qui portent autant sur la qualité des bâtisses et le maintien du caractère urbain des villes que sur le prix du logement et l'amélioration des formules et des possibilités des transports en commun.

Dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, le service d'assainissement des sites charbonniers désaffectés continuera à œuvrer pour la reconversion des charbonnages dont l'exploitation a cessé.

En Flandre, on pourra entamer, en 1974, l'exécution du projet d'assainissement de Houthalen.

Pour le charbonnage de Genk-Zwartberg, un premier projet de plan d'assainissement est terminé; il est actuellement soumis à la procédure légale.

En ce qui concerne la Wallonie sont actuellement parus au *Moniteur belge* soixante arrêtés royaux décidant l'assainissement de sites charbonniers désaffectés, ainsi que neufs arrêtés ministériels précisant les travaux proprement dits; en outre, septante autres sites charbonniers désaffectés font l'objet d'examens préparatoires à la prise d'arrêts royaux décidant de leur assainissement.

Neuf établissements, appartenant déjà à des organismes publics ou sur le point d'être achetés par eux, seront plus rapidement assainis grâce aux avances partiellement récupérables par lesquelles les travaux pourront être financés.

D'autre part, la Commission «boisement des terrils» poursuit ses travaux; une autre commission est chargée de l'étude de la révision de la législation; cette révision a pour objet d'étendre les mesures légales à l'assainissement de tous les établissements industriels ou commerciaux désaffectés.

Le Service du Plan vert s'occupera des aménagements modernes à opérer dans les parcs publics de l'agglomération bruxelloise, de l'équipement des pépinières de l'Etat,

V. Stedebouw en ruimtelijke ordening.

In de loop van 1974 zullen alle ontwerpen van gewestplannen voorlopig bekraftigd worden bij ministerieel besluit en op grote schaal verspreid worden. Zij zullen opgemaakt worden vóór de door de wet bepaalde procedure van bekraftiging bij koninklijk besluit zal aangevallen zijn.

Samen met de gewestplannen zal de stadskern in de belangstelling staan. Het is evident dat konkrete studies meer en meer de aandacht opeisen. In de loop van 1974 zal het fundamenteel onderzoek voortgezet worden hoewel dit vooral de taak van de universiteiten is.

Een bijzondere inspanning zal worden gedaan voor de vernieuwing van de stadskernen. Daarvoor zijn belangrijke kredieten uitgetrokken.

In verband hiermede zijn op dit ogenblik vijf teststudies aan de gang over het hele land, om de beste juridische en technische formules vast te stellen. Daarbij worden als uitgangspunt genomen zowel het herstel van de gebouwen en de valorisatie van de wijk als onderdeel van de stad als het behoud van de bewoners ter plaatse, indien zij het wensen.

Op grond van de aldus samengebrachte gegevens zal een reeks wettelijke maatregelen aan het Parlement worden voorgelegd. Deze maatregelen zullen betrekking hebben op : de individuele hulp ter verbetering van de oude woningen, de toegeving van subsidies aan ondergeschikte besturen, vooral aan de gemeenten, voor hun gezamenlijke initiatieven, inzake het herstellen van gebouwen, het beperken van het autoverkeer door de specialisatie van het verkeer en het aanmoedigen van de bouw van ondergrondse parkeerplaatsen, het voeren van een doelmatige grondpolitiek met het doel de stijging van de prijs van de stedelijke gronden en derhalve ook de geleidelijke ontvolking van de stadskernen te beletten.

Een samenhangende politiek inzake stedelijke ontwikkeling veronderstelt immers de toepassing van doelmatige maatregelen die zowel betrekking hebben op de kwaliteit van de gebouwen en het behoud van het stedelijk karakter van de steden als op de kosten van huisvesting en de verbetering van de formules en de mogelijkheden van het gemeenschappelijk vervoer.

In het kader van het beleid inzake ruimtelijke ordening zal de dienst voor de sanering van de verlaten steenkoolplaatsen verder gaan met de omvorming van koolmijnen waar de exploitatie is gestaakt.

In Vlaanderen zal in 1974 een begin worden gemaakt met de uitvoering van het project tot sanering van Houthalen.

Voor Genk-Zwartberg is een eerste project tot sanering uitgewerkt; op dit ogenblik is de wettelijke procedure aan de gang.

Wat betreft Wallonië zijn in het *Belgisch Staatsblad* niet minder dan zestig koninklijke besluiten verschenen tot sanering van verlaten steenkoolplaatsen. In negen gevallen worden de eigenlijke werken bij ministerieel besluit nader bepaald. Ten slotte is voor zeventig andere verlaten koolmijnen een voorbereidend onderzoek aan de gang alvorens het koninklijk besluit tot sanering wordt genomen.

Negen inrichtingen die reeds door openbare instellingen aangekocht zijn of zullen worden, zullen vlugger gesaneerd kunnen worden dank zij gedeeltelijk terugvorderbare voor- schotten waarmede de werken zullen gefinancierd worden.

Anderzijds zet de Commissie «bebossing van steenhopen» haar werkzaamheden voort; een andere commissie is belast met de studie van de herziening van de wetgeving; die herziening beoogt de verruiming van de wettelijke maatregelen tot sanering van alle vervallen industriële of commerciële inrichtingen.

De Dienst van het Groenplan zal zich bezighouden met de moderne uitrusting van de openbare parken van de Brusselse agglomeratie, met de uitrusting van de staatsaanplantingen,

des travaux de plantation le long des routes et de l'entre-tien d'avenues, de pièces d'eau et de parcs.

VI. Travaux subsides et reconstruction.

Le programme comporte, d'une part, une intervention financière dans les travaux d'infrastructure à exécuter par les pouvoirs publics régionaux et locaux et, d'autre part, la prise en charge directe par l'Etat de l'infrastructure des quartiers d'habitations sociales, en application de l'article 33 du Code du logement.

Cet article a été modifié. Non seulement il étend les avantages des dispositions prévues aux C.A.P., mais il autorise les lotissements sociaux, en vue d'assurer la vitalité des groupes d'immeubles ou de quartiers à construire ainsi qu'un développement cohérent de zones d'habitat.

En outre, il permet maintenant de réaliser l'unicité de maître d'œuvre. Il rencontre aussi les problèmes des communes de petites dimensions, puisqu'il autorise le financement des travaux d'équipement d'ensembles comptant au moins 15 habitations sociales dans les communes de moins de 5 000 habitants.

Ces nouvelles dispositions ont entraîné une augmentation sensible du crédit.

VII. Logement.

La politique suivie en matière de logement social, dont il est question par ailleurs, ressort du montant arrêté pour le programme des sociétés de logement, qui est repris dans le secteur des organismes d'intérêt public. Ce programme s'élève au total à 15 585 millions, soit le niveau du programme initial de 1973. Il témoigne du souci de prudence qui a marqué la fixation de l'ensemble des programmes d'investissements pour 1974, en raison de la persistance des phénomènes inflatoires.

Toutefois, il y a lieu de souligner que le programme de 1973 accusait une croissance importante par rapport à celui de 1972 fixé initialement à 10 587 millions et porté finalement à 13 671 millions en raison notamment de l'octroi d'un programme conjoncturel de 2 300 millions.

Il convient par ailleurs de prendre des mesures sur un triple plan :

1) La construction de nouveaux logements, tant par l'initiative privée que par le secteur public, doit être stimulée plus que jamais, non seulement parce que le nombre de logements salubres est réellement insuffisant, mais également parce qu'il faut éviter que le secteur de la construction de logements ne connaisse à nouveau une régression dangereuse après la reprise obtenue grâce aux mesures de relances en 1972.

Il importe surtout de construire des logements nouveaux à une cadence équilibrée et dans une perspective de continuité.

Pour pouvoir mener une telle politique, il est indispensable d'intervenir pour endiguer la hausse continue des prix de terrains. Un pas important a été fait en 1973, en facilitant les lotissements sociaux qui permettent d'espérer que l'offre de terrains à bâtir à des prix raisonnables croîtra sensiblement.

met aanplantingswerken langs de wegen en met het onderhoud van aanplantingen op lanen, langs watervlakten en in parken.

VI. Gesubsidieerde werken en wederopbouw.

Het programma bevat enerzijds een geldelijke tegemoetkoming in de infrastructuurwerken uitgevoerd door de gewestelijke en plaatselijke overheden en anderzijds de rechtstreekse tenlasteneming door de Staat van de infrastructuur van de wijken van volkswoningen, bij toepassing van artikel 33 van de Huisvestingscode.

Dit artikel werd gewijzigd. Niet alleen wordt het voordeel van de daarin vervatte bepalingen uitgebreid tot de C.O.O.'s, maar bovendien worden sociale verkavelingen toegelaten. Een en ander om de leefbaarheid van groepsbouw of van aan te leggen wijken mogelijk te maken en eveneens met het doel een samenhangende uitbreiding van de woonzones te verzekeren.

Daarenboven zal het mogelijk zijn één enkele bouwheer aan te stellen. De voorgenomen wijziging komt eveneens tegemoet aan de wensen van de kleinere gemeenten, aangezien de financiering van uitrustingwerken mogelijk zal zijn in kleinere groepen van sociale woningen, namelijk minstens 15 woningen in gemeenten met minder dan 5 000 inwoners.

Deze nieuwe schikkingen hebben een gevoelige verhoging van de kredieten ten gevolge.

VII. Huisvesting.

Het beleid inzake sociale woningen, dat ook elders wordt toegelicht, vindt zijn vertolking in het bedrag uitgetrokken voor het programma van de huisvestingsmaatschappijen, dat onder de sector van de instellingen van openbaar nut voor komt. Dit programma bedraagt in totaal 15 585 miljoen, zegge het peil van het oorspronkelijk programma voor 1973. Het getuigt van de voorzichtigheid waarmee, gelet op de aanhoudende inflatiertendenies, alle investeringsprogramma's voor 1974 werden opgesteld.

Er zij echter op gewezen dat het programma voor 1973 in aanzienlijke mate het programma voor 1972 overtrof, dat oorspronkelijk op 10 587 miljoen vastgesteld was om uiteindelijk 13 671 miljoen te bereiken, onder meer wegens het verlenen van een conjunctuurprogramma van 2 300 miljoen.

Voorts moeten op een drievoudig vlak maatregelen genomen worden :

1) De bouw van nieuwe woningen zowel door de privé-sector als door de overheidssector moet meer dan ooit aangemoedigd worden, niet alleen omdat er een werkelijk gebrek is aan gezonde woningen, maar eveneens omdat vermeden moet worden dat de sector van de woningbouw andermaal een gevaarlijke teruggang zou kennen nadat een opleving vastgesteld werd dank zij de in 1972 genomen relancemaatregelen.

Het komt er vooral op aan nieuwe woningen te bouwen in een normaal tempo en met de zorg de continuïteit te bewaren.

Om deze politiek doelmatig te kunnen voeren, is het nodig in te grijpen in de voortdurende prijsstijging van de gronden. Een grote stap vooruit werd gezet in 1973 toen de sociale verkavelingen vergemakkelijkt werden, zodat mag worden verwacht dat het aanbod van bouwgronden tegen redelijke prijzen gevoelig zal stijgen.

Des réformes fondamentales, qui sont d'ailleurs envisagées, seront nécessaires pour arriver à une politique harmonieuse et généralisée.

Afin de neutraliser les effets de la hausse du prix de la construction, il y a lieu de renforcer, en outre, les actions entreprises en vue de rationaliser les méthodes de construction et le système des commandes groupées, étant donné que ces actions n'ont pas eu jusqu'à présent un effet suffisant.

Il est enfin urgent d'éliminer du secteur de la construction de logements les effets néfastes imputables au relèvement du taux d'intérêt du crédit hypothécaire ainsi qu'au renforcement des conditions mises à l'obtention de ce crédit.

2) Comme il ressort de statistiques récentes, les résultats obtenus dans le cadre de l'assainissement du patrimoine « logement » sont plutôt décevants.

Les études entreprises en vue de créer un nouvel instrument légal et réglementaire sont activées et l'on est donc en droit d'attendre que l'important et vaste problème de la rénovation du parc immobilier puisse être traité sérieusement dans un proche avenir.

3) Quant à la politique locative, des mesures urgentes ont été prises en 1973, pour permettre aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement de gérer plus rationnellement leur patrimoine et également de procéder d'une manière plus harmonieuse à une adaptation des loyers.

Une révision fondamentale du régime des loyers où il sera tenu compte, plus que dans le régime actuel, des revenus et des charges familiales des locataires est cependant nécessaire et c'est pourquoi la modification requise des textes légaux est activement préparée.

VIII. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

Le crédit de 1 800 millions prévu au budget pour 1974 sera utilisé pour la construction de voies d'accès aux zonings industriels et surtout pour l'équipement de zones industrielles, artisanales et de services.

Par ailleurs, 165 millions sont d'ores et déjà réservés à l'assainissement des sites charbonniers.

IX. Assainissement des sites wallons.

Dans le contexte économique actuel qui annonce un bouleversement complet de tous les mécanismes économiques, les pouvoirs publics reviendront aux vieilles méthodes keynésiennes pour adoucir les rigueurs du chômage. Il n'est cependant pas nécessaire de faire creuser des trous pour les reboucher ensuite, comme le conseillait Keynes, car *le cancer qui ronge les agglomérations urbaines et les sites naturels offre un champ d'action immense, suffisant à lui seul pour donner un souffle nouveau à une société dont les bases matérielles traditionnelles s'effondrent.*

C'est dans cette optique aussi que l'on peut considérer l'inscription d'un milliard pour l'assainissement des sites industriels.

L'intitulé de l'article 01.05 est plutôt long.

« Acquisitions, modernisations, aménagements, constructions, plantations, frais de toute nature relatifs à l'assainis-

Fundamentele hervormingen, die trouwens reeds gepland zijn, moeten worden gerealiseerd om een harmonische en veralgemeende politiek mogelijk te maken.

Om de gevolgen van de prijsstijging in het bouwbedrijf ongedaan te maken, moet men bovendien de maatregelen versterken met het oog op de rationalisering van de bouwmethoden en van het systeem van gegroepeerde bestellingen. Tot nog toe is de uitwerking van die maatregelen immers ontoreikend gebleken.

Ten slotte moet in de woningbouwsector dringend een einde gemaakt worden aan de nadelige gevolgen van de verhoging van de rentevoet voor de hypothecaire kredieten alsmede van de verzwaring der voorwaarden voor het bekomen van dat krediet.

2) Zoals uit recente statistieken blijkt, zijn de jongste resultaten inzake vernieuwing van het woningenpatrimonium veeleer ontgoochelend.

De studies met het oog op een nieuw wettelijk en reglementair instrument worden onverminderd voortgezet en men mag dus geredelijk verwachten dat het belangrijke en veelzijdige probleem van de vernieuwing van de woningvoorraad in de nabije toekomst ernstig zal kunnen behandeld worden.

3) Met betrekking tot de huurpolitiek werden in 1973 dringende maatregelen genomen opdat de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappijen hun patrimonium doelmatiger kunnen beheren en hun huurprijzen op een evenwichtiger manier kunnen aanpassen.

Een grondige hervorming van de regeling inzake huurprijzen waarin, meer dan in de huidige regeling, rekening zal worden gehouden met de inkomsten en de gezinslasten van de huurders, is evenwel noodzakelijk geworden. Daarom worden de nodige wijzigingen van de desbetreffende wetteksten onverminderd voorbereid.

VIII. Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie.

Het krediet van 1 800 miljoen, uitgetrokken op de begroting voor 1974, zal aangewend worden voor de aanleg van toegangswegen tot industrieterreinen en vooral voor de uitrusting van de industriële, ambachtelijke en diensten-zones.

Er zijn reeds 165 miljoen gereserveerd voor de sanering van steenkoolmijnen.

IX. Gezondmaking van de Waalse industrieterreinen.

In de huidige economische context die de voorbode is van een volledige ommekeer in de economische mechanismen, zal de overheid, om de harde gevolgen van de werkloosheid te milderen, opnieuw de oude methodes aanwenden die door Keynes werden uitgewerkt. Het is evenwel niet nodig putten te graven om ze daarna te dempen, zoals Keynes voorstelde, want *de kanker die onze steden en ons natuurschoon aanvreert, biedt talloze mogelijkheden die volstaan om een nieuwe geest in te blazen in onze maatschappij waarvan de traditionele materiële grondslagen aan het ineenstorten zijn.*

In dit perspectief dient de toekenning van een miljard voor de gezondmaking van de industrieterreinen te worden gezien.

De titel van artikel 01.05 valt eerder lang uit.

« Aankopen, modernisering, ordening, gebouwen, beplantingen, uitgaven van allerhande aard in verband met de

sement et à la rénovation de certains sites wallons, appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux associations de communes, aux agglomérations, aux fusions de communes ou à des personnes physiques ou morales de droit privé ».

Ce crédit d'un milliard inscrit pour la première fois au budget du département des Travaux publics tient compte du texte de la déclaration gouvernementale qui, tout en annonçant la régionalisation, souligne en même temps que certaines dépenses conservent un caractère national, notamment celles relatives aux ports et celles destinées à l'aménagement des sites industriels wallons.

II. — EXPOSE DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES AFFAIRES BRUXELLOISES.

Aménagement du territoire.

L'aménagement du territoire est avant tout affaire d'équilibre et de coordination. C'est spécialement vrai pour la région bruxelloise. Aussi, le Ministre des Affaires bruxelloises doit-il être le coordinateur qui assure la cohésion indispensable entre les initiatives des nombreux organismes publics, institutions et administrations compétents. C'est pourquoi, dès son entrée en fonctions, il a tenu à reprendre tous les contacts nécessaires avec le Conseil d'agglomération, la Conférence des bourgmestres, les partenaires sociaux, le Conseil économique bruxellois, les principales associations de quartier et, d'une manière générale, avec tous ceux qui, à des titres divers, sont concernés par l'avenir de la région bruxelloise.

Il compte poursuivre dans ce sens et, de plus, organiser une réelle concertation, systématique et confiante, entre la région bruxelloise et les deux régions qui l'en-tourent.

* * *

Le plan de secteur est, parmi les travaux d'ordre technique, l'entreprise la plus importante. Synthèse des aspirations et des intérêts de groupes sociaux les plus divers, ce document doit garantir l'espace pour tous. Pour une agglomération, aménager le territoire, c'est notamment gérer de manière raisonnée et prudente l'espace, en vue de concourir à un développement économique et culturel qui répond bien à des objectifs quantitatifs que qualitatifs.

Le Ministre mettra tout en œuvre pour que le projet de plan de secteur, attendu depuis trop longtemps, soit publié avant la fin de cette année 1974.

Pour l'élaboration du plan de secteur, il n'a pas l'intention de faire table rase des projets de ses prédécesseurs, bien au contraire.

Ce plan doit, tout d'abord, permettre un nouvel équilibre urbain. L'agglomération de Bruxelles offre aujourd'hui le triste spectacle d'une ville mal adaptée au progrès de l'époque. Le milieu urbain est perturbé par le bruit, la pollution de l'air, le conflit permanent entre le piéton et la circulation. Les grands axes de circulation ont détruit la structure urbanistique de la ville. Il en est résulté une suburbanisation éparses, encore accentuée par la spéculation foncière. Les Bruxellois ont été expulsés de leur ville.

sanering en de vernieuwing van bepaalde Waalse terreinen, die aan de Staat, provincies, gemeenten, federaties van gemeenten, agglomeraties, samengevoegde gemeenten of aan privaatrechtelijke fysische of morele personen toebehoren ».

Dit krediet van één miljard, dat voor de eerste maal op de begroting van het departement van Openbare Werken voorkomt, ligt in de lijn van de regeringsverklaring, die weliswaar de regionalisering aankondigde, maar terzelfder tijd onderstreepte dat bepaalde uitgaven, met name die voor de havens en voor de gezondmaking van de Waalse industrieterreinen, een nationaal karakter behouden.

II. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING EN VAN BRUSSELSE AANGELEGENHEDEN.

Ruimtelijke ordening.

De ruimtelijke ordening is in de eerste plaats een probleem van evenwicht en coördinatie. Dit is meer bepaald het geval voor het Brusselse gebied. De Minister van Brusselse Aangelegenheden moet dan ook als coördinator optreden en instaan voor de onontbeerlijke cohesie van de initiatieven die van talrijke bevoegde openbare orgánen, instellingen en besturen uitgaan. Daarom heeft hij onmiddellijk na zijn ambtsaanvaarding opnieuw alle nodige contacten gelegd met de Agglomeratieraad, de Conferentie van burgemeesters, de sociale partners, de Brusselse Economische Raad, de voornaamste wijkorganisaties en over 't algemeen met allen die om diverse redenen in de toekomst van het Brusselse gebied belang stellen.

Hij meent zich voor in die richting voort te werken en daarenboven over te gaan tot het invoeren van een werkelijk en systematisch overleg dat tussen het Brusselse gebied en de twee gebieden die het omringen in volle vertrouwen kan plaatshebben.

* * *

Onder de werken van technische aard is het uitwerken van het sectorplan het belangrijkste. Dit document is een synthese van de verlangens en belangen van de meest verscheiden sociale groepen en het moet ruimte voor iedereen waarborgen. Voor een agglomeratie betekent ruimtelijke ordening met name op oordeelkundige en voorzichtige wijze de ruimte beheren om bij te dragen tot een economische en culturele ontwikkeling die zowel aan kwantitatieve als aan kwalitatieve doelstellingen beantwoordt.

De Minister zal alles in het werk stellen om het ontwerp van sectorplan, waarop reeds al te lang wordt gewacht, nog vóór het einde van 1974 te kunnen publiceren.

Voor het uitwerken van het sectorplan zal hij rekening houden met de ontwerpen van zijn voorgangers.

Dit plan moet in de eerste plaats een nieuw stedelijk evenwicht mogelijk maken. De Brusselse agglomeratie ziet er thans jammer genoeg uit als een stad die slecht aan de vooruitgang van de tijd is aangepast. Het stedelijk milieu is verstoord door het lawaai, de luchtvervuiling, het aanhoudend conflict tussen voetgangers en verkeer. De grote verkeersaders hebben de structuur van de stad vernietigd. Als gevolg daarvan hebben de voorsteden zich zeer ongelijk ontwikkeld, wat door de grondspeculatie nog in de hand is gewerkt. De Brusselaars werden uit hun stad gedreven.

Il faut réintroduire la fonction résidentielle dans le cœur de la ville et dans les quartiers décentralisés. Les bureaux ne pourront plus, à l'avenir, s'installer au gré des investisseurs privés. Les pouvoirs publics doivent mieux tenir en mains l'avenir de l'agglomération grâce aux plans d'aménagement. Un intérêt particulier doit être porté à l'implantation des locaux artisanaux et industriels. Il convient de souligner qu'il y a intérêt à réunir dans les attributions d'un même ministre l'expansion économique, l'aménagement du territoire et le logement. Le plan de secteur doit prévoir une solution harmonieuse entre le logement, les bureaux, l'artisanat et l'industrie. La réorganisation des transports en commun doit être accélérée. Il faut également adapter la circulation à la structure de la ville et intégrer les transports publics et privés au moyen de parkings spéciaux dits « de transit ou de dissuasion ». Une étude très sérieuse, basée sur des exemples étrangers, vient de prouver que cela est encore possible, moyennant une application prudente et sélective.

* * *

Parallèlement aux travaux concernant le plan de secteur, l'administration termine actuellement la rédaction d'un règlement général sur la bâtie qui doit garantir la qualité des constructions à ériger. Ce règlement limite notamment la hauteur des immeubles. L'épaisseur des constructions sera également limitée, ce qui permettra de préserver l'intérieur des îlots en « pleine terre » garantissant ainsi un maximum d'espace vert dans tous les quartiers reconstruits. Ce texte doit constituer un moyen de sauvegarde des sites urbains.

Dès son entrée en fonctions, le Ministre a aussi été confronté avec le problème des incidences de la loi du 26 juillet 1971, relative aux agglomérations et fédérations de communes, sur la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Un projet d'arrêté royal portant mise en concordance des dispositions de ces deux lois est dès à présent élaboré.

Rénovation urbaine.

En matière de rénovation urbaine, il y a autant de politiques et d'actions possibles que de situations locales particulières. Dans certains quartiers, le commerce doit être encouragé; dans d'autres, c'est l'habitat ou l'implantation de bureaux, dans d'autres encore, l'artisanat, non pas pour assigner à ces quartiers des fonctions exclusives, mais au contraire pour rétablir les équilibres sociologiques menacés.

Quelle que soit la formule retenue pour chaque quartier, la politique de rénovation urbaine s'inspirera des trois principes directeurs qui furent ceux du Ministre des Travaux publics du gouvernement précédent :

— Il faut, dans la mesure du possible, adapter et réhabiliter les logements anciens plutôt que démolir et reconstruire, ce qui suppose la mise au point, dans les plus brefs délais, de procédés techniques et administratifs permettant d'agir de manière efficace et rapide..., que l'on soit riche ou pauvre, propriétaire ou locataire.

— La rénovation doit être faite au profit des habitants des quartiers concernés, par la mise en place de véritables structures de participation qui leur permettent à la fois de

Het hart van de stad en de gedecentraliseerde wijken moeten opnieuw bewoond worden. Voortaan zullen de particuliere investeerders geen kantoren meer kunnen oprichten naar het hun goedkundt. Met behulp van de plannen van aanleg moeten de overheidsorganen de toekomst van de agglomeratie beter kunnen vrijwaren. Er moet voornamelijk zorg worden besteed aan de vestiging van ambachtelijke en industriële ruimten. Het is derhalve van belang dat de economische expansie, de ruimtelijke ordening en de huisvesting onder een en dezelfde Minister ressorteren. Het gewestplan moet voorzien in een harmonische oplossing, die de huisvesting, de kantoren, de ambachten en de industrie bevrediging schenkt. De reorganisatie van het gemeenschappelijk vervoer moet worden bespoedigd. Het verkeer dient eveneens aan de stadsstructuur te worden aangepast en het openbaar en particulier vervoer dient daarbij betrokken te worden door speciale, zogenoemde overstapparkeerruimten aan te leggen. Zopas is uit een zeer ernstige studie, die op voorbeelden in het buitenland steunt, gebleken dat dit nog mogelijk is op voorwaarde dat het systeem omzichtig en selectief wordt toegepast.

* * *

Naast de werkzaamheden in verband met het gewestplan legt het bestuur op dit ogenblik de laatste hand aan een algemeen reglement op de woningbouw dat tot doel heeft de kwaliteit van de op te richten gebouwen te garanderen. Bij dit reglement wordt onder meer de hoogte van de gebouwen beperkt. De bebouwde oppervlakte zal eveneens worden beperkt. Het zal dus mogelijk zijn een strook « volle grond » aan de binnenkant van de huizenblokken te vrijwaren, zodat een maximum aan groene ruimte in alle herbouwde wijken gevrijwaard wordt. De desbetreffende bepalingen moeten de steden helpen beschermen.

Toen de Minister zijn ambtstermijn aanving, werd hij geconfronteerd met het probleem van de gevolgen die de wet van 26 juli 1971 betreffende de agglomeraties en federaties van gemeenten heeft voor de organieke wet inzake ruimtelijke ordening en stedebouw. Er wordt thans een ontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt waarbij de bepalingen van die twee wetten in overeenstemming worden gebracht.

Vernieuwing van de stad.

Inzake vernieuwing van de stad zijn er zoveel beleidsmogelijkheden en uitvoeringen mogelijk als er bijzondere plaatselijke toestanden zijn. In bepaalde stadsgedeelten moet de handel worden aangemoedigd, in andere de woongelegenheden of de vestiging van kantoren, in nog andere het ambachtswesen, niet om aan deze stadsgedeelten exclusieve functies toe te kennen maar integendeel om de bedreigde sociologische verhoudingen te herstellen.

Ongeacht de voor elk stadsgedeelte in aanmerking genomen methode zal het beleid inzake stadsvernieuwing steunen op de drie grondbeginselen die reeds door de Minister van Openbare Werken van de vorige regering werden geponeerd :

— Men moet de oude woongelegenheden zoveel mogelijk aanpassen en in de vroegere toestand herstellen, in plaats van ze af te breken en weder op te bouwen. Dit stelt voorop dat technische en administratieve werkmethoden zo spoedig mogelijk worden aangepast om snel en doeltreffend te kunnen optreden... of men rijk of arm, eigenaar of huurder is.

— De vernieuwing moet gebeuren ten gunste van de inwoners van de betrokken stadsgedeelten, door hen inderdaad daarbij te betrekken, zodat zij hun standpunt kunnen

donner leur point de vue, d'influencer les décisions et, à la limite, de choisir les solutions. Cette structure de participation est au premier chef « la Commission de Rénovation », qui doit être un lieu de rencontre et de prise de conscience pour les habitants et pour les mandataires publics.

Enfin, la rénovation est l'élément-clé d'une politique foncière et d'une lutte contre la spéculation. Elle doit rendre la ville aux habitants, en créant des zones « plurifonctionnelles » où s'intègrent habitat, commerce et activités économiques (surtout artisanat), équipements sociaux et culturels.

Ces objectifs ainsi énoncés prouvent à suffisance que la rénovation urbaine est une action sociale et démocratique d'un type nouveau à laquelle le Ministre attache la plus grande importance.

C'est la raison du choix de méthodes de travail qui sont aussi nouvelles. Pour chaque opération de rénovation sera mise en place une Commission de Rénovation dans laquelle se retrouvent :

- la commune qui conduit l'opération;
- les administrations qui apportent leur concours;
- les habitants du quartier;
- un délégué du Ministre des Affaires bruxelloises.

Ces commissions prendront les décisions et veilleront à leur exécution par les organismes publics responsables. Elles seront particulièrement chargées d'activer l'étude des dossiers et de trouver des filières nouvelles qui accélèrent les procédures existant à l'heure actuelle.

En ce qui concerne les opérations de rénovation elles-mêmes, jusqu'à présent seule l'opération pilote de la Marolle est en cours à Bruxelles. Le Ministre compte faire accélérer les travaux entrepris pour empêcher que se propage le climat d'incertitude actuel qui pousse les habitants à l'exode ou à la « taudification ».

Par ailleurs, lors de son entrevue avec la Conférence des bourgmestres, le Ministre a demandé que chaque commune étudie ses problèmes urbains et lui fasse des propositions de manière à pouvoir lancer de nouvelles opérations.

La région bruxelloise regorge de quartiers « stratégiques » à sauver, qui sont, soit un patrimoine architectural exceptionnel (Sablons, Béguinage, Place des Martyrs, etc.), soit des quartiers dont la mort signifie la désintégration d'un groupe humain et la disparition d'un aspect typique de la ville (il en existe dans toutes les communes).

Logement.

Bruxelles ne peut pas être seulement un lieu de travail mais aussi une cité résidentielle.

Le Ministre tient à freiner efficacement le dépeuplement de Bruxelles en encourageant, à côté de la rénovation et de l'amélioration des maisons anciennes ou fonctionnellement inadaptées, la construction de logements nouveaux. Tous ceux qui viennent travailler à Bruxelles doivent avoir la possibilité d'y trouver, à des conditions raisonnables, un logement convenable.

Le plan de secteur prévoit de nombreuses zones exclusivement ou essentiellement résidentielles ainsi que des zones mixtes où le tissu urbain est plus diversifié en évitant des

uiteenzetten, inspraak bij de beslissingen hebben en, voor zover dit mogelijk is, zelf de oplossingen kunnen kiezen. Een dergelijke participatie vindt allereerst plaats in de « Vernieuwingscommissie », waarin zowel de inwoners als de afgevaardigden van de overheid elkaar ontmoeten en zich van hun opdracht bewust worden.

De vernieuwing moet de kern van een degelijk beleid en van de strijd tegen elke vorm van speculatie zijn. Zij moet de stad aan haar inwoners teruggeven door « plurifunctionele » zones te creëren waarin woongelegenheid, handel en economische (voornamelijk ambachtelijke) activiteiten, naast sociale en culturele voorzieningen zijn geïntegreerd.

Die doelstellingen bewijzen voldoende dat de stadsvernieuwing een nieuwsoortige sociale en democratische actie is, waaraan de Minister het grootste belang hecht.

Daarom werden ook nieuwe werkmethoden gekozen. Voor elk vernieuwingsoperatie zal een « Vernieuwingscommissie » ingesteld worden, waarin zitting zullen hebben :

- de gemeente die de operatie leidt;
- de administraties die hun medewerking verlenen;
- de inwoners van het stadsdeel;
- een afgevaardigde van de Minister van Brusselse aangelegenheden.

Die commissies nemen beslissingen en waken ervoor dat de bevoegde overheidsinstellingen ze uitvoeren. In het bijzonder zijn zij belast met de snelle afhandeling van de dossiers en met het zoeken naar nieuwe uitwegen om de thans bestaande procedures vlotter te laten verlopen.

Wat de vernieuwingsoperatie zelf betreft, is de model-operatie in de Marollen tot op heden de enige die in Brussel aan de gang is. De Minister rekent erop de werken vlugger te doen verlopen om te vermijden dat het huidige onzekere klimaat, dat de inwoners aanzet uit te wijken of naar krotwoningen te zoeken, nog uitbreiding neemt.

Overigens heeft hij tijdens zijn onderhoud met de Conferentie van burgemeesters gevraagd dat elke gemeente haar stedelijke problemen onderzoekt en hem voorstellen voorlegt om tot nieuwe operaties te kunnen doen overgaan.

In het Brusselse moeten vele « strategische » wijken worden gered, omdat ze architecturaal een grote waarde hebben (de Zavel, het Begijnhof, het Martelarenplein enz.), dan wel omdat het gaat over wijken die door hun verdwijning, de desintegratie van een mensengroep en de verdwijning van een typisch aspect van de stad tot gevolg zouden hebben (in elke gemeente zijn er zo).

Huisvesting.

Brussel mag niet alleen een stad zijn waar men werkt, maar moet ook een residentiestad zijn.

De Minister wil de ontvolking van Brussel doelmatig bestrijden door naast de vernieuwing en de verbetering van de oude of functioneel onaangepaste huizen, de bouw van nieuwe woningen aan te moedigen. Allen die naar Brussel komen werken, moeten in staat zijn er tegen redelijke voorwaarden behoorlijke huisvesting te vinden.

In het gewestplan zijn talrijke uitsluitend of essentieel residentiële zones in uitzicht gesteld, alsmee gemengde zones waarin het stedelijke stramien meer verscheidenheid vertoont

zones exclusivement réservées aux bureaux. Dans ces zones mixtes, le maintien ou la construction de logements doit être envisagé à côté de bureaux, de bâtiments commerciaux et de petites ou moyennes entreprises. Des mesures imposant une proportion de logements dans les zones mixtes sont à l'étude en vue de leur incorporation dans le plan de secteur.

En collaboration notamment avec l'Institut national du Logement et avec les administrations communales, les services du département dresseront un inventaire des besoins en logement dans l'agglomération bruxelloise.

D'autre part, une plus large information du public sur toutes les possibilités de logement dans l'ensemble de l'agglomération sera envisagée.

La poursuite et l'intensification du développement des logements sociaux constituent une des principales préoccupations du Ministre. Il mettra tout en œuvre pour obtenir au plus tôt des sociétés agréées par la Société nationale du Logement, la mise en adjudication des logements pour lesquels les études sont terminées.

En collaboration avec ses collègues, qui ont le logement dans leurs attributions, il examinera toutes les mesures susceptibles de garder les logements sociaux à la portée et à la disposition des catégories les moins favorisées de la population (personnes à revenus très bas, handicapés, travailleurs étrangers...).

Les mesures existantes contribuent déjà à l'application de cette politique mais de nouvelles mesures légales et réglementaires seront étudiées. Une adaptation du régime locatif applicable aux logements construits à l'intervention de la Société nationale du Logement et de ses sociétés agréées s'imposera après la période transitoire instituée par l'arrêté royal du 2 juillet 1973. L'expérience acquise dans des pays voisins montre qu'il s'agit là aussi d'un problème très délicat excluant toute improvisation.

Le Ministre encouragera la construction de logements qui, sans entrer dans la catégorie des logements sociaux, n'en répondent pas moins à un besoin social, notamment pour les jeunes ménages et pour tous ceux qui, travaillant à Bruxelles, désirent y habiter.

Le Ministre entend également assurer un équipement suffisant de l'agglomération en logements pour personnes âgées et en services adaptés à leurs besoins spécifiques.

D'autre part, les occupants d'habitations vouées à la démolition doivent absolument être relogés avant l'exécution des grands travaux que nécessitent ces démolitions. Des mesures sont dès à présent envisagées.

Afin de mettre au point, dans un délai raisonnable, une politique de logement progressiste et adaptée aux besoins spécifiques de Bruxelles, une très large concertation sera organisée avec les ministres qui ont le logement dans leurs attributions et avec tous ceux qui œuvrent pour l'amélioration de l'habitat dans l'agglomération bruxelloise et pour une meilleure coordination de la politique du logement avec les objectifs de l'aménagement du territoire.

* * *

En résumé, tout sera mis en pratique pour que les responsables et les organismes divers, soucieux du développement harmonieux de la capitale, puissent œuvrer dans le cadre d'une action dynamique et démocratique pour l'aménagement, le réaménagement, la rénovation, l'environnement, en un mot pour tout ce qui fait la qualité de la vie.

en waarbij zones die uitsluitend voor kantoren bestemd zijn, vermeden worden. In die gemengde zones moet worden gedacht aan het behoud of de bouw van woningen naast kantoren, handelsgebouwen en kleine of middelgrote bedrijven. Maatregelen waarbij in de gemengde zones een zeker percentage woningen verplicht wordt opgelegd, worden thans voorbereid om in de gewestplannen te worden opgenomen.

De diensten van het departement zullen in samenwerking met het Nationaal Instituut voor de Huisvesting er met de gemeentebesturen een lijst opmaken van de huisvestingsbehoeften in de Brusselse agglomeratie.

Anderzijds zal worden gestreefd naar een ruimere voorlichting van het publiek omtrent alle huisvestingsmogelijkheden in de hele agglomeratie.

Voorts zal de ontwikkeling der sociale huisvesting intensief voortgezet worden. De Minister zal alles in het werk stellen om zo spoedig mogelijk van de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende maatschappijen te verkrijgen dat de woningen, waarvan de studie beëindigd is, in aanbesteding worden gegeven.

Met de medewerking van zijn collega's onder wie de huisvesting ressorteert, zal hij maatregelen onderzoeken die de sociale woningen binnen het bereik van de minst begunstigde bevolkingsklassen kunnen houden (personen met een zeer laag inkomen, minder-validen, gastarbeiders...).

De bestaande maatregelen dragen reeds bij tot de toepassing van dit beleid, maar er moeten nieuwe wettelijke en reglementaire maatregelen in studie genomen worden. Na de bij het koninklijk besluit van 2 juli 1973 ingevoerde overgangsperiode zal het huurstelsel dat toepasselijk is op de woningen die gebouwd werden door bemiddeling van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de door haar erkende maatschappijen aangepast moeten worden. De ervaring welke in de buurlanden werd opgedaan, toont aan dat ook dit een zeer kies probleem is, waarbij elke improvisatie uitgesloten moet worden.

De Minister zal de bouw aanmoedigen van woningen die, hoewel zij niet in de categorie der sociale woningen vallen, niet minder aan een sociale behoefte beantwoorden, namelijk die ten behoeve van de jonge gezinnen en ten gunste van allen die, omdat zij in Brussel werken, er woongelegenheid willen vinden.

Het is ook zijn grote wens de agglomeratie voldoende uit te rusten op het gebied van woningen voor bejaarden en inzake diensten die aan de specifieke behoeften van deze mensen zijn aangepast.

Anderzijds moeten de bewoners van woningen die moeten verdwijnen, absoluut opnieuw gehuisvest worden vóór de grote afbraakwerken daartoe beginnen. Maatregelen daartoe worden nu reeds overwogen.

Ten einde binnen een redelijke termijn een vooruitstrevend huisvestingsbeleid tot stand te brengen dat aangepast is aan de specifieke behoeften van Brussel, zal een zeer ruim overleg worden georganiseerd met de ministers onder wie de huisvesting ressorteert en met allen die streven naar verbetering van de huisvesting in de Brusselse agglomeratie en naar een betere coördinatie van het huisvestingsbeleid met de ruimtelijke ordening.

* * *

Kortom, alles zal in het werk worden gesteld om de verantwoordelijken, en de verschillende instellingen, die met de harmonische uitbouw van de hoofdstad begaan zijn, zich volledig te kunnen laten inspannen in het kader van een dynamische en democratische actie met het oog op de ordening, de vernieuwde inrichting, de renovatie en het milieu-beheer, in één woord, voor alles wat de kwalitatieve verbetering van het welzijn aangaat.

**III. — EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT
A L'ECONOMIE REGIONALE, A L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET AU LOGEMENT.
(secteur néerlandais)**

Le Secrétaire d'Etat a donné des précisions concernant la politique qu'il se propose de mener en Flandre en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et de logement.

A. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.

I. Principes.

La politique en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme se basera, au cours de la période à venir, sur les principes suivants :

- a) l'aménagement du pays doit être axé sur un développement harmonieux des villes et des villages;
- b) les zones naturelles dignes d'intérêt doivent absolument être protégées; les sites dignes d'intérêt et les zones vertes doivent, au besoin, être assainis et récupérés;
- c) les zones agricoles doivent être aménagées en vue des fonctions qui leur sont propres;
- d) le développement désordonné des villes et des agglomérations doit être combattu par des mesures de contrôle et par une maîtrise rigoureuse des problèmes que pose la croissance urbaine;
- e) les sites vétustes, urbanisés et industrialisés doivent être rénovés; le centre des villes doit remplir à nouveau sa véritable fonction;
- f) les prix des terrains doivent être contrôlés;
- g) la planification de la distribution doit être basée sur des critères d'aménagement du territoire et sur des considérations socio-économiques.

II. Elaboration de ces principes.

1) *Plans de secteur.*

L'aménagement du pays se poursuit par l'élaboration des plans de secteurs.

Les plans de secteur suivants ont déjà été fixés par arrêté ministériel :

	Arrêté ministériel	Moniteur belge
Furnes-Westkust	28-12-1973	21-03-1974
Ostende-Middenkust	15-02-1974	21-03-1974
Malines	15-02-1974	21-03-1974
Audenarde	05-03-1974	26-04-1974
Bruges-Oostkust	29-03-1974	25-04-1974
St-Trond-Tongres	29-03-1974	26-04-1974
Louvain	29-03-1974	26-04-1974
Hal-Vilvorde-Asse	29-03-1974	26-04-1974

Le but visé est de fixer par arrêté ministériel tous les plans de secteur du pays flamand avant la fin de 1974.

A cette fin, le calendrier suivant a été établi :

— Dans le courant du deuxième trimestre de 1974 : Courtrai, zone du canal de Gand, Tirlemont-Landen, Neerpelt-Bree et Turnhout.

**III. — UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS
VOOR STREEKECONOMIE EN
VOOR RUIMTELIJKE ORDENING EN HUISVESTING.
(Nederlandse sector)**

Door de Staatssecretaris werd toelichting verstrekt over het beleid dat hij in Vlaanderen wil voeren inzake ruimtelijke ordening, stedebouw en huisvesting.

A. RUIMTELIJKE ORDENING.

I. Beginselen.

Het beleid inzake ruimtelijke ordening en stedebouw zal in de komende periode gebaseerd zijn op volgende principes :

- a) de ordening van het land moet gericht zijn op een harmonische ontwikkeling van steden en dorpen;
- b) de waardevolle natuurgebieden dienen absoluut beschermd en de waardevolle landchappen en groene zones dienen zo nodig gesaneerd en gerecupereerd te worden.
- c) het landbouwareaal moet worden ingericht voor de geëigende functies;
- d) de ongeordende ontwikkeling van steden en agglomeraties moet worden bestreden; zulks vergt toezicht en een stevige aanpak van de problemen die gepaard gaan met de stedelijke groei;
- e) verouderde, verstedelijkte en geïndustrialiseerde wijken dienen te worden hernieuwd; de binnenstad moet opnieuw haar reële functie terug krijgen;
- f) de grondprijzen moeten onder controle worden gebracht;
- g) de distributieplanologie moet steunen op criteria van ruimtelijke ordening en op socio-economische overwegingen.

II. Uitwerking van deze beginselen.

1) *Gewestplannen.*

De ordening van het land wordt verder gezet met de verdere uitwerking van gewestplannen.

Reeds werden volgende gewestplannen bij ministerieel besluit vastgelegd :

	Ministerieel besluit	Belgisch Staatsblad
Veurne-Westkust	28-12-1973	21-03-1974
Oostende-Middenkust	15-02-1974	21-03-1974
Mechelen	15-02-1974	21-03-1974
Oudenaarde	05-03-1974	26-04-1974
Brugge-Oostkust	29-03-1974	26-04-1974
St-Truiden-Tongeren	29-03-1974	26-04-1974
Leuven	29-03-1974	26-04-1974
Halle-Vilvoorde-Asse	29-03-1974	26-04-1974

Het is de bedoeling vóór einde 1974 al de gewestplannen van het Vlaamse land bij ministerieel besluit vast te stellen.

Met het oog hierop wordt volgende timing vooropgesteld :

— In de loop van de tweede trimester 1974 : Kortrijk, Gentse-kanaalzone, Tienen-Landen, Neerpelt-Bree en Turnhout.

— Au cours du troisième trimestre, les plans de secteur suivants seront achevés et sanctionnés par arrêté ministériel : le pays de Waas, Ypres-Poperinge, Dixmude-Torhout, Eeklo-Aalter, Hasselt-Genk, Anvers et Aarschot-Diest.

— Au cours du quatrième trimestre enfin, les plans de secteur restants seront achevés : Roulers-Tielt, Termonde, Alost-Ninove, le « Maasland » et Herentals-Mol.

Le but n'est pas uniquement de fixer les plans de secteur par arrêté ministériel, mais il faut également continuer à assurer la sécurité juridique. Dès lors, il est logique d'entamer la procédure d'approbation officielle aussitôt que l'arrêté ministériel est pris. Seul le temps nécessaire au travail matériel de préparation de la procédure d'approbation peut s'écouler entre la prise de l'arrêté ministériel et l'introduction de la procédure.

Pour Furnes-Westkust et Ostende-Middenkust la procédure d'approbation sera entamée le 4 juin 1974.

Pour les autres plans de secteur déjà établis par arrêté ministériel, la procédure d'approbation sera entamée prochainement.

En général, l'objectif est d'entamer la procédure d'approbation au plus tard trois mois après l'arrêté ministériel. Normalement l'arrêté royal portant fixation définitive du plan de secteur peut être pris environ 12 à 14 mois après l'arrêté ministériel.

On s'efforce d'informer le public aussi largement que possible des plans de secteur. Ceux-ci peuvent déjà être consultés en quelques lieux, notamment à la Direction provinciale de l'Urbanisme, à la Députation permanente, à la Commission consultative régionale, à l'Administration centrale de l'Urbanisme. De plus, un extrait relatif à chaque territoire communal est disponible pour chacune des communes faisant l'objet du plan de secteur.

Par ailleurs, chaque citoyen peut se procurer le plan de secteur, qui est mis en vente au Bureau des adjudications publiques au prix de 500 F. Actuellement, les plans de secteur de Furnes-Westkust, de Malines et d'Audenarde sont déjà disponibles.

Une campagne d'information menée à l'échelon national contribue à mettre la population au courant des problèmes de l'aménagement du territoire, plus spécialement en ce qui concerne les plans de secteur.

2) La protection des espaces verts et des zones naturelles dignes d'intérêt.

La comparaison entre la situation juridique et les dispositions planologiques du plan de secteur fait apparaître certains problèmes facilement localisables.

Des problèmes d'une grande acuité se posent en ce qui concerne les zones naturelles dignes d'intérêt qui avaient auparavant le statut de terrain à bâtir parce qu'elles étaient situées dans des lotissements approuvés, des plans particuliers d'aménagement ou d'autres plans semblables. Les dunes du littoral belge en sont un exemple très typique. Par leur situation et par l'expansion rapide des lieux touristiques, ces dunes font l'objet de multiples demandes de bâtir. La grande superficie des dunes et la très grande valeur des terrains à bâtir à la côte font de cette question un problème qui intéresse le pays tout entier. En effet, les dunes de notre littoral constituent une partie essentielle de notre patrimoine naturel, qu'il faut sauvegarder à tout prix.

Le problème a des répercussions telles qu'il s'indique d'en informer le Gouvernement. La question

— Tijdens het derde trimester zullen volgende gewestplannen afgewerkt en bij ministerieel besluit bekraftigd worden; het Waasland, Ieper-Poperinge, Diksmuide-Torhout, Eeklo-Aalter, Hasselt-Genk, Antwerpen en Aarschot-Diest.

— Ten slotte zullen gedurende het vierde trimester de overblijvende gewestplannen worden afgewerkt : Roeselare-Tielt, Dendermonde, Aalst-Ninove, het Maasland en Herentals-Mol.

Niet alleen is het de bedoeling de gewestplannen vast te stellen bij ministerieel besluit, maar bovendien komt het erop aan de rechtszekerheid te blijven waarborgen. Derhalve is het logisch dat de officiële goedkeuringsprocedure zo spoedig mogelijk na het ministerieel besluit wordt ingezet. Tussen het ministerieel besluit en het inleiden van de procedure, mag alleen de tijd verlopen die nodig is voor het materiële voorbereidingswerk van de goedkeuringsprocedure.

Voor Veurne-Westkust en Oostende-Middenkust wordt de goedkeuringsprocedure ingeleid op 4 juni 1974.

Voor de andere reeds bij ministerieel besluit vastgestelde gewestplannen zal eerlang de goedkeuringsprocedure worden ingezet.

In het algemeen wordt als objectief gesteld dat de goedkeuringsprocedure moet worden ingezet uiterlijk drie maanden na het ministerieel besluit. Normaal is het zo dat het koninklijk besluit, houdende definitieve vaststelling van het gewestplan, kan getroffen worden ongeveer 12 tot 14 maanden na het ministerieel besluit.

Men poogt de gewestplannen zoveel mogelijk ter kennis te brengen van het publiek. Reeds liggen de gewestplannen ter inzage op een beperkt aantal plaatsen, met name bij de provinciale directie van de stedebouw, de bestendige deputatie, de regionale commissie van advies, het hoofdbestuur van de stedebouw, terwijl een uittreksel betreffende elk gemeentelijk grondgebied vorhanden is voor elk in het gewestplan gelegen gemeente.

Verder kan elke burger zich het gewestplan aanschaffen; het wordt te koop gesteld in het kantoor voor openbare aanbestedingen, tegen de prijs van 500 F. Momenteel zijn de gewestplannen Veurne-Westkust, Mechelen en Oudenaarde reeds vorhanden.

Door een informatiecampagne op nationaal niveau wordt de bevolking verder vertrouwd gemaakt met de problematiek van de ruimtelijke ordening, in het bijzonder wat de gewestplannen aangaat.

2) De bescherming van de groene zones en de waardevolle natuurgebieden.

Wanneer men de juridische toestand en de planologische voorzieningen van het gewestplan, met elkaar vergelijkt, komen sommige goed lokaliseerbare knelpunten naar voren.

Zeer acuut zijn de problemen gesteld door de waardevolle natuurgebieden die vroeger het statuut van bouwgrond hadden, omdat zij deel uitmaakten van goedgekeurde verkavelingen, bijzondere plannen van aanleg, of dergelijke. Een zeer typisch voorbeeld hiervan zijn de duingebieden van de Belgische kust. Door hun ligging en de snelle expansie van de toeristische plaatsen zijn de duinen sterk onder bebouwingsdruk komen te staan. Door de omvang van het duingebied en de hoge waarde van de bouwgronden aan de kust gaat het om een belangrijk probleem dat het gehele land aangaat. Inderdaad vormen de duinen aan de kust een essentieel bestanddeel van het natuurpatrimonium dat absoluut dient te worden gevrijwaard.

Het probleem heeft zulksdane reperkusie dat het gepast voorkomt, de Regering daaromtrent in te lichten. Deze aan-

sera soumise prochainement au Comité ministériel de coordination économique et sociale.

Un problème similaire, qui concerne directement le pays tout entier, se pose pour les zones vertes dignes d'intérêt, qui sont également menacées. Il s'agit des espaces verts urbains, ceinturés petit à petit par des complexes d'habitation et autres. Il s'agit, dans la plupart des cas, de parcs typiques de châteaux situés aux alentours de nos agglomérations et plus particulièrement dans les faubourgs.

Il va sans dire qu'il ne sera pas facile de sauvegarder ces parcs dans les zones urbanisées.

Diverses formules ont été avancées en vue de la conservation partielle de ces parcs. Ainsi, il a été proposé d'autoriser la construction d'appartements sur une partie de la superficie (un tiers dans la plupart des cas) tandis que le reste serait rendu accessible au public. L'expérience nous apprend toutefois que ce n'est pas la solution idéale du fait que les constructions dans le parc sont réalisées en fonction de cette vision. Le volume des constructions est déterminé par les prix des terrains et la possibilité de récupérer la partie rendue accessible au public. Afin de résérer un maximum de superficie, on choisit, la plupart du temps, la formule de construction en hauteur. Etant donné qu'il s'agit souvent d'endroits qui ne se prêtent pas à ce type de construction, le site urbain s'en trouve défiguré. Par ailleurs, la construction dans une partie du parc compromet gravement le site naturel. Dans certains cas, il ne subsiste du parc, de sa faune et sa flore que quelques arbres de haute futaie et un peu de gazon.

En outre, il existe encore d'autres objections.

Il ne fait aucun doute que les activités résultant de la présence de constructions sont préjudiciables aux plantations. Le milieu naturel se trouve perturbé par l'abattage d'arbres aux chantiers. Les constructions à leur tour subissent certains désagréments par suite de plantations existantes (danger en cas d'orage, feuilles, humidité, etc.).

On ne dispose pas encore d'un inventaire complet des parcs immédiatement compromis par l'urbanisation. Par sa gravité et son ampleur, ce problème se rapproche de celui des dunes au littoral. Pour préserver les espaces verts, il faut prendre des mesures qui, dans le cadre de la politique foncière, sont d'une importance telle qu'il s'indique de les soumettre au Gouvernement. Aussitôt que l'Administration aura terminé son inventaire, un rapport sera soumis au Comité ministériel compétent.

3) *Les zones agricoles.*

Dans les 8 plans de secteurs actuellement fixés par arrêté ministériel, la majeure partie des zones agricoles figure en zone rurale.

Les prescriptions spéciales en matière d'urbanisme approuvées par l'arrêté royal du 28 décembre 1972 permettent de diviser la zone rurale en zones agricoles, en zones forestières et en zones d'espaces verts.

L'opportunité de faire figurer également aux plans de secteur les zones agricoles en tant que telles est admise. A cet effet, il faudra toutefois disposer d'éléments suffisants.

Après avoir consulté les organisations agricoles et forestières intéressées, le Ministère de l'Agriculture proposera pendant la période de la consultation officielle, pour ces

gelegenheid zal eerlang bij het Ministerieel Comité voor sociale en economische coördinatie aanhangig worden gemaakt.

Een gelijkaardig probleem waarmee het gehele land rechtstreeks is geconfronteerd, wordt gesteld door de waardevolle groene zones die eveneens worden bedreigd. Het betreft de stedelijke groene zones die langzamerhand omringd zijn geworden door woon- en andere complexen. Het gaat hier meestal om typische kasteelparken, gelegen in de omgeving van onze agglomeraties, en meer bepaald in de voorsteden.

Het is begrijpelijk dat het niet gemakkelijk zal zijn om deze parken in de verstedelijkte gebieden te redden.

Verschillende formules werden naar voren gebracht met het oog op het gedeeltelijk behoud van deze parken. Aldus werd voorgesteld een deel (meestal ongeveer een derde) te bebouwen met hoogbouw, en het overige gedeelte open te stellen voor het publiek. De ervaring heeft nochtans geleerd dat dit niet de ideale oplossing is, daar alsdan het park wordt bebouwd in functie van deze visie. Het bouwvolume wordt bepaald door de grondprijzen en de mogelijkheid om het voor het publiek opengestelde gedeelte te recupereren. Om de bodemoppervlakte zoveel mogelijk vrij te maken wordt meestal overgegaan tot hoogbouw. Daar het vaak gaat om gebieden waar dergelijke bouwvorm niet past, geeft deze formule nog al eens aanleiding tot verstoring van het stadsbeeld. Bovendien wordt door de gedeeltelijke bebouwing van het park diep ingegrepen in het natuurlijk milieu. In sommige gevallen blijft van het eigenlijke park met zijn typische onderbeplanting-flora en fauna niet veel meer over dan enkele hoogsstammen en wat gazon.

Bovendien zijn er nog andere bezwaren.

De beplanting wordt ongetwijfeld nadelig beïnvloed door de activiteiten rondom het bouwblok. Het natuurlijk milieu wordt verstoord door het vellen van bomen op de werfplaatsen. Op zijn beurt wordt de bebouwing gehinderd door de bestaande beplanting (gevaar bij storm, bladeren, vochtigheid, en zo meer).

Men beschikt nog niet over een volledige inventaris van de parkzones die onmiddellijk bedreigd zijn door verstedelijking. Het probleem is nochtans gelijklopend inzake omvang en ernst met dat van de duinen aan de kust. De bescherming van de groene zones vergt andermaal maatregelen, die in het kader van het grondbeleid, zo belangrijk zijn dat ze eveneens aan de Regering moeten worden voorgelegd. Zodra het Bestuur klaar is met zijn inventaris zal een verslag worden voorgelegd aan het bevoegd Ministerieel Comité.

3) *Het landbouwareaal.*

In de 8 thans bij ministerieel besluit vastgestelde gewestplannen werd het overgrote gedeelte van het landbouwareaal opgenomen in het landelijk gebied.

De bijzondere planologische voorschriften, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 28 december 1972, maken het mogelijk het landelijk gebied te splitsen in agrarische gebieden, bosgebieden en groene ruimten.

De wenselijkheid wordt erkend om ook in de gewestplannen het volwaardig landbouwgebied, als dusdanig op te nemen. Hiervoor moet men echter beschikken over voldoende gegevens.

Na raadpleging van de betrokken landbouw- en bosbouworganisaties zal het Ministerie van Landbouw voor deze 8 gewestplannen gedurende de periode van het officiële

8 plans de secteur une délimitation exacte des zones agricoles et forestières.

Pour les autres plans de secteur qui restent à approuver, on procédera de la même façon.

4) *La maîtrise du développement urbain.*

Pour établir les plans de secteur, on s'est inspiré de l'idée d'aménager le pays en organisant le développement harmonieux des structures existantes. A quelques grandes exceptions près (par exemple, situation dans une zone menacée), le développement des centres qui disposent d'un équipement socio-culturel suffisant a été prévu. Les agglomérations ont, elles aussi, la possibilité de poursuivre leur développement. Toutefois, ce développement ne peut se faire de manière désordonnée. Dans la mesure du possible, les espaces verts doivent pénétrer profondément jusque dans les zones les plus urbanisées afin d'y procurer verdure et air aux habitants.

Il s'ensuit que l'on doit aménager les zones urbanisées dans cette optique. Dans ces zones il faudra donc tenir compte de plusieurs équilibres. Ce développement harmonieux ne relève que partiellement du pouvoir central.

Si cette conception ne se retrouve pas dans la politique communale et urbaine, il sera très difficile de réaliser le développement harmonieux du territoire en cause. En effet, le pouvoir central n'est pas en mesure de régler seul, en détail, le développement urbain. Une collaboration à divers niveaux s'impose donc.

Si l'on permet à l'évolution spontanée et incontrôlée qui se manifeste dans certaines villes de se poursuivre, elle aura inévitablement des répercussions en matière d'urbanisme. En effet, lorsque l'équilibre entre les diverses fonctions qui doivent exister dans une ville est perturbé par la priorité accordée à une activité bien déterminée, les fonctions connexes doivent nécessairement être assurées par les zones environnantes. On constate déjà que certaines de ces fonctions connexes sont repoussées vers les communes périphériques. Pour certaines grandes agglomérations, on enregistre par exemple une forte pression résidentielle dans les zones suburbaines qui les entourent. D'autres activités nécessitant une superficie importante, telles que les activités socio-culturelles, sont dans certains cas reléguées vers les zones rurales, que la grande ville considère comme une sorte de réserve.

Les divers équilibres qui doivent être respectés dans un milieu urbanisé peuvent être perturbés notamment par le développement incontrôlé et disproportionné de l'une des composantes fonctionnelles. Il en résultera fatallement des conflits avec le modèle urbanistique sur lequel est basé le développement du territoire du point de vue de son aménagement.

Ces équilibres visent principalement les relations entre les constructions en hauteur et les constructions unifamiliales, entre la fonction résidentielle et les autres activités urbaines (e.a. les bureaux), entre la dimension des entreprises qui y sont établies et la taille de l'agglomération, entre les espaces libres et les espaces construits et, enfin, entre l'homme et la ville.

A cet égard, il y a lieu d'élaborer sans délai une politique concrète. Dans le cadre de la déconcentration des constructions urbaines, il convient d'avoir une même conception à tous les niveaux. L'aménagement du territoire ne peut connaître le succès que si une même conception est adoptée et une même ligne de conduite suivie à tous les niveaux. S'il n'en est pas ainsi, on peut s'attendre à des conflits entre le pouvoir central et, éventuellement, les pouvoirs subordonnés et les entreprises.

onderzoek, een juiste afbakening van het landbouw- en bosbouwareaal voorstellen.

Voor de andere gewestplannen die nog moeten worden goedgekeurd zal op dezelfde wijze worden tewerkgegaan.

4) *De beheersing van de stedelijke groei.*

Bij het opmaken van de gewestplannen is men uitgegaan van de idee het land te ordenen op basis van een harmonische ontwikkeling van het bestaande patroon. Op enkele grote uitzonderingen na (b.v.b. ligging in een bedreigd gebied) werd voor de kern die beschikt over een voldoende socio-culturele uitrusting, een ontwikkeling voorzien. Ook de agglomeraties hebben de mogelijkheid gekregen tot verdere ontwikkeling. Evenwel kan deze ontwikkeling niet ongeordend gebeuren. De groene ruimten moeten in de mate van het mogelijke nog diep tot in de verstedelijkste gebieden kunnen doordringen om groen en lucht te verschaffen aan de bewoners.

Dit houdt in dat men de verstedelijkte gebieden zelf in dezelfde optiek moet ordenen. In deze verstedelijkte gebieden moet derhalve gelet worden op verschillende evenwichten. Voor deze harmonische ontplooiing is de centrale overheid slechts gedeeltelijk bevoegd.

Indien deze visie geen weerklank vindt in het gemeentelijk en stedelijk beleid, zal het zeer moeilijk zijn om een harmonisch ontwikkeld grondgebied tot stand te brengen. Inderdaad de centrale overheid alleen kan niet in detail de stedelijke uitbouw regelen. Samenwerking op verschillende niveaus is derhalve geboden.

Zo men de ongecontroleerde en spontane tendens, die in sommige steden tot uiting komt, de vrije teugel laat, zal zulks onvermijdelijk een weerslag hebben inzake urbanisme. Inderdaad wanneer het evenwicht tussen de verschillende functies die in een stad moeten aanwezig zijn, wordt verstoord door het beklemtonen van één wel bepaalde activiteit, moeten de nevenfuncties onvermijdelijk worden opgevangen door de omringende gebieden. Nu stelt men reeds vast dat bepaalde nevenaccommodaties verdreven worden naar de randgemeenten. In sommige agglomeraties stelt men bv. zware residentiële druk vast in de sub-urbane gebieden rondom de grote agglomeraties. Andere activiteiten, waarvan de werking veel terrein vergt, zoals socio-culturele nevenaccommodaties worden in bepaalde gevallen verder uitgestoten naar het landelijk gebied, dat door de grootstad wordt aanzien als een soort reservegebied.

De verschillende evenwichten die in een verstedelijkt milieu moeten geëerbiedigd worden, kunnen o.m. verstoord worden door de ongecontroleerde en buiten verhouding toenemende uitbouw van één van de samenstellende functies. Er zullen dan onvermijdelijk botsingen ontstaan t.o.v. het planologisch model dat aan de basis ligt van de ruimtelijke uitbouw van het grondgebied.

Deze evenwichten hebben hoofdzakelijk betrekking op de verhoudingen tussen hoog- en laagbouw, tussen de residentiële functie en de andere activiteiten in de stad (o.m. bureelgebouwen), tussen de afmetingen van de aldaar gevestigde ondernemingen en de grootte van de agglomeratie, tussen de open ruimte en de bebouwde ruimte, en, ten slotte, tussen mens en stad.

Op dit vlak dient onverwijd een concreet beleid tot stand te worden gebracht. In het kader van de deconcentratie inzake stadsbouw is het aangewezen éénzelfde visie te volgen op alle niveaus. De ruimtelijke vormgeving kan maar enig succes kennen wanneer één welbepaalde visie en éénzelfde gedragslijn gevolgd wordt op alle niveaus. Is zulks niet het geval dan mag men zich verwachten aan botsingen tussen de centrale overheid en gebeurlijk de lagere besturen en ondernemingen.

5) Rénovation des noyaux urbains.

La rénovation du centre des villes n'est pas un problème isolé. Il doit être placé dans le cadre du développement planifié de la ville. En fait, les problèmes qui se posent actuellement sont dus à la construction incontrôlée et fragmentaire que nous avons connue auparavant et à l'absence de conception générale en ce qui concerne la configuration de la ville de demain.

L'urbanisme en alignement, la construction d'immeubles modernes de bureaux dans un réseau de rues façonné par le temps et donc encore conçue en fonction des constructions traditionnelles, l'absence d'une infrastructure adéquate, etc. ont eu pour conséquence de priver le cœur de la ville d'une grande partie de son charme.

Du point de vue de l'urbanisme, les mesures concrètes devront en fait découler, pour chaque ville séparément, d'un plan élaboré selon la technique urbanistique moderne. Signalons à cet égard les efforts que consent la ville de Bruges en ce qui concerne non seulement la rénovation du nouvel urbain proprement dit, mais également la vision globale de l'agglomération, dans laquelle s'insèrent les projets de rénovation du centre de la ville.

6) La politique foncière.

Dire qu'aucun développement planifié de la ville et qu'aucun aménagement de celle-ci ne peuvent être efficaces sans politique foncière est devenu presque un slogan. Il est inutile de rappeler les nombreuses discussions et les rapports qui se sont multipliés dans ce domaine au cours des années. Il s'agit sans aucun doute de questions qui intéressent le Gouvernement tout entier. Aussi la « commission de la politique foncière » devra-t-elle être remise en place.

En ce qui concerne l'aménagement du territoire, il faut toutefois signaler deux points très concrets où une intervention immédiate est possible.

L'article 5 des prescriptions générales en matière d'urbanisme (arrêté royal du 28 décembre 1972) prévoit notamment que les zones d'extension de l'habitat sont réservées à la construction groupée d'habitations et que l'autorité compétente doit décider de l'aménagement de la zone. Toutefois, cet article laisse aux promoteurs trop de possibilités de spéculation foncière.

Dans une conception selon laquelle les zones d'extension de l'habitat dépendent en fait d'une décision de l'autorité, il convient de délimiter exactement celles qui sont réservées exclusivement au logement social et aux petites propriétés terriennes. A cette fin, il faudrait cependant adapter l'arrêté royal du 28 décembre 1972.

Toujours en ce qui concerne l'aménagement du territoire, on peut faire remarquer que, dans le domaine des prix des terrains, il y aurait lieu d'assurer une meilleure coordination avec les instances publiques qui interviennent dans la détermination de ces prix. Plus particulièrement, les indemnités d'expropriation devraient être basées sur des critères légaux établis en fonction de la valeur d'usage actuelle du bien, alors que dans de nombreux cas on se réfère encore aux affectations futures du sol telles qu'elles sont prévues dans les plans d'aménagement du territoire.

Les propriétés désaffectées appartenant aux pouvoirs publics (par exemple, les domaines militaires abandonnés) devraient être équipées pour répondre à des besoins nouveaux de la communauté (par exemple en vue de l'aménagement de parcs).

Les autorisations accordées systématiquement en vue de la construction complète de ces domaines publics, ce qui est notamment le cas lorsqu'ils sont situés à l'intérieur du périmètre de construction, ne sont pas à l'honneur des pouvoirs publics.

5) Stadskernhernieuwing.

De stadskernhernieuwing is geen op zichzelf staand probleem. Het moet geplaatst worden in het kader van de planmatige uitbouw van de stad. De problemen waarmee wij thans zijn geconfronteerd, zijn in feite te wijten aan de ongecontroleerde fragmentaire bebouwing zoals wij die vroeger hebben gekend en aan het gebrek aan een algemene visie omtrent het stadsbeeld van morgen.

Lijnrichting-stedebouw, moderne bureelgebouwen in een stratenpatroon dat historisch gegroeid is en bijgevolg opgevat in functie van de traditionele bebouwing, gebrek aan een adequate infrastructuur, en zo meer, hebben voor gevolg gehad dat heel wat charme van de aantrekkelijke binnenstad is verloren gegaan.

Uit het oogpunt van stedebouw zullen de concrete maatregelen, stad per stad, in feite dienen te worden afgeleid uit een stedebouwkundig model, uitgewerkt volgens de moderne stedebouwkundige techniek. Vermeldenswaardig zijn hier de inspanningen die de stad Brugge zich getroost niet alleen wat de eigenlijke stadshernieuwing betreft, maar ook voor wat aangaat de globale visie van de agglomeratie, waarin de projecten van de stadskernhernieuwing worden gesitueerd.

6) Het grondbeleid.

Het is haast een slogan geworden wanneer men zegt dat geen planmatige uitbouw van de stad en geen gebiedsordening doelmatig kan zijn zonder een degelijk grondbeleid. Op de talrijke besprekingen, discussies, verslagen en zo meer die zich in de loop der jaren omtrent dit onderwerp hebben opgestapeld moet niet worden teruggekomen. Ongetwijfeld gaat het hier om een aangelegenheid die de gehele Regering aanbelangt. De « commissie grondbeleid » zal derhave opinie op de been moeten worden gebracht.

Wat de ruimtelijke ordening aangaat, mag nochtans gewezen worden op twee zeer concrete punten waar onmiddellijk zou kunnen ingegrepen worden.

Artikel 5 van de algemene planologische voorschriften (koninklijk besluit van 28 december 1972) bepaalt meer in het bijzonder dat de woonuitbreidingsgebieden bestemd zijn voor groepswoningbouw, en dat de bevoegde overheid over de ordening van het gebied moet beslissen. Dit artikel laat echter aan de bouwpromotoren al te ruime mogelijkheden inzake grondspeculatie.

In de optiek dat de woonuitbreidingsgebieden in feite afhangen van een overheidsbeslissing is het aangewezen dat in deze woonuitbreidingsgebieden duidelijk de zones worden afgebakend, die uitsluitend voor sociale woningbouw en kleine landeigendommen bestemd zijn. Hiertoe dient evenwel het koninklijk besluit van 28 december 1972 te worden aangepast.

Steeds in verband met de ruimtelijke ordening kan, wat de grondprijzen aangaat, opgemerkt worden dat een betere coördinatie tot stand moet gebracht worden met de overheidsinstanties die iets te maken hebben met de grondprijsbepaling. Meer bepaald dienen de onteigeningsvergoedingen te worden gebaseerd op wettelijk vastgestelde criteria uitgaande van de actuele gebruikswaarde van het goed, daar waar in vele gevallen nog dikwijls verwezen wordt naar de toekomstige bodembestemmingen zoals die voorzien worden in de plannen van de ruimtelijke ordening.

De aan de overheid toebehorende eigendommen die gesafteerd worden (bv. verlaten militaire domeinen) moeten gebruikt worden om nieuwe noden van de gemeenschap op te vangen, bv. om parken aan te leggen.

Het systematisch laten volbouwen van dergelijke overheidsdomeinen, wat o.m. het geval is wanneer deze gelegen zijn binnen de bouwperimeter, kan de overheid niet tot eer strekken.

Les problèmes exposés ci-dessus en ce qui concerne les parcs de verdure dans les zones urbaines et l'ouverture des espaces verts au public ont également trait au territoire.

A l'intérieur des zones urbaines, il y a lieu de développer une stratégie ayant surtout pour but de conserver des zones vertes tampons entre les villes de taille moyenne et leurs faubourgs, qui partout ont tendance à devenir de grandes agglomérations.

7) Planification urbanistique de la distribution.

La localisation du dispositif de la grande distribution, secteur où se manifeste ces dernières années une tendance au développement rapide, entraîne d'importantes complications urbanistiques.

Ces problèmes ont déjà été évoqués à plusieurs reprises. Il est donc superflu de les rappeler.

Ils se situent toutefois davantage sur le plan des relations socio-économiques (classes moyennes, mœurs actuelles, fixation des prix, etc.) que sur celui de l'urbanisme.

Leur importance est telle qu'il conviendrait que la commission interdépartementale des Affaires économiques et des Classes moyennes présente sans plus attendre un rapport au Gouvernement.

Aussitôt que les pouvoirs publics auront adopté une position claire, celle-ci pourra être traduite en termes d'aménagement du territoire. Aborder les aspects urbanistiques avant d'avoir fixé une ligne de conduite socio-économique équivaudrait à mettre la charrue devant les bœufs.

B. LOGEMENT.

I. Modifications apportées à la réglementation existante à partir du 1^{er} janvier 1974.

En premier lieu, il convient de rappeler brièvement les modifications qui ont été apportées, à partir du 1^{er} janvier 1974, à la réglementation en matière de logements sociaux.

Ces modifications portent sur la condition de nationalité, sur les plafonds de revenus pour les jeunes ménages et sur la superficie autorisée en ce qui concerne les logements sociaux pour handicapés.

a. Condition de nationalité.

Jusqu'avant les modifications du 1^{er} janvier 1974, une condition de nationalité n'existe pas dans quatre réglementations du secteur du logement social, à savoir pour les primes à la construction et pour les primes d'encouragement à l'achat, pour les prêts consentis par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses et des jeunes foyers et pour les prêts à faible intérêt aux ouvriers mineurs.

Il s'agit, en l'occurrence, de réglementations instaurées avant 1950, c'est-à-dire à une époque où l'on attachait encore une grande importance à la condition de nationalité. Depuis lors, cette condition n'a plus été imposée pour aucun des autres avantages accordés dans le cadre du logement social (prime de démolition, allocation de déménagement, prime d'assainissement, etc...).

Dans l'intervalle, la condition de nationalité imposée dans les réglementations précitées, qui a l'origine était appliquée de manière très stricte, a déjà été considérablement allégée.

De hierboven geschetste problèmes in verband met de groenparken in de stedelijke gebieden en het openstellen van de groene zones vertonen ook raakpunten met het grondgebied.

Binnen de stedelijke gebieden dient een strategie te worden ontwikkeld vooral met het oog op het behoud van groene bufferzones tussen middelgrote steden en hun randgemeenten die overal dreigen uit te groeien tot grote agglomeraties.

7) Distributieplanologie.

De lokalisering van het grote distributieapparaat, sector die tijdens de laatste jaren een snelle ontwikkeling kende, brengt belangrijke planologische verwikkelingen met zich.

De problemen terzake werden reeds herhaaldelijk aan de orde gesteld. Het is derhalve overbodig ze opnieuw te herhalen.

Zij stellen zich meer op het vlak van de socio-economische verhoudingen (middelenstand, hedendaagse gewoonten van de bevolking, prijsbepaling, enz.) dan op het niveau van de stedebouw.

Wegens het belang van deze problematiek is het derhalve aangewezen dat de interdepartementale commissie Economische Zaken-Middenstand onverwijld een verslag aan de Regering zou voorleggen.

Zodra een duidelijke visie vanwege de Overheid bepaald is, kan deze worden omgezet in termen van ruimtelijke ordening. Planologische aspecten te verder brengen vooraleer een socio-economische gedragslijn is bepaald, is voorzeker de wagen voor de paarden spannen.

B. HUISVESTING.

I. Wijzigingen aangebracht aan de bestaande reglementering met ingang van 1 januari.

In de eerste plaats zij herinnerd aan de wijzigingen die vanaf 1 januari 1974 in de reglementering inzake sociale huisvesting werden aangebracht.

Deze wijzigingen hebben betrekking op de nationaliteitsvoorwaarde, de inkomstengrenzen voor jonge gezinnen en de toegelaten oppervlakte wat betreft de sociale woningen voor gehandicapten.

a. Nationaliteitsvoorwaarde.

Vóór de wijzigingen van 1 januari 1974, bestond er alleen een nationaliteitsvoorwaarde in vier reglementeringen van de sector van de sociale huisvesting, nl. voor de bouw- en aankooppremies, voor leningen toegestaan door het Woningsfonds van de Bond voor Grote en Jonge Gezinnen en voor leningen tegen lage rente aan mijnwerkers.

Het gaat hier om reglementeringen ingesteld vóór 1950 toen aan de nationaliteitsvoorwaarde nog een grote betekenis werd gehecht. Sedertdien werd voor al de andere in het raam van de sociale huisvesting ingestelde voordeelen (slooptoelage, verhuistoelage, saneringspremie, enz...) die voorwaarde niet meer opgelegd.

Inmiddels werd de nationaliteitsvoorwaarde die is opgelegd in de voornoemde reglementeringen en waaraan oorspronkelijk zeer streng de hand werd gehouden, reeds aanzienlijk afgezwakt.

Ainsi, pour l'application des réglementations, ont été peu à peu assimilés aux Belges :

- les ouvriers mineurs de nationalité étrangère;
- les ouvriers mineurs invalides ou étrangers, pensionnés du fait de leur travail dans un charbonnage belge;
- les ressortissants des Etats membres de la C.E.E.;
- les ressortissants des Etats étrangers où les Belges bénéficient d'avantages identiques;
- les réfugiés reconnus par l'O.N.U.

Les demandeurs qui, en raison de leur nationalité, ne pouvaient prétendre à l'un des avantages susmentionnés étaient principalement des travailleurs étrangers qui, installés en Belgique depuis tout un temps déjà, s'étaient parfaitement intégrés à la société belge et ne comprenaient pas pourquoi ils étaient exclus de certains avantages lorsqu'ils voulaient devenir propriétaires d'un logement dans notre pays.

C'est pourquoi il a été décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1974, tous les étrangers sans distinction pourraient prétendre à l'un des avantages de la législation en matière de logement social, pour autant qu'ils résident au moins un an en Belgique.

b. Conditions de revenus pour les jeunes ménages.

Par suite de l'automatisation des services des contributions directes, la condition de revenus mise à l'obtention de la prime à la construction, de la prime d'encouragement à l'achat et de la prime d'assainissement doit être basée, à partir du 1^{er} janvier 1974, sur les revenus cumulés des deux conjoints.

Jusqu'alors, des dérogations très compliquées à la condition de revenus étaient prévues en faveur des jeunes ménages qui, à la date de leur demande, étaient mariés depuis moins de 4 ans.

A partir du 1^{er} janvier 1974, ces dérogations sont remplacées par une disposition uniforme suivant laquelle, pour les demandeurs mariés depuis moins de 4 ans, les revenus communs bénéficient d'un abattement de 40 %.

c. Intervention en faveur des handicapés graves.

Une des conditions mises à l'octroi de la prime à la construction ou de la prime d'encouragement à l'achat concerne la superficie du logement, laquelle ne peut dépasser des maxima déterminés.

Cette condition constitue souvent un obstacle lorsque la famille compte un handicapé, notamment un handicapé moteur. La réglementation actuelle ne permettait aucune souplesse en la matière.

A partir du 1^{er} janvier 1974, la possibilité est offerte au Ministre ou au Secrétaire d'Etat compétent de déroger aux restrictions en matière de superficie, si le handicap d'un des membres de la famille nécessite une telle dérogation.

II. Nouveaux projets pour 1974.

Il reste encore beaucoup à faire pour 1974.

Les points suivants doivent cependant bénéficier de la priorité :

- l'exécution de l'article 33 modifié du Code du Logement;

Zo werden voor de toepassing van de reglementeringen geleidelijk met de Belgen gelijkgesteld :

- de mijnwerkers van vreemde nationaliteit;
- de wegens hun arbeid in een Belgische kolenmijn gepensioneerde invalide of vreemde mijnwerkers;
- de ingezetenen van de lidstaten van de E.E.G.;
- de ingezetenen van vreemde staten waar de Belgen dezelfde voordelen genieten;
- de door de U.N.O. erkende vluchtelingen.

De aanvragers die wegens hun nationaliteit niet op een van bovennoemde voordelen aanspraak konden maken waren vooral gastarbeiders die reeds geruime tijd in België gevestigd waren, zich volledig in de Belgische gemeenschap geïntegreerd hebben en niet begrijpen waarom ze van bepaalde voordelen uitgesloten worden wanneer ze eigenaar van een woning in België willen worden.

Daarom werd beslist dat vanaf 1 januari 1974 alle vreemdelingen zonder onderscheid aanspraak kunnen maken op één van de voordelen inzake sociale huisvesting indien ze ten minste één jaar in België verblijven.

b. Inkomstenvoorwaarden voor jonge gezinnen.

Ingevolge de automatisering in de diensten van de directe belastingen zal vanaf 1 januari 1974 de inkomstenvoorwaarde voor het bekomen van de bouwpremie, de aankooppremie en de saneringspremie gebaseerd worden op het gecumuleerd inkomen van de beide echtgenoten.

Tot nu toe waren vrij ingewikkelde afwijkingen op de inkomstenvoorwaarde voorzien voor de jonge gezinnen die op de datum van hun aanvraag minder dan 4 jaar gehuwd waren.

Vanaf 1 januari 1974 worden deze afwijkingen vervangen door een eenvormige bepaling, namelijk dat voor de aanvragers die minder dan 4 jaar gehuwd zijn het gezamenlijk inkomen met 40 % verminderd mag worden.

c. Tegemoetkoming voor zwaar gehandicapten.

Een van de voorwaarden om te kunnen genieten van de bouw- of aankooppremie betreft de oppervlakte van de woning die bepaalde maxima niet mag overtreffen.

Deze voorwaarde is vaak een hinderpaal wanneer het gezin een gehandicapte telt, inzonderheid een motorisch gehandicapte. De huidige reglementering liet terzake geen soepelheid toe.

Vanaf 1 januari 1974 wordt aan de bevoegde minister of staatssecretaris de mogelijkheid geboden om af te wijken van de beperkingen inzake oppervlakte indien zulks noodzakelijk is wegens de handicap van één der gezinsleden.

II. Nieuwe projecten voor 1974.

Voor 1974 ligt er nog heel wat werk voor de boeg.

De hierna volgende punten dienen evenwel voorrang te krijgen :

- de uitvoering van het gewijzigd artikel 33 van de huisvestingscode;

- l'adaptation de la réglementation en matière d'assainissement et de lutte contre les taudis;
- la révision fondamentale de la politique des loyers;
- la simplification de nombreux aspects de la réglementation actuelle en matière de logement.

a. Article 33.

Le texte du projet d'arrêté d'exécution de l'article 33 du Code du logement relatif à l'équipement des quartiers d'habitations sociales et des lotissements sociaux est prêt.

Ce texte a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Le texte pourra donc être publié très prochainement sous forme d'arrêté royal.

L'importance du nouvel article 33, tel qu'il fut modifié à la suite d'une initiative du sénateur Van Rompaey, n'est certes plus à souligner. Tout d'abord, la loi permet aux administrations publiques de réaliser des lotissements sociaux dont les frais d'équipement seront supportés par l'Etat. C'est un pas important dans la voie d'une politique foncière sociale et opérationnelle. En outre, la construction d'habitations moyennes pourra, elle aussi, être intégrée dans les nouvelles cités.

Il est encore quelques autres dispositions importantes, résultant de l'initiative du député Barbeaux au cours de la dernière législature :

- 1) le critère du groupe est ramené à 15 logements pour les communes comptant moins de 5 000 logements;
- 2) dorénavant, les commissions d'assistance publique sont également admises au bénéfice des dispositions de l'article 33;
- 3) les administrations publiques qui construisent des ensembles d'habitations sociales peuvent également être chargées de l'exécution des travaux d'infrastructure.

b. Assainissement du patrimoine « logement ».

1. Démolition de logements insalubres.

La Flandre compte encore, en ce moment, près de 250 000 taudis, alors que le nombre de demandes de démolition de logements insalubres diminue ces dernières années de manière inquiétante. Pour 1973, ce chiffre portait, pour l'ensemble du pays, sur 2 325 logements et, pour la Flandre, sur 1 844.

Lorsqu'on sait que pour fixer les besoins annuels en logements à 60 000 logements neufs à partir de 1975, il a été tenu compte d'un rythme de démolition de 20 000 taudis par an, il apparaît clairement qu'il faudra chercher d'autres moyens et que notre législation en ce domaine devra être fondamentalement revue.

Quelles sont les mesures susceptibles d'être envisagées ?

a — Lorsque la Société nationale du Logement, la Société nationale terrienne et leurs sociétés agréées acquièrent des ensembles d'habitations insalubres en vue de les démolir et de reconstruire sur place de nouvelles habitations, elles peuvent bénéficier, en vertu de l'article 66 du Code du logement, d'une aide financière. Celle-ci pourrait être remplacée

- de l'adaptation de la réglementation en matière d'assainissement et de lutte contre les taudis;
- de la fondamentale révision de la politique des loyers;
- de la simplification de nombreux aspects de la réglementation actuelle en matière de logement.

a. Artikel 33.

De ontwerp-tekst van het uitvoeringsbesluit van artikel 33 van de huisvestingscode betreffende de uitrusting van de sociale woonwijken en verkavelingen is klaar.

Deze tekst werd voor advies voorgelegd aan de Raad van State.

De tekst zal dus binnen afzienbare tijd onder de vorm van een koninklijk besluit kunnen gepubliceerd worden.

Het belang van het nieuw artikel 33 zoals het werd gewijzigd ingevolge een initiatief van senator Van Rompaey moet zeker niet meer worden onderstreept. Vooreerst laat de wet de openbare besturen toe sociale verkavelingen te realiseren waarvan de uitrustingskosten door de Staat zullen ten laste genomen worden. Dit is een belangrijke stap in de richting van een sociaal en operationeel grondbeleid. Bovendien zal ook de bouw van middelgrote woningen kunnen geïntegreerd worden in de nieuwe woonwijken.

Nog enkele andere belangrijke beschikkingen, als gevolg van het initiatief van volksvertegenwoordiger Barbeaux tijdens de jongste legislatuur zijn :

- 1) het groeps criterium wordt verminderd tot 15 woningen in gemeenten van minder dan 5 000 woningen;
- 2) de Commissies van openbare onderstand kunnen voortaan ook aanspraak maken op de voordelen van artikel 33;
- 3) de openbare besturen die complexen volkswoningen bouwen kunnen eveneens belast worden met de uitvoering van de infrastructuurwerken.

b. Sanering van het woonpatrimonium.

1. Het slopen van de ongezonde woningen.

Vlaanderen telt op dit ogenblik nog bijna 250 000 krot-woningen terwijl het aantal aanvragen tot sloping van ongezonde woningen de jongste jaren op onrustwekkende wijze daalt. Voor 1973 bedroeg dit cijfer voor het ganse land 2 325 woningen en voor Vlaanderen 1 844.

Indien men weet dat bij het vaststellen van de jaarlijkse woonbehoefte op 60 000 nieuwe woningen vanaf 1975 rekening werd gehouden met een slopingssrithme van 20 000 krotten per jaar is het duidelijk dat wij naar nieuwe middelen zullen moeten uitkijken en dat onze wetgeving op dat stuk grondig zal moeten worden herzien.

Welke maatregelen kunnen worden overwogen ?

a — Wanneer de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, de Nationale Ladmaatschappij en hun erkende verenigingen, complexen ongezonde woningen kopen om ze te slopen en ter plaatse nieuwe woningen te bouwen, komen zij overeenkomstig artikel 66 van de Huisvestingscode in aanmerking voor financiële hulp. Deze hulp zou

par l'octroi d'un subside égal à la subvention dont bénéficient les communes.

b — D'autre part, on pourrait accorder ce subside pour la démolition d'immeubles (au lieu de « logements ») insalubres faisant partie d'un ensemble de raudis et même, à certaines conditions, pour l'acquisition et la démolition d'immeubles insalubres.

c — On pourrait accorder également le subside susvisé aux associations intercommunales

d — Enfin, on ne devrait pas limiter le subside accordé à l'acquisition et à la démolition des immeubles qu'il faut nécessairement raser pour reconstruire des logements neufs, mais l'accorder également pour certaines opérations d'assainissement indispensables à la réalisation d'équipements communautaires, étant entendu que des logements de substitution seraient édifiés ailleurs si la chose s'imposait.

2. Assainissement et amélioration.

En plus des logements à démolir, il existe un nombre encore plus grand de logements insalubres susceptibles d'assainissement (3 à 400 000). Ce problème mérite tout particulièrement notre attention. En effet, une politique axée sur l'amélioration du patrimoine « logement » existant offre divers avantages. Tout d'abord, l'on parvient, moyennant un effort financier moins important, à augmenter le nombre de logements sains; ensuite, l'on offre aux familles qui ne sont pas en mesure de construire du neuf, la possibilité de résoudre leurs problèmes de logement.

Les pouvoirs publics se doivent d'envisager d'importantes mesures d'encouragement dans ce domaine.

On songe notamment à :

- l'élargissement du champ d'application de la législation, qui est actuellement limité aux occupants-propriétaires ne possédant pas d'autre habitation, notamment par l'encouragement à l'assainissement de maisons de rapport. Il va de soi que l'intervention de l'Etat doit profiter aux occupants;
- l'extension du système aux logements qui, sans être insalubres, sont inadaptés fonctionnellement;
- l'adaptation du montant de l'intervention.

c. Politique des loyers.

Il convient de rappeler à ce sujet que l'arrêté royal du 2 juillet 1973 (*Moniteur belge* du 13 juillet 1973) a apporté certaines modifications au régime des loyers dans le secteur public. Ces modifications ne constituaient que des mesures provisoires, en attendant la possibilité de réaliser une révision fondamentale de la politique des loyers dans ce secteur. La date prévue pour celle-ci est le 30 juin 1976. Une commission créée à cet effet travaille, en ce moment, à la rédaction des textes de base. La philosophie qui est à la base de cette révision peut être résumée comme suit :

— modification du système de financement du secteur public en vue d'aboutir à la fixation d'un loyer dit économique;

— instauration d'une allocation-loyer fixée en fonction du revenu du locataire et de ses charges familiales. L'allocation devrait couvrir la différence entre le loyer économique et le loyer qui devrait, raisonnablement, être demandé au locataire selon ses revenus et ses charges familiales.

men kunnen vervangen door de subsidie die aan de gemeenten wordt toegekend.

b — Voorts zou men deze kunnen toekennen voor het slopen van ongezonde gebouwen (i.p.v. woningen) die deel uitmaken van een geheel van krotten en zelfs, onder bepaalde voorwaarden voor de aankoop en het slopen van ongezonde gebouwen.

c — Bedoelde subsidie zou men ook kunnen toekennen aan intercommunale verenigingen.

d — Tenslotte zou men de subsidie die aan erkende vennootschappen wordt verleend, niet moeten beperken tot de aankoop en het slopen van gebouwen waarvan de opruiming vereist is voor de wederopbouw van nieuwe woningen maar ze eveneens toekennen voor saneringsoperaties die onontbeerlijk zijn voor het realiseren van communautaire uitrustingen, met dien verstande dat elders vervangingswoningen zouden opgericht worden indien zulks vereist is.

2. Saneren en verbeteren.

Benevens de woningen die moeten gesloopt worden, bestaan er nog meer ongezonde woningen die voor sanering in aanmerking komen (3 tot 400 000). Dit probleem verdient zeer bijzondere aandacht. Een beleid dat er op gericht is het bestaande woningpatrimonium te verbeteren biedt verschillende voordelen. Vooreerst komt men er toe met een minder belangrijke financiële inspanning het aantal gezonde woningen te verhogen en daarenboven biedt het aan de gezinnen die niet bij machte zijn tot nieuwbouw over te gaan een mogelijkheid om hun huisvestingsproblemen op te lossen.

Een belangrijke aanmoediging van overheidswege moet ter zake worden overwogen.

Er wordt gedacht :

- aan een verruiming van het huidig toepassingsveld dat beperkt is tot de eigenaars-bewoners die geen andere woning bezitten, nl. door een aanmoediging van de sanering van huurwoningen. Vanzelfsprekend dient de staatstussenkomst ten goede te komen aan de bewoners;
- aan een uitbreiding van het stelsel tot de niet-ongezonde maar functioneel onaangepaste woningen;
- aan een aanpassing van het bedrag van de tussenkomst.

c. Huurbeleid.

Terzake zij herinnerd aan het koninklijk besluit van 2 juli 1973 (*Belgisch Staatsblad* 13 juli 1973) waardoor bepaalde wijzigingen worden gebracht aan het huurstelsel in de publieke sector. Deze wijzigingen gelden slechts als voorlopige maatregel in afwachting dat een fundamentele herziening van het huurbeleid in de openbare sector kan worden doorgevoerd. Hiervoor werd de datum van 30 juni 1976 vooropgezet. Terzake werd een commissie opgericht die momenteel werkt aan het opstellen van de basisteksten. De filosofie die aan deze herziening ten grondslag ligt, kan als volgt worden omschreven :

— wijziging van het financieringsstelsel van de publieke sector om te komen tot het vaststellen van een zogenaamde economische huurprijs;

— instelling van een huurtoelage die bepaald wordt met inachtneming van het inkomen van de huurder en diens gezinslast. De toelage zou het verschil moeten dekken tussen de economische huurprijs en de huurprijs welke redelijkerwijze zou moeten gevraagd worden aan de huurder, volgens zijn inkomen en zijn gezinslast.

d. *Simplification de la réglementation.*

1. *Infractions.*

Le contrôle de l'observation des engagements à prendre par les demandeurs de primes (prime à la construction, prime à l'achat et prime d'assainissement) nécessite l'intervention d'un nombre considérable d'agents des administrations de l'Etat (agents des quatre niveaux, assistantes sociales, receveurs des Domaines, et des administrations communales).

La jurisprudence permettant presque toujours des dérogations, les cas dans lesquels l'infraction est réprimée par le recouvrement de la prime sont relativement peu nombreux.

Il s'impose donc de simplifier d'urgence le système qui, dans sa forme actuelle, représente pour l'Etat un poste déficitaire important.

2. *Le Système dit « second système »* (prime à la construction, prime à l'achat et prime d'assainissement fractionnées + emprunt complémentaire garanti) ne connaît aucun succès et son maintien semble ne pas devoir se justifier plus longtemps.

3. *Conditions patrimoniales.*

Les propriétaires de taudis sont, en principe, exclus du bénéfice de la prime à la construction s'ils n'habitent pas eux-mêmes le taudis. Pour une certaine catégorie d'entre eux, la réglementation doit être adaptée, pour des raisons d'équité. Cette adaptation pourrait aller de pair avec une simplification de la procédure suivie en la matière.

III. Activité de la S. N. L., de la S. N. T. et du Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses et des jeunes foyers.

Pour 1974, il a été assigné aux deux sociétés nationales et au Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses et des jeunes foyers, le même plafond d'investissement que pour 1973, soit :

11 000 millions pour la S. N. L.

3 185 millions pour la S. N. T.

1 400 millions pour la L. F. N. J. F.

Soit 15 585 millions au total.

En outre, il a été accordé à la Société nationale du Logement, une possibilité d'investissement supplémentaire de l'ordre de 1 100 millions, exclusivement destinés au secteur de la vente (habitations à construire selon le système de la promesse d'achat). On peut escompter que les prévisions du 3^e plan pourront être réalisées.

IV. Villages-pilotes.

Enfin, le Secrétaire d'Etat annonce que l'idée lui est venue de réaliser un ou plusieurs villages-pilotes. Un concours pourrait être organisé concernant les conceptions urbanistiques de l'ensemble tandis que, pour la réalisation, les systèmes de construction les plus divers seraient admis.

Il espère pouvoir passer, à très bref délai, à la réalisation concrète de cette idée.

d. *Vereenvoudiging van de reglementering.*

1. *Inbreken.*

Het toezicht op het nakomen van de verbintenissen die de premieaanvragers moeten aangaan (bouwpremie, kooppremie en saneringspremie) vergt de inzet van een aanzienlijk aantal personeelsleden van de Rijksbesturen (ambtenaren van de 4 niveau's, sociale assistenten, ontvangers der Domeinen) en van de gemeentebesturen.

Daar de rechtspraak haast altijd afwijkingen toelaat wordt de inbreuk in relatief weinig gevallen beteugeld met de invordering van de premie.

Het stelsel, dat in zijn huidige vorm een zware verliespost betekent voor de Staat, dient derhalve dringend te worden vereenvoudigd.

2. *Het zogenaamde tweede stelsel* (gespreide bouw-, koop- en saneringspremie + gewaarborgde aanvullende lening), heeft volstrekt geen succes en het behoud ervan lijkt niet langer verantwoord.

3. *Voorwaarden betreffende de eigendom.*

Eigenaars van krotwoningen worden principieel uitgesloten van het voordeel van de bouwpremie wanneer ze de krotwoning niet zelf bewonen. Voor een bepaalde categorie onder hen dient de reglementering billijkheidshalve te worden aangepast. Die aanpassing zou gepaard kunnen gaan met een vereenvoudiging van de terzake gevolgde procedure.

III. Activiteit van de N. M. H., de N. M. L., en van het Woningfonds B. G. J.G.

Aan beide Nationale Maatschappijen en aan het Woningfonds voor de Bond van Grote en Jonge Gezinnen werd voor 1974 hetzelfde investeringsplafond als voor 1973 toegewezen nl.

11 000 miljoen voor de N. M. H.

3 185 miljoen voor de N. L. M.

1 400 miljoen voor de B. G. J. G.

Dit is samen 15 585 miljoen.

Bovendien werd aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting nog een bijkomende investeringsmogelijkheid ten bedrage van 1 100 miljoen toegewezen, uitsluitend bestemd voor de verkoopsector (woningen te bouwen met het systeem van de belofte van aankoop). Verwacht wordt dat de vooruitzichten van het 3^e plan zullen kunnen verwezenlijkt worden.

IV. Modeldorpen.

Tenslotte deelt de Staatssecretaris mede dat hij met de idee rondloopt om een of meer modeldorpen te verwezenlijken. Een wedstrijd zou kunnen uitgeschreven worden i.v.m. de stedebouwkundige opvattingen van het geheel terwijl voor de realisatie ervan de meest diverse bouwsystemen in aanmerking zouden komen.

Hij hoopt zeer binnenkort met de concrete uitwerking van die idee een aanvang te kunnen nemen.

IV. DISCUSSION GENERALE.

I. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.

A. Exposé du Ministre.

Aménagement du territoire. — Politique générale.

Les formes particulières de la croissance économique qu'avec d'autres pays industrialisés, la Belgique a connu depuis une vingtaine d'années, ont contribué à faire considérer comme superflu le rôle de l'aménagement du territoire en tant que gestion raisonnée et prudente de l'espace en vue de concourir à un développement social, culturel et économique poursuivant des objectifs non seulement quantitatifs mais également qualitatifs.

Les résultats de ces façons de penser et de ces manières de vivre n'ont pas tardé à se manifester : dégradation progressive mais continue de l'environnement, à peine contrebalancée par une rentabilité économique à court terme dont les bénéficiaires risquent d'être en fait, de moins en moins nombreux, les désavantages de la méthode suivie l'emportant sur les avantages escomptés.

Aussi l'attitude de l'opinion publique devant la nécessité de la planification spatiale évolue-t-elle en profondeur depuis quelques années.

Certains événements récents de nature à modifier les conditions de production des ressources énergétiques vont contribuer à renforcer ce phénomène et à accréditer dans l'opinion les objectifs fondamentaux des plans de secteurs : freiner le gaspillage dans l'utilisation des sols encore disponibles aboutissant à accroître sans cesse le coût d'équipement et de fonctionnement des ensembles urbanisés. Une conséquence plus grave encore de cette manière d'agir était de faire perdre à l'espace ses caractéristiques culturelles liées aux qualités particulières, forgées au cours des temps, des paysages, qu'ils soient urbains ou ruraux.

L'arrêté royal du 28 décembre 1972, relatif à la présentation et à la mise en œuvre des projets de plans et des plans de secteur a déterminé officiellement la légende et les prescriptions urbanistiques des divers éléments des avant-projets de plans de secteur.

Il y a donc lieu de traduire les avant-projets selon ces nouvelles directives. Encore que les principes fondamentaux appliqués jusqu'à présent dans les avant-projets n'aient nullement été modifiés, leur nouvelle présentation exigera une information des autorités intéressées et des commissions régionales d'aménagement du territoire. Dès que ces diverses démarches auront été réalisées, les avant-projets seront soumis à l'approbation et à la signature des ministres et secrétaires d'Etat, ouvrant ainsi l'enquête publique prévue par la loi, et cela dans les meilleurs délais, conformément aux engagements pris dans la déclaration gouvernementale.

Une autre manière de souligner cette préoccupation de long terme qui définit l'aménagement du territoire se vérifie en matière d'affectation des zones vertes et boisées. Celles-ci apparaissent aujourd'hui comme des espaces sans raison d'être qu'il y a lieu d'utiliser efficacement, comme si leur conservation dans leur état actuel n'était pas indispensable sous forme d'espaces d'équilibre dans des régions où l'urbanisation tendra encore à progresser dans l'avenir.

IV. ALGEMENE BESPREKING.

I. RUIMTELIJKE ORDENING.

A. Uiteenzetting van de Minister.

Ruimtelijke ordening — Algemeen beleid.

De bijzondere vormen van de economische groei welke België, samen met andere geïndustrialiseerde landen, sedert een twintigtal jaren heeft gekend, hebben ertoe bijgedragen de rol van de ruimtelijke ordening als rationeel en voorzichtig beheer van de ruimte, dat tot doel heeft bij te dragen tot de sociale, culturele en economische ontwikkeling, die niet alleen op kwantitatieve maar evenzeer op kwalitatieve doelen gericht is, als overbodig te doen aanzien.

De gevolgen van dergelijke denk- en levenswijzen hebben niet lang op zich laten wachten : een geleidelijke maar ononderbroken degradatie van het leefmilieu, die nauwelijks gecompenseerd wordt door een economische rendabiliteit op korte termijn, waarvan minder en minder mensen kunnen genieten aangezien de verhoogde voordeelen minder en minder kunnen opwegen tegen de nadelen die uit de gevuldde methode voortvloeien.

De houding van de publieke opinie t.o.v. de noodzaak om aan ruimtelijke ordening te doen is dan ook grondig aan het evolueren sedert enkele jaren.

Bepaalde recente gebeurtenissen die van die aard zijn dat de produktievooraarden van de energiebronnen erdoor gewijzigd worden, zullen ertoe bijdragen dit fenomeen te accentueren en de fundamentele oogmerken van de gewestplannen in de publieke opinie ingang te doen vinden : stopzetting van de verkwistingen i.v.m. het gebruik van de nog beschikbare gronden die tot gevolg hadden dat de uitrusting- en werkingskosten van de ruimtelijke zones maar steeds toenamen. Een nog erger gevolg was dat de ruimte door deze handelwijze zijn culturele karakteristieken, die verbonden waren met de in de loop der tijden gesmede particuliere eigenschappen van de stedelijke en landelijke landschappen, had verloren.

Het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de voorstelling en de uitvoering van de ontwerpen van plannen en gewestplannen heeft de legende en de planologische voorschriften van de verschillende elementen van de voorontwerpen van gewestplannen officieel vastgelegd.

De voorontwerpen moeten dus volgens deze nieuwe richtlijnen uitgewerkt worden. Hoewel de fundamentele principes die tot nu toe in de voorontwerpen van toepassing waren geensins gewijzigd werden, toch zal het voor de nieuwe voorstelling ervan noodzakelijk zijn de betrokken instanties en de regionale commissies voor ruimtelijke ordening in te lichten. De voorontwerpen zullen dan, nadat dit alles is gebeurd, ter goedkeuring aan de ministers en staatssecretarissen voorgelegd worden en zullen aldus het begin vormen van het openbaar onderzoek waarin de wet voorziet. Dit alles zal zo vlug mogelijk gebeuren overeenkomstig de in de regeringsverklaring gedane beloften.

Een andere manier om dit streven op lange termijn, die de ruimtelijke ordening kenmerkt, in het licht te stellen, bestaat in het nagaan van de bestemming die aan groene en beboste zones wordt gegeven. Deze worden thans beschouwd als ruimten die geen reden van bestaan hebben en derhalve op een doeltreffende wijze moeten worden gebruikt alsof het behoud ervan in hun huidige toestand, nl. als evenwicht vormende ruimten in streken waar de verstedelijking in de toekomst nog zal toenemen, niet volstrekt noodzakelijk was.

Il est vrai que la situation des propriétaires ne manquera pas d'être paradoxale : alors qu'ils contribuent à la qualité d'un site par la présence de leurs zones — ce qui se traduit par une plus-value que d'autres s'approprient — eux-mêmes ne peuvent tirer parti de leurs biens qu'en détruisant l'avantage qu'ils constituent pour la collectivité.

Il y a donc lieu de prendre des mesures qui permettent d'enrichir le patrimoine des pouvoirs publics tout en associant les propriétaires à une politique d'ensemble. Ces mesures s'imposent d'autant plus que notre pays présente un retard réel dans ce domaine par rapport à des pays voisins, à densité de population équivalente ou même supérieure.

L'existence de la loi sur la conservation de la nature sera l'occasion d'une collaboration renforcée entre l'Administration de l'aménagement du territoire et le Ministère de l'Agriculture.

Première partie : l'espace urbain.

1. Développement harmonieux des agglomérations et des centres urbains.

Dans cet ordre d'idée, les grandes agglomérations et communes importantes seront invitées à élaborer un plan directeur qui doit compléter les indications générales contenues dans les plans de secteurs en exprimant, dans une vision intégrée des fonctions urbaines, le programme de développement de l'agglomération ou des communes concernées.

C'est dans la même perspective d'un développement urbain mieux maîtrisé qu'il y a lieu de situer les actions entreprises en matière de planification des grandes surfaces commerciales.

Ce problème des grandes surfaces a fait l'objet d'un examen attentif par une commission installée au sein du département en juin 1972 et qui a déposé son rapport.

Ce rapport décrit les conditions d'implantation et de conception des grandes surfaces de distribution sur le seul plan des règles urbanistiques. Comme la question dépasse le cadre de l'aménagement du territoire, en raison de ses implications économiques et sociales et notamment des problèmes aigus de concurrence qu'elle pose aux classes moyennes, elle est désormais étudiée par une « commission de la distribution » dépendant du Ministère des Affaires économiques et rassemblant toutes les parties concernées.

D'ores et déjà cependant, les normes d'une planification spatiale des implantations des grands magasins ont été progressivement élaborées.

Les centres de distribution devraient être localisés dans les zones d'habitat prévues aux plans de secteur, à l'exclusion de toutes autres zones.

Dans des cas particuliers dûment justifiés par la configuration des lieux, des « zones de service » pourront toutefois être créées par dérogation aux plans de secteurs, suivant les prescriptions d'un plan particulier d'aménagement.

Le fait qu'un centre de distribution proposé soit situé dans une zone d'habitat ne signifie toutefois pas encore qu'il

Het is waar dat de toestand van de eigenaars van dergelijke zones paradoxaal zal zijn : terwijl zij tot de kwaliteit van een landschap zullen bijdragen door de aanwezigheid van hun zones, hetgeen een meerwaarde meebrengt waarvan anderen genieten, kunnen zij zelf slechts voordeel halen uit hun bezittingen door de voordelen, die deze bezittingen voor de gemeenschap vertegenwoordigen, ongedaan te maken.

Men moet dus maatregelen nemen die het mogelijk maken het patrimonium van de openbare besturen te verrijken en tevens de eigenaars te betrekken bij een algemeen beleid. Deze maatregelen zijn des te meer noodzakelijk omdat ons land op dit vlak een reële achterstand heeft t.o.v. buurlanden met een gelijke of hogere bevolkingsdichtheid.

Het bestaan van de wet op het natuurbehoud zal de gelegenheid bieden voor een nauwere samenwerking tussen het Bestuur van de ruimtelijke ordening en het Ministerie van Landbouw.

Eerste deel : de stedelijke ruimte.

1. Harmonische ontwikkeling van de agglomeraties en van de stedelijke centra.

Om dit te bereiken, zullen de grote agglomeraties en de grote gemeenten verzocht worden richtplannen op te maken die de algemene aanwijzingen, welke in de gewestplannen vervat zijn, moeten aanvullen door het programma van de ontwikkeling van de agglomeratie of van de betrokken gemeenten in te bouwen in een globale visie op de stedelijke functies.

De initiatieven die op het stuk van de planning van de grote verkoopsoppervlakten werden genomen, moeten in hetzelfde perspectief van een meer ordentelijke ruimtelijke ordening worden gesitueerd.

Dat probleem van de grote oppervlakten werd zorgvuldig bestudeerd door een commissie die in juni 1972 in het departement werd opgericht en die haar rapport heeft ingediend.

Dit rapport beschrijft de voorwaarden waaraan de conceptie en de vestiging van grote distributiebedrijven, althans op het vlak van de stedebouwkundige normen, moeten voldoen. Aangezien dit probleem, wegens de economische en sociale implicaties ervan en inzonderheid wegens de acute concurrentieproblemen welke het voor de middenstand meebrengt, verder reikt dan het kader van de ruimtelijke ordening, wordt het thans bestudeerd door een « commissie voor de distributie », die van het Ministerie van Economische Zaken afhangt en waarin alle betrokken instanties zijn verenigd.

Nu is het echter zo dat de normen voor de ruimtelijke planning inzake de vestiging van de grote distributiebedrijven reeds geleidelijk vastgelegd werden.

De distributiecentra zouden uitsluitend mogen worden gevestigd in de woonzones waarin de gewestplannen voorzien.

« Servicezones » zullen nochtans in bepaalde gevallen op grond van de specifieke plaatselijke omstandigheden in afwijking van de gewestplannen en overeenkomstig de voorschriften van een bijzonder plan van aanleg, opgericht kunnen worden.

Het feit dat een distributiecentrum in een woonzone is gelegen betekent echter nog niet dat het in aanmerking kan

puisse être pris en considération : l'établissement de ce centre ne peut compromettre l'aménagement des lieux.

Certaines implantations en zones urbaines ne pourront pas non plus être retenues. Les zones d'habitat à statut spécial seront écartées : bois résidentiels, parcs résidentiels, quartiers de villas, etc.

Il y aura lieu, par ailleurs, de distinguer les implantations en zone d'habitat à forte et à faible densité de population.

Dans les zones à forte densité, l'implantation devra être considérée, dans le cadre de la rénovation du centre urbain, comme allant de pair avec une politique de développement du logement et du commerce de détail, d'animation de quartier et de création éventuelle de rues piétonnières.

Dans ces mêmes zones, il faudra veiller à assurer la fluidité de déplacement des personnes et respecter la trame urbaine. Les parkings tiendront compte des besoins actuels de cet équipement mais aussi des programmes de rénovation urbaine projetés.

Dans les villes à forte densité de population et à très forte densité de construction, l'occupation du sol (par ces grands magasins) pourra atteindre 100 %, notamment lorsque tout le terrain sera déjà entouré de constructions.

Les constructions voisines du lieu d'implantation ne pourront subir de préjudice en matière d'ensoleillement et d'aspect. Il faudra également lier étroitement ces implantations avec le développement des transports en commun.

2. Rénovation des centres des villes et réhabilitation de l'habitat ancien.

A. Rénovation des centres des villes.

Lié au développement cohérent des agglomérations, le problème de la rénovation des centres des villes, particulièrement des agglomérations se pose avec acuité.

Une option fondamentale doit être prise. La vitalité urbaine et l'attractivité des centres urbains reposent sur la complémentarité et l'équilibre entre l'habitat, la fonction commerciale et les services ainsi que sur la présence des équipements sociaux culturels. Depuis trop longtemps, ici comme ailleurs, les services ont été privilégiés aux dépens des deux autres secteurs.

La spéculation foncière apparaît bien comme une des causes essentielles, mais non la seule. Les pouvoirs publics eux-mêmes ont parfois contribué à ce déséquilibre en multipliant les cités administratives et autres zones unifonctionnelles, au centre des villes.

D'autre part, la prolifération de voies de communications larges et rapides à l'intérieur des centres des villes et des agglomérations a eu une double conséquence. D'abord, elle défigure et détruit le tissu urbain. Ensuite, elle favorise la prolifération dans les centres de ces zones unifonctionnelles qui sont actuellement un des facteurs majeurs de la perte de vitalité des centres urbains.

L'assainissement des taudis et logements insalubres des centres urbains n'échappe pas à la critique.

seront genomen : de oprichting van dit centrum mag de ruinitiële ordening van de omgeving niet in het gedrang brengen.

Bepaalde vestigingen in stedelijke zones zullen evenmin kunnen worden aanvaard. De woonzones met een speciaal statuut zoals bossen en parken in deftige woonwijken, villa-wijken enz. komen evenmin in aanmerking.

Men zal anderzijds een onderscheid moeten maken tussen de vestigingen in de woonzones met een hoge en met een geringe bevolkingsdichtheid.

Voor de zones met een hoge dichtheid zal de vestiging moeten deel uitmaken van de stadsvernieuwing die gepaard gaat met een beleid dat erop gericht is de huisvesting en de detailhandel te ontwikkelen, bepaalde stadswijken nieuw leven in te blazen en eventueel verkeersvrije straten in te voeren.

Men zal er in deze zones tevens moeten voor zorgen dat de personen zich ongehinderd kunnen verplaatsen en dat het stedelijke patroon geëerbiedigd wordt. De parkeerruimten zullen rekening moeten houden met de huidige behoeften, maar eveneens met de geplande programma's inzake stadsvernieuwing.

In de steden met een hoge bevolkingsdichtheid en zeer hoge concentratie van gebouwen zal de bezetting van de grond (door deze grote distributiebedrijven) 100 % kunnen bedragen, met name wanneer het hele terrein reeds door gebouwen omringd zal zijn.

De in de nabijheid van de vestigingsplaats gelegen gebouwen zullen geen nadeel mogen ondervinden qua zonlicht en uitzicht. Bij het vastleggen van de vestigingsplaatsen zal men eveneens rekening moeten houden met de ontwikkeling van het openbaar vervoer.

2. Stadsvernieuwing en rehabilitatie van de oudere woongelegenheid.

A. Stadsvernieuwing.

Het probleem van de stadsvernieuwing, meer bepaald van de stadskernen van de agglomeraties, dat verbonden is met de coherente ontwikkeling van de agglomeraties, is zeer acuut.

Ingrijpende maatregelen moeten worden genomen. De vitaliteit en de aantrekkelijkheid van de steden berusten op de complementariteit en het evenwicht tussen de woongelegenheid, de commerciële functie en de diensten alsook op de aanwezigheid van de sociale en culturele infrastructuur. De dienstensector werd in dit geval, zoals trouwens ook in andere gevallen gebeurd is, bevoordeeld ten nadele van de twee andere sectoren.

De grondspeculatie is een der voornaamste oorzaken hiervan, maar zeker niet de enige. De openbare machten hebben soms zelf bijgedragen tot het verstören van het evenwicht door in het centrum van de steden talrijke administratieve centra en andere unifunctionele zones op te richten.

Anderzijds heeft de toeneming van het aantal brede en snelle verbindingswegen binnen de stadskernen en de agglomeraties een dubbel gevolg gehad. Zij is eerst en vooral verantwoordelijk voor de teloorgang van het stedelijke patroon. Vervolgens werkt zij in deze centra de vermenigvuldiging van unifunctionele zones, die thans een van de voornaamste factoren zijn die de vermindering van de vitaliteit van de stadskernen teweegbrengen, in de hand.

De gezondmaking van krotten en ongezonde woningen van de stedelijke centra is eveneens voor kritiek vatbaar.

Ces opérations ont abouti, en fait, à l'expulsion des catégories sociales les moins favorisées des centres urbains et, dans certains cas, à leur désintégration comme groupe humain lorsque les habitants de ces quartiers ne connaissent d'autres formes de vie sociale que celles qui sont liées à leurs relations de voisinage.

Ainsi, la démolition complète de certains quartiers de logements sociaux constitue un facteur réel d'inégalité entre les groupes sociaux puisqu'elle rend difficile, sinon impossible, l'accès au centre urbain aux catégories moins favorisées économiquement.

En effet, le montant actuel des loyers des logements neufs, compte tenu de la hausse de la rente foncière provoquée par les opérations d'assainissement, constitue un obstacle à résider en ville pour les catégories sociales à faibles revenus.

Seul reste accessible aux catégories les plus défavorisées, un habitat qui, s'il se situe au centre des villes, présente tous les handicaps des logements souvent mal équipés et parfois même insalubres.

Leurs propriétaires n'entretiennent plus guère de tels immeubles et n'envisagent souvent que la valeur vénale du terrain qu'ils sont disposés à céder au plus haut prix à des promoteurs dont le souci sera de démolir les habitations pour leur substituer des surfaces de bureaux.

La politique du département sera donc de rénover le centre des villes en évitant la multiplication de zones uninfonctionnelles de bureaux et en limitant les voies de pénétration.

Cette politique résulte d'une option fondamentale en faveur de la densification de l'habitat dans le cadre des villes.

Quant à la création de nouveaux bureaux, la demande sera davantage contrôlée et l'offre assainie.

B. Réhabilitation de l'habitat ancien.

Un des moyens de la politique de rénovation des centres des villes est incontestablement la réhabilitation de l'habitat ancien.

Cependant, cette réhabilitation ne doit pas se limiter au centre, mais s'étendre à toutes les zones urbanisées.

Il apparaît plus clairement aux yeux de l'opinion publique combien la ville requiert un type d'habitat qui soit bien adapté à son organisation spatiale et concoure ainsi au cachet typique d'une région et même de chaque ville en particulier, tout en constituant un élément affectif important qui unit les habitants à leur ville quand celle-ci compte des maisons anciennes et de style fort différent.

La redécouverte de la rue comme image typique de la ville souligne le rôle central des espaces urbains en tant que lieux d'échanges et de communications.

Cela suppose une conception de l'urbanisme qui tienne compte de la trame urbaine existante et préserve, autant que possible, les constructions anciennes.

La réhabilitation de l'habitat a un triple objectif :

du point de vue social, elle entend maintenir égale pour tous, la possibilité d'habiter en ville et d'accéder ainsi aux avantages de la vie urbaine, c'est-à-dire la proximité des équipements et des fonctions qui caractérisent la ville;

du point de vue économique, elle entend conserver à l'état d'utilisation normale une série de logements pour les-

Deze operaties hadden in feite tot gevolg dat de minst begunstigde sociale categorieën uit de stedelijke centra werden verdreven en in sommige gevallen, nl. wanneer de inwoners van dergelijke wijken geen andere sociale levensnormen kennen dan die welke uit de betrekkingen tussen geburen voortvloeien, als mensengroep uiteengerukt worden.

Zo is de complete afbraak van bepaalde oudere woonwijken een reële factor van ongelijkheid tussen de bevolkingsklassen, aangezien zij de toegang tot het stadscentrum voor de economisch minst begunstigde categorieën bemoeilijkt of zelfs onmogelijk maakt.

De huidige huurprijzen voor nieuwe woningen — rekening houdend met de stijging van de grondrente waartoe de saneringsoperaties aanleiding geven — brengen immers mede dat de bevolkingsgroepen met een bescheiden inkomen onmogelijk in de stad kunnen gaan wonen.

Voor de minst begunstigde categorieën blijft enkel woongelegenheid over, die, hoewel zij in het centrum der steden gelegen is, alle nadelen van slecht uitgeruste en soms zelfs ongezonde woningen vertoont.

De eigenaars onderhouden dergelijke gebouwen niet meer en hebben enkel nog belangstelling voor de handelswaarde van de grond die zij bereid zijn tegen de hoogste prijs af te staan aan promotoors, die de gebouwen zullen slopen en door kantoorruimte zullen vervangen.

Het beleid van het departement zal er dus in bestaan dat de stadskernen te hernieuwen, de vemenigvuldiging van de unifunctionele kantoorzones te vermijden en het aantal invalswegen te beperken.

Deze politiek vindt haar oorsprong in een fundamentele optie ten gunste van een verdichting van de bevolking in het kader der steden.

Op het vlak van de realisatie van nieuwe kantoorruimte zal men de vraag meer controleren en het aanbod saneren.

B. Rehabilitatie van de oudere woongelegenheid.

De rehabilitatie van de oudere woongelegenheid is ongetwijfeld een der middelen die ter beschikking staan van het stadskernvernieuwingbeleid.

Deze rehabilitatie moet echter niet beperkt blijven tot het centrum, maar moet zich tot alle stedelijke zones uitstrekken.

De publieke opinie is er zich meer en meer van bewust dat de stad een woontype nodig heeft dat goed past bij haar ruimtelijke ordening en dat aldus bijdraagt enerzijds tot het typische karakter van een streek, en zelfs van iedere stad in het bijzonder, terwijl het tevens een belangrijke factor is waardoor de inwoners aan hun stad affectief verbonden zijn, wanneer deze stad oude huizen van zeer uiteenlopende stijlen bezit.

De herontdekking van de straat als typisch stadsbeeld beklemtoont de centrale rol die de stedelijke ruimte als handels- en communicatieplaats speelt.

Dit veronderstelt dat men over de stedebouw een opvatting aankleeft die eerbied heeft voor de bestaande stedelijke infrastructuur en die de oude gebouwen zoveel mogelijk beschermt.

De rehabilitatie van de woongelegenheid streeft een drievoudig doel na :

uit een sociaal oogpunt wil zij aan iedereen dezelfde kans geven om in de stad te gaan wonen en aldus van de voordeelen van het stadsleven, nl. de nabijheid van voorzieningen en functies welke de stad kenmerken, te kunnen genieten;

uit een economisch oogpunt is dit beleid erop gericht een aantal woningen, waarvoor verbeteringswerken aan-

quels le coût d'amélioration demeure nettement moins onéreux qu'une politique systématique de démolition et de reconstruction d'un nouvel habitat;

du point de vue de la vitalité urbaine, l'attractivité des villes est liée à la présence d'un habitat très diversifié du point de vue style et type et à un renouvellement qui soit conduit de manière progressive et homogène par rapport à chaque situation locale.

En fonction des objectifs précités les moyens à mettre en œuvre s'inscrivent dans une double perspective.

a) *Renforcement de la législation d'aide à l'amélioration individuelle des logements anciens.*

Les ministres ayant le logement dans leurs attributions, de concert avec les administrations et les organismes publics concernés, étudient les formules les plus aptes à aider les occupants des logements anciens à procéder à leur aménagement au meilleur coût économique.

Les solutions efficaces, c'est-à-dire à la fois rapides et permettant un réel contrôle, sont les suivantes :

— des prêts à taux réduit aux mêmes conditions que les prêts en cas d'acquisition de logements sociaux;

— des aides forfaitaires selon le type d'amélioration apporté par les occupants. Tel est du moins ce qui ressort des expériences poursuivies à l'étranger.

Les mesures proposées n'auront de réelle efficacité que si les occupants de logements anciens, quoique non-propriétaires, peuvent soit réaliser les travaux eux-mêmes en cas de refus des propriétaires, soit contraindre le propriétaire à opérer lui-même les améliorations.

Enfin, il faudra veiller à ce que les mesures d'aide individuelle ne permettent pas aux propriétaires un enrichissement indû, en faisant supporter aux locataires une augmentation de loyer calculée comme s'ils avaient eux-mêmes financé en totalité l'amélioration du logement.

Cela signifie que les mesures qui seront proposées en vue de l'amélioration individuelle des logements anciens seront accompagnées d'une réglementation limitant dans le chef des propriétaires le droit à augmenter le loyer à concurrence du financement pris réellement en charge par ceux-ci.

b) *Opérations concertées de réhabilitation d'habitats anciens.*

Il s'agit, à partir de situations limitées, mais diversifiées, d'étudier, de manière empirique, les solutions les plus efficaces qui devraient aboutir à la formulation d'une législation de portée générale.

L'objectif de ces opérations est d'étudier les problèmes constructifs posés par la réhabilitation et les solutions administratives et juridiques de l'octroi de subventions, selon que l'on est en présence de bâtiments relevant des pouvoirs publics ou d'une aide à apporter à des propriétaires privés.

zienlijk goedkoper zijn dan stelselmatige afbraak en de bouw van nieuwe woongelegenheden, voor normaal gebruik te behouden;

uit het oogpunt van het stedelijk dynamisme is de aantrekkelijkheid van de steden afhankelijk van de aanwezigheid van een naar stijl en type zeer verscheiden woongelegenheden en van een geleidelijke en homogene vernieuwing die met de plaatselijke omstandigheden rekening houdt.

In functie van voornoemde doelstellingen dienen op tweeërlei gebied middelen te worden aangewend.

a) *Versterking van de wetgeving betreffende de verlening van tegemoetkomingen voor de individuele verbetering van de oudere woongelegenheden :*

De ministers die bevoegd zijn inzake huisvesting bestuderen samen met de besturen en de betrokken openbare instellingen de methodes die het meest geschikt zijn om de bewoners van oude woningen bij te staan bij het verbeteren van hun woning op de zuinigste wijze.

Afdoende oplossingen, d.w.z. oplossingen die tegelijkertijd weinig tijd vragen en een reële controle mogelijk maken, zijn :

— leningen tegen lage rentevoet onder dezelfde voorwaarden als die waaraan voldaan moet worden voor het verkrijgen van leningen voor de aankoop van sociale woningen;

— forfaitaire tegemoetkomingen naar gelang van de aard van de verbetering die door de bewoners werd aangebracht. Dit is in elk geval hetgeen uit de in het buitenland opgedane ervaring af te leiden valt.

De voorgestelde maatregelen zullen slechts doeltreffend zijn indien de bewoners van oudere woningen, die geen eigenaar zijn, bij weigering van de eigenaar, ofwel het recht hebben zelf de verbeteringswerken uit te voeren ofwel de eigenaar kunnen verplichten zelf die verbeteringen te verrichten.

Ten slotte moet ervoor gewaakt worden dat de eigenaars naar aanleiding van de maatregelen voor individuele hulpverlening die gelegenheid niet te baat nemen om een onbehoorlijke winst te maken, door de huur te verhogen die berekend zou worden op basis van de aangebrachte verbeteringen, alsof de eigenaars zelf alle verbeteringswerken zouden bekostigd hebben.

Dit betekent dat de maatregelen die met het oog op de individuele verbetering van de oude woningen zullen worden voorgesteld, aangevuld zullen worden met een reglementering die het recht van de eigenaars om de huurprijs te vermeerderen zal beperken naar rato van de door hen werkelijk ten laste genomen financiering.

b) *Onderling overlegde operaties ter rehabilitatie van de oudere woongelegenheden.*

Uitgaande van beperkte, maar uiteenlopende situaties moet men op empirische wijze de meest doeltreffende oplossingen bestuderen die tot een algemene wetgeving kunnen leiden.

Die operaties hebben tot doel de constructieve problemen te onderzoeken die naar aanleiding van de rehabilitatie rijzen en de administratieve en juridische oplossingen inzake subsidies te bestuderen, al naar gelang men te maken heeft met gebouwen waarvoor de overheid bevoegd is dan wel met tegemoetkoming aan particuliere eigenaars.

Ces opérations sont réparties régionalement de la manière suivante : deux en Flandre (Malines et Bruges), une à Bruxelles (La Marolle) et deux en Wallonie (Namur et Jumet).

Les diverses communes instituées progressent dans leurs travaux menés à un rythme soutenu et les premières conclusions pourront encore être tirées en 1974.

C. Extension de la législation en matière de sites industriels désaffectés.

La législation en matière de rénovation des sites charbonniers désaffectés a permis jusqu'à ce jour de nombreuses opérations de réhabilitation et de remise en valeur des zones réaffectées soit en espace vert, en habitat, en zone industrielle ou de service.

Dans les régions non charbonnières, il existe des sites abandonnés par la vieille industrie et qui pourraient aussi bénéficier du même traitement.

L'inventaire en est en cours et l'élaboration d'un avant-projet de loi est suffisamment avancée pour pouvoir espérer un renforcement des actions entreprises dans ce domaine.

D. Une politique foncière cohérente apparaît alors comme la condition indispensable pour atteindre ces objectifs.

Les ministres et secrétaires d'Etat ayant dans leurs attributions l'aménagement du territoire étudient dans le cadre d'un groupe de travail inter-ministériel des mesures destinées à empêcher la spéculation immobilière, en premier lieu en ce qui concerne les terrains appartenant aux pouvoirs publics.

Ce groupe de travail prépare un projet de loi relatif au domaine privé des pouvoirs publics et instituant une clause de rachat au profit de ceux-ci à des conditions bien précises.

Il apparaît en effet que les pouvoirs publics peuvent déjà exercer un rôle non négligeable dans la régulation du marché immobilier en gérant leur patrimoine dans la perspective qu'entend sanctionner le projet de loi en préparation.

On peut supposer qu'en abordant la lutte contre la spéculation immobilière par ce biais, on obtiendra sans trop tarder des résultats concrets.

D'une manière générale, il apparaît que cette perspective de cession avec faculté de rachat devrait déjà orienter l'affection présente des terrains publics susceptibles d'être mis en vente ou rendus libres par suite de changements d'affection.

Deuxième partie : l'espace rural.

1. Les régions rurales ont droit à un développement qui garantit leur originalité.

Dans le passé, le développement des régions rurales a été conçu comme un décalque du développement urbain.

Sur le modèle de la ville, on s'efforçait de maintenir l'emploi par la création d'activités industrielles et on préparait l'avenir démographique en augmentant les espaces destinés à l'habitat.

Die operaties worden op de volgende wijze tussen de regio's verdeeld : twee in Vlaanderen (Mechelen en Brugge), één in Brussel (Marollenwijk) en twee in Wallonië (Namen en Jumet).

De werkzaamheden van de verschillende gemeenten die hiervoor in aanmerking komen, vorderen snel en de eerste conclusies mogen nog in 1974 verwacht worden.

C. Verruiming van de wetgeving betreffende de verlaten bedrijfscomplexen.

De wetgeving betreffende de vernieuwing van de verlaten kolenmijncomplexen heeft het tot nu toe mogelijk gemaakt verschillende operaties op touw te zetten die erop gericht waren die zones te rehabiliteren en ze opnieuw ten nutte te maken door er een nieuwe bestemming aan te geven als groene zone, woonzone, industriële zone of dienstverlenings-zone.

In de streken zonder kolenmijnen zijn er complexen die door oude industrietakken verlaten werden en die eveneens voor soortgelijke maatregelen in aanmerking komen.

Men is momenteel bezig met het opmaken van de inventaris en de redactie van een voorontwerp van wet is reeds ver gevorderd zodat kan worden verwacht dat de op dit terrein ondernomen initiatieven nog zullen toenemen.

D. Een coherent grondbeleid blijkt dan ook een noodzakelijke voorwaarde te zijn om die doelstellingen te bereiken.

De Minister en de Staatssecretarissen die belast zijn met de ruimtelijke ordening, zijn thans in het kader van een interministeriële werkgroep maatregelen aan het studeren om de grondspeculatie, inzonderheid op gronden die aan de overheid toebehoren, uit te schakelen.

Die werkgroep is bezig met een wetsontwerp betreffende het particulier domein van de overheid, dat tevens een beding van terugkoop ten gunste van de overheid tegen welbepaalde voorwaarden instelt.

Het blijkt immers dat de overheid reeds bij machte is een niet te veronachtzamen rol te spelen in de regeling van de vastgoederenmarkt door het beheer van zijn patrimonium te oriënteren in de zin die door het in voorbereiding zijnde wetsontwerp zal worden bekrachtigd.

Verondersteld mag worden dat een dergelijke aanpak van de strijd tegen de grondspeculatie in de nabije toekomst concrete resultaten zal opleveren.

In het algemeen blijkt dat dit vooruitzicht inzake afstand met mogelijkheid van terugkoop reeds thans bepalend zou moeten zijn voor de huidige bestemming van de openbare gronden die voor verkoop in aanmerking zouden kunnen komen of die ingevolge een wijziging in hun bestemming vrijgegeven zouden kunnen worden.

Tweede deel : de landelijke ruimte.

1. De landelijke gebieden hebben recht op een ontwikkeling die hun originaliteit waarborgt.

In het verleden werd de ontwikkeling van de landelijke gebieden als een afspiegeling van de stedelijke ontwikkeling opgevat.

Met de stad als voorbeeld streefde men ernaar werkgelegenheid te scheppen door industriële activiteiten te creëren en men bereidde de demografische toekomst voor door meer ruimte te voorzien voor de woongelegenheid.

Cette politique ne tient pas compte du fait que seule la complémentarité entre régions urbaines et régions rurales peut assurer la sauvegarde du patrimoine et des dimensions culturelles spécifiques de la région rurale.

Or, le développement des régions rurales conçu d'après le mode de vie urbaine conduit infailliblement à la lente mais irréversible destruction de l'espace rural essentiellement différent des zones urbaines.

Une autre manière d'envisager le développement des régions rurales résiderait d'abord dans le respect de ce qui fait leur valeur et leur richesse, en un mot, leur originalité. Avec leurs caractéristiques géophysiques propres, ces régions doivent permettre l'organisation de types d'activités socio-économiques adaptés et partant, demandant des formes d'équipement et d'aménagement particulières.

C'est dans cette perspective que sont conduites les actions tendant à protéger la zone agricole, d'une part, et à assurer un développement à partir d'activités spécifiques, d'autre part.

2. Les études touristiques.

Dans les avant-projets de plans de secteur, certains problèmes nouveaux n'ont pas été rencontrés de façon exhaustive.

Il s'agit notamment des zones destinées à accueillir les diverses formes de loisirs (zones destinées aux activités touristiques, au camping-caravaning, aux parcs résidentiels de week-end ainsi que les zonings de service à vocation touristique, susceptibles de recevoir l'application des lois d'expansion économique de 1959 et de 1970).

Les études en cours pour tous les secteurs d'aménagement de caractère touristique existant ou potentiel arrivent à leur fin. Elles permettent de présenter au C. M. C. E. S., après consultations tant au niveau national que régional, les zones et les zonings touristiques à prendre en considération dans une politique de développement intégré.

3. Parcs résidentiels de week-end.

A l'occasion de ces études touristiques, les problèmes soulevés par les campings et parcs résidentiels de week-end existants ont été répertoriés.

Une prorogation des périodes transitoires permettra de résoudre, dans les conditions sociales les meilleures, les problèmes en suspens. Des groupes de travail interdépartementaux seront constitués par province afin d'étudier sur place et moyennant les consultations utiles, tous les cas litigieux et de leur trouver dans les plus brefs délais la solution la plus opportune.

Conclusion.

Démocratiser l'aménagement du territoire en améliorant l'information de l'opinion publique.

Il serait illusoire de concevoir et d'espérer réaliser une politique valable d'aménagement du territoire sans le soutien et la participation de la population.

Dit beleid houdt geen rekening met het feit dat het behoud van het patrimonium en van de specifieke cultuurale dimensies van de landelijke gebieden slechts gewaarborgd kan worden door de complementariteit tussen stedelijke en landelijke gebieden.

De ontwikkeling van de landelijke gebieden, opgevat naar het model van het stadsleven, leidt noodzakelijkerwijze naar een langzame maar onafwendbare vernietiging van de landelijke ruimte als ruimte die wezenlijk verschilt van de stedelijke zones.

Een andere wijze om de ontwikkeling der landelijke gebieden te benaderen zou hierin bestaan dat men voor alles wat de waarde en de rijkdom of in één woord de originaliteit van deze gebieden uitmaakt, eerbied moet opbrengen. Met de geofysische eigenschappen van deze gebieden moet het mogelijk zijn aldaar passende sociaal-economische activiteiten te organiseren, zodat daarvoor bijzondere vormen van voorzieningen en inrichting nodig zijn.

De werkzaamheden ter bescherming en ter ontwikkeling van de agrarische gebieden door middel van specifieke activiteiten worden dan ook in dat perspectief ondernomen.

2. Toeristische studies.

Bepaalde nieuwe problemen werden in de voorontwerpen van de gewestplannen niet volledig behandeld.

Het gaat hier o.a. over de zones waarin de verschillende vormen van vrijtijdsbesteding zullen kunnen beoefend worden (zones bestemd voor toeristische activiteiten, voor camping-caravaning, voor weekendverblijfparken alsmede de dienstenzones voor toerisme, waarop de wetten van 1959 en 1970 betreffende de economische expansie toegepast zouden kunnen worden).

De studies die thans aan de gang zijn voor alle sectoren van ordening van bestaande of potentiële toeristische inrichtingen zijn nagenoeg voltooid. Zij zullen het mogelijk maken aan het M. C. S. E. C., na raadplegingen op gewestelijk en nationaal vlak, de toeristische zones en zonings voor te stellen die in aanmerking genomen moeten worden voor een beleid dat een samenhangende ontwikkeling beoogt.

3. Weekendverblijfparken.

De problemen in verband met de kampeer- en weekendverblijfparken werden naar aanleiding van deze toeristische studies opgesomd.

Een verlenging van de overgangsperiodes zal het mogelijk maken de hangende problemen in een zo goed mogelijke sociale context op te lossen. Interdepartementale werkgroepen zullen per provincie opgericht worden teneinde ter plaatse en na de nodige raadplegingen alle betwiste gevallen te bestuderen en hiervoor in de kortst mogelijke tijd de meest geschikte oplossing te vinden.

Besluit.

De ruimtelijke ordening moet gedemocratiseerd worden door een betere voorlichting van het publiek.

Het zou verkeerd zijn te menen dat men een goede politiek inzake ruimtelijke ordening kan ontwerpen en realiseren zonder de steun en de medewerking van de bevolking.

Par conséquent, la démocratisation par l'information accrue est une condition essentielle de la politique à mener.

A cet effet, une campagne d'information débutera au printemps prochain. Ses objectifs sont les suivants :

1. faire connaître et susciter l'intérêt du public aux objectifs de l'aménagement;
2. susciter une participation informée de l'opinion publique lors de la mise à l'enquête publique des futurs plans de secteur;
3. accroître les possibilités de contact entre l'administration et la population.

B. Discussion.

Question :

Quelles sont les compétences respectives du Ministre et des membres du Gouvernement à compétence régionale ?

Sont-elles élargies par rapport au gouvernement précédent ?

Les protocoles sont-ils signés ?

Réponse :

Les protocoles déterminant les attributions du Ministre des Travaux publics, du Ministre des Affaires bruxelloises et des deux Secrétaires d'Etat, l'un pour la région flamande et l'autre pour la région wallonne, ne sont pas encore signés.

Ceci ne signifie nullement qu'il y ait, entre les membres du gouvernement, la moindre opposition. Le Ministre compte s'inspirer très largement des protocoles qui avaient cours sous le précédent gouvernement.

Question :

Il semble que les deux secrétaires d'Etat aient des options différentes quant à la nécessité de faire aboutir rapidement des plans de secteur. Peut-on connaître leurs décisions en la matière ?

Réponse :

Il est exact qu'à ne considérer que les mesures prises, les deux secrétaires d'Etat ont mené, jusqu'à présent, une politique différente en matière de plans de secteurs.

Le Secrétaire d'Etat pour la partie flamande a fixé, par arrêté ministériel huit projets de plans de secteurs qui seront soumis incessamment à l'enquête publique prévue par la loi. (Voir la liste des arrêtés ministériels reprise ci-après).

Le Ministre a décidé, dans son rôle de coordination, de veiller à ce que les deux régions du pays suivent une même politique.

	Arrêtés ministériels	Moniteur belge
Veurne-Westkust	28-12-1973	21-3-1974
Mechelen	15- 2-1974	21-3-1974
Oostende-Middenkust	15- 2-1974	21-3-1974
Oudenaarde	5- 3-1974	26-4-1974
St. Truiden-Tongeren	29- 3-1974	26-4-1974
Leuven	29- 3-1974	26-4-1974
Halle-Vilvoorde-Asse	29- 3-1974	26-4-1974
Brugge-Oostkust	29- 3-1974	26-4-1974

Derhalve is de democrativering door een betere voorlichting een essentiële noodzaak voor het te voeren beleid.

Hiertoe zal bij het begin van de komende lente een voorlichtingscampagne georganiseerd worden met de volgende doelstellingen :

1. de doeleinden van de ruimtelijke ordening bij het publiek doen kennen en zijn interesse ervoor aanwakkeren;
2. een goed ingelicht publiek tot participatie aanzetten naar aanleiding van het openbaar onderzoek van de toekomstige gewestplannen;
3. de contactmogelijkheden tussen administratie en bevolking bevorderen.

B. Bespreking.

Vraag :

Wat zijn de respectieve bevoegdheden van de Minister en van de leden van de Regering met regionale bevoegdheid ?

Zijn hun bevoegdheden verruimd ten opzichte van de vorige regering ?

Zijn de protocollen reeds ondertekend ?

Antwoord :

De protocollen tot vaststelling van de bevoegdheden van de Minister van Openbare Werken, van de Minister van Brusselse Aangelegenheden en van de twee Staatssecretarissen, de ene voor het Vlaamse gewest en de andere voor het Waalse gewest, werden nog niet ondertekend.

Zulks betekent geenszins dat er onder de regeringsleden onenigheid bestaat. De Minister is van zins zich in ruime mate te laten leiden door de protocollen die onder de vorige regering van kracht waren.

Vraag :

Het schijnt dat de twee Staatssecretarissen uiteenlopende opvattingen hebben over de noodzaak om de gewestplannen spoedig tot een realiteit te maken. Kunnen hun beslissingen terzake worden meegedeeld ?

Antwoord :

Uitsluitend voortgaande op de reeds genomen maatregelen is het inderdaad juist dat beide Staatssecretarissen tot nog toe een verschillende politiek inzake gewestplannen hebben gevoerd.

De Vlaamse Staatssecretaris heeft bij ministerieel besluit 8 gewestplannen vastgelegd waarover eerlang het bij de wet voorgeschreven openbaar onderzoek zal worden gehouden. (Zie de hieronder opgenomen lijst van ministeriële besluiten).

Als coördinator heeft de Minister beslist ervoor te waken dat in beide landsgedeelten eenzelfde politiek wordt gevoerd.

	Ministeriële besluiten	Belgisch Staatsblad
Veurne-Westkust	28-12-1973	21-3-1974
Mechelen	15- 2-1974	21-3-1974
Oostende-Middenkust	15- 2-1974	21-3-1974
Oudenaarde	5- 3-1974	26-4-1974
St. Truiden-Tongeren	29- 3-1974	26-4-1974
Leuven	29- 3-1974	26-4-1974
Halle-Vilvoorde-Asse	29- 3-1974	26-4-1974
Brugge-Oostkust	29- 3-1974	26-4-1974

Question :

Ne pourrait-on simplifier la procédure en matière de plans particuliers d'aménagement ? Le délai fixé pour l'enquête publique est long. Il arrive également que l'enquête publique ait lieu lorsque la procédure est déjà fort avancée.

Réponse :

La procédure en matière de plans particuliers d'aménagement n'est pas trop longue si l'on tient compte, d'une part, de l'intérêt que présente une telle réglementation en ce qui concerne le statut du secteur immobilier et un bon aménagement du territoire et, d'autre part, des consultations nécessaires pour assurer l'information et la participation. Aux termes de l'article 21, l'arrêté royal devrait normalement pouvoir être pris dans un délai d'environ 150 jours.

Si cet arrêté royal se fait souvent attendre plus longtemps cela est dû au fait qu'il convient de mener une très large enquête au niveau de l'Administration centrale afin de connaître les initiatives projetées par les autres départements.

Cette enquête prend un certain temps. Très souvent aussi, il faut assurer l'harmonisation. Le système élaboré ne permet cependant pas un abrégement considérable des délais.

Toutefois, l'Administration centrale devra veiller à l'accélération de l'exécution de l'ensemble des formalités requises en matière d'expropriation.

Questions :

En ce qui concerne le projet de plan particulier d'aménagements, les différentes instances devraient respecter les délais et un minimum de coordination devrait être établi.

Les avant-projets de plan de secteur élaborés il y a quelques années suscitent actuellement des difficultés dans certaines régions qui se sont industrialisées.

Pendant la période qui s'écoule entre l'arrêté ministériel et l'arrêté royal, sera-t-on bloqué par un avant-projet dépassé, ou une certaine souplesse sera-t-elle admise dans l'attente de l'arrêté royal ?

Lorsqu'un arrêté ministériel confirme un plan régional, toute la situation de la région est gelée. La phase de l'arrêté ministériel se justifie-t-elle ? Ne peut-on prendre directement un arrêté royal ?

Le délai entre l'arrêté royal et l'arrêté ministériel doit être le plus court possible, de façon à éviter des spéculations sur les terrains.

Des directives spéciales ne doivent-elles pas être données dans les plans de secteur en ce qui concerne les zones de parcs ?

Combien d'architectes-urbanistes sont chargés de l'étude de l'urbanisme dans les directions provinciales ?

Un retard important y est enregistré dans l'examen des dossiers.

Réponse :

L'article 2, § 2, de la loi sur l'aménagement du territoire dispose que le projet de plan de secteur, approuvé

Vraag :

Kan de procedure inzake de bijzondere plannen van aanleg niet worden vereenvoudigd ? De voor het openbaar onderzoek vastgestelde termijn is te lang. Het gebeurt ook dat het openbaar onderzoek plaats heeft wanneer de procedure reeds ver is gevorderd.

Antwoord :

De procedure inzake de bijzondere plannen van aanleg is niet te lang indien men rekening houdt enerzijds met het belang van een dergelijke reglementering inzake het immobiliënstatuut en een degelijke ruimtelijke ordening, en anderzijds met de onvermijdelijke raadplegingen die de informatie en de inspraak moeten verzekeren. Luidens artikel 21 moet het koninklijk besluit normaliter binnen een termijn van ± 150 dagen kunnen worden genomen.

De reden waarom dit koninklijk besluit vaak langer uitblijft, is te wijten aan het feit dat op het niveau van het Hoofdbestuur een zeer ruim onderzoek moet worden ingesteld ten einde de geplande initiatieven van de andere departementen te kennen.

Dit onderzoek neemt enkele tijd in beslag. Zeer dikwijls dient tevens voor de harmonisering te worden gezorgd. Met het uitgedachte systeem is echter redelijkerwijze geen aanzet tot verkorting van de termijnen mogelijk.

Het Hoofdbestuur zal evenwel dienen toe te zien dat de uitvoering van al de vereiste formaliteiten inzake onteigening wordt bespoedigd.

Vragen :

Inzake het bijzonder plan van aanleg zouden de diverse instanties de termijnen in acht moeten nemen en is een minimum aan coördinatie gewenst.

De voorontwerpen van gewestplannen die enkele jaren geleden opgesteld werden, geven thans aanleiding tot moeilijkheden in bepaalde gewesten die geïndustrialiseerd werden.

Zal men tijdens de periode die verloopt tussen een ministerieel besluit en het koninklijk besluit, geblokkeerd zijn door een voorontwerp dat achterhaald is of zal in een zekere mate een soepele toepassing worden geduld in afwachting van het koninklijk besluit ?

Wanneer een ministerieel besluit een gewestplan bevestigt, wordt de toestand in de hele streek bevoren. Is die fase van het ministerieel besluit wel verantwoord en is het niet mogelijk rechtstreeks een koninklijk besluit uit te vaardigen ?

De termijn tussen de publicatie van het koninklijk besluit en van het ministerieel besluit moet zo kort mogelijk zijn ten einde grondspeculatie te voorkomen.

Moeten in de gewestplannen geen bijzondere richtlijnen worden opgenomen in verband met de parkzones ?

Hoeveel architecten-stedebouwkundigen zijn in de provinciale directies belast met de wetgeving inzake stedebouw ?

Het onderzoek van de dossiers gebeurt er met veel vertraging.

Antwoord :

Artikel 2, § 2 van de wet op de ruimtelijke ordening bepaalt dat het ontwerp van gewestplan, goedgekeurd bij

par arrêté ministériel, a la même force obligatoire et la même valeur réglementaire que le plan de secteur proprement dit. L'arrêté ministériel suspend l'effet des plans d'aménagement précédemment approuvés, dans la mesure où leurs prescriptions ne sont plus conformes à celles de ces projets de plans de secteur.

Il résulte des dispositions des articles 45 et 46 de la même loi que l'arrêté ministériel doit être suivi dans les trois ans d'un arrêté royal approuvant les plans de secteur proprement dits.

Afin d'assurer la sécurité juridique et de protéger les intérêts de tous ceux qui sont concernés, ce délai devrait être aussi bref que possible.

L'article 9 règle la procédure de l'enquête publique où une période de 90 + 60 + 90 jours est prévue. Concrètement, cela signifie qu'entre le début de l'enquête publique et la publication de l'arrêté royal, une période de 10 à 12 mois peut s'écouler. Après la signature d'un projet de plan de secteur, il est encore possible d'adopter des plans particuliers d'aménagement, qui ne peuvent cependant pas aller à l'encontre des options du plan de secteur, mais qui doivent être considérés comme les complétant.

Il n'est pas très facile de fournir une représentation graphique des plans de secteur. L'article 12 prévoit qu'il y a lieu d'indiquer la situation existante ainsi que la destination. Par situation existante on entend non seulement ce qui a déjà été exécuté en réalité, mais aussi certaines indications concernant la situation juridique. Si tous ces éléments devaient être reportés sur une seule carte, celle-ci serait illisible, surtout lorsqu'elle doit pouvoir être présentée en un nombre suffisant d'exemplaires et partant, sous un format réduit. En conséquence il a été décidé d'établir deux documents. Le premier consiste en un plan orthophotographique (situation existante réellement) sur lequel est renseignée la situation juridique (plans particuliers d'aménagement, lotissements, plans généraux d'aménagement), à moins que cette situation juridique ne soit représentée séparément sur une carte d'état-major. Le second document est le plan de destination proprement dit.

Afin d'éviter des interprétations divergentes en ce qui concerne la situation existante et la situation juridique, le Secrétaire d'Etat estime que, pour les 17 plans de secteur qui doivent encore être approuvés, les prescriptions urbanistiques qui les complètent devraient contenir des spécifications suffisamment précises sur ce point.

En ce qui concerne les projets de plans de secteur déjà approuvés, toute incertitude peut évidemment être levée au moment de la promulgation de l'arrêté royal. Le département examine actuellement si, entre-temps, d'autres moyens juridiques pourraient également aboutir au même résultat sans faire surgir des doutes sur la validité en droit.

* * *

Il a été demandé s'il sera tenu compte des modifications apportées récemment, lorsque la consultation a eu lieu depuis plusieurs années déjà.

Dans la plupart des cas, une deuxième consultation a eu lieu également à une date récente et on a donc pu tenir compte de ces observations. Quoi qu'il en soit, il sera possible de faire des observations de ce genre lors de la consultation officielle, la seule qui soit prévue par la loi.

* * *

ministerieel besluit, dezelfde bindende en verordenende kracht heeft als de eigenlijke gewestplannen. Het ministerieel besluit schorst de uitwerking van de vroeger goedgekeurde plannen van aanleg in zover de voorschriften ervan niet meer in overeenstemming zijn met deze ontwerpen van gewestplannen.

Uit de bepalingen van de artikelen 45 en 46 van dezelfde wet kan men afleiden dat het ministerieel besluit uiterlijk na 3 jaar moet gevuld worden door een koninklijk besluit waarbij dan de eigenlijke gewestplannen worden bekraftigd.

Omwille van de rechtszekerheid en ter bescherming van de belangen van de velen die er bij betrokken zijn, dient deze termijn zo kort mogelijk gehouden te worden.

Artikel 9 regelt de procedure van het openbaar onderzoek waarbij een periode van 90 + 60 + 90 dagen wordt voorgeschreven. Concreet betekent zulks dat tussen het begin van het openbaar onderzoek en de bekendmaking van het koninklijk besluit een periode van 10 à 12 maanden kan verlopen. Na het ondertekenen van een ontwerp van gewestplan is het nog mogelijk bijzondere plannen van aanleg te bekraftigen die evenwel niet tegen de opties van het gewestplan mogen indruisen maar als een afwerking daarvan dienen te worden beschouwd.

De grafische voorstelling van de gewestplannen is niet zo eenvoudig. Artikel 12 voorziet dat de bestaande toestand alsmede de bestemming moeten aangeduid worden. De bestaande toestand is niet alleen wat reeds in werkelijkheid uitgevoerd werd, maar bevat daarnaast ook de aanduidingen opens de juridische situatie. Indien dit op één enkele kaart zou worden ondergebracht, zou die kaart onleesbaar worden, zeker wanneer deze in voldoende exemplaren en derhalve in een gereduceerd formaat moet voorhanden zijn. Derhalve werd besloten twee verschillende documenten op te stellen. Het eerste bestaat uit een orthofoto-plan (werkelijk bestaande toestand) waarop de juridische toestand (B. P. A.'s, verkavelingen, A. P. A.'s) is vermeld, tenzij deze juridische toestand afzonderlijk op een stafkaart is voorgesteld. Het tweede document is het eigenlijke bestemmingsplan.

Ten einde verschillende interpretaties met betrekking tot de bestaande en juridische toestand te vermijden, meent de Staatssecretaris dat, voor wat de 17 nog goed te keuren gewestplannen betreft, de bijzondere planologische voorschriften — die deze gewestplannen vervolledigen — voldoend nauwkeurige specificaties op dit stuk moeten bevatten.

Voor de ontwerpen van gewestplannen die reeds onderstekend werden, kan vanzelfsprekend bij de bekraftiging van het koninklijk besluit alle twijfel worden weggenomen. Thans wordt nagegaan of intussen nog andere juridische middelen tot hetzelfde resultaat kunnen leiden zonder dat twijfel rijst omtrent de rechtsgeldigheid.

* * *

De vraag werd gesteld of men rekening zal houden met recente aangebrachte wijzigingen en dit wanneer de consultatie reeds verschillende jaren geleden heeft plaatsgehad.

Het is in de meeste gevallen zo dat ook op een recente datum een tweede raadpleging werd gehouden, waarbij men dan reeds kon rekening houden met deze bemerkingen. In ieder geval zal het mogelijk zijn tijdens de officiële consultatie, de enige die wettelijk is voorzien, bemerkingen van deze aard te maken.

* * *

Le souci exprimé en ce qui concerne l'interdiction de bâtir qui frappe un certain nombre de parcelles sur lesquelles on avait cru pouvoir bâtir est rencontré partiellement par la reprise de zones d'achèvement dans les projets de plans de secteur.

Il convient de noter, en l'occurrence, que dans les cas de plans de secteur approuvés il a été largement tenu compte de ce fait lors de l'établissement des plans.

En ce qui concerne le problème des zones de parcs, et plus spécialement les propriétés privées, il y a lieu de noter qu'à ce jour on n'a pas encore arrêté de position définitive. Il est souhaitable que de tels domaines soient accessibles dans toute la mesure du possible. Toutefois, la question des frais d'aménagement et d'entretien se pose en l'occurrence. Dans quelques cas, on a tenté de réaliser cet objectif en affectant une partie du parc — par exemple un tiers — à la construction d'habitations et en rendant ainsi le reste accessible au public sans que cela entraîne des charges financières. Cette solution a été critiquée de plusieurs côtés, de sorte qu'on peut dire que nous sommes en présence d'une matière qui est en pleine évolution.

Des précisions ont été demandées sur l'intérêt que présentent les plans généraux d'aménagement dans le cadre des plans de secteur.

Il est évident que, pour ce qui regarde les petites communes, ces plans généraux perdent une grande partie de leur signification et qu'à l'avenir il conviendra peut-être d'insister davantage sur les plans particuliers d'aménagement.

Des questions ont également été posées concernant la responsabilité de l'Etat ou des autres pouvoirs publics dans les cas d'indemnisation.

L'article 37 est très net à cet égard. L'Etat doit supporter les conséquences éventuelles des décisions prises par le pouvoir exécutif. A cet égard, les situations juridiquement acquises seront respectées dans la mesure du possible, ce qui ne signifie pas que l'on n'admettra pas d'exceptions. En effet, les plans de secteur doivent être établis dans une perspective d'avenir.

Les Ministres intéressés pourront examiner si, dans le cadre des explications qui ont été fournies à la Commission au sujet des plans de secteur, il est utile de donner, par voie de circulaire, de plus amples commentaires aux pouvoirs subordonnés.

Enfin, il faut distinguer deux cas différents : ou bien il y a un projet de plan de secteur approuvé par arrêté ministériel et aucun plan particulier n'est possible, sauf pour achever une situation existante, ou bien il n'y a pas de projet et alors tous les plans particuliers peuvent être soumis à l'approbation des instances compétentes. Il va de soi que, dans ce cas, on tiendra compte de l'avant-projet de plan de secteur. Il serait en effet inconcevable d'approuver un plan particulier qui ne serait pas conforme à la destination que le futur projet de plan de secteur entend donner à l'une ou l'autre zone.

* * *

Le § 2 de l'article 2 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970, est libellé comme suit :

« Ont même force obligatoire et même valeur réglementaire les projets de plans régionaux ou de secteur arrêtés provisoirement par le Ministre. L'arrêté ministériel suspend l'effet des plans d'aménagement précédemment arrêtés ou ap-

De bekommernis omtrent het bouwverbod dat betrekking heeft op een aantal percelen waarop men meende te mogen bouwen, wordt voor een stuk opgevangen door het openen van afwerkingsgebieden in de ontwerpen van gewestplannen.

Terzake zij genoteerd dat men in geval van goedgekeurde gewestplannen in grote mate bij het opmaken van de plannen daarmee heeft rekening gehouden.

M.b.t. het probleem van de parkzones, meer speciaal voor wat betreft de privé-eigendommen, zij er op gewezen dat tot op heden daaromtrent nog geen definitieve houding werd aangenomen. Het is wenselijk dat dergelijke domeinen in de mate van het mogelijke voor ieder toegankelijk zouden zijn. Daarbij rijst echter de vraag naar de kosten van aanleg en onderhoud. In een paar gevallen werd dit objectief nastreefd door een gedeelte van het park, bijvoorbeeld een derde, voor woningbouw te gebruiken en op deze wijze zonder financiële lasten het overige gedeelte van het park voor het publiek open te stellen. Van verschillende zijden werd daartegen kritiek uitgebracht zodat men deze aanleiding kan beschouwen als zijnde in volle evolutie.

Uitleg werd gevraagd omtrent de betekenis van de algemene plannen van aanleg in het kader van de gewestplannen.

Het is duidelijk dat deze algemene plannen een groot deel van hun betekenis verliezen voor de kleinere gemeenten en dat men in de toekomst wellicht meer de nadruk zal leggen op de bijzondere plannen van aanleg.

Voorts werden vragen gesteld in verband met de verantwoordelijkheid van het Rijk of van andere besturen in geval van schadeloosstelling.

Artikel 37 is op dat stuk zeer duidelijk. Het Rijk moet de eventuele gevolgen dragen van de beslissingen die door de uitvoerende macht worden genomen. De situaties die juridisch als verworven kunnen worden beschouwd zullen zo veel mogelijk worden geëerbiedigd, hetgeen niet betekent dat er geen uitzonderingen zullen gemaakt worden. De gewestplannen dienen immers vooral met het oog op de toekomst opgesteld te worden.

Door de betrokken Ministers kan nagegaan worden of het nuttig zou zijn om bij wijze van rondschrift aan de onderschikte besturen verdere commentaar te verschaffen in het kader van de uitleg die in verband met de gewestplannen aan de commissie medegedeeld werd.

Tenslotte dient een onderscheid te worden gemaakt tussen twee verschillende gevallen : ofwel bestaat er een bij een ministerieel besluit goedgekeurd ontwerp van gewestplan en dan kan geen enkel bijzonder plan aangenomen worden tenzij om een bestaande toestand af te werken, ofwel bestaat er geen dergelijk ontwerp en alsdan kunnen alle bijzondere plannen aan de bevoegde overheid ter goedkeuring worden voorgelegd. Vanzelfsprekend zal in dat geval rekening gehouden worden met het voorontwerp van gewestplan. Het ware immers ondenkbaar een bijzonder plan goed te keuren dat niet in overeenstemming zou zijn met de bestemming die het toekomstige ontwerp van gewestplan aan een of andere zone wil geven.

* * *

Artikel 2, § 2 van de organische wet tot organisatie van de Ruimtelijke Ordening en de Stedebouw, gewijzigd door de wet van 22 december 1970, bepaalt :

« Hebbent dezelfde bindende en verordende kracht de ontwerpen van streek- of gewestplannen die door de Minister voorlopig zijn vastgesteld. Het ministerieel besluit schorst de uitwerking van de vroeger vastgestelde of goedgekeurde

prouvés, dans la mesure où leurs prescriptions ne sont plus conformes à celles de ces projets. »

Il s'ensuit qu'aucun permis (de bâtir ou de lotir) ne peut plus être délivré lorsqu'il est contraire aux prescriptions d'un arrêté ministériel fixant un plan de secteur, même si les constructions ou les lotissements envisagés sont conformes à des plans communaux d'aménagement ou à des permis de lotir non périmés.

L'arrêté ministériel visé perd cependant tout effet s'il n'est pas approuvé, dans les trois ans, par un arrêté royal.

Il est donc évident que, pendant cette période, les commissions régionales ne peuvent plus émettre un avis que sur des plans qui visent l'aménagement ultérieur d'un territoire sans être contraires au plan de secteur. En outre, la commission régionale doit être consultée avant que l'arrêté royal puisse être pris.

Un problème juridique se pose : il conviendrait de pouvoir admettre certaines initiatives bien qu'elles soient contraires au projet de plan budgétaire. Pour l'avenir, ces questions pourraient être réglées au moyen de prescriptions complémentaires.

En ce qui concerne les huit projets de plans de secteur existants, le Secrétaire d'Etat estime que, dans le cadre du plan de la situation existante, certaines activités devraient être tolérées. Toutefois, si la Commission estime qu'il y a impossibilité juridique, il est disposé à approuver, dans l'année, ces huit projets par arrêté royal.

La situation des propriétaires de petites parcelles doit pouvoir se régler en prévoyant des zones dérogatoires. Pour le surplus, il est renvoyé à l'article 76ter de la loi.

A la demande de certains membres, la Commission a décidé que ces déclarations feront l'objet d'une circulaire adressée aux communes. En outre, il sera donné connaissance aux membres de la lettre déjà transmise au Gouverneur de la province de Flandre occidentale concernant les quatre projets de plans de secteur (voir annexe VI).

Sur la proposition du Président, la Commission a décidé de réexaminer cette question au cours du mois d'octobre. A ce moment, le Gouvernement aura déjà élaboré un projet de loi organique.

En ce qui concerne les conséquences financières, le Secrétaire d'Etat a confirmé que les charges sont supportées par l'Etat, les projets de plans de secteurs étant établis à son initiative.

Au sujet de l'application de l'article 33, il a été confirmé que les arrêtés d'exécution ont été soumis pour avis au Conseil d'Etat.

En ce qui concerne la politique des loyers, un nouveau système d'allocations est en cours d'élaboration. En outre, il est envisagé d'octroyer la garantie de l'Etat pour les habitations sociales. A cet égard, le Ministre des Travaux publics prendra contact avec le Ministre des Finances. Des contacts seront également pris en ce qui concerne certains problèmes qui se posent en matière d'établissement des droits d'enregistrement et des droits de succession. En effet, on constate que les administrations fiscales ne tiennent pas toujours compte de l'affectation imposée par les plans d'aménagement.

Il a été précisé, à l'intention d'un membre, que quatre architectes urbanistes travaillent à l'administration centrale et onze dans les directions provinciales.

Le diplôme d'architecte urbaniste n'a aucune valeur légale. Néanmoins, depuis les derniers examens, l'Etat exige que les candidats présentent une attestation d'une école d'urbanistes, dont la valeur est appréciée par le Secrétariat per-

plannen van aanleg in zoverre de voorschriften ervan niet meer in overeenstemming zijn met deze ontwerpen ».

Hieruit volgt dat geen enkele vergunning (bouw of verkaeling) nog kan toegestaan worden wanneer zij strijdig is met de voorschriften van een ministerieel besluit houdende vaststelling van een gewestplan, en dit niettegenstaande deze activiteiten in overeenstemming zouden zijn met gemeentelijke plannen van aanleg of niet vervallen vergunningsverkavelingen.

Bedoeld ministerieel besluit verliest echter uitwerking indien het binnen de periode van drie jaar niet bekrachtigd wordt bij koninklijk besluit.

Het spreekt dus van zelf dat tijdens die periode de streek-commissies nog alleen advies mogen uitbrengen omtrent plannen van aanleg die een gebied verder uitwerken zonder in strijd te zijn met het gewestontwerp. Ook moet de streek-commissie geraadplegd worden vooraleer het koninklijk besluit kan getroffen worden.

Er stelt zich een juridisch probleem : het is noodzakelijk dat sommige initiatieven, alhoewel zij strijdig zijn met de voorschriften van het ontwerp-begrotingsplan, worden aanvaard. Voor de toekomst kunnen deze zaken geregeld worden bij aanvullende voorschriften.

Voor de acht bestaande ontwerp-gewestplannen is de Staatssecretaris van oordeel dat in het kader van het plan van de bestaande toestand bepaalde activiteiten zouden moeten kunnen geduld worden. Indien de commissie evenwel van oordeel is dat zulks juridisch niet opgaat, dan is hij bereid deze acht ontwerpen binnen het jaar door koninklijk besluit te laten vastleggen.

De toestand van de eigenaars van kleine percelen moet kunnen worden geregeld door middel van afwijkingszones. Bovendien wordt verwezen naar artikel 76ter van de wet.

Op verzoek van sommige leden wordt beslist dat deze verklaringen bij omzendbrief aan de gemeenten ter kennis zullen worden gebracht. Bovendien zal aan de leden kennis gegeven worden van de brief gericht aan de Gouverneur van West-Vlaanderen in verband met de vier gewestontwerpen (zie bijlage VI).

Op voorstel van de voorzitter beslist de Commissie deze aangelegenheid opnieuw te zullen bespreken tijdens de maand oktober. Alsdan zal de regering reeds een organiek ontwerp hebben opgesteld.

Wat de financiële gevolgen betreft wordt door de Staatssecretaris bevestigd, dat deze ten laste vallen van de Staat vermits de ontwerpen van gewestplannen op zijn initiatief zijn opgemaakt.

Ten aanzien van de toepassing van artikel 33 wordt bevestigd dat uitvoeringsbesluiten voor advies werden voorgelegd aan de Raad van State.

In verband met de huurpolitiek wordt een nieuw systeem betreffende de huurtoelage uitgewerkt. Tevens wordt overwogen de Staatswaarborg te verlenen voor de sociale woningen. De Minister van Openbare Werken zal terzake contact opnemen met de Minister van Financiën. Contact zal ook worden opgenomen omtrent bepaalde problemen die rijzen in verband met de vaststelling van registratierechten en successierechten. Men stelt immers vast dat de fiscale besturen niet altijd rekening houden met de bestemming opgelegd door de plannen van aanleg.

Aan een ander lid wordt medegedeeld dat in het hoofdbestuur vier en in de provinciale directies elf stedebouwkundige architecten zijn tewerkgesteld.

Het diploma van architect stedebouwkundige heeft geen enkele wettelijke waarde. Niettemin eist de Staat, waar recente examens worden ingericht, dat de kandidaten een getuigschrift voorleggen van een school voor stedebouwkundi-

manent de recrutement. Cette mesure n'est en vigueur que depuis peu, de sorte qu'il est exact qu'il n'y a encore que quelques urbanistes dans les directions provinciales. Le nouveau cadre, qui est entré en vigueur récemment, permettra de combler cette lacune.

Question :

Une procédure plus rapide pour les plans de secteur ne pourrait-elle être prévue et des mesures ne devraient-elles pas être envisagées pour aider les communes ?

Réponse :

L'élaboration d'un plan de secteur est une tâche complexe, les intérêts légitimes des propriétaires et les impératifs d'un bon aménagement doivent être conciliés.

Au surplus, il importe d'assurer la coordination des diverses initiatives des pouvoirs publics tant centraux et provinciaux que locaux.

En outre, l'administration a dû se livrer à de très longues enquêtes dans une matière toute nouvelle.

48 plans de secteur sont prévus et le Secrétaire d'Etat pour la région flamande en a déjà fixé 8 par la voie d'un arrêté ministériel (article 9, al. 3 de la loi organique de l'aménagement du territoire).

Cette période de recherche et d'improvisation est désormais passée et l'on doit s'attendre, au cours de cette année et surtout de l'année prochaine, à voir les Ministres et Secrétaires d'Etat responsables arrêter la plupart des plans de secteur.

Quant à la procédure proprement dite, lorsque le projet est arrêté, il faut normalement 150 jours pour que l'arrêté royal intervienne.

En raison de l'importance d'une telle disposition réglementaire, des consultations et des concertations nécessaires pour répondre au souci de l'information, un tel délai ne semble pas exagéré.

Dans les prochains mois, les plans se suivront à une cadence accélérée.

Question :

Les villes et communes peuvent-elles disposer d'un subside pour l'élaboration des plans particuliers d'aménagement ?

Réponse :

L'article 21 de la loi organique de l'aménagement du territoire n'impose pas au Ministre des Travaux publics l'obligation d'intervenir financièrement dans les frais résultant de l'élaboration des plans d'aménagement communaux.

Sous le régime de l'arrêté des secrétaires généraux du 12 septembre 1940, ainsi que sous le régime des arrêtés-lois de 1944, 1945 et du 2 décembre 1946, le pouvoir central accordait des subsides aux communes lorsqu'elles procédaient à l'élaboration de plans d'aménagement. Ces subsides étaient calculés à partir d'un barème fixé dans un arrêté royal du mois de février 1946.

Lorsque la loi organique du 29 mars 1962 est entrée en vigueur, aucune mesure en vue de l'octroi de subsides n'a été prise. C'est ainsi que, depuis cette époque, les communes n'ont bénéficié d'aucune aide.

gen waarvan de waarde geapprecieerd wordt door de Vaste Wervingssecretaris. Deze maatregel is nog maar weinige jaren van kracht, zodat er inderdaad maar enkele stedebouwkundigen werkzaam zijn bij de provinciale directies. Het nieuwe kader dat onlangs van kracht werd, zal het mogelijk maken in deze leemte te voorzien.

Vraag :

Zou het niet mogelijk zijn voor de gewestplannen een snellere procedure uit te werken ? Kunnen er geen maatregelen overwogen worden om de gemeenten te helpen ?

Antwoord :

Het uitwerken van een gewestplan is een ingewikkelde zaak, aangezien het de rechtmatige belangen van de eigenaars en de voorschriften met betrekking tot een efficiënte ruimtelijke ordening behoort te verzoenen.

Bovendien is het nodig de diverse initiatieven van de centrale provinciale en gewestelijke overheidsinstanties te coördineren.

De administratie heeft daarenboven zeer lange enquêtes moeten voeren over een totaal nieuwe aangelegenheid.

Er wordt in 48 gewestplannen voorzien en de Staatssecretaris voor Vlaamse Streekeconomie heeft er reeds 8 vastgesteld bij ministerieel besluit (artikel 9, derde lid van de organieke wet op de ruimtelijke ordening).

Die periode van opzoeken en improvisaties is thans voorbij en men mag verwachten dat de verantwoordelijke ministers en staatssecretarissen nog dit jaar en vooral volgend jaar de meeste gewestplannen zullen vaststellen.

De eigenlijke procedure neemt, wanneer het ontwerp vaststaat, normalerwijze 150 dagen in beslag alvorens het koninklijk besluit wordt genomen.

Gelet op het belang van een dergelijke reglementaire bepaling, op de raadplegingen en op het overleg die noodzakelijk zijn om de gewenste informatie te verstrekken, lijkt een dergelijke termijn niet overdreven.

In de loop van de volgende maanden zullen de plannen elkaar sneller opvolgen.

Vraag :

Kunnen de steden en gemeenten subsidies bekomen voor het uitwerken van bijzondere plannen van aanleg ?

Antwoord :

Artikel 21 van de organieke wet op de ruimtelijke ordening legt aan de Minister van Openbare Werken geen verplichting op om financieel bij te dragen in de kosten voortvloeiend uit de uitwerking van de gemeentelijke plannen van aanleg.

Onder de regeling van het besluit van de secretarissen-generaal van 12 september 1940 alsmede onder het stelsel van de besluitwetten van 1944, 1945 en 2 december 1946, kende de centrale overheid subsidies toe aan de gemeenten wanneer die plannen van aanleg uitwerkten. Die subsidies werden berekend op basis van een tarief dat bij koninklijk besluit van februari 1946 was vastgesteld.

Toen de organieke wet van 29 maart 1962 in werking trad, werd geen enkele maatregel genomen met het oog op de toekenning van subsidies. Zo komt het dat de gemeenten sindsdien geen tegemoetkomingen meer genoten.

De multiples tentatives furent faites par l'administration pour introduire la mesure accompagnée d'un nouveau barème; mais, pour des raisons budgétaires, il n'y fut jamais fait droit.

Le Ministre a l'intention de reprendre les conclusions du groupe de travail qui fut installé à l'époque et de rétablir l'intervention de l'Etat au bénéfice des communes et des associations de communes.

Question :

Un membre demande des éclaircissements au sujet de l'article 37 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970.

Réponse :

Aux termes du § 2 de l'article 2 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 2 décembre 1970 : « Ont même force obligatoire et même valeur réglementaire les projets de plans régionaux ou de secteur arrêtés provisoirement par le Ministre. L'arrêté ministériel suspend l'effet des plans d'aménagement précédemment arrêtés ou approuvés, dans la mesure où leurs prescriptions ne sont plus conformes à celles de ces projets. »

Il s'ensuit qu'aucun permis (de bâtir ou de lotir) ne peut plus être délivré lorsqu'il est contraire aux prescriptions d'un arrêté ministériel fixant un plan de secteur même si les constructions ou les lotissements envisagés sont conformes à des plans communaux d'aménagement ou à des permis de lotir non périmés.

L'arrêté ministériel visé perd cependant tout effet s'il n'est pas approuvé, dans les trois ans, par un arrêté royal.

Il est donc évident que, pendant cette période, les commissions régionales n'ont plus à émettre leur avis que sur des plans qui visent l'aménagement ultérieur d'un territoire sans être contraires au plan de secteur. En outre, la commission régionale doit être consultée avant que l'arrêté royal puisse être pris.

Durant cette période, il ne peut être fait appel à une intervention de l'Etat qu'aux conditions prévues à l'article 76ter de la loi organique :

« Quiconque, ayant acquis un bien avant l'entrée en vigueur de la présente disposition en vue d'y construire une habitation individuelle, se voit opposer un refus de permis de bâtir, peut demander à l'Etat de racheter ce bien, lorsque l'interdiction résulte des dispositions d'un plan d'aménagement ou d'un projet de plan régional ou de secteur ayant acquis force obligatoire. L'association intercommunale ou la commune peut, avec l'accord du Ministre ou de son délégué, se substituer à l'Etat.

» La présente disposition n'est applicable qu'aux personnes qui sont propriétaires de ce seul bien et à condition qu'elles aient pu légitimement escompter y construire une maison d'habitation individuelle.

» Le rachat se fait moyennant remboursement du prix, des charges et des frais payés par le bénéficiaire. »

Question :

Les plans de secteur devraient encore être approuvés par arrêté royal dans le courant de l'année 1974.

De administratie heeft vaak gepoogd die maatregel alsmede een nieuw tarief in te voeren; om budgettaire redenen is dat echter nooit gebeurd.

De Minister wil de conclusies van de destijds opgerichte werkgroep tot de zijne maken en de tegemoetkomingen van het Rijk ten gunste van de gemeenten en verenigingen van gemeenten opnieuw invoeren.

Vraag :

Een lid vraagt om uitleg in verband met artikel 37 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.

Antwoord :

Hebben dezelfde bindende en verordende kracht de ontwerpen van streek- of gewestplannen die door de Minister voorlopig zijn vastgesteld. Het ministerieel besluit schorst de uitwerking van de vroeger vastgestelde of goedgekeurde plannen van aanleg in zoverre de voorschriften ervan niet meer in overeenstemming zijn met deze ontwerpen (Art. 2, § 2 van de organieke wet tot organisatie van de Ruimtelijke Ordening en de Stedebouw.)

Hieruit volgt dat geen enkele vergunning (bouw of verkaveling) nog kan toegestaan worden wanneer zij strijdig is met de voorschriften van een ministerieel besluit houdende vaststelling van een gewestplan, zelfs indien deze activiteiten in overeenstemming zijn met gemeentelijke plannen van aanleg of met niet verkavelingsvergunningen.

Het ministerieel besluit verliest uitwerking indien het binnen de drie jaar niet bekraftigd wordt bij koninklijk besluit.

Tijdens die periode mogen de streekcommissies nog alleen advies uitbrengen omtrent plannen van aanleg die een gebied verder uitwerken zonder in strijd te zijn met het gewestelijk plan. Ook moet de streekcommissie geraadpleegd worden vooraleer het koninklijk besluit kan getroffen worden.

Tijdens deze periode kan slechts een tegemoetkoming van de Staat gevraagd worden in de voorwaarden gesteld door artikel 76ter van de organieke wet :

« Ieder die vóór de inwerkingtreding van deze bepaling een goed heeft aangekocht om daarop een eigen woning te bouwen, en wie de bouwvergunning wordt geweigerd, kan aan de Staat vragen om dat goed af te kopen wanneer het verbod voortvloeit uit de voorschriften van een plan van aanleg of van een ontwerp van streek- of gewestplan dat verordenende kracht heeft verkregen; de intercommunale vereniging of de gemeente kan, met de instemming van de Minister of zijn gemachtigde, in de plaats treden van de Staat.

» Deze bepaling is slechts van toepassing op de personen die eigenaar zijn van dat enig goed en onder de voorwaarde dat zij met reden konden verwachten er een eigen woning op te mogen bouwen. »

» De afkoop geschiedt tegen terugbetaling van de door de rechthebbende betaalde koopprijs, verhoogd met de lasten en de kosten. »

Vraag :

De gewestplannen zouden in de loop van het jaar 1974 nog bij koninklijk besluit moeten worden goedgekeurd.

Sera-t-il tenu compte également de ceux qui ont été élaborés par l'administration des routes ?

Réponse :

Les routes prévues dans les projets de plans de secteur ne seront réalisées par l'administration des routes qu'au fur et à mesure des besoins.

Question :

Quelles répercussions auront sur les plans de secteur les fusions de communes ?

Réponse :

Quant aux fusions de communes, il convient de poser en principe que, pour autant que le territoire des nouvelles communes ainsi créées reste dans les limites du plan de secteur, ce dernier restera d'application. Si certaines communes tombent partiellement en dehors du secteur, il y aura lieu de procéder, sinon par la voie législative du moins en pratique, à la révision du plan.

Question :

Les tracés proposés actuellement pour le futur T. G. V. soulèvent de violentes réactions, tant dans la région flamande que dans la région wallonne.

Le tracé sud, (Hal, Tubize, Enghien...) porte non seulement un préjudice grave à une région agricole homogène de grande valeur, composée d'exploitations viables et bien structurées, mais il détruit et isole des zones d'habitation, notamment à Saintes.

Ce tracé empêche aussi toute expansion de la commune de Tubize.

Ce problème ferroviaire ne devrait-il pas être réexaminié dans son ensemble, compte tenu de l'avis émis récemment par le Conseil économique régional pour la Wallonie, donnant priorité à la dorsale ferroviaire wallonne (Mouscron, Tournai-Mons-Charleroi-Namur-Welkenraedt) ?

Réponse :

Le tracé du T. G. V. doit être fixé en premier lieu par le Ministre des Communications; il semble qu'il n'aurait pas encore été arrêté définitivement.

Si une priorité est demandée pour la dorsale ferroviaire wallonne, il n'en est pas moins vrai qu'une ligne T. G. V. reliant Bruxelles, capitale de l'Europe, à Paris et à Londres, doit être envisagée avec réalisme et cette ligne doit nécessairement passer quelque part.

Il convient d'en étudier attentivement les parcours possibles; cette étude doit d'abord être faite par le Ministre des Communications.

Politique foncière.

Questions :

Un membre soulève le problème de la lutte contre la spéculation foncière injustifiée, prévue par la déclaration gouvernementale. Le groupe de travail qui existait sous le gouvernement précédent avait préparé un projet de loi sur la politique foncière. Où en est ce projet ?

Zal men ook rekening houden met de plannen die door het bestuur der wegen werden uitgewerkt ?

Antwoord :

De in de ontwerpen van gewestplan ontworpen wegen zullen door het bestuur der wegen slechts worden aangelegd naarmate de nood zich daartoe doet voelen.

Vraag :

Welke terugslag zullen de gewestplannen hebben op de fusies van gemeenten ?

Antwoord :

Wat de fusies van gemeenten betreft moet principieel gesteld worden dat voor zover het grondgebied van de aldus opgerichte nieuwe gemeenten binnen de grenzen blijft van het gewestontwerp, dit laatste geldig blijft. Zodra, sommige gemeenten gedeeltelijk buiten het gewestplan vallen dient het plan zo niet wettelijk dan toch praktisch te worden herzien.

Vraag :

De voor de toekomstige Z. G. S.-lijn thans voorgestelde tracés lokken in Vlaanderen zowel als in Wallonië hevig protest uit.

Het zuidelijk tracé (Halle, Tubeke, Edingen...) brengt niet alleen ernstige schade toe aan een homogène en waardevolle landbouwstreek met leefbare en goed gestructureerde landbouwbedrijven, het verwoest en isoleert bovendien woonzones, met name te Saintes.

Het tracé verhindert eveneens elke uitbreiding van de gemeente Tubeke.

Zou dit spoorwegprobleem niet opnieuw in zijn geheel moeten worden onderzocht rekening houdend met het advies dat de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië onlangs heeft uitgebracht en waarbij voorrang werd verleend aan de spoorlijn dwars door Wallonië (Moeskroen-Doornik-Bergen-Charleroi-Namen-Welkenraedt) ?

Antwoord :

Het tracé van de Z. G. S.-lijn moet in de eerste plaats door de Minister van Verkeerswezen worden vastgelegd; het schijnt dat zulks nog niet definitief is gebeurd.

Hoewel voorrang wordt gevraagd voor een spoorlijn dwars door Wallonië doet zulks niets af aan het feit dat een Z. G. S.-lijn die Brussel, de hoofdstad van Europa, met Londen en Parijs verbindt, realistisch benaderd moet worden en dat die lijn toch ergens voorbij moet komen.

De mogelijke tracés moeten aandachtig worden onderzocht; dit onderzoek moet eerst door de Minister van Verkeerswezen worden verricht.

Grondbeleid.

Vragen :

Een lid heeft het over het probleem van de strijd tegen de ongerechtvaardigde grondspeculatie die in de regeringsverklaring in uitzicht wordt gesteld. Onder de vorige regering had een werkgroep een wetsontwerp inzake grondbeleid uitgewerkt. Hoeveel staat het met dat ontwerp ?

Un autre membre rappelle qu'un projet de M. De Saeger, alors Ministre des Travaux publics, devait instaurer une politique foncière efficiente, c'est-à-dire définie au niveau central mais suivie de près au niveau régional et local.

Il faut endiguer la spéculation foncière et la hausse anormale des prix des terrains. Lorsque, dans les plans régionaux, des zones d'habitation sont prévues, une hausse du prix de ces terrains est immédiatement constatée. Quelles mesures le gouvernement actuel compte-t-il prendre à cet égard ?

Des questions sont également posées sur la détermination de l'indemnité à accorder en cas d'expropriation.

Réponse :

Plusieurs membres ont signalé que la politique foncière provoquera peut-être encore des difficultés après l'approbation des plans de secteur.

Théoriquement il ne pourrait en être ainsi, puisque ces plans prévoient une extension suffisante des zones d'habitat. Toutefois, on se rend compte que la réalité pourrait être différente. C'est la raison pour laquelle, parallèlement à la politique d'aménagement du territoire dont les plans de secteur constituent un des instruments, une politique foncière plus poussée s'impose.

La mise à la disposition de réserves de terrains par les pouvoirs publics peut en être un élément. L'exécution par arrêté royal de l'article 33 du Code du Logement en est un autre.

D'autre part, on pourrait examiner s'il convient de revoir l'article 5 de l'arrêté royal du 28 décembre 1972.

En ce qui concerne plus spécialement l'indemnité à accorder en cas d'expropriation, le Secrétaire d'Etat estime qu'il convient en tout cas de déterminer la valeur en fonction de la destination des terrains avant que ceux-ci n'aient reçu leur nouvelle affectation. En cas d'acquisition à l'amiable, le problème se pose en fait d'une manière un peu différente et des contacts seront pris à cet égard avec le Ministre des Finances. La même procédure doit être suivie en ce qui concerne le problème de l'enregistrement lors de la vente de terrains.

Le Ministre a déclaré qu'il est convaincu de la nécessité de prendre des mesures en matière de politique foncière.

Il est exact que la spéculation foncière a pour effet d'enlaidir nos villes et même nos campagnes par toute sorte de bâtiments horribles, qui ne sont édifiés que dans le but de réaliser des bénéfices exagérés.

L'aménagement du territoire et l'urbanisme ne sont d'ailleurs possibles que si un contrôle est exercé sur l'affectation du sol. Ce contrôle, qui est dès à présent permis en vertu de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, doit aller au-delà d'un simple contrôle réglementaire. La politique foncière ne doit pas seulement viser à la suppression de certaines activités, elle doit également devenir opérationnelle. Ce problème a été étudié plus d'une fois dans le passé. A cet égard, le Ministre fera sous peu des propositions aux Chambres législatives.

Réanimation du centre des villes.

Questions :

Quelles mesures sont envisagées pour la réanimation du centre des villes ?

Un autre lid herinnert eraan dat een ontwerp van de toenmalige Minister van Openbare Werken, de heer De Saeger, een efficiënt grondbeleid moest invoeren, d.w.z. een beleid dat, ofschoon op centraal niveau omlijnd, op gewestelijk en plaatselijk vlak op de voet gevolgd werd.

Aan de grondspectulatie en aan de abnormale stijgingen van de grondprijzen dient paal en perk te worden gesteld. Welke maatregelen denkt de huidige Regering op dat gebied te nemen ?

Wanneer in de gewestplannen woonzones zijn opgenomen, constateert men onmiddellijk een stijging van die prijzen.

Er zijn ook vragen gesteld over het bepalen van de vergoeding die bij onteigening moet worden toegekend.

Antwoord :

Verschillende leden hebben er op gewezen dat de politiek van grondbeleid wellicht nog moeilijkheden zal meebrengen na het goedkeuren van de gewestplannen.

Theoretisch zou dit niet mogen het geval zijn, aangezien deze plannen voorzien in een voldoende uitbreiding van woonzones. Men geeft er zich nochtans rekenschap van dat de praktijk wellicht anders zou kunnen zijn. Daarom is het nodig dat, aansluitend bij de politiek van ruimtelijke ordening waarvan de gewestplannen een instrument zijn, een verder doorgedreven grondbeleid wordt gevoerd.

Het ter beschikking stellen van grondreserves door de openbare instanties kan daarvan een element zijn. De verdere uitvoering bij koninklijk besluit van artikel 33 van de Huisvestingscode is een ander element.

Verder kan ook nagegaan worden of het artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 december 1972 moet worden aangepast.

Wat meer speciaal de vergoeding bij ondertekening betreft, is de Staatssecretaris van oordeel dat in ieder geval de waarde moet bepaald worden in functie van de bestemming die de gronden hadden vooraleer zij een nieuwe bestemming kregen. Bij aankoop in der minne schijnt het probleem zich enigszins anders te stellen. Terzake zal contact opgenomen worden met de Minister van Financiën. Deze procedure dient ook gevolgd te worden voor het probleem van de registratie bij het verhandelen van gronden.

Inzake grondbeleid is de Minister ervan overtuigd dat maatregelen dienen te worden getroffen.

Het is een feit dat de grondspectulatie voor gevolg heeft dat de steden en zelfs het platte land ontsierd worden door allerlei onooglijke gebouwen, welke alleen opgericht werden om overdreven winsten te boeken.

Ruimtelijke ordening en stedebouw zijn trouwens slechts mogelijk indien toezicht wordt uitgeoefend op de bestemming van de grond. Deze controle, die reeds nu mogelijk is op grond van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw, moet verder reiken dan de evenvoudige reglementaire controle. Grondbeleid moet erop gericht zijn bepaalde activiteiten te weren. Bovendien moet dit beleid ook operationeel worden. In het verleden werd dit probleem meer dan eens onderzocht. De Minister zal hieromtrent eerstdaags voorstellen doen aan de wetgevende macht.

Reanimatie van de stadscentra.

Vragen :

Welke maatregelen worden overwogen voor de reanimatie van de stadscentra ?

Etant donné la concurrence des centres périphériques, n'y aurait-il pas lieu de faciliter l'accès des centres commerciaux et de subsidier la création de parkings à l'intérieur des villes, y compris les parkings souterrains ?

Selon un autre membre, il faudrait créer des parkings de dissuasion à l'entrée des villes.

Quoi qu'il en soit, la solution du problème de parking est essentielle pour la rénovation du centre des villes.

Réponse :

La question posée porte en réalité sur les aspects concrets de la réanimation des centres de villes. Ces dernières années, on a tenté de remédier à la désertion de la population du centre des villes par des mesures relatives aux voies d'accès aux parkings, aux aménagements commerciaux et surtout, on a tenté d'éviter la construction de blocs de bâtiments réservés aux bureaux.

Dans ce dernier domaine, la législation présente quelques lacunes et il n'est pas possible d'éviter la construction de bâtiments de ce genre dans des endroits que l'on désire résérer au logement.

A cet effet, le Ministre envisage l'élaboration d'un projet de loi créant le permis d'habitabilité. Celui-ci doit donner aux pouvoirs publics la possibilité d'intervenir dans l'occupation des bâtiments et pas seulement, comme c'est le cas maintenant, en ce qui concerne leur implantation et leur gabarit.

En ce qui concerne la question des parkings, le Ministre attire l'attention sur les points suivants :

— parmi les nombreux facteurs de la mutation, voire du déclin des centres urbains, l'on s'accorde à considérer, comme un élément essentiel de ce déprérissement, les embarras de la circulation;

— anatomiquement, nos villes et particulièrement leurs centres sont inadaptés à la circulation automobile. On peut en expérimenter journalement tous les inconvénients : difficultés d'accès du centre, encombrement, pertes considérables de temps dues à la lenteur du trafic;

— les agglomérations importantes, en raison de leur structure urbaine et de la densité de leur population et de leurs activités, approchent du point de saturation, alors que les besoins augmentent, notamment en raison de l'accroissement continu du taux de motorisation, résultant directement des multiples fonctions que de telles agglomérations doivent assumer;

— dès lors, pour que l'automobile puisse accéder aisément au centre des villes, il faudrait percer de nombreuses voies de pénétration et aménager un nombre important d'aires de stationnement;

— l'affection de superficies aussi étendues de terrains aux besoins de la circulation, outre leur coût exorbitant et la destruction des sites qu'elle entraînerait, aurait pour effet de transformer les centres en un inextricable lacis de voies de circulation, détruisant toute vie urbaine, puisque désormais la ville serait faite pour l'automobile et non pour l'homme. Le remède trop efficace risquerait de tuer le malade;

— faut-il alors interdire la circulation automobile dans le centre et ne rendre celui-ci accessible que par le seul moyen des transports en commun ?

— en supposant que nos concitoyens s'y soumettent, le développement considérable des transports collectifs risquerait, d'une part, de dépasser les limites de la rentabilité re-

Verdient het, gelet op de concurrentie van de in de randgemeenten gelegen centra, geen aanbeveling de toegang tot de commerciële centra te vergemakkelijken en toelagen te verlenen voor de aanleg van — ook ondergrondse — parkeerruimten binnenin de steden ?

Een ander lid meent dat overstapparkeerruimten moeten worden aangelegd aan de rand van de steden.

In ieder geval is de oplossing van het parkeerprobleem essentieel voor de vernieuwing der stadscentra.

Antwoord :

In feite heeft deze vraag betrekking op de concrete aspecten van de reanimatie der stadscentra. De jongste jaren zijn pogingen gedaan om de ontvolking van de stadscentra tegen te gaan door de toegangswegen tot parkeerruimten en commerciële voorzieningen te vergemakkelijken en vooral door maatregelen te nemen die gericht waren tegen het optrekken van grote kantoorgebouwen.

Inzake dit laatste punt vertoont de wetgeving bepaalde leemten, zodat het optrekken van dergelijke gebouwen in zones die men voor woningbouw wenst te reserveren, niet kan worden verhinderd.

Daarom overweegt de Minister de indiening van een wetsontwerp om een z.g. bewoonbaarheidsvergunning in te voeren. Deze zou de overheid de mogelijkheid moeten verschaffen om zich met de bezetting van een gebouw te bemoeien, en niet alleen meer met de vestiging of de omvang ervan, zoals nu het geval is.

Met betrekking tot de parkeerruimten vestigt de Minister de aandacht op de volgende punten :

— men is het er algemeen over eens dat de verkeersmoeilijkheden een van de voornaamste oorzaken zijn onder de talrijke factoren die een wijziging in de stadscentra, ja zelfs de teleurgang ervan met zich brengen;

— ingevolge hun bouw en aanleg zijn onze steden en vooral onze stadscentra niet aangepast aan het autoverkeer. Dagelijks ondervinden wij zulks : de centra zijn moeilijk te bereiken, de straten overbelast, het trage verkeer veroorzaakt veel tijdverlies;

— de belangrijke agglomeraties zijn wegens hun stadsstructuur en de dichtheid van hun bevolking en van de uitgeoefende activiteiten, bijna aan hun verzadigingspunt toe, terwijl de behoeften toenemen met name omdat de motoriseringsgraad voortdurende stijgt; dit laatste is een rechtstreeks gevolg van de talrijke functies die dergelijke agglomeraties moeten vervullen;

— om de auto's gemakkelijk toegang te verlenen tot de stadscentra, zouden derhalve talrijke invalswegen en parkeerruimten moeten worden aangelegd;

— de aanwending van zoveel ruimte voor de behoeften van het verkeer zou enorm veel geld kosten en de vernietiging van de stadsgesichten met zich brengen. Bovendien zouden de stadscentra in een onontwarbaar net van verkeerswegen herschapen worden, zodat alle leven uit de stad zou verdwijnen, aangezien de stad er voortaan voor de auto en niet meer voor de mens zou zijn. Een al te krachtig geneesmiddel kan de dood van de patiënt tot gevolg hebben;

— moet het autoverkeer in de centra dan worden verboden en alleen het gemeenschappelijk vervoer er toegelaten worden ?

— in de veronderstelling dat onze medeburgers daarin berusten, dan nog zou de aanzienlijke ontwikkeling van het collectief vervoer enerzijds de grenzen van de vereiste renta-

quise et d'autre part, exigerait une densité, dans la circulation des véhicules, qu'aucun réseau ne pourrait supporter. Il est plus vraisemblable que la majorité des automobilistes se réfugieraient à la périphérie, entraînant, encore une fois, le dépeuplement certain du centre;

— ainsi donc, dans les deux hypothèses, le remède ne ferait qu'aggraver le mal;

— c'est pourquoi le Ministre n'a nullement l'intention d'interdire aux automobilistes l'accès du centre des villes;

— les Ministres précédents ont fait prendre par l'administration les mesures d'amélioration des voies existantes. Ils ont recommandé aux communes de prendre des règlements organisant des courants de circulation, limitant la durée des stationnements par l'établissement de zones bleues et le placement de compteurs de parage;

— ils ont également invité les communes à construire de vastes aires de parage et de garages publics aux emplacements les mieux indiqués sur le plan de la technique de la circulation et de l'aménagement du territoire;

— enfin, le pouvoir central et les communes imposent aux constructeurs l'obligation de créer des places de parage à l'occasion de l'édification de chaque construction ou de l'exécution de travaux de transformation (circ. n° 59, du 17 juin 1970, du Ministère des Travaux publics - *Moniteur belge* du 4 août 1970);

— parallèlement, on a développé sensiblement l'équipement des transports collectifs, par la création soit d'un semi-métro, soit de transports publics rapides dont le réseau ne cessera de s'étendre dans les prochaines années;

— le Ministre entend maintenir une répartition raisonnable entre les voyageurs qui se déplacent par le moyen de véhicules individuels et ceux qui utilisent les transports collectifs;

— dans les villes équipées d'un réseau de semi-métro, il est toutefois rapidement apparu que ce moyen de transport ne connaît pas, à partir de la périphérie, l'utilisation optimum qu'il mérite;

— en effet, ce sont généralement les utilisateurs des anciens transports collectifs (des tramways notamment) qui empruntent le semi-métro, alors que la grosse majorité des automobilistes continuent, comme par le passé, à utiliser leur propre véhicule pour se rendre dans le centre;

— l'absence d'aires de stationnement aux endroits voulus explique peut-être que l'afflux de voitures au centre n'a guère diminué;

— enfin, pour les petites communes, on peut recourir aux subsides prévus par l'arrêté du Régent concernant les subsides à octroyer aux pouvoirs subordonnés pour faciliter l'aménagement de terrains de parkings.

Il convient de revoir la circulaire concernant l'obligation de créer des aires de parage.

En effet, les instructions actuelles ne permettent pas un choix assez large en ce qui concerne les mesures à adopter. Or, dans une matière aussi délicate, il convient de procéder avec prudence afin que les mesures adéquates puissent être prises en tenant compte des circonstances locales.

bilitéit wellicht overschrijden en anderzijds een zo intens gebruik van de voertuigen vereisen dat geen enkel net er zou tegen bestand zijn. Waarschijnlijk zou het merendeel van de autorijders voortaan in de randgemeenten blijven, wat nogmaals tot het onontkoombare verval van de centra zou leiden;

— in de twee gevallen zou de aangewende methode de kwaal dus alleen maar nog erger maken;

— het ligt dan ook volstrekt niet in de bedoeling van de Minister de auto's de toegang tot de stadscentra te ontzeggen;

— de administratie heeft op verzoek van de vorige ministers de nodige maatregelen genomen om de bestaande wegen te verbeteren. Er werd de gemeenten aanbevolen reglementen in te voeren om een bepaalde verkeersrichting verplicht op te leggen, om de duur van het parkeren te beperken door de instelling van blauwe zones en door het plaatsen van parkeermeters;

— er werd de gemeenten ook gevraagd grote parkeerruimten en openbare garages te bouwen op de plaatsen die verkeerstechnisch en uit het oogpunt van de ruimtelijke ordening daartoe het meest geschikt zijn;

— ten slotten leggen de Staat en de gemeenten aan de bouwers de verplichting op om parkeerruimten aan te leggen bij het optrekken van nieuwe gebouwen of het uitvoeren van verbouwingswerken (circ. n° 59 van 17 juni 1970 van het Ministerie van Openbare Werken, Belgisch Staatsblad van 4 augustus 1970);

— tegelijkertijd is de uitrusting van het collectief vervoer gevoelig verbeterd door de invoering van de semi-metro of van snelle openbare ververvoermiddelen waarvan het net zich in de komende jaren nog voortdurend zal uitbreiden;

— de Minister wenst een redelijk evenwicht te handhaven tussen de reizigers die gebruik maken van individuele vervoermiddelen en die welke de voorkeur geven aan het collectieve vervoer;

— in de steden met een semi-metro is al spoedig gebleken dat, wat de verplaatsingen vanuit de randgemeenten betreft, van dit vervoermiddel niet het maximumgebruik wordt gemaakt dat mocht worden verwacht;

— de gebruikers van de vroegere collectieve vervoermiddelen (o.m. de tram) hebben immers doorgaans overgeschakeld op de semi-metro, terwijl de grote meerderheid van de autorijders, net zoals vroeger, gebruik blijven maken van hun eigen wagen om zich naar het centrum te begeven;

— de onverminderde toevloed van auto's in de stadscentra is misschien te verklaren door het ontbreken van parkeergelegenheid op de gewenste plaatsen;

— voor de kleine gemeenten kan een oplossing gevonden worden dank zij de toelagen bedoeld in het besluit van de Régent betreffende de aan de ondergeschikte besturen toe te kennen subsidies voor de aanleg van parkeerruimten.

De omzendbrief betreffende de verplichtingen inzake aanleg van parkeergelegenheden moet worden herzien.

Inderdaad, de huidige onderrichtingen laten niet genoeg keuze in te aan te wenden maatregelen. Welnu, in deze zeer kiese zaak moet met veel omzichtigheid te werk gegaan worden opdat zou kunnen verwezen worden naar de gepaste maatregelen naar gelang van de aard van de plaatselijke behoeften.

Question :

Le Ministre n'estime-t-il pas que la reconstruction à la périphérie des prisons situées au centre des villes libérerait des terrains importants ?

Vraag :

Meent de Minister niet dat de afbraak van de gevange-nissen die zich thans in de stadscentra bevinden en de heropbouw ervan in de randgemeenten grote ruimten zou vrijmaken ?

Réponse :

Le Ministre estime que, dans le cadre d'une bonne rénovation urbaine, il conviendrait de déplacer vers la périphérie, notamment les prisons et les bâtiments militaires.

Grandes entreprises de distribution.**Question :**

Une étude réalisée dans le cadre d'une réglementation de l'implantation des grandes entreprises de distribution révèle que les hyper-marchés seraient dépassés et que des shopping-centers polyvalents devraient être implantés non plus à la périphérie mais à nouveau dans le centre des villes, qui serait réaménagé. Il faudrait donc prévoir l'implantation des grandes entreprises de distribution en dehors des communes.

Réponse :

Depuis plusieurs années fonctionne une commission chargée d'étudier les implantations de grandes surfaces de distribution; ces dernières ne font l'objet d'un permis de bâtrir qu'après concertation entre les Ministres des Classes moyennes et des Affaires économiques.

S'il fut un temps où ces installations surgissaient dans les endroits les moins appropriés, ce ne sera plus le cas maintenant.

Question :

Un membre demande qui prend en charge les frais de signalisation et d'éclairage des artères d'accès aux magasins à grande surface.

Si ceux-ci sont à charge de l'Etat, quel est le montant prévu au budget ?

Réponse :

En principe, les frais de signalisation et d'éclairage ne sont pas pris en charge par l'Etat.

Question :

Un membre évoque le problème de l'extension du port d'Anvers sur la rive gauche et des expropriations dans la commune de Doel.

Qu'envisage-t-on de faire dans le centre de cette commune ?

Les expropriations réalisées à Anvers sur la rive gauche sont indemnisées très lentement; il en résulte un dommage supplémentaire pour les propriétaires.

Le Ministre ne peut-il prendre des mesures pour remédier à cette situation, notamment à celle des agriculteurs expropriés et qui doivent s'installer ailleurs ?

Réponse :**I. Extension du port d'Anvers sur la rive gauche de l'Escaut.****1. Paiement des indemnités pour cause d'expropriation.**

Des difficultés ont en effet surgi, lors de la liquidation des dossiers de certains expropriés. Si tout le monde peut

Antwoord :

De Minister is van oordeel dat in het kader van een goede stadskernvernieuwing moet getracht worden, onder meer de gevangenissen en de militaire gebouwen naar de periferie van de stadskernen te verplaatsen.

Grote distributiebedrijven.**Vraag :**

Uit een studie die werd gemaakt in het kader van een reglementering betreffende de vestiging van de grote distributiebedrijven blijkt dat de hypermarkten achterhaald zijn en dat polyvalente shoppingcentra zouden moeten worden gevestigd niet meer in de randgemeenten maar opnieuw in de stadscentra die zouden moeten worden aangepast. De grote distributiebedrijven zouden dus buiten de gemeenten moeten worden gevestigd.

Antwoord :

Sinds verscheidene jaren is een commissie werkzaam die belast is met de studie van de vestiging van grote verkoopoppervlakken; voor deze laatste wordt slechts een bouwvergunning afgeleverd na overleg tussen de Ministers van Middenstand en van Economische Zaken.

Er was wel een tijd dat men deze instellingen zag oprijzen op de minst geschikte plaatsen, maar dit zal nu niet meer het geval zijn.

Vraag :

Een lid vraagt wie de kosten van signalisatie en verlichting van de toegangswegen tot de supermarkten ten laste neemt.

Welk bedrag is daarvoor op de begroting uitgetrokken, als deze kosten ten laste vallen van de Staat ?

Antwoord :

In principe zijn de kosten voor signalisatie en verlichting niet ten laste van de Staat.

Vraag :

Een lid brengt het probleem ter sprake van de uitbreiding van de haven van Antwerpen op de Linkeroever en van de onteigeningen in de gemeente Doel.

Wat zal men doen in het centrum van die gemeente ?

Voor de onteigeningen te Antwerpen op de Linkeroever wordt de schadeloosstelling slechts zeer langzaam uitgekeerd, wat een bijkomend verlies voor de eigenaars meebrengt.

Kan de Minister geen maatregelen treffen om die toestand te verhelpen, met name die van de onteigende landbouwers die zich elders moeten gaan vestigen ?

Antwoord :**I. Uitbreiding van de haven van Antwerpen op de linkeroever.****1. Uitbetaling van de vergoedingen voor onteigening.**

Er hebben zich inderdaad moeilijkheden voorgedaan bij het afhandelen van de dossiers van sommige onteigenden.

se rallier à la description de la situation idéale « telle qu'elle devrait être », l'administration est toutefois tenue d'observer des règles qui ne permettent pas toujours d'apporter des correctifs si quelque chose tourne mal; par ailleurs, dans l'état actuel des choses, des abus ou de la gabegie sont toujours possibles.

Comme on sait l'industrialisation de la rive gauche constitue un projet gigantesque. Des sommes considérables sont nécessaires si l'on veut respecter les délais normalement impartis. L'amortissement de ces montants sur le budget annuel des travaux publics constitue une lourde charge. En ce qui concerne les expropriations, aucun compromis avec d'autres travaux confiés à l'Administration des Voies hydrauliques n'est possible en raison de la superficie des terrains en question. C'est surtout pour rencontrer l'aspect humain de la question que le C. M. C. E. S. avait décidé dès 1971 d'inscrire à l'article 600.1A, dont la gestion incombe au Secrétariat d'Etat à l'Economie régionale, un montant de 500 millions de F au profit du département en vue de couvrir les frais afférents aux expropriations complémentaires.

En ce qui concerne les expropriations anticipées, seuls les cas sociaux sont pris en considération. Par les expropriations complémentaires de terrains situés dans le zoning industriel, on veut éviter que le même propriétaire, après avoir été exproprié une première fois, ne soit à nouveau contacté une ou plusieurs fois en vue de nouvelles expropriations.

Le montant mis à la disposition par le C. M. C. E. S. à permis d'entamer les travaux sans difficultés insurmontables. Néanmoins, ce montant s'est avéré insuffisant, et, en 1972, le Secrétaire d'Etat fut saisi d'une demande portant sur une deuxième tranche de 500 millions de F. Toutefois, les normes régissant l'octroi des crédits avaient tellement changé qu'en dépit des instances pressantes des travaux publics, la demande ne put être honorée, ni en 1972, ni en 1973.

C'est ainsi que, dans certains arrêtés d'expropriation qui avaient été établis dans la ferme conviction que de nouveaux crédits seraient inscrits à l'article 600.1A, force fut d'opérer l'imputation budgétaire à l'article 71.05 c'est-à-dire l'article du budget qui est géré par le département.

La Cour des Comptes a cependant formulé des observations en ce qui concerne ces modifications d'imputation. Entre-temps, le Ministre a expliqué à la Cour des Comptes comment les faits se présentent, de sorte que le visa qui doit permettre le paiement peut être accordé d'un jour à l'autre. Cette situation a entraîné des difficultés en ce qui concerne l'indemnisation légitime des expropriés. Le Ministre suivra de près les expropriations et veillera à ce que les paiements soient exécutés avec toute la souplesse requise.

Il compte également sur l'attitude bienveillante de la Cour des Comptes, laquelle est une émanation du pouvoir législatif. Le rôle joué dans notre régime par cet éminent Collège administratif ne saurait plus être négligé. Dans certains cas toutefois, la Cour des Comptes devrait accorder son visa quand bien même elle estime que l'imputation d'une dépense n'est pas tout à fait orthodoxe.

Il est toujours possible de poursuivre les discussions sur une imputation peu orthodoxe, sans qu'il faille pour autant traîner en longueur l'indemnisation des expropriés. Il est évident que c'est à juste titre que les intéressés estiment la procédure actuelle contraire aux principes de l'indemnisation anticipative garantie par l'article 11 de la Constitution. Outre que ladite procédure jette le discrédit sur le comité d'acquisition compétent, elle rend encore plus défavorable

De gegeven idealistische beschrijving van « wat zou moeten » wordt door eenieder bijgetreden. De administratie is echter aan regels gebonden zodat zij niet altijd en onmiddellijke verbeteringen kan aanbrengen als iets verkeerd loopt; voorts zijn in de huidige stand van zaken ook misbruiken en wanbeheer mogelijk.

Zoals men weet is de industrialisatie van de linkeroever een reuze-project. Om de normale timing te realiseren zijn aanzienlijke bedragen nodig. Het afschrijven van deze bedragen op de jaarlijkse begroting van Openbare Werken, betekent een grote last. Inzake onteigeningen is wegens de betrokken oppervlakte van de terreinen geen vergelijking mogelijk met andere werken die werden opgedragen aan het Bestuur der Waterwegen. Vooral wegens het menselijk aspect van de zaak heeft het M. C. E. S. C. dan ook reeds in 1971 beslist op artikel 600.1A, dat wordt beheerd door het Staatssecretaris van Streekeconomie, een bedrag van 500 miljoen F vast te trekken ten behoeve van het departement om de kosten te dekken die voortvloeien uit het vervroegd onteigenen en het onteigenen van meegesleurde gronden.

Voor het vervroegd onteigenen komen alleen de sociale gevallen in aanmerking. Met het onteigenen van de meegesleurde gronden gelegen in de industriezone, wil men voorkomen dat eenzelfde eigenaar na reeds een eerste maal gedeeltelijk te zijn onteigend, opnieuw of nog meerder malen wordt benaderd voor nieuwe onteigeningen.

Dit door het M. C. E. S. C. ter beschikking gestelde bedrag, heeft het mogelijk gemaakt zonder onoverkomelijke moeilijkheden te starten met de werken. Het bedrag volstond evenwel niet en in 1972 werd een vraag voor een 2^e tranche van 500 miljoen F aan de Staatssecretaris overgemaakt. De normen voor het toekennen van kredieten waren evenwel zodanig veranderd dat noch in 1972 noch in 1973, ondanks het aandringen van Openbare Werken, kon ingegaan worden op de vraag.

Noodgedwongen werden in sommige onteigeningsbesluiten die waren opgemaakt in de vaste overtuiging dat nieuwe kredieten op 600.1A zouden worden uitgetrokken de budgettaire aanrekening gedaan op artikel 71.05, dit is het artikel van de begroting beheerd door het departement.

Het Rekenhof heeft echter opmerkingen gemaakt omtrent deze wijzigingen van imputatie. De Minister heeft het Rekenhof intussen uiteengelegd hoe de feiten zich voordoen zodat het visum dat de betaling moet mogelijk maken, elke dag kan worden verwacht. Dit heeft moeilijkheden teweeggebracht bij de rechtmatige uitbetaling van de betrokkenen. De Minister zal de onteigeningen van nabij blijven volgen en er zal over waken dat de betalingen vlot worden uitgevoerd.

Hij durft ook rekenen op een welwillende houding van het Rekenhof. De rol die aan dit Hoog Administratief College toebedeeld is is niet meer weg te denken. In bepaalde gevallen zou het Rekenhof evenwel moeten viseren, zelfs wanneer het oordeelt dat de aanrekening van een uitgave niet helemaal orthodox is.

Over die aanrekening kan dan nog gediscussieerd worden zonder dat de onteigenden nog langer op hun vergoeding moeten wachten. Het ligt voor de hand dat de betrokkenen terecht de thans gevolgde handelwijze in strijd achten met het principe van de voorafgaande voergoeding gewaarborgd door artikel 11 van de Grondwet. Het bevoegde Aankoopcomité wordt daardoor ook in discrediet gebracht, terwijl het klimaat waarin de reeds zo moeilijke onderhandelingen

le climat dans lequel se déroulent les négociations déjà tellement laborieuses en ce qui concerne la rive gauche de l'Escaut.

2. Assistance.

Le fait de plaider chaleureusement en faveur de l'assistance aux locataires ou aux propriétaires expropriés tout comme si rien n'était fait en cette matière par le département, ne concorde guère avec les utres points de l'exposé, dont il résulte que la situation exacte est parfaitement connue.

Par son engagement personnel, l'assistant social mis en cause a accompli une œuvre magnifique et a déjà pu résoudre de nombreux problèmes. A cet égard, il convient évidemment d'éviter toute publicité. Il est dès lors regrettable que, dans des cas où les intéressés estimaient que satisfaction totale n'avait pas été réservée à leurs exigences (souvent impossibles), on tente de donner au public l'impression que rien n'est fait dans le domaine de l'assistance.

3. Affectation du centre de la commune de Doel.

A l'initiative de l'Association intercommunale du Pays de Waes, l'A. S. B. L. « Mens en Ruimte » a consacré une étude fonctionnelle à l'affectation du centre de cette commune. La population a été étroitement associée à ce travail.

Après examen des conclusions de cette étude par un comité de concertation composé de fonctionnaires des Ministères des Travaux publics et des Finances, du Secrétariat d'Etat à l'Economie régionale, de représentants de l'Association intercommunale du Pays de Waes et des communes de Doel, Kalloo, Kieldrecht, Verrebroek et Vrasene, il est apparu que le nécessaire doit être fait pour rendre possible l'expropriation.

Comme il s'agit en l'occurrence de la reconversion massive d'une commune en zone industrielle, il semblait indiqué de faire procéder aux expropriations à l'aide d'un crédit spécial mis à la disposition par le Secrétariat d'Etat à l'Economie régionale. Ce Secrétariat a cependant signalé que le Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale du Ministère des Affaires économiques ne dispose pas de fonds suffisants pour réaliser l'opération à brève échéance. Dès lors, d'autres solutions sont recherchées.

Entre-temps, il est de toute façon indiqué, en ce qui concerne les expropriations dans le centre de la commune de Doel, d'attendre jusqu'à ce que les habitants de cette commune disposent de nouvelles possibilités de logement.

A cet égard, on étudie la manière dont les pouvoirs publics pourront assurer le plus adéquatement possible une aide financière et l'assistance dans le domaine social.

Il faut songer en l'occurrence aux indemnités, aux possibilités de recyclage, à une nouvelle localisation des petites entreprises et des entreprises agricoles et aux interventions pour le relogement des personnes âgées. Il est cependant évident que, dans ce domaine, la commune de Doel, l'Association intercommunale du Pays de Waes, les associations de travailleurs, les organisations de classes moyennes et les associations agricoles devront prendre leurs responsabilités afin d'assurer le succès de l'opération.

Question :

Des directives ont-elles été données au département des Finances afin que, pour le calcul de la valeur des parcelles

op de linker Scheldeoever worden gevoerd daardoor nog ongunstiger wordt.

2. Begeleiding.

Dat men een pleidooi houdt voor de begeleiding van de huurders of eigenaars die worden onteigend, precies of terzake vanwege het departement niets zou worden gedaan, strookt niet met de andere punten van het betoog waaruit blijkt dat men goed op de hoogte is van de toestanden ter plaatse.

Deze sociaal assistent heeft door zijn persoonlijke inzet prachtig werk verricht en heeft reeds heel wat problemen uit de weg kunnen ruimen. Publiciteit hieromtrek is uiteraard uit den boze. Spijtig is het dan ook dat anderzijds, in gevallen waar de betrokkenen oordeelden geen volledige voldoening te hebben gekregen met betrekking tot hun (soms onmogelijke) eisen, stemming wordt gemaakt alsof niets voor de begeleiding wordt gedaan.

3. Lotsbestemming van de gemeentekern Doel.

Aan de bestemming werd op initiatief van de Intercommunale Vereniging van het Land van Waas door de V.Z.W. Mens en Ruimte een functiestudie gewijd waarbij de bevolking zeer intens werd betrokken.

Na onderzoek van de conclusie van de studie door een overlegcommissie bestaande uit ambtenaren van de Ministeries van Openbare Werken en Financiën, van het Staatssecretariaat voor Streekeconomie, van vertegenwoordigers van de Intercommunale Vereniging van het Land van Waas en van de gemeenten Doel, Kallo, Kieldrecht, Verrebroek en Vrasene is gebleken dat het nodige dient te worden gedaan om de onteigening mogelijk te maken.

Vermits het hier gaat om de massale reconversie van een gemeente tot een industriegebied, leek het aangewezen de onteigeningen te doen geschieden met behulp van een bijzonder krediet dat ter beschikking wordt gesteld door het Staatssecretariaat voor Streekeconomie. Dit Secretariaat heeft evenwel laten weten dat het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie van het Ministerie van Economische Zaken niet voldoende gestijfd is om de operatie op korte termijn te realiseren. Er wordt dan ook naar andere mogelijkheden uitgekeken.

Intussen is het in ieder geval aangewezen dat met de onteigeningen van de dorpskern Doel dient gewacht tot er nieuwe huisvestingsmogelijkheden zullen zijn voor de bewoners van Doel.

Er wordt intussen nagegaan hoe de overheid op de meest ideale manier een financiële steun en de sociale begeleiding zal kunnen waarborgen.

Hierbij wordt gedacht aan tegemoetkomingen, herscholingsmogelijkheden, nieuwe lokalisatie van middenstands-zaken en landbouwbedrijven, tussenkomsten inzake nieuwe huisvesting van bejaarden. Het staat echter vast dat op dit vlak ook de gemeente Doel, de Intercommunale Vereniging van het Land van Waas, de werknemersgroeperingen, de middenstandsverenigingen en de landbouwverenigingen hun verantwoordelijkheden zullen moeten opnemen om het wel-lukken van de operatie te waarborgen.

Vraag :

Werden er richtlijnen gegeven aan het departement van Financiën opdat bij het bepalen van de waarde van de

expropriées, il ne soit pas tenu compte de la valeur des terrains avant l'existence du plan d'aménagement ?

Réponse :

L'article 31 de la loi organique précise ce qui suit : « Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de la plus-value ou moins-value qui résulte des prescriptions du plan d'aménagement régional, de secteur au communal, ni de l'augmentation de valeur acquise par le bien en suite de travaux ou modifications effectués en contravention aux prescriptions de l'un de ces plans d'aménagement, si ces travaux ont été exécutés après la clôture de l'enquête publique relative au plan ».

Les comités d'acquisition défendent cette position devant les tribunaux en se basant sur les dispositions légales précitées. Ils ne sont pas toujours suivis par les tribunaux ordinaires, qui tiennent compte de la valeur future. Il entre dès lors dans les intentions du Ministre de déposer un projet de loi relatif aux expropriations, qui fixera les critères d'évaluation et déterminera l'époque dont il faudra tenir compte pour le calcul de la valeur.

Question :

La procédure judiciaire en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est souvent très longue et il arrive que des sommes importantes doivent être payées.

Réponse :

Si l'on considère uniquement la prise de possession, la procédure judiciaire en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est la plus rapide de tous les pays avoisinants, de sorte qu'on a souvent parlé d'une « expropriation-réquisition ».

Il est cependant exact que, même en cas d'expropriation selon la procédure d'extrême urgence, les montants provisionnels accordés peuvent être augmentés. Il peut également arriver qu'on se pourvoie en appel ou en cassation, ou même que l'affaire soit renvoyée à un autre juge. Mais ceci ne vaut que pour le montant de l'indemnité.

Cette indemnité est fixée par le juge sur la base d'une expertise.

Il s'agit ici d'une matière délicate, puisqu'il s'agit de priver un citoyen de sa propriété, et il est dès lors bien compréhensible que la protection des intérêts soit de la compétence des tribunaux ordinaires.

Il y a certes des exagérations, mais en règle générale les prix fixés correspondent à la notion de « juste indemnité ».

Il semble difficilement justifiable de laisser les décisions en la matière à des juridictions administratives.

Par contre, il faut veiller à ce que la législation fixe des critères pour l'estimation du préjudice réel. La chose vaut notamment pour la loi concernant les concessions d'autoroutes, dans laquelle il est notamment fixé un délai qui sert de point de comparaison pour l'estimation de la valeur des biens.

onteigende percelen geen rekening gehouden zou worden met de waarde die deze gronden hadden vóór het bestaan van het plan van aanleg ?

Antwoord :

Luidens artikel 31 van de organische wet wordt « bij het bepalen van de waarde van het onteigende perceel geen rekening gehouden met de waardevermindering of — vermindering die voortvloeit uit de voorschriften van het streek-, gewest- of gemeentelijk plan van aanleg, noch met de waardevermeerdering die het goed heeft verkregen door werken of veranderingen uitgevoerd met overtreding van de voorschriften van een dier plannen van aanleg, indien de werken na de sluiting van het openbaar onderzoek aangaande het plan zijn uitgevoerd ».

De comité's tot aankoop verdedigen deze stelling vóór de rechtbanken op grond van deze wettelijke bepalingen. Zij worden niet altijd gevolgd door de gewone rechtbanken die rekening houden met de toekomstige waarde. Daarom is de Minister zinnens een wetsontwerp neer te leggen in verband met de onteigeningen en waarin de criteria voor het schatten alsmede het tijdstip van waar men moet vertrekken bij het bepalen van de waarde zullen worden vastgesteld.

Vraag :

De gerechtelijke procedure inzake onteigening ten algemeen nutte is soms van zeer lange duur, en het gebeurt dat er grote bedragen moeten worden betaald.

Antwoord :

Wanneer men enkel de inbezitneming beschouwt, is de gerechtelijke procedure inzake onteigening ten algemeenen nutte de snelste van al de ons omringende landen, zodanig dat men vaak gesproken heeft van een « onteigening-opeisung ».

Weliswaar kan het zelfs in geval van onteigening volgens de spoedprocedure gebeuren dat de toegekende provisionele bedragen verhoogd worden. Het kan ook gebeuren dat hoger beroep of cassatie wordt aangetekend, ja zelfs dat de zaak naar een andere rechter wordt verwezen. Dit geldt echter enkel voor het bedrag van de schadeloosstelling.

Deze schadeloosstellingen worden door de rechter vastgesteld op grond van een expertise.

Het gaat hier om een delicate materie vermits het de bedoeling is aan de burger zijn eigendom te ontnemen, en het is dan ook volkomen begrijpelijk dat de bescherming van de belangen tot de bevoegdheid van de gewone rechtbanken behoort.

Weliswaar zijn er overdrijvingen, maar in de regel zijn de vastgestelde prijzen de weergave van de « billijke vergoeding ».

De beslissingen ter zake aan administratieve rechtscolleges opgedragen lijkt moeilijk te rechtvaardigen.

Daarentegen moet er voor gezorgd worden dat de wetgeving de criteria voor de schatting van de werkelijke schade vaststellen. Dat geldt met name voor de wet op de concessies van autosnelwegen, waarin onder meer een termijn is bepaald als vergelijkingspunt voor de raming van de waarde der goederen.

Le même souci a prévalu lors de la rédaction des articles 31 et 32 de la loi sur l'aménagement du territoire quoiqu'en l'occurrence la méthode suivie soit différente.

La Commission nationale de l'aménagement du territoire est en train d'élaborer un avant-projet de loi concernant les expropriations. Le Ministre demandera qu'on fasse diligence.

Question :

Au sujet du territoire des arrondissements de Soignies et du Brabant wallon, deux décisions sont en contradiction : l'arrêté royal du 4 mars 1940 qui déclare ce site protégé et l'autorisation d'ouverture d'une sablière donnée le 30 novembre 1973 par le Ministre des Affaires économiques. Le permis d'exécuter ces travaux est-il définitivement retiré ?

Réponse :

La création d'une sablière et, d'une manière générale, l'exploitation d'une installation économique fait l'objet de deux décisions à prendre par des Ministres différents.

Le permis d'exploitation est soumis aux Ministres de l'Emploi et du Travail, des Affaires économiques et de la Santé publique, selon le cas, et la modification sensible du relief du sol est soumise aux lois sur l'aménagement du territoire et relève donc de la compétence du Ministre des Travaux publics, du Ministre des Affaires bruxelloises et des deux Secrétaires d'Etat.

Il est donc légalement concevable que le Roi, sur proposition du Ministre des Affaires économiques, ait autorisé l'ouverture d'une sablière, alors que le permis d'exécuter les travaux, octroyé par l'autorité communale, ait été suspendu par le fonctionnaire de l'administration de l'urbanisme et que le Roi, sur proposition du Secrétaire d'Etat pour la région wallonne, l'annule.

Dans le cas cité, une difficulté supplémentaire existe puisqu'aussi bien le lieu des travaux fait partie d'un site classé en exécution de la loi sur la conservation des monuments et des sites.

La décision d'exploitation est en principe illégale et partant inexécutoire. Le Ministre fera examiner par son administration la situation juridique exacte du cas concret soulevé et répondra directement au membre.

Question :

Le respect des normes de protection contre l'incendie rend la construction extrêmement difficile et en tout cas très coûteuse.

N'y aurait-il pas lieu de revoir ces normes ?

Réponse :

L'arrêté royal relatif aux normes de protection contre l'incendie a été adapté de manière telle que des dérogations doivent pouvoir être accordées. Le nouveau texte est déjà prêt et sera soumis prochainement à l'approbation royale.

Dezelfde zorg heeft voorgezet bij de redactie van de articles 31 en 32 van de wet op de ruimtelijke ordening, ofschoon hierin anders te werk wordt gegaan.

De nationale Commissie voor de ruimtelijke ordening werkt momenteel aan een voorontwerp van de wet op de onteigeningen. De Minister zal vragen spoed te zetten achter dit werk.

Vraag :

In verband met het gebied van de arrondissementen Zinnik en Waals-Brabant zijn er twee beslissingen die elkaar tegenspreken : het koninklijk besluit van 4 maart 1940 waarbij dit landschap wordt beschermde en de vergunning welke de Minister van Economische Zaken op 30 november 1973 gaf om een zandgroeve te vestigen. Is de vergunning om deze werken uit te voeren definitief ingetrokken ?

Antwoord :

Voor de vestiging van een zandgroeve en in het algemeen voor de exploitatie van een economische installatie dienen door verschillende ministers twee beslissingen genomen te worden.

De exploitatievergunning wordt voorgelegd aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, aan de Minister van Economische Zaken en aan die van Volksgezondheid, naargelang van het geval, en een aanzienlijke wijziging van de bodemgesteldheid gaat via een wet op de ruimtelijke ordening, hetgeen bijgevolg onder de bevoegdheid valt van de Minister van Openbare Werken, de Minister van Brusselse Aangelegenheden en de twee Staatssecretarissen.

Bijgevolg is het, wettelijk gezien, mogelijk dat de Koning, op voorstel van de Minister van Economische Zaken, vergunning geeft voor de vestiging van een zandgroeve, terwijl de door de gemeentelijke overheid afgeleverde vergunning om het werk uit te voeren wordt opgeschorst door de ambtenaar van de dienst voor stedebouw en de Koning, op voorstel van de Staatssecretaris voor het Waalse gewest, de vergunning intrekt.

In het aangehaalde geval komt er nog een moeilijkheid bij omdat de plaats waar de zandgroeve wordt gevestigd, deel uitmaakt van een landschap dat ter uitvoering van de wet op de bescherming van monumenten en landschappen in de lijst van de beschermde landschappen werd opgenomen.

Daaruit volgt dat de exploitatievergunning in principe onwettelijk en bijgevolg onuitvoerbaar is. De Minister zal de juiste juridische toestand van dit concrete geval door zijn administratie laten onderzoeken en het lid rechtstreeks beseid geven.

Vraag :

De naleving van de normen inzake brandbeveiliging brengt mede dat de bouw uitermate bemoeilijkt wordt en in elk geval zeer duur wordt.

Dienen die normen niet te worden herzien ?

Antwoord :

Het koninklijk besluit betreffende de brandbeveiligingsnormen werd aangepast in die zin dat afwijkingen moeten kunnen toegestaan worden. De nieuwe tekst is reeds klaar en zal eerstdaags aan de Koning ter goedkeuring voorgelegd worden.

Question :

Un membre a demandé des précisions au sujet de l'affectation des crédits inscrits aux articles 12.01, 63.09, 63.10, 63.12, 63.17 et 63.21.

Réponse :

Ces crédits se sont développés au fil des ans, au fur et à mesure des besoins.

Dans le prochain budget, des rationalisations seront opérées.

Art. 12.01 — Budget extraordinaire.

Les crédits prévus à cet article sont affectés à la confection et à la diffusion de documents scientifiques et de propagande relatifs à l'activité du département.

Ces crédits sont principalement utilisés pour faire connaître au public la nécessité de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Ces crédits sont affectés aux études relatives à l'aménagement du territoire.

Ils ont pour objet l'élaboration :

- du plan national;
- des plans régionaux;
- des plans de secteur;

et doivent permettre les publications, la mise à jour permanente et les enquêtes.

En outre, ces crédits peuvent également couvrir les études et l'expérimentation en matière de rénovation du centre des villes.

De plus, ils peuvent être affectés à la couverture des frais résultant de l'application de l'article 24 de la loi organique (cas où le Roi peut se substituer à la commune).

Art. 63.09.

Ce crédit est relatif aux subsides pour l'exécution des plans régionaux, de secteur et communaux.

Art. 63.10.

Le crédit de 307 000 000 F est un crédit d'ordonnancement nécessaire au paiement des obligations contractées au cours des années précédentes et en 1974.

Le nouveau crédit d'engagement pour 1974 s'élève à 250 000 000 F.

Aucun programme n'existe dans ce domaine. Les subsides sont alloués au fur et à mesure de l'introduction des demandes par les communes; jusqu'à ce jour, aucun subside n'a été refusé.

Art. 63.12.

Il convient de noter que ce crédit n'a pas été supprimé.

Le crédit d'engagement est de 4 000 000 de F. Aucun crédit d'ordonnancement n'a été prévu, les crédits reportés des années antérieures étant suffisants.

Vraag :

Elk lid vraagt uitleg omtrent de bestemming van de onder artikel 12.01, 63.09, 63.10, 63.12, 63.17 en 63.21 uitgetrokken kredieten.

Antwoord :

Deze kredieten zijn in de loop der jaren gegroeid naar gelang van de behoeften.

In de volgende begroting zal tot rationalisatie worden overgegaan.

Art. 12.01 — Buitengewone begroting.

De kredieten van dit artikel zijn bestemd voor het opmaken, het verspreiden van de wetenschappelijke documenten en van propaganda betreffende de activiteit van het Departement.

Deze kredieten worden hoofdzakelijk gebruikt om de ruimtelijke ordening en de stedebouw aan het publiek te doen kennen.

Deze kredieten hebben betrekking op de studies in verband met de ruimtelijke ordening.

Zij beogen het opmaken van :

- het Nationaal plan;
- de streekplannen;
- de gewestplannen;

en moeten instaan voor de publicaties, het bestendig bijhouden en de onderzoeken.

Bovendien kunnen gelden op dit krediet uitgetrokken worden voor studie en proefneming op gebied van stads-kernhernieuwing.

Ten slotte kunnen deze kredieten aangewend worden tot delging van de kosten welke voortspruiten uit de toepassing van artikel 24 van de organieke wet (geval waar de Koning in de plaats treedt van de gemeente).

Art. 63.09.

Dit krediet heeft betrekking op toelagen voor de uitvoering van de streek-, gewest- en gemeentelijke plannen.

Art. 63.10.

Het krediet van 307 000 000 F is een ordonnancieringskrediet, bestemd voor de betaling van de verbintenissen die in de loop van de vorige jaren en ook in 1974 werden aangegaan.

Het nieuwe vastleggingskrediet in 1974 bedraagt 250 000 000 F.

Hiervoor bestaat evenwel geen programma. De subsidies worden verleend naarmate de gemeenten aanvragen indienen. Tot op heden werd nog geen vraag geweigerd.

Art. 63.12.

Ter zake zij genoteerd dat het desbetreffend krediet niet werd geschrapt.

Het vastleggingskrediet bedraagt 4 000 000 F. Er is geen ordonnancieringskrediet uitgetrokken, omdat de kredieten van de vorige jaren, die automatisch overgedragen worden naar 1974, toereikend zijn.

Art. 63.17.

Le crédit sollicité de 5 000 000 F à cet article doit permettre à l'Etat d'intervenir financièrement dans les frais d'élaboration des plans communaux et intercommunaux d'aménagement.

Art. 63.21.

Pourquoi réduire les crédits de 90 000 000 à 26 000 000 F.

Il s'agit de crédits d'ordonnancement. On ne peut pas perdre de vue que le crédit de 90 000 000 F n'a pas été utilisé en 1973 et a donc été reporté à l'année 1974, ce qui donne un crédit global de $90 + 26 = 116 000 000$ F.

Les crédits d'engagement au contraire ont augmenté en 1974 jusqu'à 194 000 000 F au lieu de 90 000 000 F en 1973.

2. LOGEMENT.**A. Exposé du Ministre.**

I. Pour ce qui a trait plus spécialement à la construction des voiries de desserte des ensembles d'habitations sociales et de leurs équipements annexes, il y a lieu de signaler le vote par le Parlement de la loi du 2 août 1973 modifiant l'article 33 du Code du logement.

L'article 33 précité stipulait qu'en cas de construction d'un groupe d'au moins 25 habitations sociales ou petites propriétés terriennes par des sociétés immobilières de service public, des administrations communales ou des intercommunales, l'Etat pouvait prendre à sa charge l'exécution des travaux d'infrastructure.

Les modifications actuellement apportées à cet article peuvent essentiellement se résumer comme suit :

- admission des commissions d'assistance publique au bénéfice des avantages en la matière;

- extension des avantages aux groupes d'habitantes comprenant des habitations moyennes (1/3 maximum);

- les organismes précités peuvent être autorisés à exécuter eux-mêmes les travaux;

- extension des avantages en cas de lotissement de 25 parcelles groupées en vue de permettre à des particuliers ainsi qu'aux organismes publics de construire;

- pour les communes de moins de 5 000 habitants, le nombre de 25 habitations ou parcelles est ramené à 15;

- droit de rachat par les organismes publics, au prix payé par l'acquéreur, si l'ensemble n'est pas bâti dans les délais;

- transfert gratuit à la commune des réseaux de voirie et égouts ayant bénéficié de l'intervention de l'Etat.

Il est clair que la portée de l'article 33 s'est dès lors considérablement élargie, notamment dans le sens d'une politique foncière efficace réglementant la formation de certains prix.

Art. 63.17.

Het gevraagde krediet van 5 000 000 F moet het Rijk in staat stellen financieel bij te dragen in de kosten van het opmaken van de gemeentelijke en intercommunale plannen van aanleg.

Art. 63.21.

Waarom een kredietvermindering van 90 000 000 F tot 26 000 000 F.

Het gaat hier andermaal om ordonnanceringskredieten. Er mag niet uit het oog verloren worden dat het krediet van 90 000 000 F in 1973 niet gebruikt werd en dus overgedragen werd naar 1974, wat dus een krediet geeft van $90 + 26 = 116 000 000$ F.

Het vastleggingskrediet werd in 1974 opgevoerd tot 194 000 000 F in plaats van 90 000 000 F in 1973.

2. HUISVESTING.**A. Uiteenzetting van de Minister.**

I. Meer bepaald inzake het aanleggen van de wegen naar en binnen de sociale woonwijken en de daarbij horende voorzieningen zij gewezen op de wet van 2 augustus 1973 tot wijziging van artikel 33 van de Huisvestingscode.

Dat artikel 33 bepaalde dat wanneer een groep van ten minste 25 sociale woningen of kleine landeigendommen door openbare vastgoederen-maatschappijen, door gemeentebesturen of door intercommunale verenigingen gebouwd wordt, de Staat de uitvoering van de infrastructuurwerken ten laste mag nemen.

De wijzigingen die thans in dit artikel aangebracht zijn, kunnen als volgt samengevat worden :

- de commissies van openbare onderstand kunnen voortaan aanspraak maken op de desbetreffende voordeelen;

- de voordeelen worden uitgebreid tot de groepen van woningen waarin middelgrote woningen voorkomen (maximum 1/3);

- de hierboven geciteerde instellingen kunnen worden gemachtigd om zelf de werken uit te voeren;

- in geval van verkaveling van 25 gegroepeerde percelen worden de voordeelen eveneens toegekend teneinde particulieren en overheidsinstellingen in staat te stellen te bouwen;

- voor de gemeenten met minder dan 5 000 inwoners wordt het aantal woningen of percelen van 25 tot 15 teruggebracht;

- recht van terugkoop door de overheidsinstellingen tegen de door de koper betaalde prijs, indien het hele complex niet binnen de gestelde termijn gebouwd is;

- de wegen- en rioolnetten waarvoor een Staatssubsidie is verleend, worden kosteloos aan de gemeenten overgedragen.

Het is duidelijk dat de draagwijdte van artikel 33 aldus aanzienlijk is uitgebreid, inzonderheid met het oog op een doeltreffend grondbeleid ten einde de prijsvorming in bepaalde sectoren te regelen.

II. Amélioration des conditions d'accès au logement des catégories défavorisées de la population, notamment les handicapés, les personnes âgées, les personnes à revenus très bas, les familles nombreuses, les travailleurs immigrés.

1. *Le problème du logement des handicapés* a fait l'objet d'une nouvelle initiative gouvernementale concrétisée par l'arrêté royal du 27 juillet 1973 qui prévoit, lorsque le ménage compte un handicapé :

a) une majoration des maximums de revenus pris en considération pour l'octroi de certains avantages consentis par l'Etat en matière de logement social (primes à la construction et à l'achat, admission dans les logements sociaux locatifs; allocations de déménagement, de loyer et d'installations aux personnes qui quittent un logement insalubre ou aux personnes âgées qui abandonnent une habitation inadaptée à leur condition physique; octroi de prêts à taux familial dégressifs par le Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique, prêts consentis grâce à une importante intervention financière de l'Etat, etc...);

b) une majoration des normes de superficie réglementaires des habitations, là où de telles normes sont prescrites;

c) une augmentation du montant de certains avantages prévus par la réglementation (montant des primes, des allocations-loyers, des prêts garantis par l'Etat ou consentis par le Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses).

2. *En ce qui concerne les personnes à revenus très bas*, le nouveau régime des loyers des habitations appartenant à la Société nationale du logement ou à ses sociétés agréées, régime instauré par l'arrêté royal du 2 juillet 1973, contient des dispositions qui permettent, par un certain mécanisme de compensation, de diminuer les loyers des logements nouveaux, qui deviennent trop élevés pour les ménages à revenus très modestes.

3. *Le logement des familles nombreuses* continue d'être encouragé par le Gouvernement, qui a autorisé le Fonds du logement à investir en 1973 les capitaux suffisants pour répondre à la demande. D'autre part, les candidats emprunteurs auprès de cette institution bénéficient, le cas échéant, depuis le 1^{er} juillet, de la mesure prise en faveur des handicapés ainsi que du relèvement général des maximums de revenus dont il sera question au point III ci-après.

4. *Pour les travailleurs migrants*, il convient de remarquer que le secteur public témoigne à leur égard d'une volonté de résoudre au mieux leur problème de logement. Il est remarquable de constater, par exemple, que la proportion d'étrangers occupant des logements construits à l'intervention de la Société nationale du logement est actuellement d'environ 14 à 15 % du nombre total des personnes hébergées dans ces logements, alors que la proportion d'étrangers par rapport à la population belge n'est que de 7 à 8 %.

Par ailleurs, la condition de nationalité qui est reprise pour quatre réglementations relatives au secteur du logement social, c'est-à-dire dans celle portant sur les prêts à faible intérêt pour les ouvriers mineurs, dans celle régissant les prêts consentis aux familles nombreuses par le Fonds du logement ainsi que dans celle se rapportant respectivement

II. Versoepeling van de voorwaarden om over een woning te beschikken voor de minst bedeelde bevolkingsklassen, waaronder de minder-validen, de ouders van dingen, de personen met zeer lage inkomens, de grote gezinnen, de gastarbeiders.

1. *Inzake het probleem van de huisvesting van de minder-validen* werd een nieuw regeringsinitiatief genomen, dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 27 juli 1973, waarbij de onderstaande maatregelen worden ingevoerd, wanneer het gezin een gehandicapte ten laste heeft :

a) een vermeerdering van de maximumgrens van de inkomens die in aanmerking worden genomen voor het toe-kennen van bepaalde door de Staat toegestane voordelen inzake sociale huisvesting (bouwpremie, aankooppremie, toegang tot sociale huurwoningen; tegemoetkomingen in de verhuiskosten, de huur en de installatiekosten voor personen die een ongezonde woning verlaten of voor bejaarden die een voor hun fysieke toestand niet geschikte woning verlaten; toekenning van leningen tegen een degressieve rentevoet door het Woningfonds van de Bond van de Grote Gezinnen van België leningen toegestaan dank zij aanzienlijke financiële tegemoetkomingen van de Staat enz...);

b) een verhoging van de wettelijke oppervlaktenormen van de woningen, telkens als dergelijke normen voorgeschreven zijn;

c) een vermeerdering van het bedrag van bepaalde voordelen waarin de desbetreffende reglementering voorziet (bedrag van de premies, van de huurtoelagen, van de door de Staat toegestane leningen of van leningen toegekend door het Woningfonds van de Bond van de Grote Gezinnen).

2. *Voor personen met zeer lage inkomens* voorziet de nieuwe regeling inzake huurprijzen van woningen, die aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of aan de hierdoor erkende maatschappijen toebehoren — deze regeling is bij koninklijk besluit van 2 juli 1973 ingesteld — in bepalingen die door middel van een zekere compensatie de huurprijzen van de nieuwe woningen verlagen, omdat deze te hoog liggen voor gezinnen met een zeer laag inkomen.

3. *De huisvesting van grote gezinnen* wordt nog steeds aangemoedigd door de Regering, die het Woningfonds heeft gemachtigd om in 1973 de kapitalen te investeren die noodzakelijk zijn om aan de vraag te voldoen. Anderzijds kunnen de kandidaat-leners bij deze instelling vanaf 1 juli eventueel aanspraak maken op de maatregel die ten gunste van de gehandicapten werd genomen, alsook op de algemene verhoging van de maximumbedragen van de inkomen waarvan hieronder sprake is in punt III.

4. *Voor de migrerende werknemers* zij opgemerkt dat de overheid hun huisvestingsproblemen zo goed mogelijk tracht op te lossen. Het is b.v. merkwaardig te constateren dat de verhouding van de vreemdelingen die woningen betrekken die door toedoen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting gebouwd, ongeveer 14 à 15 % bedraagt van het totaal aantal personen die in deze woningen gehuisvest zijn, terwijl de algemene verhouding vreemdelingen/Belgische bevolking slechts 7 à 8 % bedraagt.

Anderzijds zal de nationaliteitsvoorraad, opgelegd door vier reglementeringen betreffende de sector van de sociale huisvesting, worden afgeschaft. Het gaat om de reglementering die toepasselijk is op de leningen tegen lage rente voor mijnwerkers, de reglementering inzake de leningen die door het Woningfonds aan grote gezinnen

aux primes à la construction et aux primes à l'achat, sera supprimée.

En ce faisant, la Belgique ne confirmera pas seulement sa réputation de pays hospitalier où les étrangers sont accueillis sans discrimination, mais le pays lèvera un obstacle qui l'a empêché jusqu'à présent de ratifier la Charte sociale européenne rédigée par le Conseil de l'Europe.

III. Relèvement du plafond des revenus pour l'obtention de la prime de l'Etat.

Ce point a été réalisé par l'arrêté royal du 2 juillet 1973 qui a fait passer de 133 000 F, à l'ancien indice 105,88 des prix à la consommation, à 180 000 F au nouvel indice 108,87 en vigueur au 31 décembre 1972, le maximum de revenus nets imposables pris en considération pour l'octroi des primes à la construction. Cette majoration de revenus est intervenue également en faveur : des emprunteurs du Fonds du logement précité; des acheteurs d'habitations sociales construites par le secteur public; des personnes désireuses d'assainir leur logement avec le bénéfice d'une prime à l'assainissement ou d'un prêt garanti par l'Etat en la matière et des candidats locataires d'une habitation sociale.

IV. Aide accrue à la transformation et à la modernisation de logements; activation de la lutte contre les taudis.

Outre le relèvement des maximums de revenus en matière d'assainissement dont il est question au point III, des mesures sont étudiées pour promouvoir à nouveau la disparition des habitations insalubres non améliorables, le relogement des personnes désireuses d'occuper une habitation mieux appropriée à leurs besoins spécifiques et la modernisation des logements vétustes ou fonctionnellement inadaptés.

V. Encouragement des progrès technologiques dans le logement et notamment le logement social.

Cet objectif peut être atteint partiellement grâce aux deux mesures suivantes :

a) Par la circulaire du 1^{er} octobre 1972 émanant des Ministres de l'Intérieur et des Travaux publics, les communes et les intercommunales sont également appelées à exercer leur rôle dans la promotion du logement. Diverses formules sont envisagées en vue d'associer le secteur public et le secteur privé dans des opérations de construction d'habitats. Les communes et les intercommunales peuvent prendre d'importantes initiatives en vue de la réalisation de constructions groupées de logements sociaux, moyennant l'aide de l'Etat.

b) D'autre part, des progrès technologiques dans la construction pourraient être réalisés par la promotion de la construction en chantiers groupés et l'extension du recours aux procédés industrialisés. Dans ce cadre, déjà évoqué au littera a), un groupe de travail ad hoc a été institué à l'effet d'étudier des modèles de contrats qui pourraient être passés entre le secteur public et les constructeurs privés, tout en veillant à ce que l'intérêt général ne soit pas subordonné aux intérêts particuliers.

worden toegestaan en de reglementeringen die respectievelijk betrekking hebben op de bouw- en de aankoopspremies.

Zodoende zal België niet alleen zijn goede naam als gastvrij land, waar alle vreemdelingen zonder onderscheid welkom zijn, bevestigen, maar tevens wordt een hinderpaal weggenomen waardoor ons land tot nu toe verhinderd werd het Europese Sociale Handvest, dat door de Raad van Europa is opgesteld, goed te keuren.

III. Verhoging van het maximumbedrag van de inkomens voor het verkrijgen van de Staatspremie.

Dit punt werd gerealiseerd bij koninklijk besluit van 2 juli 1973, dat het maximumbedrag van de netto belastbare inkomens die in aanmerking worden genomen voor het toekennen van bouwpremies, van 133 000 F, tegen het oude indexcijfer 105,88, op 180 000 F, tegen het nieuwe indexcijfer 108,87, dat op 31 december 1972 van kracht was, heeft gebracht. Van deze verhoging van de inkomens genieten eveneens : de leners bij het voormalde Woningfonds, de kopers van volkswoningen die door de overheid werden gebouwd, personen die hun woning willen gezond maken met behulp van een saneringspremie of door middel van een ter zake door de Staat gewaarborgde lening en de kandidaat-huurders van een volkswoning.

IV. Hogere tegemoetkomingen voor het verbouwen en moderniseren van woningen; intensievere strijd tegen de krotwoningen.

Naast de verhoging van de maximumbedragen der inkomens in geval van sanering waarvan sprake is in punt III, worden thans maatregelen bestudeerd om de ongezonde, niet voor verbetering vatbare woningen sneller te doen verdwijnen, om de personen die een woning willen betrekken die meer aan hun specifieke behoeften aangepast is, opnieuw te huisvesten en om bouwvallige gebouwen of functioneel ongeschikte woningen te moderniseren.

V. Aanmoediging van de technische vooruitgang op het gebied van de huisvesting, meer bepaald van de sociale huisvesting.

Dit doel kan gedeeltelijk bereikt worden dank zij de twee volgende maatregelen :

a) door de omzendbrief van 1 oktober 1972, die uitging van de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Openbare Werken, worden de gemeenten en intercommunale verenigingen aangezet tot het bevorderen van de huisvesting. Verschillende methodes worden overwogen teneinde de overheid zowel als de particulieren te betrekken bij projecten inzake woningbouw. De gemeente en intercommunale verenigingen mogen belangrijke initiatieven nemen teneinde gegroepeerde constructies van volkswoningen niet Staatshulp te verwezenlijken.

b) Anderzijds zou in het bouwbedrijf technische vooruitgang gemaakt kunnen worden door de constructie in gegroepeerde bouwplaatsen aan te moedigen en meer gebruik te maken van geïndustrialiseerde werkmethodes. In dit kader, waarover reeds onder a) is gehandeld, werd een werkgroep ad hoc opgericht voor het bestuderen van modelovereenkomsten die tussen de overheid en de particuliere bouwondernehmingen gesloten zouden kunnen worden. Hierbij zal men erop letten dat het algemeen belang niet ondergeschikt gemaakt wordt aan particuliere belangen.

c) Dans le cadre des mesures tendant à promouvoir l'industrialisation, et encourageant les progrès technologiques dans la construction, il y a lieu de mentionner tout particulièrement :

— les modifications approuvées par les Ministres de tutelle, des cahiers des charges de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne, effectuées dans le but d'assurer « l'égalité de chances au départ » entre la construction traditionnelle et la construction industrialisée;

— le lancement, par la Société nationale terrienne, d'un programme de 9 000 logements à construire par tranches annuelles de 3 000 logements, selon des procédés non seulement traditionnels mais aussi industrialisés.

VI. Enfin, des problèmes importants non expressément cités font l'objet d'études approfondies qui devraient être concrétisées à court ou à moyen terme par des mesures légales et réglementaires. C'est le cas de l'instauration d'un système d'épargne-logement et d'une révision fondamentale du régime locatif applicable aux habitations construites à l'intervention de la Société nationale du logement, le régime actuellement en vigueur et institué par l'arrêté royal du 2 juillet 1973 ne devant être que transitoire.

La période de transition, fixée à trois années, sera mise à profit pour parfaire l'étude et l'élaboration d'un nouveau régime qui devra permettre à chaque locataire d'acquitter, avec l'aide éventuelle de l'Etat, un loyer vraiment adapté à la fois au niveau de ses ressources et à ses charges de famille, tout en procurant aux sociétés bailleuses une meilleure assiette financière, afin qu'elles puissent améliorer l'entretien de leur patrimoine immobilier.

B. Discussion.

Questions :

Un membre évoque l'aspect conjoncturel du budget extraordinaire. A-t-on procédé à une étude économique à ce sujet ?

C'est ainsi qu'en 1972, année de récession, 7 milliards de crédits supplémentaires ont été prévus, mesure qui ne fut appliquée qu'en 1973, année de boom économique. En 1973, les crédits prévus sont réduits mais l'application de cette mesure n'a lieu qu'en 1974, année de récession. N'aboutit-on pas au résultat inverse à celui escompté ?

La politique du logement social est considérée comme un ensemble de mesures de basse conjoncture mais qui produit ses effets en période de haute conjoncture. Or, il s'agit d'un problème purement social que l'on considère, à tort, comme un problème économique. Ne faut-il pas cesser de poursuivre une politique de logement social qui repose sur la politique conjoncturelle ?

Réponse :

Il est exact que, si l'on considère comme un besoin primaire, sinon comme un droit fondamental, la disposition par chaque ménage, à des conditions financières raisonnables, d'un logement salubre, confortable, bien équipé et situé à une proximité raisonnable des infrastructures de ser-

c) In het kader van de maatregelen ter bevordering van de industrialisatie, en dus ter bevordering van de technische vooruitgang in het bouwbedrijf, zij in het bijzonder gewezen op :

— de door de toeziende minister goedgekeurde wijzigingen in de bestekken van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij ten einde « vanaf het begin gelijke kansen » te waarborgen tussen de traditionele bouwmethodes en de geïndustrialiseerde bouwmethodes;

— het lanceren door de Nationale Landmaatschappij van een programma van 9 000 woningen (te bouwen met jaarlijkse tranches van 3 000 woningen) volgens traditionele en geïndustrialiseerde methodes.

VI. Men moet hier nog vermelden dat belangrijke problemen die niet explicet werden besproken, het voorwerp uitmaken van grondige studies die op korte of half lange termijn geconcretiseerd zouden moeten worden door wettelijke en reglementaire maatregelen. Dit is met name het geval voor de instelling van het woonsparen-systeem en voor de fundamentele herziening van het huursysteem dat toepasselijk is op de woningen die door bemiddeling van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting worden gebouwd. Het thans van kracht zijnde systeem dat bij koninklijk besluit van 2 juli 1973 werd ingesteld, heeft slechts een voorlopig karakter.

Van de overgangsperiode, die 3 jaar zal duren, zal men gebruik maken om de studie en het uitwerken van een nieuwe regeling aan te vullen. Die nieuwe regeling moet elke huurder in de mogelijkheid stellen, eventueel met Staatshulp, een huurprijs te betalen die werkelijk aangepast is zowel aan zijn inkomensniveau als aan zijn gezinslasten, en moet aan de maatschappijen, die het geld hebben uitgeleend, een betere financiële basis geven, teneinde deze in staat te stellen het onderhoud van hun woningen te verbeteren.

B. Bespreking.

Vragen :

Een lid heeft het over het conjuncturele aspect van de buitengewone begroting. Werd dienaangaande een economische studie verricht ?

Zo werden in het jaar 1972, dat gekenmerkt was door een recessie, 7 miljard frank bijkredieten uitgetrokken, maar deze maatregel vond pas toepassing in 1973 toen zich de economische boom voordeed. In 1973 werden de kredieten verminderd, maar de toepassing van de maatregel vond slechts plaats in het jaar 1974, dat een recessie te zien geeft. Leidt zulks niet tot resultaten die het tegenovergestelde zijn van hetgeen men wilde bereiken ?

De sociale huisvestingspolitiek wordt beschouwd als een geheel van maatregelen dit bij laagconjunctuur worden genomen, maar in periode van hoogconjunctuur effect sorteren. Het gaat echter om een louter sociaal probleem dat men — ten onrechte — als een economisch probleem opvat. Zou men er niet moeten mee ophouden een sociale huisvestingspolitiek te voeren die steunt op het conjunctuurbeleid ?

Antwoord :

Indien men het als een primaire behoeft, zo niet als een fundamenteel recht beschouwt, dat elk gezin tegen redelijke financiële voorwaarden kan beschikken over een gezonde, comfortabele en degelijk uitgeruste woning binnen een aanvaardbare afstand van de nodige dienstverleningsinfrastruk-

vices nécessaires, la politique du logement devrait être structurelle et donc indépendante des aléas de la conjoncture économique ou financière.

Le Ministre s'emploiera, dans la mesure des moyens qui lui seront consentis, à réaliser cet objectif.

Question :

Un membre souhaite que le pouvoir central et les pouvoirs subordonnés disposent d'un stock de projets susceptibles d'être lancés sur le marché à tout moment, notamment en matière de logement.

Réponse :

Il existe un stock de projets en matière de logement social, de routes, d'autoroutes et de travaux subsidiés.

Question :

En 1971, un plan quinquennal a été arrêté en matière de logement. Qu'en est-il advenu ? Ce plan pourra-t-il être respecté ?

Réponse :

Les objectifs du III^e plan, qui sont impératifs pour les pouvoirs publics, ainsi que l'état de son exécution sont concrétisés par les chiffres suivants :

Années	Objectifs du plan			Réalisations		
	Secteur public	Secteur privé	Total	Secteur public	Secteur privé	Total
1971	12 240	40 000	52 240	11 810	30 030	41 840
1972	14 180	40 000	54 180	15 670	36 245	51 915
1973	16 120	40 000	56 120	15 343	44 000	59 343
Total	42 540	120 000	162 540	42 823	110 295	153 098

Depuis 1971 jusqu'à 1973 inclus, on constate donc un déficit de 9 705 unités (120 000 - 110 295) pour le secteur privé. Pour le secteur public, la même période indique un dépassement des objectifs du plan à concurrence de 283 unités.

Toutefois, on note en 1973, pour le secteur public, une régression de 777 unités par rapport aux objectifs du plan.

En ce qui concerne ce même secteur public, on peut conclure, sur la base des programmes d'investissement pour 1974-1975, que les objectifs du plan ne seront pas atteints. C'est ce qui ressort clairement des chiffres suivants :

Programme d'investissements du secteur public en vue de la construction d'habitations sociales et de l'achat de terrains :

Programme d'investissements en millions de F	Nombre correspondant d'habitations	Crédits prévus par le Bureau du Plan (en mill. F)	Nombre d'habitations III ^e plan
1974 14,185 (1)	14 185	17,598	18 060
1975 18,000 (2)	15 652	20,644	20 000
Total 32,185	29 837	38 242	38 060

(1) Sur la base d'un prix de revient de 1 million par unité, cela donne 14 185 habitations.

(2) Sur la base d'un prix de revient de 1,150 million par unité, cela donne 15 652 habitations.

tuur, dan moet de huisvestingspolitiek inderdaad structureel zijn en bijgevolg ook onafhankelijk van de wisselvalligheden van de economische of financiële conjunctuur.

De Minister zal zich met de middelen welke hem worden ter hand gesteld voor dit doel inzetten.

Vraag :

Een lid wenst dat de centrale overheid en de ondergeschikte besturen over een voorraad aan projecten zouden beschikken die op elk ogenblik op de markt kunnen worden gebracht, inzonderheid op het stuk van de huisvesting.

Antwoord :

Er bestaat een voorraad aan projecten inzake sociale huisvesting, wegenbouw, autowegenbouw en gesubsidieerde werken.

Vraag :

In 1971 werd inzake huisvesting een vijf jaren plan opgesteld. Hoever staat het ermee ? Zal het programma kunnen worden nageleefd ?

Antwoord :

De doelstellingen van het III^e plan, die bindend zijn voor de Overheid en de stand inzake de uitvoering ervan worden door volgende cijfers belicht.

Jaren	Plandoelstellingen			Verwezenlijkingen		
	Openbare sector	Prive sector	Totaal	Openbare sector	Prive sector	Totaal
1971	12 240	40 000	52 240	11 810	30 030	41 840
1972	14 180	40 000	54 180	15 670	36 245	51 915
1973	16 120	40 000	56 120	15 343	44 000	59 343
Totaal	42 540	120 000	162 540	42 823	110 295	153 098

Sinds 1971 tot en met 1973 is er dus een deficit te constateren voor de privé sector met 9 705 eenheden (120 000 - 110 295). Wat de openbare sector betreft, werden over diezelfde periode de doelstellingen overtroffen met 283 eenheden.

Wat het jaar 1973 betreft, is er echter voor de publieke sector een terugloop op de doelstellingen met 777 eenheden.

Wat de publieke sector aangaat en op grond van de investeringsprogramma's 1974-1975 kan men besluiten dat ook hier de doelstellingen niet zullen worden bereikt. Volgende cijfers kunnen zulks duidelijk maken.

Investeringsprogramma van de publieke sector met het oog op het bouwen van sociale woningen, aankoop van gronden :

Investeringsprogramma in miljoenen F	Hiermee overeenstemmend aantal woningen	Kredieten voorzien door het planbureau (in milj. F)	Aantal woningen III ^e plan
1974 14,185 (1)	14 185	17,598	18 060
1975 18,000 (2)	15 652	20,644	20 000
Totaal 32,185	29 837	38 242	38 060

(1) Op grond van een kostprijs per eenheid van 1 miljoen geeft dit 14 185 woningen.

(2) Op grond van een kostprijs per eenheid van 1,150 miljoen geeft dit 15 652 woningen.

Ce tableau montre qu'il manque 6,057 millions, soit près de 10 000 habitations, pour pouvoir réaliser les objectifs du plan (1). Le déficit peut d'ailleurs encore s'accroître, compte tenu de la hausse incessante du coût de la construction.

Le département étudie diverses mesures de relance, mais, en définitive, il sera sans doute nécessaire de transférer certains crédits d'autres postes du budget au poste relatif à la construction d'habitations sociales.

Les objectifs du plan qui concerne la lutte contre les taux n'ont pas encore été atteints jusqu'à présent. Plusieurs études sont actuellement en cours en vue de résoudre ce problème également et d'accélérer le rythme des démolitions et des assainissements.

Question :

Les 12 milliards prévus en faveur de la S. N. T. et les 3 milliards en faveur de la S. N. L. sont insuffisants. Ne faudrait-il pas œuvrer en faveur d'une rénovation de ce qu'on a appelé « l'habitat existant » ?

Réponse :

En fait, pour l'année budgétaire 1974, le gouvernement avait prévu un programme d'investissement ainsi réparti :

Société nationale du logement : 11 000 000 000 de F.

Société nationale terrienne : 3 185 000 000 F.

Sans doute, ce programme ne sera-t-il pas suffisant pour réaliser les objectifs du 3^e Plan, sauf si des crédits prévus pour d'autres secteurs pouvaient être prélevés en faveur de celui du logement.

Il est évident qu'il faut poursuivre la politique d'aide à la rénovation entreprise par les Ministres précédents. Telle est bien l'intention du Ministre. Les expériences pilotes de rénovation de quartiers anciens continuent et le département espère améliorer l'aide à la modernisation, la transformation, l'adaptation et l'assainissement des habitations par un ensemble de mesures qui seront étudiées attentivement à bref délai.

Question :

Le Ministre songe-t-il à mener une « politique nouvelle » en matière de financement ou à élaborer de nouvelles formules de financement en ce qui concerne les habitations sociales ?

Dans l'état actuel de la conjoncture, les besoins existants dans le domaine des habitations sociales sont loin d'être satisfaits, surtout en Wallonie. Il en va de même pour l'amélioration des habitations vétustes.

La compression des crédits prévus en la matière n'est pas de nature à remédier à cette situation.

Une formule d'association entre les pouvoirs publics et le secteur privé n'est-elle pas possible sous la forme de contrats de progrès ?

(1) Pour apprécier ce déficit de près de 10 000 habitations, il faut cependant tenir compte du fait qu'il était impossible au Bureau du Plan d'établir des prévisions lors de la fixation des objectifs.

Uit deze tabel blijkt een tekort van 6,057 miljoen, hetzij ± 10 000 woningen (1) t.o.v. de objectieven van het plan. Dit tekort kan nog hoger oplopen, rekening houdend met de steeds stijgende bouwkostprijzen.

In de schoot van het departement worden verschillende relance-maatregelen bestudeerd, doch uiteindelijk zal het wellicht noodzakelijk zijn de kredieten van andere posten van de begroting over te brengen naar deze die betrekking hebben op de sociale woningbouw door te voeren.

De doelstellingen van het plan m.b.t. de strijd tegen de krotwoningen werden tot nu toe nog niet gehaald. Meerdere studies terzake zijn heden aan de gang om ook dit probleem te kunnen oplossen en het tempo van de sloppings- en saneringswerken op te voeren.

Vraag :

De 12 miljard die voor de N. L. M. en de 3 miljard die voor de N. M. H. zijn uitgetrokken, zijn ontoereikend. Moet er geen werk worden gemaakt van de vernieuwing van wat men « de bestaande woningen » zou kunnen noemen ?

Antwoord :

Voor het begrotingsjaar 1974 had de Regering feitelijk een investeringsprogramma opgesteld, dat in de volgende verdeling voorzag :

Nationale Maatschappij voor de Huisvesting : 11 miljard F.

Nationale Landmaatschappij : 3 185 000 000 F.

Dit programma zal zeker niet toereikend zijn om de in het 3^e Plan gestelde doeleinden te verwezenlijken, tenzij sommige voor andere sectoren uitgetrokken kredieten voor de huisvesting kunnen worden aangewend.

Het spreekt vanzelf dat de door de vorige ministers begonnen steunverlening aan de vernieuwing moet worden voortgezet. Dat is trouwens de bedoeling van de Minister. De experimenten inzake de vernieuwing van oude wijken worden voortgezet en het departement hoopt de hulpverlening voor de modernisering, de omvorming, de aanpassing en de sanering van de woningen te kunnen verbeteren met een aantal maatregelen die op korte termijn grondig zullen worden bestudeerd.

Vraag :

Denkt de Minister een « nieuwe politiek » inzake financiering te voeren of nieuwe financieringsformules inzake volkswoningen uit te werken ?

In de huidige conjunctuur zijn de behoeften aan volkswoningen vooral in Wallonië ver van verzadigd; hetzelfde geldt voor de verbetering van oude woningen.

De besnoeiing van de kredieten ter zake kan die toestand niet verhelpen.

Is een formule van associatie tussen de openbare besturen en de privésector mogelijk in de vorm van een vooruitgangscontract ?

(1) Dit deficit van ± 10 000 woningen dient echter gezien te worden in licht van het feit dat het planbureau, bij het opmaken van haar doelstellingen, terzake geen vooruitzichten kon maken.

Réponse :

Depuis de nombreuses années, le département s'efforce de prévoir un financement suffisant en matière de politique du logement, notamment en vue de rendre, dans la mesure du possible, cette politique relativement indépendante des fluctuations normales de la conjoncture.

Il va de soi que le Ministre accorde une attention particulière à la situation du logement en Wallonie, où le problème se pose surtout en termes de qualité.

Le Ministre estime qu'une association entre les pouvoirs publics et le secteur privé est possible.

Il a souligné que le nouvel article 33 du Code du logement, qui élargit et améliore les conditions d'octroi de la subvention spécifique de l'Etat dans l'aménagement de l'infrastructure de groupes d'habitations sociales, constitue un pas dans cette voie. En effet, des groupes d'habitations moyennes construits par le secteur privé pourront dorénavant bénéficier de cette subvention.

Par ailleurs, des projets de contrats de progrès associant les communes et le secteur privé de la construction de logements sont actuellement à l'examen au département. Moyennant quelques corrections, ces contrats pourront bientôt être mis à exécution.

Question :

Le Ministre va-t-il mener une nouvelle politique ou mettre sur pied de nouvelles formules de financement en ce qui concerne le logement social ?

Dans la conjoncture actuelle, les besoins de logements sociaux, surtout en Wallonie sont loin d'être satisfait; il en est de même au niveau de l'amélioration des logements vétustes.

La réduction des crédits en la matière risque d'aggraver la situation.

Une formule d'association entre les pouvoirs publics et le secteur privé est-elle possible en termes de contrat de progrès ?

Réponse :

Depuis plusieurs années, le département s'est efforcé d'imaginer des solutions nouvelles garantissant à la politique du logement un financement suffisant, notamment pour rendre cette politique, dans la mesure du possible, relativement indépendante des aléas conjoncturels d'amplitude normale.

En particulier, le Ministre est très attentif à la situation du logement en Wallonie également, où le problème se pose notamment en termes qualitatifs.

Il croit qu'une association entre les pouvoirs publics et le secteur privé afin de contribuer à résoudre le problème du logement, est possible.

Le nouvel article 33 du Code du logement, en élargissant et en améliorant l'octroi de la subvention spécifique de l'Etat qu'il prévoit en matière d'infrastructure d'ensembles d'habitats, constitue un pas dans cette voie, puisque des ensembles d'habitats moyennes qui seront érigées par le secteur privé pourront à l'avenir bénéficier de cette subvention.

Par ailleurs, des projets de contrats de progrès associant les communes au secteur privé de la construction ont été soumis pour examen au département; ceux-ci, moyennant certaines améliorations, pourront bientôt être exécutés.

Antwoord :

Sedert vele jaren heeft het departement zich ingespannen om inzake de huisvestingspolitiek in een voldoende financiering te voorzien, met name om die politiek in de mate van het mogelijke betrekkelijk onafhankelijk te maken van de normale conjuncturele schommelingen.

Het spreekt vanzelf dat de Minister in het bijzonder grote aandacht besteedt aan de toestand inzake huisvesting in Wallonië waar het probleem zich inzonderheid sleet op het vlak van de kwaliteit.

De Minister acht een associatie tussen de openbare besturen en de privésector best mogelijk.

Hij wijst erop dat het nieuwe artikel 33 van de Huisvestingscode, waarbij de toekenning van de specifieke Staatssubsidie voor de aanleg van de infrastructuur van volkswoningen uitgebreid en verbeterd wordt, een stap in die richting betekent. Groepen van middelgrote woningen die door de privésector zullen worden gebouwd, zullen immers in de toekomst deze subsidie kunnen genieten.

Voorts worden thans ontwerpen van vooruitgangscontracten, waarbij de gemeenten met de particuliere sector van de woningbouw samenwerken, door het departement onderzocht niets enkele verbeteringen, zullen zij weldra ten uitvoer kunnen worden gebracht.

Vraag :

Overweegt de Minister een nieuw beleid of zal hij nieuwe methoden inzake financiering van de volkswoningbouw invoeren ?

Op dit ogenblik zijn de behoeften aan volkswoningen, vooral in Wallonië, op verre na niet bevredigd; hetzelfde kon worden gezegd wat betreft de verbetering van verouderde woningen.

Door de inkrimping van de desbetreffende kredieten kan de toestand nog erger worden.

Kunnen de overheid en de particuliere sector samenwerken in het kader van een vooruitgangsovereenkomst ?

Antwoord :

Sedert verscheidene jaren tracht het departement nieuwe methoden te vinden om voor het beleid inzake woningbouw een toereikende financiering te garanderen, met name om dit beleid zoveel mogelijk te vrijwaren tegen de gevolgen van de normale conjunctuurschommelingen.

De aandacht van de Minister gaat in het bijzonder naar de toestand van de huisvesting in Wallonië, waar het probleem vooral van kwalitatieve aard is.

Hij meent dat de overheid en de particuliere sector kunnen samengaan om het probleem van de huisvesting op te lossen.

Het nieuwe artikel 33 van de Huisvestingscode verruunt en verbetert de toekenning van de specifieke Staatstoelage voor de infrastructuurwerken bij de bouw van groepswoningen. Dat is een stap in de richting van die samenwerking, aangezien de toelage voortaan ook kan worden verleend voor middelgrote groepswoningen die door particuliere ondernemingen worden gebouwd.

Anderzijds werden vooruitgangsovereenkomsten, waarbij gemeenten samenwerken met particuliere bouwbedrijven, aan het departement ter goedkeuring voorgelegd; mits die overeenkomsten op sommigen punten worden gewijzigd, zullen ze weldra kunnen worden uitgevoerd.

*Construction industrialisée de logements.**Question :*

La Société nationale terrienne ayant obtenu des résultats intéressants dans la construction industrialisée de logements, une partie de son programme ne devrait-elle pas être consacrée à ce secteur ?

Les procédés de construction doivent faire l'objet de recherches et il faut s'orienter vers des méthodes de préfabrication et d'industrialisation, en permettant à l'ensemble des entreprises, et notamment aux entreprises moyennes, d'en bénéficier.

Réponse :

Il est évident que la politique d'encouragement, menée depuis plusieurs années déjà, dans le domaine de la construction industrielle d'habitations doit être poursuivie.

Tel est aussi le but visé par le Département et de nouveaux progrès dans l'encouragement de la construction industrialisée et préfabriquée viennent d'être faits par suite de l'approbation de l'arrêté ministériel du 22 mars 1974, autorisant l'octroi de la prime à la construction pour des habitations (maisons ou appartements) industrialisées ou préfabriquées, pour autant que le système de construction en question ait fait l'objet d'une agréation technique de l'Institut national du Logement.

D'autre part, le Ministre veillera à poursuivre la politique d'encouragement des chantiers groupés et il favorisera les études et les recherches pouvant contribuer à réduire le coût de la construction.

Par ailleurs, la Société nationale terrienne a élaboré en 1973 un plan de 3 ans qui prévoit la construction de trois fois trois mille habitations, en faisant appel à la concurrence entre les modes de construction traditionnels, d'une part, et les techniques de construction industrialisée, d'autre part.

Enfin, un prédecesseur du Ministre a chargé, par une circulaire, les deux sociétés nationales de revoir leurs cahiers de charge de manière à mettre sur un pied de parfaite égalité les bâtiments érigés suivant la technique traditionnelle et ceux construits selon la méthode industrialisée.

Question :

1. Où en sont les recherches quant aux procédés de construction pour aboutir à un coût moins élevé (préfabrication) ?

2. Dans ce domaine, toutes les entreprises n'ont pas profité de l'expérience faite par la Société nationale terrienne. Les grandes entreprises et les entreprises flamandes ne devraient pas en être les seules bénéficiaires.

3. Quel est le programme triennal de la Société nationale terrienne et quelles sont les réalisations obtenues ?

Réponse :

1. La comparaison entre les divers systèmes ne fait apparaître aucun avantage important en faveur de l'un ou de l'autre, quel que soit le critère concerné. Les prix restent largement concurrentiels tandis que les qualités techniques et esthétiques apparaissent très voisines. Les expositions de maisons préfabriquées (Villagexpo de Limal et de Heist) en ont fourni la preuve.

*Geïndustrialiseerde woningbouw.**Vraag :*

Zou een gedeelte van het programma van de Nationale Landmaatschappij niet moeten worden besteed aan de geïndustrialiseerde woningbouw, aangezien zij op dat gebied merkwaardige resultaten heeft geboekt ?

Er moet aan research worden gedaan inzake bouwmethoden en men moet de richting van prefabricatie en industrialisering uitgaan. Alle bedrijven, ook de middelgrote, moeten daar voordeel kunnen uit halen.

Antwoord :

Het ligt voor de hand dat het beleid ter aanmoediging van het industriële bouwen van woningen, dat sedert enkele jaren wordt voortgezet, moet worden voortgezet.

Dat doel tracht het Departement te bereiken en een nieuwe stap ter aanmoediging van de geïndustrialiseerde en geprefabriceerde bouw is zopas gedaan ingevolge de goedkeuring van het ministerieel besluit van 22 maart 1974 waarbij toelating wordt verleend om de bouwpremie toe te staan voor woningen (huizen of appartementen) die volgens een geïndustrialiseerd of geprefabriceerd systeem zijn gebouwd, voor zover werd het desbetreffende bouwsysteem technisch goedgekeurd door het Nationaal Instituut voor de Huisvesting.

Bovendien zal de Minister ervoor waken dat het beleid ter aanmoediging van de gegroepeerde bouwplaatsen wordt voortgezet in het onderzoekings- en speurwerk bevorderen dat tot de vermindering van de bouwkosten kan bijdragen.

Voorts heeft de Nationale Landmaatschappij in 1973 een driejaarprogramma uitgewerkt voor de bouw van driemaal drieduizend woningen, waarbij een beroep wordt gedaan op de mededinging tussen de uitvoering volgens de traditionele bouwwijze en die volgens geïndustrialiseerde bouwmethoden.

Ten slotte heeft een van de vorige Ministers aan de twee Nationale Maatschappijen bij omzendbrief opdracht gegeven, hun bestekken op zulke wijze te herzien dat de volgens de traditionele bouwwijze en de volgens de geïndustrialiseerde methode opgerichte gebouwen werkelijk op gelijke voet komen te staan.

Vraag :

1. Hoe staat het met de opzoeken inzake bouwmethoden die erop gericht zijn de kostprijs te drukken (prefabricatie) ?

2. Op dat gebied hebben alle bedrijven geen voordeel gehaald uit de experimenten van de Nationale Landmaatschappij. Dat voordeel mag niet voorbehouden blijven voor de grote bedrijven en de in Vlaanderen gevestigde bedrijven.

3. Wat omvat het driejarige programma van de Nationale Landmaatschappij ? Welke resultaten werden geboekt ?

Antwoord :

1. Uit een vergelijking van de verschillende systemen blijkt dat geen daarvan een merkbaar voordeel biedt, dat ook niet bij de andere aanwezig is, ongeacht het in aanmerking genomen criterium. De prijzen blijven in ruime mate concurrentieel en de technische en esthetische kwaliteit is vrijwel overal dezelfde. De tentoonstellingen van geprefabriceerde woningen (Villagexpo te Limal en te Heist) hebben daarvan het bewijs geleverd.

S'il existe une plus grande faculté d'adaptation du secteur traditionnel à l'implantation, par contre, la préfabrication permet en général une plus grande rapidité d'exécution.

2. Le marché triennal en question fut proposé à la demande de M. De Saeger, alors Ministre des Travaux publics, suite à l'expérience acquise à l'occasion d'un marché triennal des années 1970-1971-1972 réservé à la préfabrication lourde et à celle de Villagexpo-Limal où divers procédés non traditionnels purent être mis en œuvre.

Le but visé était, d'une part, de mettre sur pied d'égalité les firmes de préfabrication ou d'industrialisation et les entreprises traditionnelles, donnant ainsi à chaque secteur des chances égales et, d'autre part, d'assurer, grâce à un plan triennal, une continuité et une planification de leur action garantissant un prix de revient favorable.

Il n'est jamais entré dans les intentions de la Société nationale terrienne de résérer ce programme triennal à un nombre restreint de firmes. Au contraire, l'appel d'offres, par son caractère même, fut ouvert largement à toutes les entreprises. Le petit nombre de firmes retenues n'est pas dû à la volonté de la Société nationale terrienne, mais à l'application stricte et sans aucune sévérité de la réglementation des marchés de l'Etat et des clauses du cahier des charges de la Société nationale terrienne.

Il y a lieu de remarquer que le marché n'en est pas pour autant fermé pendant trois ans, et que de nouveaux appels à la concurrence ont été lancés et le seront à l'avenir pour compléter les programmes en fonction des crédits mis à la disposition de la Société nationale terrienne.

Il est vrai que seulement quatre firmes wallonnes ont été retenues mais si la plupart des firmes du sud furent éliminées, ce fut de leur propre faute et non par le fait d'une exclusion arbitraire quelconque.

Il convient toutefois de remarquer qu'une des firmes wallonnes retenues se verra confier à elle seule près d'un quart des maisons à construire dans tout le pays sur base du programme de 1973.

3. Le marché triennal 1973-1975 a été projeté en été 1972, en tenant compte des prévisions du Bureau du Plan qui fixait à 4 000 le nombre de logements à construire en 1973, dont 3 000 en chantiers groupés, les 1 000 autres étant réservés aux constructeurs individuels. Pour la même année, le programme d'investissement global de la Société nationale terrienne s'élevait à 3 185 milliards de francs.

Le coût moyen par habitation était estimé à 824 000 francs. Le coût moyen réel s'est élevé à 885 577 francs.

Cette différence entre le prix estimé en 1972 et le coût réel en 1973 s'explique principalement par le fait que le secteur de la construction a enregistré des hausses de prix considérables et imprévisibles pour cette période.

Des adjudications et des appels d'offres sont lancés pour compléter les programmes en fonction des crédits mis à la disposition de la Société nationale terrienne. La procédure suivie est en principe l'appel d'offres général, celui-ci étant organisé pour des chantiers déterminés.

Pour l'année 1973, les 1 815 logements cités se répartissent comme suit :

De traditionele sector past zich aan de eisen inzake vestiging van een woning misschien gemakkelijker aan, maar met de techniek van de prefabricatie kan het werk doorgaans sneller worden uitgevoerd.

2. De driejarige overeenkomst waarvan sprake is, werd voorgesteld op verzoek van de toenmalige Minister van Openbare Werken De Saeger, ingevolge de ervaring opgedaan bij de over de jaren 1970-1971-1972 lopende driejarige overeenkomst die voorbehouden was voor zware geprefabriceerde gebouwen en voor de geprefabriceerde gebouwen van Villagexpo-Limal, waar verschillende niet traditionele bouwmethoden konden worden aangewend.

Het doel was de in prefabricatie of in geïndustrialiseerde bouwmethoden gespecialiseerde bedrijven op dezelfde voet te plaatsen als de traditionele bedrijven en ze aldus ook gelijke kansen te geven. Voorts werd met het driejarenplan een geplande continu-activiteit beoogd, wat de kostprijs moet ten goede komen.

Het is nooit de bedoeling geweest van de Nationale Landmaatschappij dit driejarenprogramma te reserveren voor een beperkt aantal firma's. Integendeel, de offerteaanvraag stond uiteraard breed open voor alle ondernemingen. Dat er uiteindelijk slechts een klein aantal firma's in aanmerking kwam is niet te wijten aan de Nationale Landmaatschappij, maar aan de strikte doch zonder overdreven strengheid toegepaste bepalingen van de reglementering voor de door de Staat te sluiten overeenkomsten en van het bestek van de Nationale Landmaatschappij.

Dit betekent niet dat er gedurende drie jaar geen overeenkomsten meer kunnen worden gesloten : nieuwe oproepen tot concurrerende ondernemingen werden gedaan en zullen in de toekomst nog worden gedaan om de programma's af te werken naar gelang van de kredieten die ter beschikking van de Nationale Landmaatschappij zullen worden gesteld.

Het is juist dat slechts vier Waalse firma's in aanmerking werden genomen, maar dat de meeste ondernemingen uit het Zuiden werden uitgeschakeld, hebben zij alleen aan zichzelf te wijten; geen enkele firma werd op willekeurige wijze uitgesloten.

Er zij op gewezen dat de bouw van één vierde van alle huizen die over het gehele land moeten worden gebouwd ten laste van het programma 1973, aan één van de in aanmerking genomen Waalse firma's is toegewezen.

3. De driejarige overeenkomst 1973-1975 werd ontworpen in de zomer van 1972, rekening houdend met de ramingen van het Planbureau volgens welke er in 1973 4 000 woningen moesten gebouwd worden, waarvan 3 000 in groepsverband en 1 000 die voorbehouden werden voor individuele bouwers. Voor hetzelfde jaar bedroeg het totale investeringsprogramma van de Nationale Landmaatschappij 3 185 miljard frank.

De gemiddelde kostprijs van een woning werd op 824 000 frank geraamd. In feite bedroeg de gemiddelde kostprijs 885 577 frank.

Dit verschil tussen de in 1972 geraamde prijs en de werkelijke kostprijs in 1973 is vooral hierdoor te verklaren dat er zich in het bouwbedrijf gedurende die periode aanzienlijke en onvoorzienbare prijsstijgingen hebben voorgedaan.

Aanbestedingen en offerteaanvragen worden uitgeschreven om de programma's af te werken naar gelang van de kredieten die de Nationale Landmaatschappij ter beschikking worden gesteld. In principe wordt een algemene offerteaanvraag gedaan voor bepaalde bouwplaatsen.

Voor 1973 is de verdeling van de 1 815 geciteerde woningen als volgt :

— Firmes flamandes :

558 logements traditionnels en Flandre au lieu de 665 prévus initialement;

543 logements semi-industrialisés ou préfabriqués à construire en Flandre au lieu de 700;

96 logements préfabriqués à construire en Wallonie au lieu de 100,

soit une réduction globale de 268 logements.

— Firmes wallonnes :

133 logements traditionnels au lieu de 150;

485 logements semi-industrialisés ou préfabriqués au lieu de 500,

soit une réduction globale de 32 logements.

Le montant des crédits prévus à l'origine était de 2 472 millions. Les engagements définitifs se sont élevés en 1973 à 1 999 millions, ce qui a permis à la Société nationale terrière de construire 2 273 habitations, soit 1 815 pour le marché de 3 000 habitations et 458 pour les marchés adjugés antérieurement.

Les crédits d'investissement de la Société nationale terrière pour 1974 ont été fixés à 2 360 millions. Compte tenu de la conjoncture économique, ces crédits devraient permettre la réalisation de 2 560 habitations dont 2 115 pour le marché de 3 000 habitations.

La répartition de 60,88 % (Flandre) et 39,15 % (Wallonie) des programmes de la Société nationale est fixée par le Conseil d'administration sur base de critères objectifs notamment : population, état des logement, etc. et fut approuvée par le Ministre de tutelle de l'époque.

Le facteur de vétusté et d'insalubrité du patrimoine est affecté d'un coefficient de proportionnalité de 30 % par rapport à l'ensemble des critères pris en considération.

Cette répartition s'applique à toute l'activité « Logement » de la Société nationale, c'est-à-dire tant pour les chantiers collectifs que pour les opérations individuelles.

Question :

Quelle politique sera menée dans le cadre de l'augmentation du coût des matériaux en matière de logement social, de manière que les entreprises de construction sortent des difficultés qu'elles connaissent ?

Réponse :

Une des premières préoccupations du Ministre était de trouver une solution à ce problème épique qui risque de désorganiser fortement le secteur de la construction de logements sociaux.

Pour les marchés futurs, tant la Société nationale du logement que la Société nationale terrière introduisent maintenant dans leurs cahiers de charges une clause de révision « matériaux », en s'inspirant de la clause de révision figurant dans le cahier des charges type n° 101 en vigueur au département.

Pour les marchés en cours de demande de prix, des formules satisfaisantes viennent d'être appliquées également.

Cependant, des difficultés subsistent toujours pour ce qui concerne les marchés en cours.

Le temps de réflexion a été suffisamment long et une action rapide est maintenant nécessaire si l'on veut éviter

— Vlaamse firma's :

558 traditionele woningen in Vlaanderen in plaats van de 665 oorspronkelijk bedoelde;

543 semi-geïndustrialiseerde of geprefabriceerde woningen in Vlaanderen in plaats van 700;

96 in Wallonië te bouwen geprefabriceerde woningen in plaats van 100.

De vermindering bedraagt dus in totaal 268 woningen.

— Waalse firma's :

133 traditionele woningen in plaats van 150;

485 semi-geïndustrialiseerde of geprefabriceerde woningen in plaats van 500.

De vermindering bedraagt dus in totaal 32 woningen.

Oorspronkelijk waren kredieten uitgetrokken ten bedrage van 2 472 miljoen. De definitief aangegane verbintenissen hadden in 1973 betrekking op een bedrag van 1 999 miljoen. Daarmee kon de Nationale Landmaatschappij 2 273 woningen bouwen, d.i. 1 815 woningen met betrekking tot de overeenkomst voor de 3 000 woningen en 458 met betrekking tot vroeger gesloten overeenkomsten.

Voor 1974 werden de investeringskredieten van de Nationale Landmaatschappij vastgesteld op 2 360 miljoen. Rekening houdend met de economische conjunctuur zouden daarmee 2 560 woningen moeten kunnen worden gebouwd, waarvan 2 115 met de betrekking tot de overeenkomst voor 3 000 woningen.

De verdeling der programma's van de Nationale Maatschappij naar rata van 60,88 % voor Vlaanderen en 39,12 % voor Wallonië wordt door de raad van beheer gedaan op grond van objectieve criteria, met name bevolking, toestand van de woningen enz. Die verdeling werd door de toenmalige toezichthoudende Minister goedgekeurd.

Op de factor verouderde en ongezonde woningen wordt een proportionaliteitscoëfficiënt toegepast van 30 % ten opzichte van alle in aanmerking genomen criteria.

Die verdeling is toepasselijk op de gehele tak Huisvesting van de Nationale Maatschappij, d.w.z. zowel voor de collectieve bouwplaatsen als voor de individuele initiatieven.

Vraag :

Welk beleid zal worden gevoerd in verband met de stijging van de prijs van de bouwmateriaal voor de sociale woningbouw ten einde de bouwondernemingen uit de thans bestaande moeilijkheden te helpen ?

Antwoord :

De Minister is bijzonder bezorgd om een oplossing te vinden voor dit netelige probleem dat de sector van de sociale woningbouw ernstig dreigt te desorganiseren.

Met het oog op de in de toekomst te sluiten overeenkomsten hebben zowel de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting als de Nationale Landmaatschappij thans in hun bestek een beding opgenomen betreffende de herziening van de prijs van de materialen; dit beding is ingegeven door de herziënungsclausule die voorkomt in het modelbestek n° 101 van het Departement.

Ook voor de thans hangende prijsaanvragen is een systeem gevonden dat voldoening schenkt.

Voor de in uitvoering zijnde overeenkomsten echter blijven nog steeds moeilijkheden bestaan.

Over die zaak werd nu al lang genoeg nagedacht en het wordt tijd om spoedig maatregelen te nemen indien men aan

des situations catastrophiques pour toute une série d'entrepreneurs qui se trouvent vraiment à la limite du point de chute.

Question :

Un membre évoque le problème des logements adjugés par la S. N. L. et dont la réalisation est en cours, alors que les prix montent, ce qui constitue une source de conflit qui exige une solution rapide pour laquelle des millions supplémentaires devront être alloués.

Où en est-on au sujet de la révision des conditions prévues pour les travaux en cours par suite de la hausse des matériaux ? A combien vont s'élever les frais supplémentaires ?

Réponse :

En ce qui concerne l'augmentation du prix du bitume, le problème a été résolu par une circulaire autorisant la révision des contrats en cours.

En ce qui concerne l'augmentation du coût des constructions d'habitation, des mesures d'équité seront également, prises qui risquent d'être onéreuses pour l'Etat. Une décision en la matière interviendra très prochainement.

Question :

Etant donné la hausse des coûts de construction dans le logement social, les crédits alloués permettront de réaliser 30 à 40 % de moins que ce qui avait été prévu. Comment le Ministre voit-il l'évolution de la situation ?

Réponse :

La forte hausse des prix dans le secteur de la construction soulève en effet un grand nombre de questions et rend plus aiguës les difficultés que rencontrent non seulement les sociétés publiques de construction mais surtout les personnes à revenus modestes.

En ce qui concerne plus particulièrement les difficultés des sociétés de construction, il est évident que les objectifs visés par le troisième plan ne pourront être atteints que si l'on décide d'accorder une priorité réelle aux investissements dans le secteur du logement social.

Cependant, même dans ce cas, le problème du logement social ne se trouvera pas entièrement résolu pour autant. Il convient de recourir toujours davantage à l'industrialisation, ce qui suppose en même temps une restructuration du secteur public.

D'autre part, la lutte contre la spéculation foncière doit enfin être menée efficacement; de même, des mesures adéquates doivent être prises sur le plan financier.

Le Ministre n'est cependant pas en mesure de présenter une solution toute faite aux problèmes évoqués.

Il donne l'assurance que ceux-ci retiennent toute son attention et qu'il mettra tout en œuvre pour améliorer à la fois le sort des sociétés de constructions et de ceux qui cherchent à se loger.

Question :

L'augmentation croissante du coût de la construction n'exige-t-elle pas la révision de la gestion des sociétés régionales ?

een hele reeks aannemers die werkelijk op de rand van de afgrond staan, een ramp wil besparen.

Vraag :

Een lid wijst op het probleem van de door de N. M. H. in aanbesteding gegeven woningen die thans in opbouw zijn; de prijsstijging is een bron van conflicten geworden waarvan de oplossing spoedig enkele extra miljoenen zal vergen.

Hoe staat het met de herziening van de voorwaarden voor de aan de gang zijnde werken, als gevolg van de stijging van de prijzen van de materialen ? Hoe hoog zullen de bijkomende kosten oplopen ?

Antwoord :

Het probleem van de stijging van de prijs der asfaltprodukten werd opgelost door een omzendbrief die de herziening van de lopende overeenkomsten toestaat.

Inzake de stijging van de bouwkosten voor woningen zullen ook maatregelen met het oog op een billijke regeling worden getroffen, die echter duur kunnen uitvallen voor het Rijk. Hierover zal eerlang een beslissing worden genomen.

Vraag :

Wegens de stijging van de kosten in de sociale woningbouw zal 30 à 40 % van het voorgenomen programma niet verwezenlijkt kunnen worden. Wat denkt de Minister over het verloop van de toestand ?

Antwoord :

De sterke stijging der prijzen in de bouwsector roept inderdaad een hele reeks vragen op en stelt de moeilijkheden scherper waarmee niet alleen de openbare bouwmaatschappijen, maar ook en vooral de personen met beperktes inkomen hebben af te rekenen.

Wat meer bepaald de moeilijkheden van de bouwmaatschappijen betreft, is het duidelijk dat de doeleinden nastreefd door het derde plan alleen kunnen worden bereikt wanneer beslist wordt een werkelijke voorrang te verlenen aan de investeringen in de sector van de sociale huisvesting.

Doch zelfs in dat geval zal het probleem van de sociale huisvesting niet volledig opgelost zijn. Er moeten steeds meer geïndustrialiseerde methodes worden gebruikt, die dan weer een herstructurering van de openbare bouwsector veronderstellen.

Ook moet de strijd tegen de grondspeculatie eindelijk doeltreffend worden aangepakt en moeten op het financiële vlak passende maatregelen worden genomen.

Het is de Minister echter onmogelijk op dit ogenblik een pasklare oplossing voor deze problemen voor te stellen.

De Minister geeft de verzekering dat zij zijn bijzondere aandacht gaande houden en dat hij zich ten volle zal inzetten om de huisvestingssector zowel voor de bouwmaatschappijen als voor de degene die een woning behoeve gezonder te maken.

Vraag :

Vergt de voortdurende stijging van de bouwkosten geen herziening van het beheer der gewestelijke maatschappijen ?

Réponse :

Il est clair que l'augmentation croissante du coût de la construction exige des mesures diverses, notamment sur les plans technique, financier et culturel.

Il y a également lieu de revoir toute la structure du secteur public de la construction.

Si un nombre important de sociétés agréées peut être maintenu pour la gestion journalière des ensembles d'habitations sociales, un regroupement de ces sociétés doit s'effectuer pour la construction, car chacune d'elles doit pouvoir assumer cette tâche en s'adaptant aux données de la technique actuelle, lesquelles peuvent contribuer à stabiliser les coûts de construction.

Dans l'état actuel de la législation cependant, de telles fusions ne peuvent être imposées. Si la fusion obligatoire par la loi pourrait peut-être être envisagée, dans le cadre de la régionalisation, il apparaît indiqué, en attendant, d'encourager le regroupement des sociétés qui pourraient à cet égard faire preuve de réalisme.

Question :

Le problème de la fusion des sociétés en matière de logement social est-il à l'étude ? Il s'agit de la fusion de la S. N. T. et de la S. N. L.

Va-t-on encourager les sociétés régionales et locales dans le cadre de la régionalisation ?

Réponse :

Le problème de la transformation des structures du secteur public de la construction a été abordé par le département depuis plusieurs années, sous l'égide des gouvernements précédents.

Il semble que, notamment, la fusion de la S. N. L. et de la S. N. T. ait été envisagée concurremment avec la décentralisation régionale de la société nouvelle qui résulterait de la fusion.

Il s'agit d'une question qui ne doit certes pas être abandonnée et qui devrait trouver une solution rationnelle, c'est-à-dire qui garantisse simultanément les aspirations légitimes des régions avec les exigences économiques d'une construction à l'échelle des techniques actuelles.

Il apparaît prématuré cependant de préciser les modalités exactes de la réforme structurelle du secteur public de la construction, laquelle devra s'intégrer harmonieusement dans l'ordre juridique et administratif général de la régionalisation globale des institutions, qui constitue un objectif prioritaire du Gouvernement.

Question :

La garantie de l'Etat est-elle envisagée en matière de logement social ?

Réponse :

Le Ministre étudiera cette question avec le Ministre des Finances.

Question :

L'arrêté d'exécution de l'article 33 du Code du logement doit être édicté le plus rapidement possible.

Antwoord :

Het is duidelijk dat de aanhoudende stijgingen van de bouwkosten allerlei maatregelen vergen, met name op technisch, financieel en cultureel gebied.

Voorts moet de gehele structuur van de openbare bouwsector worden herzien.

Voor het dagelijks beheer van de volkswoningen kunnen ook van de erkende maatschappijen worden gehandhaafd, doch voor het bouwen moeten zij zich hergroeperen, want elke maatschappij moet zich bij het vervullen van haar taak kunnen aanpassen aan wat de huidige technieken te bieden hebben, om tot een stabilisatie van de bouwkosten bij te dragen.

In de huidige stand van de wetgeving kunnen dergelijke fusies evenwel niet verplicht worden gemaakt. Ofschoon het mogelijk is om in het kader van de gewestvorming de fusie bij de wet verplicht te stellen, lijkt het in afwachting daarvan aangewezen de hergroepering aan te moedigen van maatschappijen die op dat gebied blijk willen geven van realisme.

Vraag :

Houdt men zich bezig met het probleem van de fusie van de maatschappijen voor sociale huisvesting ? Het gaat hier om de fusie van de N. L. M. en de N. M. H. ?

Zullen de gewestelijke en plaatselijke maatschappijen in het kader van de gewestvorming worden aangemoedigd ?

Antwoord :

Het probleem van de omvorming der structuren van de openbare bouwsector behoort reeds sedert verscheidene jaren tot de punten van zorg van het departement dat zich daarmee onder de vorige regering heeft beziggehouden.

Naar het schijnt werd de fusie van de N. M. H. en de N. L. M. overwogen samen met de gewestelijke decentralisatie van de nieuwe maatschappij die uit de fusie zou voortvloeien.

Het gaat hier om een kwestie die men voorzeker niet mag opgeven en waarvoor een rationele oplossing moet worden gevonden, d.w.z. een oplossing die de rechtmatige verlangens van de gewesten kan verzoenen met de economische eisen van een bouwsysteem dat de huidige technieken aankan.

Het lijkt echter voorbarig nu reeds de bijzonderheden van de structurele hervorming van de openbare bouwsector te bepalen, een hervorming die op harmonische wijze dient te passen in de algemene juridische en administratieve context van de gehele regionalisering van de instellingen, die de Regering bij voorrang tot stand wil brengen.

Vraag :

Wordt de Staatswaarborg inzake sociale woningbouw overwogen ?

Antwoord :

De Minister zal dit probleem samen met de Minister van Financiën onderzoeken.

Vraag :

Het uitvoeringsbesluit van artikel 33 van de Huisvestingscode moet zo spoedig mogelijk worden uitgevaardigd.

Les sociétés de construction vont-elles elles-mêmes réaliser l'infrastructure socio-culturelle ?

Réponse :

L'arrêté royal d'exécution de l'article 33 du Code du Logement a été soumis pour avis au Conseil d'Etat, de sorte que bientôt des renseignements plus concrets pourront être fournis à son sujet.

Il y a lieu de noter qu'aux termes de l'article 33, § 1, deuxième alinéa, le Roi peut, sur avis de l'Institut national du Logement, mettre à charge de l'Etat l'infrastructure socio-culturelle des quartiers d'habitations sociales.

En vertu de l'article 10, 3., b) du Code du Logement, la Société nationale du Logement a d'ailleurs notamment pour objet de « construire des immeubles ou des parties d'immeubles nécessaires au sein d'un ensemble d'habitations sociales ».

Selon des instructions de M. De Saeger, Ministre des Travaux publics de l'époque, ces travaux d'aménagement doivent toutefois être exécutés en premier lieu par les diverses autorités publiques compétentes et le rôle de la S. N. L. ne peut être que complémentaire et limité. En tout cas, il faut veiller à ce que des crédits importants ne soient pas sous-traités à leur affectation, qui est la construction d'habitations sociales.

Question :

Le Code du Logement prévoit des avantages en faveur des communes qui réalisent des lotissements. Où en est-on à cet égard ?

Réponse :

L'article 1, §§ 3 et 4, de la loi du 2 août 1973 modifiant le Code du Logement établi par l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et confirmé par la loi du 2 juillet 1971 prévoit en effet l'octroi de subventions aux communes pour la réalisation des travaux d'infrastructure les plus indispensables, lorsqu'au moins 25 parcelles groupées — ou au moins 15 parcelles, si la commune compte moins de 5 000 habitant — comportant chacune une superficie n'excédant pas 6 ares sont loties en vue de la construction d'habitations.

Cette loi récente prévoyant d'autre part que ses modalités d'application sont fixées par le Roi, le département a préparé un projet d'arrêté royal qui est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Le Ministre espère pouvoir soumettre incessamment cet arrêté à l'approbation royale.

Question :

Des difficultés naissent de l'application de l'article 69 du Code de logement, qui prévoit que, lorsqu'une commune procède à l'acquisition ou à l'expropriation d'immeubles que le Roi a déclarés inhabitables ou que le Ministre qui a le logement dans ses attributions a déclaré insalubres, l'Etat accorde à cette commune, à la condition que les immeubles soient au préalable démolis, une subvention égale à la différence entre le coût de l'acquisition ou de l'expropriation, majoré des frais de démolition, et la valeur du terrain.

Zullen de bouwondernemingen zelf de sociaal-culturele infrastructuur aanleggen ?

Antwoord :

Het koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 33 van de Huisvestingscode werd voor advies aan de Raad van State voorgelegd zodat binnenkort daarover meer inlichtingen zullen kunnen gegeven worden.

Er zij genoteerd dat volgens artikel 33, § 1, 2^{de} lid, de Koning, op advies van het Nationaal Instituut voor de Huisvesting, de socio-culturele uitrusting van sociale woonwijken ten laste kan leggen van de Staat.

Krachtens artikel 10, 3., b) van de Huisvestingscode heeft de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting trouwens o.m. tot doel « gebouwen of gedeelten van gebouwen van maatschappelijk of gemeenschapeelk belang op te richten die noodzakelijk mochten zijn binnen een complex van volkswoningen ».

Volgens een onderrichting, uitgevaardigd door de heer De Saeger, toenmalig Minister van Openbare Werken, moeten dergelijke uitrustingswerken evenwel in de eerste plaats uitgevoerd worden door de verschillende bevoegde openbare instanties en kan de rol van de N. M. H. slechts aanvullend en beperkt zijn en moet er in ieder geval voor gewaakt worden dat belangrijke kredieten niet aan hun bestemming, namelijk sociale woningbouw zouden ontrokken worden.

Vraag :

De Huisvestingscode voorziet in voordelen ten behoeve van gemeenten die overgaan tot verkavelingen. Hoever staat men terzake ?

Antwoord :

Krachtens artikel 1, §§ 3 en 4, van de wet van 2 augustus 1973 tot wijziging van de Huisvestingscode, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en bekraftigd door de wet van 2 juli 1971 worden inderdaad aan de gemeenten toelagen verstrekt voor de aanleg van de meest noodzakelijke infrastructuurwerken ingeval ten minste vijfentwintig of — indien de gemeente minder dan 5 000 inwoners telt, — vijftien gegroepeerde percelen grond, elk met een oppervlakte van niet meer dan zes azen, worden verkaveld met het oog op de bouw van woningen.

Vermits deze wet bepaalt dat de Koning de toepassingsmodaliteiten vaststelt werd door het departement een ontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt, dat aan het advies van de Raad van State is voorgelegd.

De Minister hoopt dat bedoeld ontwerp, spoedig aan de koninklijk goedkeuring zal kunnen voorgelegd worden.

Vraag :

Er zijn moeilijkheden ontstaan ingevolge de toepassing van artikel 69 van de Huisvestingscode, waarin bepaald wordt dat de Staat, wanneer een gemeente overgaat tot de aankoop of tot de onteigening van gebouwen welke door de Koning onbewoonbaar werden verklaard of welke door de Minister onder wie de huisvesting ressorteert, als ongezond werden verklaard, aan deze gemeente een subsidie toekent die gelijk is aan het verschil tussen de kostprijs van de aankoop of van de onteigening, verhoogd met de afbraakkosten, en de waarde van de grond, op voorwaarde dat de betrokken gebouwen eerst worden gesloopt.

Le prix des taudis est donc remboursé par l'Etat aux communes mais celles-ci ne peuvent acheter le terrain. Or, la chambre flamande de la Cour des comptes n'accorde pas son visa pour le paiement de ce prix si les communes n'achètent pas également le terrain, alors que la chambre française admet la thèse du département.

Il serait souhaitable que le Ministre détermine sa politique à cet égard.

Réponse :

Il est exact, en effet, qu'il y a quelques mois la chambre flamande de la Cour des Comptes a écarté des créances relatives à des subventions pour l'achat et la démolition d'habitations insalubres dans le cadre de l'article 69 du Code du Logement, parce que les bâtiments avaient été acquis à l'exclusion du terrain.

Auparavant, cette chambre admettait la thèse du département, selon laquelle les bâtiments insalubres pouvaient, dans certains cas, être achetés sans le terrain par les communes. La chambre française continue d'ailleurs encore toujours à l'admettre.

L'objet de l'article 69 du Code du Logement étant uniquement de stimuler la démolition des habitations insalubres et cet article n'ayant jamais été considéré par le législateur comme un instrument de politique foncière, le prédecesseur du Ministre a adressé à la Cour des Comptes, par lettre du 27 février 1974, une réponse détaillée aux observations de cet organisme.

Récemment, la Cour des Comptes a cependant confirmé son point de vue.

Le Ministre se rend parfaitement compte qu'en raison de la volte-face soudaine de la Cour des Comptes en ce qui concerne l'interprétation du texte de loi visé, certaines communes qui, se basant sur l'ancienne interprétation, ont procédé à des opérations d'assainissement se trouvent placées dans une situation difficile parce que les subventions qu'elle escomptaient ne peuvent être liquidées.

Le Ministre a promis de réexaminer ce problème de très près et de voir dans quel sens il est possible de le résoudre.

Question :

Ces derniers temps, les valeurs vénales fixées par l'article 4 de l'arrêté royal du 10 août 1967 sont dépassées dans les rapports d'évaluation des comités d'acquisition, même pour des habitations insalubres situées dans des petites communes.

1) Le Ministre n'estime-t-il pas que le montant de ces valeurs vénales devrait être adaptés d'urgence ?

2) Il serait souhaitable que cette condition ne soit pas imposée aux propriétaires qui démolissent leur habitation insalubre et construisent une nouvelle habitation avec la prime De Taye.

Réponse :

La question concerne la condition imposée en matière de valeur vénale de l'habitation insalubre et du terrain sur lequel celle-ci est édifiée, telle que spécifiée à l'article 4, 4^o et 5^o, de l'arrêté royal du 10 août 1967 concernant l'octroi d'allocations pour la démolition d'habitations insalubres.

Le membre estime que ladite valeur vénale serait parfois surestimée.

Le Ministre ne souhaite pas remettre en discussion les estimations faites par les comités d'acquisition.

De prijs van de krotwoningen wordt bijgevolg door de Staat aan de gemeenten terugbetaald, maar deze laatste mogen de grond niet kopen. De Nederlandstalige kamer van het Rekenhof weigert echter haar betalingsbevel indien de gemeenten niet terzelfdertijd de grond kopen, terwijl de frans-talige kamer de thesis van het departement volgt.

Het is wenselijk dat de Minister zijn politiek terzake vastlegt.

Antwoord :

Het is inderdaad juist dat enkele maanden geleden de nederlandstalige Kamer van het Rekenhof schuldborderingen geschrapt heeft betreffende toelagen voor aankoop en sloping van ongezonde woningen in het kader van artikel 69 van de Huisvestingscode omdat de gebouwen met uitsluiting van de grond werden aangekocht.

Tevoren aanvaardde bedoelde Kamer de stelling van het Departement dat de ongezonde gebouwen in bepaalde gevallen zonder de grond konden worden aangekocht door de gemeenten en de franstalige Kamer van het Rekenhof blijkt hiermee ook nog steeds akkoord te gaan.

Omdat de enige bedoeling van artikel 69 van de Huisvestingscode is de opruiming van ongezonde woningen te stimuleren en dit artikel nooit door de wetgever beschouwd werd als een werkinstrument tot het voeren van een grondbeleid, heeft de voormalige Minister op 27 februari 1974 in een brief aan het Rekenhof uitvoerig gereageerd op de door deze instelling gemaakte opmerkingen.

Onlangs heeft het Rekenhof evenwel het door hem ingenomen standpunt bevestigd.

De Minister is er zich ten zeerste bewust van dat de plotsen zwenking van het Rekenhof bij het interpreteren van bedoelde wettekst sommige gemeenten die, steunend op de vroegere interpretatie saneringsoperaties hebben doorgevoerd, en zich thans in financiële moeilijkheden bevinden omdat de toelagen waarop zij gehoopt hadden thans niet kunnen uitbetaald worden.

De Minister zal deze aangelegenheid van zeer dichtbij onderzoeken en nagaan in welke zin een oplossing voor dit probleem kan gevonden worden.

Vraag :

De laatste tijd wordt, zelfs voor krotwoningen gelegen in kleine gemeenten, de in artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 bepaalde venale waarden overschreden in het schattingsverslag van het comité tot aankoop.

1) Meent de Minister niet dat het bedrag van deze venale waarden dringend dient aangepast;

2) Het is wenselijk dat deze voorwaarde niet gesteld wordt voor de eigenaars die hun krotwoning slopen en een nieuwe woning bouwen met de premie De Taeye.

Antwoord :

De vraag heeft betrekking op de voorwaarde inzake venale waarde van de ongezonde woning en van het terrein waarop deze laatste zich bevindt, voorwaarde bepaald bij artikel 4, 4^o en 5^o van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 betreffende het verlenen van toelagen tot het slopen van ongezonde woningen.

Volgens het geachte lid zou de raming van bedoelde venale waarde soms te hoog zijn.

De Minister wenst hier niet de ramingen gedaan door de comités tot aankoop in discussie te brengen.

A son avis, on ne peut arguer du fait qu'aucune valeur vénale maximum n'est prévue dans le système des primes à la construction.

Ce système ainsi que celui des primes de démolition prévoient chacun des conditions spécifiques et ne peuvent être comparés, eu égard aux buts différents qu'ils visent.

Le Ministre est bien d'accord avec le membre pour estimer que les montants de 400 000¹² et de 200 000 F représentant respectivement la valeur vénale maximum de l'habitation insalubre, terrain compris, et la valeur vénale du terrain après démolition sont à l'heure actuelle trop bas.

C'est en 1967, en effet, qu'ils ont été inscrits dans l'arrêté royal relatif aux primes de démolition, alors que s'est produite depuis lors une forte fausse du prix tant des terrains que des habitations, même si celles-ci peuvent être qualifiées de réellement insalubres et d'inaméliorables.

Le Ministre se propose par conséquent de revoir cet arrêté royal sur ce point et sur d'autres, les statistiques révélant d'ailleurs qu'il a perdu une grande part de son effet stimulant.

Question :

Il faudrait modifier l'arrêté royal du 10 août 1967 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour l'achat ou la construction d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitats y assimilées, dans le sens d'une élévation des taux d'intérêt correspondant à ceux qui sont pratiqués réellement en ce moment.

Réponse :

Le membre veut souligner que les prêts hypothécaires garantis par l'Etat ne sont plus adaptés à la situation actuelle en matière de coût de la construction et de taux d'intérêt.

Le département prépare actuellement la révision des dispositions principales des arrêtés relatifs à la garantie de l'Etat. Cette révision vise à adapter aux données objectives actuelles les montants maxima des valeurs vénales sur la base desquels est opérée l'assimilation des habitations à des habitations sociales, les montants maxima absolus des prêts pouvant bénéficier de la garantie de l'Etat, ainsi que les taux d'intérêt. Le Ministre sera bientôt en mesure de saisir le C. M. C. E. S. de propositions précises, visant notamment à majorer les montants prévus par l'article 9 de l'arrêté royal du 10 août 1967 relatif à la garantie de l'Etat.

Il faut remarquer que la garantie de l'Etat est indépendante de l'octroi d'une prime à la construction ou à l'achat, abstraction faite des prêts complémentaires garantis, qui ne sont accordés qu'à ceux qui bénéficient d'une prime fractionnée.

Il est vrai que la hausse des taux d'intérêt et du coût de la construction alourdit la charge du remboursement incomptant au candidat propriétaire, mais ce facteur n'exerce aucune influence sur le montant de ses revenus ni, par conséquent, sur l'octroi ou le refus d'une prime.

Question :

Est-il exact que l'Etat rachèterait les maisons du Carré du Bois du Luc à Houdeng-Aimeries et Trivières pour les

Hij zou toch even willen aanstippen dat het zijns inziens niet opgaat als argument aan te wenden dat geen maximum venale waarde bepaald is in het stelsel van de bouwpremies.

Dit stelsel en dat van de slooptoelagen bevatten specifieke voorwaarden en kunnen, gezien het verschillende doel dat zij nastreven, niet met elkaar worden vergeleken.

Hij gaat echter wel akkoord met het geachte lid indien hij meent dat de maximabedragen van 400 000 F en 200 000 F gesteld voor de venale waarde respectievelijk van de ongezonde woning met inbegrip van de grond en van de grond na sloping op het huidig ogenblik te laag liggen.

Zij werden immers in 1967 in het koninklijk besluit inzake slooptoelagen opgenomen en sindsdien is er een sterke stijging geweest niet alleen van de grond maar ook van de woningen zelfs indien zij werkelijk als ongezond en niet verbeterbaar moeten bestempeld worden.

De Minister neemt zich dan ook voor kwestieus koninklijk besluit van 10 augustus 1967, op dit en ook op andere punten te herzien vermits uit de statistieken blijkt dat het veel van zijn stimulerende invloed verloren heeft.

Vraag :

Er zouden wijzigingen moeten worden aangebracht in het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 betreffende het verlenen van de staatswaarborg voor de goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen die toegestaan worden voor het aankopen of voor het bouwen van sociale woningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen ten einde de rentevoet op het thans gebruikelijke niveau te brengen.

Antwoord :

Het geachte Lid wil er in hoofdzaak op wijzen dat de door de Staat gewaarborgde hypothecaire leningen niet meer aangepast zijn aan de huidige toestand inzake de woningbouwkosten en de rentevoeten.

In het departement wordt momenteel gewerkt aan een herziening van de voornaamste bepalingen van de besluiten houdende regeling van de staatswaarborg. Deze herziening is erop gericht, de maximumbedragen inzake de verkoopwaarde, die als basis dienen voor de gelijkstelling van woningen met sociale woningen, de absolute maximumbedragen van de leningen die de staatswaarborg kunnen genieten, evenals de rentevoeten aan te passen aan de huidige objectieve gegevens. Bij het M. C. E. S. C. zal de Minister weldra nauwkeurige voorstellen kunnen indienen, onder meer met het oog op een verhoging van de bedragen, bepaald in artikel 9 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 tot regeling van de staatswaarborg.

Er zij opgemerkt dat, afgezien van de gewaarborgde aanvullende leningen, die enkel worden verleend aan degenen die een gespreide premie genieten, de staatswaarborg onafhankelijk is van de verlening van een bouw- of aankooppremie.

De stijging van de rentevoeten en van de woningbouwprijzen hebben weliswaar tot gevolg dat de terugbetalingslast moeilijker te dragen is door de aspirant-eigenaar, maar deze factor heeft niet de minste invloed op het bedrag van zijn inkomen en is dus onafhankelijk van de verlening of de weigering van een premie.

Vraag :

Is het zo dat de Staat de huizen van de « Carré du Bois du Luc » te Houdeng-Aimeries en te Trivières zou aankopen

moderniser et les céder à une société de logement ? Ce rachat se ferait-il en tout ou en partie ?

Réponse :

L'Etat a décidé, au mois de mars dernier, d'acquérir les carrés du Bois du Luc ainsi que les immeubles de la rue du Bois du Luc.

Le Comité d'acquisition de Mons a été chargé de réaliser cette opération.

Les dits immeubles seront ensuite assainis et rénovés.

Le coût de l'acquisition et des travaux dont il est question ci-dessus pourra être pris en charge au moyen des crédits prévus à l'article budgétaire relatif à l'assainissement des sites charbonniers.

Il n'a pas encore été décidé d'acquérir des terrains industriels et le parc avoisinant.

Question :

Les loyers sont coûteux. Il faudrait envisager d'instaurer une allocation-loyer, ce qui serait plus équitable et permettrait à chacun de payer un loyer en fonction de ses revenus.

Réponse :

Une première réforme du régime des loyers des habitations sociales a été réalisée par l'arrêté royal du 2 juillet 1973 et a permis d'équilibrer dans une certaine mesure les loyers des habitations anciennes et nouvelles. Cette réforme n'a cependant qu'un caractère temporaire.

En vertu des dispositions de l'arrêté royal précité, une solution plus satisfaisante du problème des loyers doit intervenir au plus tard le 30 juin 1976.

A cette fin, la Société nationale du Logement a entamé l'étude d'un régime mieux adapté aux possibilités des diverses catégories de locataires d'habitations sociales et qui prévoit l'octroi d'allocations de logement dont le montant dépendrait des revenus et des charges familiales.

Par ailleurs, il convient également de résoudre le problème de la justification du maintien dans les habitations sociales de locataires dont les revenus ont augmenté dans une mesure telle qu'ils ne peuvent plus être considérés comme personnes à revenus modestes au sens de la réglementation relative aux habitations sociales.

Enfin, on examine actuellement la possibilité d'accroître le montant de l'allocation-loyer accordée à ceux qui ont quitté une habitation insalubre en application de l'arrêté royal du 10 janvier 1966 ainsi qu'aux personnes âgées en application de l'arrêté royal du 10 juillet 1970.

En ce qui concerne la politique des loyers, un nouveau régime d'allocations-loyers est en cours d'élaboration. En outre, on envisage d'octroyer la garantie de l'Etat pour les habitations sociales. Le Ministre des Travaux publics prendra contact avec le Ministre des Finances, tout comme pour les droits d'enregistrement et les droits de succession sur les terrains pour lesquels on constate qu'une administration fiscale ne tient pas compte de la destination imposée par les plans d'aménagement.

om ze te moderniseren en daarna aan een huisvestingsmaatschappij over te dragen ? Zouden al die huizen of slechts een deel ervan worden aangekocht ?

Antwoord :

In maart jl. heeft de Staat besloten de « Carré du Bois du Luc » en de gebouwen van de « rue du Bois du Luc » aan te kopen.

Het Aankoopcomité van Bergen werd met die verrichting belast.

Die gebouwen zullen vervolgens gezond gemaakt en vernieuwd worden.

De Kosten van de aankoop en van de werken waarvan hierboven sprake zullen ten laste kunnen worden genomen door middel van het op het begrotingsartikel betreffende de sanering van de steenkolenmijnen uitgetrokken krediet.

Er werd nog niet besloten de industrieren en het nabij gelegen park aan te kopen.

Vraag :

De huurprijzen zijn hoog. Men zou de invoering van een huurtoelage moeten overwegen, wat billijker zou zijn en iedereen in staat zou stellen een huur te betalen op grond van zijn inkomen.

Antwoord :

Een eerste hervorming van het huurstelsel betreffende volkswoningen werd verwezenlijkt bij het koninklijk besluit van 2 juli 1973. Het heeft in zekere mate evenwicht gebracht in de huurprijzen van de nieuwe en de oude woningen. Beoelde hervorming heeft evenwel een tijdelijk karakter.

Overeenkomstig de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit moet een meer bevredigende oplossing van het probleem van de huurprijzen in werking treden uiterlijk 30 juni 1976.

Daartoe is de Nationale Maatschappij voor de huisvesting begonnen met de studie van een stelsel dat beter aan de mogelijkheden van de verschillende categorieën huurders van volkswoningen is aangepast en dat voorziet in de toegekennung van huisvestingstoelagen waarvan het bedrag zou afhangen van het inkomen en de gezinslasten.

Voorts dient ook het probleem te worden opgelost van de rechtvaardiging van het behoud in de volkswoningen van huurders wier inkomen in zulke mate zijn gestegen, dat zij niet langer kunnen worden beschouwd als minder gegoden in de zin van de reglementering betreffende de sociale huisvesting.

Ten slotte wordt thans de mogelijkheid onderzocht om het bedrag te verhogen van de huurtoelage die thans wordt verleend aan de personen die een ongezonde woning hebben ontruimd bij toepassing van het koninklijk besluit van 10 januari 1966 alsmede aan bejaarden bij toepassing van het koninklijk besluit van 10 juli 1970.

In verband met de huurpolitiek wordt een nieuw systeem betreffende de huurtoelage uitgewerkt. Tevens zal gedacht worden aan de Staatswaarborg voor de sociale woningen. De Minister van Openbare Werken zal contact nemen met de Minister van Financiën zoals hij het ook zal doen betreffende de registratierechten en successierechten op de gronden waarover men vaststelt dat een fiscaal bestuur geen rekening houdt met de bestemming opgelegd door de plannen van aanleg.

Question :

La Cour des comptes avait constaté, par lettre du 12 juillet 1973, que la décision prise par le Comité ministériel de Coordination économique et sociale, en date du 12 mai 1971, tendant à mettre à charge de l'Etat la dépense supplémentaire résultant pour les deux sociétés nationales de l'application de la réglementation concernant la taxe sur la valeur ajoutée sur le coût des logements sociaux, n'a pas été couverte par un texte légal ou une disposition budgétaire.

Réponse :

Afin de remédier à cette lacune, il avait été décidé de compléter l'article 600.21 du Titre IV — Section particulière — et l'article 41.61.01 du programme justificatif par les mots suivants : « la charge supplémentaire résultant pour elles de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée sur le prix de la construction ».

La Cour des comptes, qui avait d'abord semblé admettre de régulariser la situation par le vote d'une disposition budgétaire, estime dans sa lettre du 27 février 1974 qu'il s'agit d'une subvention obligatoire et permanente dont l'octroi doit être autorisé par une disposition normative.

Le Ministre propose dès lors de déposer un projet de loi afin de régulariser la mise en application de la décision du Comité ministériel de Coordination économique et sociale.

Question :

Le problème se pose du logement des marginaux : ceux-ci demandent une politique particulière qui ne les mette pas davantage en marge de la société.

Réponse :

Les mesures préconisées en ce qui concerne la location des logements sociaux et, plus particulièrement, les allocations-loyer pour évacuer des taudis et pour les personnes âgées pourraient être appliquées pour le logement des marginaux.

En outre, pour cette catégorie de personnes particulièrement défavorisées, il paraît souhaitable de rechercher des formules de collaboration entre les commissions d'assistance publique et les sociétés immobilières de service public.

Question :

Un projet de loi devrait organiser la copropriété indivise des parties communes d'un immeuble appartenant à plusieurs propriétaires. Il pourrait utilement compléter la loi qui protège l'acheteur.

Réponse :

Alors qu'en matière de transactions immobilières il importait d'assurer la protection de l'acheteur d'un bien encore inexistant ou inachevé, ce qui est à présent chose faite depuis l'entrée en vigueur de la loi dite loi Breyne, l'on peut dire que l'acheteur d'un immeuble achevé trouve une protection suffisante dans les dispositions légales relatives au contrat de vente et à la responsabilité décennale.

Par contre, il s'avère de plus en plus que la législation relative au régime de copropriété est insuffisante et que des

Vraag :

Bij brief van 12 juli 1973 had het Rekenhof geconstateerd dat de beslissing die het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie op 12 mei 1971 had genomen om de bijkomende uitgave als gevolg van de toepassing van de reglementering betreffende de belasting over de toegevoegde waarde op de kostprijs van de sociale woningen voor de twee Nationale Maatschappijen ten laste van de Staat te leggen, niet door een wettekst of door een begrotingsbepaling was gedekt.

Antwoord :

Ten einde in deze leemte te voorzien was besloten artikel 600.21 van titel IV — Afzonderlijke Sectie — en artikel 41.61.01 van het verantwoordingsprogramma aan te vullen met de volgende woorden : « de bijkomende last die voor hen voortvloeit uit de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde op de bouwprijzen ».

Het Rekenhof scheen aanvankelijk de regularisatie van de toestand door de goedkeuring van een budgettairebepaling te willen aanvaarden. Doch in zijn brief van 27 februari 1974 spreekt het de mening uit dat het gaat om een verplichte en permanente subsidie waarvan de toekenning bij een normatieve bepaling moet worden toegestaan.

De Minister is bijgevolg van plan een wetsontwerp in te dienen ten einde de toepassing van de beslissing van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie te regulariseren.

Vraag :

Er rijst een huisvestingsprobleem inzake de marginale groepen : zij vragen dat een speciaal beleid zou worden gevoerd dat hen niet nog meer naar de zelfkant van de maatschappij terugdringt.

Antwoord :

De voorgestelde maatregelen in verband met de huur van sociale woningen en, meer bepaald, de huurtoelage voor de ontruiming van krotwoningen en voor de bejaarden, zouden ook voor de huisvesting van de marginale groepen kunnen worden toegepast.

Bovendien lijkt het voor deze categorie van bijzonder benadeelde personen wenselijk systemen uit te denken voor een samenwerking tussen de commissies van openbare onderstand en de bouwmaatschappijen in de overheidssector.

Vraag :

Een wetsontwerp zou het onverdeelde medeëigenaarschap van de gemeenschappelijke delen van een gebouw dat verschillende eigenaars toebehoort, moeten regelen. Het zou met gunstig gevolg de wet tot bescherming van de koper kunnen aanvullen.

Antwoord :

Terwijl het inzake de verkoop van gebouwen nodig was de koper van een nog niet bestaand of nog niet afgewerkt goed te beschermen, wat sinds de inwerkingtreding van de zogeheten wet-Breyne een gedane zaak is, mag daarentegen gezegd worden dat de koper van een afgewerkt gebouw een voldoende bescherming kan vinden in de wetsbepalingen betreffende de verkoop en de tienjarige aansprakelijkheid.

Daarentegen wordt het steeds duidelijker dat de wetgeving betreffende het stelsel van de medeigendom ontoereikend

solutions doivent être trouvées pour défendre au mieux les intérêts des copropriétaires.

Le Ministre s'efforce de trouver une solution à ce problème auquel l'Institut national du Logement a déjà consacré une étude.

Le Conseil supérieur de cet organisme a émis un avis à ce sujet en date du 8 avril 1970. Cet avis présente des solutions qui méritent d'être examinées, mais il ne faut cependant pas perdre de vue que cette question n'est pas de la compétence exclusive du Département.

Il semble donc indispensable de créer une commission composée de représentants des départements et des milieux intéressés, c'est-à-dire les ministères des Classes moyennes et de la Justice, les notaires et les représentants du secteur de la construction.

3. ROUTES ET AUTOROUTES.

A. Exposé du Ministre.

Les crédits d'investissement du Fonds des routes pour la construction d'autoroutes et de routes ordinaires s'élèvent pour l'exercice budgétaire 1974 à la somme de 14 000 millions, alors que, en 1973, un montant de 14 003 millions avait été prévu pour la même rubrique.

Dans le domaine de la construction d'autoroutes par le Fonds des routes, pour laquelle un montant de 5 065 millions est prévu en 1974, on peut définir comme suit la situation actuelle, pratiquement à la fin de l'exercice 1973, ainsi que les perspectives d'avenir des itinéraires prévus au programme.

Autoroute de Wallonie.

Cette autoroute est ouverte à la circulation depuis Pommerœul jusqu'à Loncin. Elle est en cours de construction entre Pommerœul et Vaulx-lez-Tournai.

Après achèvement de la dernière section Mons-Tournai du ruban autoroutier, qui a été mise en service en décembre 1973, les travaux prévus en 1974 concernent les parachèvements comprenant la construction d'accès et de liaisons, notamment vers l'autoroute Bruxelles-Paris, vers les parcs industriels de Ghlin-Baudour et l'achèvement de l'accès de Mons-Gare (porte du Parc).

A 71 Courtrai-Tournai.

Il s'agit du tronçon entre l'autoroute E 3 et l'autoroute de Wallonie.

Les plans d'expropriation pour cette autoroute ont été établis et sont actuellement exécutés dans plusieurs communes.

Les travaux entamés en 1973 sont continués en 1974 par la construction de la section Marquain-Templeuve. Une nouvelle étape sera franchie avec l'adjudication des terrassements sur le tronçon situé en Flandre occidentale. En 1975 sera adjugée la section Templeuve-St-Léger, ainsi que les revêtements du tronçon de la Flandre occidentale.

Le ring autoroutier de Mons est entamé en 1974 par la construction de l'ouvrage d'art le plus difficile à construire et pour lequel la durée des travaux est la plus longue, à savoir le pont sur le canal du Centre à Havré. Cette méthode permettra de réaliser le ruban autoroutier au départ

is en dat oplossingen moeten worden gevonden om de belangen van de medeëigenaars naar beste vermogen te beschermen.

De Minister zoekt een oplossing voor dat probleem, waarover door het Nationaal Instituut voor de Huisvesting reeds een studie is gemaakt.

De hoge raad van deze instelling heeft op 8 april 1970 daaromtrent een advies uitgebracht. In dat advies worden oplossingen voorgesteld die het onderzoeken waard zijn. Daarbij mag echter niet uit het oog worden verloren, dat deze kwestie niet uitsluitend tot de bevoegdheid van het departement behoort.

Derhalve komt het noodzakelijk voor een commissie in het leven te roepen, waarin vertegenwoordigers van de betrokken departementen en de belanghebbende kringen, met name de ministeries van Middenstand en Justitie, alsmede notarissen en vertegenwoordigers van de bouwnijverheid zitting zouden hebben.

3. WEGEN EN AUTOSNELWEGEN.

A. Uiteenzetting van de Minister.

De investeringskredieten van het Wegenfonds voor het aanleggen van gewone wegen en autosnelwegen bedragen voor het begrotingsjaar 1974 14 000 miljoen, terwijl voor het jaar 1973 14 003 miljoen voor deze rubriek was uitgetrokken.

Wat de aanleg van autosnelwegen door het Wegenfonds betreft, waarvoor in 1974 een bedrag van 5 065 miljoen is uitgetrokken, kunnen de huidige situatie — dit is de situatie op het einde van het dienstjaar 1973 — evenals de vooruitzichten inzake de in het programma geplande tracés als volgt worden samengevat.

Waalse autoweg.

Deze autoweg is voor het verkeer toegankelijk tussen Pommerœul en Loncin. Hij is in aanleg tussen Pommerœul en Vaulx-lez-Tournai.

De laatste sectie Bergen-Doornik van de autoweg werd in december 1973 voor het verkeer opengesteld; de voor 1974 geplande werken hebben betrekking op de voltooiing : de aanleg van opritten en verbindingen, o.m. met de autosnelweg Brussel-Paris en de industrie parken Ghlin-Baudour, alsmede de voltooiing van de oprit aan het station van Bergen (porte du Parc).

A 71 Kortrijk-Doornik.

Het betreft hier het vak tussen de autoweg E 3 en de Waalse autoweg.

De onteigeningsplannen voor deze autoweg zijn klaar en worden momenteel in verscheidene gemeenten uitgevoerd.

De in 1973 aangevatté werken worden in 1974 voortgezet met de aanleg van de sectie Marquain-Templeuve. De aanbesteding van de grondwerken voor het in West-Vlaanderen gelegen vak zal een nieuwe fase inluiden. In 1975 zullen de sectie Templeuve-St-Léger en de verharding van het in West-Vlaanderen gelegen vak worden aanbesteed.

Met de ringautoweg rond Bergen wordt in 1974 gestart met de aanleg van het kunstwerk dat het moeilijkst uit te voeren is en waarvoor de duur der werken het langst is. Het gaat hier om de brug over het Centrumkanaal te Havré. Hierdoor wordt het mogelijk de autoweg vanaf Havré reeds

de Havré dès 1975 de façon que l'ensemble des travaux soit achevé au même moment.

L'autoroute Bruxelles-Malines-Anvers.

Tronçon Wilrijk-Anvers. Il s'agit du 2^e lot du tunnel d'accès à Anvers de l'autoroute E 10, actuellement ouverte au trafic entre Vilvoorde et Kontich. Ceci signifie en pratique, la réalisation de E 10 du côté de la ville d'Anvers, sa pénétration dans la ville de Bruxelles (complexe de Maelbeek) devant être réalisée par l'intercommunale B 1.

E 5 — Tronçon Bruxelles-Ostende.

La densité toujours croissante du trafic sur cette autoroute, surtout en saison touristique, impose la continuation de l'élargissement à 2 × 3 voies de circulation. En 1974 l'élargissement de la section Aalter-Jabbeke est entamé. Toutefois, la limitation des crédits ne permet provisoirement cet élargissement que dans le sens Ostende-Bruxelles.

Bruxelles-Boom-Anvers.

Les crédits prévus concernent la dépense nécessaire pour le 3^e lot des travaux actuellement en cours au tunnel à Boom, ainsi que pour les voies d'accès qui doivent le relier au trajet existant.

A l'initiative du département ont été créées sept associations intercommunales, lesquelles s'occupent également, en dehors du Fonds des routes mais cependant en étroite collaboration avec celui-ci, de la construction de certaines autoroutes. Elles exercent leurs activités dans les limites d'une dotation qui leur est attribuée annuellement par le Ministre. Le montant total prévu à cet effet en 1974 s'élève à 13 704 millions contre 13 400 millions en 1973, et le programme, par intercommunale, des réalisations les plus importantes se présente comme suit pour l'exercice 1974 :

E 3 : crédit accordé de 1 800 millions.

L'autoroute E 3 est complètement achevée. L'intercommunale peut entamer la réalisation des voies d'accès dont le programme a été fixé dans l'extension de la concession de novembre 1971. Les représentants des trois provinces intéressées se sont mis d'accord sur une certaine répartition des crédits qui, pour l'année 1974, se présente comme suit : 20 % pour la Flandre occidentale, 40 % pour la Flandre orientale, 40 % pour la province d'Anvers.

Cette répartition tient compte des besoins réels et d'une nécessaire continuité des travaux.

Les principaux travaux sont : la poursuite du ring de Courtrai; le complexe de l'Avenue Jan De Vos et le complexe de la Noorderlaan à Anvers; la liaison Melle-Merelbeke, la petite ceinture de Sint-Niklaas et la mise à trois bandes de circulation de la partie de l'autoroute E 3 entre Anvers et Sint-Niklaas.

E 5 : crédit accordé de 1 904 millions, principalement destiné à la réalisation de la section Assent-Malines de A2, de la section Verviers-St-Vith, le contournement ouest de Louvain, le ring de Louvain, le contournement de Tirlemont, la section Burenville-Coronmeuse et la partie Nord-Est du ring de Bruxelles.

E 39 : crédit accordé de 800 millions.

Le programme comporte, outre des crédits assez importants pour expropriations, éclairage, plantations, signalisations, etc... sur l'autoroute E39 terminée, le début des tra-

in 1975 aan te leggen, zodat de werken in hun geheel op hetzelfde ogenblik zullen voltooid zijn.

Autoweg Brussel-Mechelen-Antwerpen.

Vak Wilrijk-Antwerpen. Het betreft hier het 2^{de} lot van de tunnel die de toegang van de autosnelweg E 10 tot Antwerpen vormt. Deze weg is momenteel voor het verkeer opengesteld tussen Vilvoorde en Kontich. In de praktijk betekent dit dat de E 10 langs de kant van de stad Antwerpen wordt voltooid. Het tracé van de autoweg tot aan de Brusselse agglomeratie (klaverblad van Machelen) zal door de Intercommunale B 1 worden uitgevoerd.

E 5 — Vak Brussel-Oostende.

Het steeds toenemende verkeer op deze autoweg, vooral tijdens het toeristische seizoen, maakt de voortzetting van de verbreding tot 2 × 3 rijstroken noodzakelijk. In 1974 neemt de verbreding van de sectie Aalter-Jabbeke een aanvang. Wegens de beperkte kredieten is het momenteel slechts mogelijk deze verbreding in de richting Oostende-Brussel uit te voeren.

Brussel-Boom-Antwerpen.

De kredieten hebben betrekking op de uitgaven voor het 3^{de} lot van de thans aan de gang zijnde werken aan de tunnel te Boom voor de toegangswegen vanaf het bestaande tracé.

Op initiatief van het departement werden zeven intercommunale verenigingen opgericht die, buiten het Wegenfonds om maar toch in nauwe samenwerking ermee, eveneens voor de aanleg van bepaalde autosnelwegen instaan. Voor hun werking ontvangen zij een dotatie welke hun jaarlijks door de Minister wordt toegekend. Voor 1974 beloopt deze dotatie 13 704 miljoen, terwijl zij in 1973 13 400 miljoen bedroeg. Het programma van de voornaamste geplande werken per intercommunale ziet er, voor het dienstjaar 1974, als volgt uit :

E 3 : een krediet van 1 800 miljoen wordt toegekend.

Deze autoweg is volledig voltooid. De intercommunale mag beginnen met de aanleg van de op- en afritten waarvan het programma bij de uitbreiding van de concessie-overeenkomst in november 1971 werd vastgelegd. De vertegenwoordigers van de drie provincies hebben overeenstemming bereikt over de volgende verdeling der kredieten voor het jaar 1974 : West-Vlaanderen : 20 %; Oost-Vlaanderen : 40 %; Antwerpen : 40 %.

Bij de verdeling is rekening gehouden met de reële behoeften en met het feit dat reeds aangevatte werken moeten worden voortgezet.

De voornaamste werken zijn : de voortzetting van de ring-autoweg rond Kortrijk, het klaverblad van de Jan De Voslei en dat van de Noorderlaan te Antwerpen; de verbinding Melle-Merelbeke, de kleine ring rond Sint-Niklaas en de aanleg van een bijkomende rijstrook op het vak Antwerpen-Sint-Niklaas van de E 3.

E 5 : een krediet van 1 904 miljoen wordt toegekend, hoofdzakelijk voor de aanleg van de sectie Assent-Mechelen van de A 2, van de sectie Verviers-St-Vith, van de westelijke rondweg te Leuven, van de rondweg te Tienen, van de sectie Burenville-Coronmeuse en van het noord-oostelijk deel van de ring rond Brussel.

E 39 : deze intercommunale ontvangt een krediet van 800 miljoen.

Een vrij aanzienlijke som gaat naar onteigeningen, verlichtingsinstallatie, beplantingen, wegbebakening enz. op de voltooide autoweg E 39, terwijl het programma ook de

vaux prévus dans l'extension de la concession de novembre 1971.

L'autoroute A2 Lummen-Louvain-Vilvorde, dont la partie Lummen-Assent a été confiée à l'intercommunale E39, est revêtue d'une priorité absolue. Plus de la moitié des crédits pour travaux proprement dits sera consacrée à ce tronçon de A2. Le reste sera utilisé aux voies d'accès dans le nord et dans le sud de la province du Limbourg et pour lancer une première adjudication de la nouvelle autoroute Nord-Sud A24, notamment la construction d'un pont à Neerpelt-Overpelt.

I. V. A. W. : crédit accordé de 1 500 millions, destiné en tout premier lieu à l'achèvement du tronçon Jabbeke-Nieuport de l'autoroute E5; l'achèvement comporte entre autres les revêtements et la construction (partielle) du complexe de Jabbeke.

En raison de difficultés manifestes de la circulation entre Bruges et Courtrai, il importe de réaliser le plus rapidement possible les tronçons judicieusement choisis de l'autoroute A71, avec son prolongement au-delà de Bruges en direction de Zeebrugge. Il s'agit de travaux de terrassements et de construction de ponts sur la section E3-Wevelgem (sud de la province), et de la partie E5-Zeebrugge de la route de contournement de Bruges.

Enfin, pour des raisons socio-économiques, la section Courtrai-Menin de l'autoroute A9 sera entamée par la construction d'un premier groupe de ponts supérieurs et inférieurs, des terrassements et la confection des plates-formes.

E9-E40 (autoroutes des Ardennes) — Crédit accordé de 2 350 millions pour E9 (Sprimont-Remouchamps, descente et viaduc de Remouchamps, contournement d'Houffalize), pour E40 (terrassements Courrière-Sovet et Sovet-Achêne) et pour la section commune E9 - E40 (terrassements Weyler-Sterpenich).

B1 (Périphérie de Bruxelles) — Crédit de 3 000 millions accordé pour des expropriations de divers tronçons du ring de Bruxelles, pour les travaux de parachèvement du viaduc au-dessus du canal maritime et pour des travaux aux sections Dilbeek-Anderlecht, Grand-Bigard-Dilbeek (premier lot) et à Anderlecht pour le deuxième lot de la section située entre la chaussée de Neerpede et la chaussée de Mons.

Intercommunale pour les autoroutes de la périphérie de Charleroi :

Crédit accordé de 2 350 millions, dont 20 % sont destinés à des expropriations et le reste à des travaux de la grande ceinture (section 12 : achèvement de la pénétration Sud ; sections 10-11 : terrassements entre A15 et la route de la Basse-Sambre; section 4 : autoroute entre la RN. 22 à Fontaine-l'Evêque et le viaduc à Landelies) ainsi qu'à l'équipement de la petite ceinture (éclairage, signalisation, barrières de sécurité...).

Les tableaux ci-joints (annexes I et II) donnent une représentation schématique de la situation au 1^{er} octobre 1973, de la réalisation et des perspectives d'avenir du réseau autoroutier en Belgique.

* * *

En dehors de la construction des autoroutes, un effort sérieux s'impose pour la modernisation des routes ordinaires et pour la construction de routes nouvelles, notamment celles destinées à relier entre elles les autoroutes. A cette fin, les crédits de cette rubrique ont été portés de 6 503 millions en 1973 à 8 935 millions en 1974, soit une augmentation de 2 432 millions.

aanvang vermeldt van de werken die bij de uitbreiding van de concessie-overeenkomst in november 1971 werden vastgelegd.

De A-2-autoweg Lummen-Leuven-Vilvoorde, waarvan de uitvoering van het vak Lummen-Assent aan de Intercommunale E39 werd toevertrouwd, geniet volstrekte voorrang. Meer dan de helft der kredieten voor eigenlijke wegennaanleg zal aan dit vak van de A2 worden besteed. Het resterende deel zal dienen voor de aanleg van toegangswegen in het noorden en het zuiden van de provincie Limburg en voor het uitschrijven van een eerste aanbesteding, nl. de bouw van een brug te Neerpelt-Overpelt, voor de nieuwe Noord-Zuid autosnelweg A24.

I. V. A. W. : het krediet van 1 500 miljoen is in de eerste plaats bestemd voor de voltooiing van het vak Jabbeke-Nieuwpoort van de E5; deze voltooiingswerken bestaan o.a. uit het aanbrengen van de wegverharding en uit de aanleg van een deel van het klaverblad van Jabbeke.

Wegens de klaarblijkelijke moeilijkheden waarmede het verkeer tussen Brugge en Kortrijk te kampen heeft, is het aangewezen zo snel mogelijk oordeelkundig uitgekozen vakken van de A71 uit te voeren en deze autoweg ook naar Zeebrugge toe te verlengen. Het betreft hier grondwerken en de bouw van bruggen op het vak E3-Wevelgem (zuiden van de provincie) en het vak E5-Zeebrugge van de rondweg te Brugge.

Ten slotte zal, om sociaal-economische redenen, ook de sectie Kortrijk-Menin van de A9 aangevat worden met het bouwen van een eerste reeks boven- en onderbruggen, met het uitvoeren van de grondwerken en het aanleggen van het rijwegvlak.

E9-E40 (autoweg der Ardennen). — Krediet van 2 350 miljoen voor de E9 (Sprimont-Remouchamps, afsluiting en viaduct van Remouchamps, rondweg te Houffalize), voor de E40 (grondwerken Courrière-Sovet en Sovet-Achêne) en voor de gemeenschappelijke sectie E9-E40 (grondwerken Weyler-Sterpenich).

B1 (Brusselse voorsteden). — Een krediet van 3 000 miljoen werd toegekend voor onteigeningen van verschillende vakken van de ring rond Brussel, voor voltooiingswerken aan de viaduct over het Zeekanaal en voor werken aan de secties Dilbeek-Anderlecht, Groot-Bijgaarden-Dilbeek (eerste lot) en te Anderlecht voor het tweede lot van de sectie gelegen tussen de Neerpedesteenweg en de steenweg op Bergen.

Intercommunale voor de autowegen rond Charleroi :

Een krediet van 2 350 miljoen werd toegekend, waarvan 20 % bestemd is voor onteigeningen en de rest voor werken aan de grote ring (sectie 12 : voltooiing van de zuidelijke invalsweg; secties 10 - 11 : grondwerken tussen de A15 en de weg van de Beneden-Sambre; sectie 4 : autosnelweg tussen de rijksweg 22 te Fontaine-l'Evêque en de viaduct te Landelies), en voor de uitrusting van de kleine ring (verlichting, signalisatie, vangrails).

De hierbijgevoegde tabellen (bijlagen I en II) geven een schematisch overzicht van de toestand op 1 oktober 1973, van de reeds uitgevoerde en nog geplande Belgische autowegen.

* * *

Naast het aanleggen van autosnelwegen moet een ernstige inspanning worden gedaan voor de modernisering van de gewone wegen en voor het aanleggen van nieuwe wegen, o.a. voor de wegen die de autowegen met elkaar onderling zullen verbinden. Hiertoe werden de kredieten voor deze rubriek van 6 503 miljoen in 1973 opgevoerd tot 8 935 miljoen in 1974, d.i. een vermeerdering met 2 432 miljoen.

Dans ce domaine, il convient d'attirer l'attention sur deux réalisations importantes, notamment :

1) la liaison Dottignies-Mouscron-Armentières pour un montant de 450 millions, principalement destinée à mieux relier les communes de Mouscron, Comines, Warneton, Ploegsteert, situées au sud de la Flandre occidentale, à l'ensemble de la province de Hainaut.

2) la construction, grâce à un crédit de 400 millions, du premier tronçon Achêne-Dinant de la grande transversale Est-Ouest, si nécessaire dans la province de Namur à hauteur de Dinant.

L'urgence de ce travail, à poursuivre par la construction d'un viaduc au-dessus de la vallée de la Meuse et de son raccordement à la route de Philippeville, à Onhaye, s'impose d'autant plus que l'achèvement en 1976, jusqu'à Achêne de l'autoroute venant de Bruxelles et actuellement arrêtée à Courrière va susciter un trafic supplémentaire à Dinant, qui pourrait conduire à la paralysie de toute la circulation dans cette ville.

Dans le montant global de 14 000 millions sont comprises les mesures pour assurer la sécurité de l'usager. Il y a lieu de se référer, pour l'énumération, à l'exposé général du budget des recettes et des dépenses pour 1974. Le tableau III ci-annexé donne l'importance relative des dépenses pour les mesures de sécurité pendant les exercices 1970, 1971, 1972 et 1973. Toutefois, un effort sera consenti en 1974 pour l'installation le long des autoroutes et routes d'une signalisation adéquate, d'un éclairage et de postes d'appel 900, effort qui entraînera une dépense de l'ordre de 1 140 millions, soit 8 % du montant total des investissements. Cette dépense est entièrement justifiée dans un pays où la circulation s'accroît d'environ 5 % par année.

De même, l'effort consenti en matière de réalisation des équipements annexes, indispensables pour le confort de l'usager, sera poursuivi et à la fin de cette année, 20 installations seront en exploitation ou en construction.

En 1974, les équipements suivants seront concédés :

Liste des équipements annexes qui seront concédés en 1974 :

N°	Autoroute	Parking	Type
	E5	Jabbeke	A
	E3	Gierle	B
	E39	Maasmechelen	A
	E40	Bierges	A
	E5	Walhorn	B
	E41	Froyennes	A
	E41	St-Ghislain	C
	A13	Slins	C

A = 2 stations d'essence + 2 restaurants + 1 ou 2 motels.

B = 2 stations d'essence + 2 restaurants.

C = 2 stations d'essence + 2 snack-bars.

En outre, 16 parkings avec toilettes et kiosques seront réalisés en 1974.

* * *

Op dit gebied dient de aandacht te worden gevestigd op twee belangrijke werken :

1) de verbinding Dottignies-Moeskroen-Armentières voor een bedrag van 450 miljoen, voornamelijk bestemd voor een betere verbinding tussen de gemeenten Moeskroen, Komen, Waasten, Ploegsteert, welke in het zuiden van West-Vlaanderen gelegen zijn, en de rest van de provincie Henegouwen;

2) de aanleg, dank zij een krediet van 400 miljoen, van het eerste vak Achêne-Dinant van de grote oost-westverbinding, die nodig is voor de provincie Namen en meer bepaald ter hoogte van Dinant.

Dit werk, dat met de aanleg van een viaduct over de Maasvallei en met de verbinding van dat viaduct met de weg naar Philippeville voortgezet zal worden, is des te noodzakelijker daar de autosnelweg E40, die momenteel tot in Courrière loopt, in 1976 tot Achêne in gebruik zal zijn, waardoor in Dinant meer drukte zal ontstaan, die het verkeer in deze stad volledig lam zou kunnen leggen.

De maatregelen ter beveiliging van de weggebruiker zijn in het totale bedrag van 14 000 miljoen begrepen. Voor de opsomming zij verwezen naar het algemeen overzicht van de inkomsten en uitgaven voor 1974. De hierbijgevoegde tabel III geeft het betrekkelijk belang aan van de uitgaven voor veiligheidsvoorzieningen tijdens de dienstjaren 1970, 1971, 1972 en 1973. Nochtans zal in 1974 een krachtsinspanning worden geleverd voor het aanbrengen langs wegen en autosnelwegen van een aangepaste signalisatie, van verlichting en van praatpalen 900. Die inspanning vertegenwoordigt een uitgave van 1 140 miljoen, dus 8 % van de gezamenlijke investeringen. Deze uitgave is volkomen verantwoord in een land waar het verkeer jaarlijks met 5 % toeneemt.

Zo zullen de inspanningen op het vlak der nevenbedrijven welke onmisbaar zijn voor het comfort der weggebruikers eveneens voortgezet worden en zullen er eind 1974 twintig in dienst of in aanbouw zijn.

De volgende nevenbedrijven zullen in 1974 in concessie gegeven worden :

Lijst der nevenbedrijven welke in 1974 in concessie gegeven zullen worden :

N°	autosnelweg	Parkeerruimte	Type
	E5	Jabbeke	A
	E3	Gierle	B
	E39	Maasmechelen	A
	E40	Bierges	A
	E5	Walhorn	B
	E41	Froyennes	A
	E41	St-Ghislain	C
	A13	Slins	C

A = 2 benzinestations + 2 restaurants + 1 of 2 motels.

B = 2 benzinestations + 2 restaurants.

C = 2 benzinestations + 2 snack-bars.

Bovendien zullen in 1974 16 parkings met W.C.'s en kiosken gerealiseerd worden.

* * *

Il va de soi que l'aspect entretien, en ce compris le service d'hiver, est aussi important que les investissements et n'a pas échappé à l'attention du département; à titre d'exemple : là où à la fin de 1972, six régies d'entretien seulement fonctionnaient dans de nouveaux locaux, il en existe actuellement 12 qui sont installées dans leur nouveaux locaux; d'autre part, pour 6 autres, les travaux d'entretien sont en cours et pour 4 autres encore les terrains nécessaires sont expropriés. En outre, 23 régies fonctionnent encore, soit dans des bâtiments loués, soit dans des bâtiments acquis à titre provisoire.

Dans la même optique, il y a encore lieu de signaler que le parc de véhicules acquis à charge du Fonds des routes et destinés aux régies d'entretien atteint le nombre de 847 unités, dont 171 remorqués.

La plupart de ces véhicules sont destinés à l'exécution d'épandages en hiver, à la réalisation des marquages routiers et au contrôle, par le personnel de surveillance, de l'état du réseau routier.

Il en est actuellement ainsi en ce qui concerne le service d'hiver et l'annonce du danger de verglas. Une collaboration fructueuse s'est établie entre l'Administration des routes, la gendarmerie, la R.T.B. - B.R.T. et le Service météorologique de la Force aérienne.

B. Discussion.

Question :

Quelle clé de répartition sera prise en considération pour l'octroi des crédits ?

Réponse :

Le Ministre a l'intention d'observer un juste équilibre en ce qui concerne la répartition des crédits entre le Nord et le Sud du pays.

Une clef de répartition de 50/40/10 pour les régions flamande, wallonne et bruxelloise n'est pas nécessairement de nature à servir les intérêts nationaux.

C'est pourquoi le Ministre estime que les crédits doivent être affectés selon les besoins.

Question :

L'effort entrepris va-t-il être poursuivi en matière de routes et d'autoroutes ?

Quels sont les travaux prévus dans la province de Namur ?

Les travaux non réalisés en 1974 figureront-ils au programme pour 1975 ?

Réponse :

Routes ordinaires et autoroutes :

La politique du Fonds des routes du département en matière de construction d'autoroutes et de routes sera marquée dorénavant par une diminution progressive des crédits réservés aux autoroutes, la réalisation du réseau principal autoroutier touchant à sa fin. L'accent sera mis davantage sur la construction de routes express, qui sont appelées à assurer la liaison entre les autoroutes, et sur la construction et la modernisation des routes ordinaires.

Un effort spécial s'imposera de même dans les années à venir en vue de parachever le réseau existant et d'en assurer le parfait entretien.

Het spreekt vanzelf dat het aspect onderhoud, waarin de winterdienst begrepen is, even belangrijk is als de investeringen en aan de aandacht van het departement niet is voorbijgegaan. Bij wijze van voorbeeld zij herinnerd aan het feit dat er eind 1972 slechts 6 onderhoudsbedrijven in nieuwe lokalen ondergebracht waren; tegenwoordig zijn dat er 12; anderzijds zijn voor 6 andere bedrijven de installatiwerken volop bezig terwijl voor 4 andere bedrijven de onteigeningen reeds uitgevoerd zijn. Bovendien zijn er nog 23 bedrijven die hetzij in gehuurde gebouwen, hetzij in voorlopig aangekochte gebouwen gehuisvest zijn.

Tevens zij erop gewezen dat het automobielpark dat voor het Wegenfonds werd aangekocht en voor de onderhoudsbedrijven bestemd is, 847 voertuigen bevat, waarvan 171 aanhangwagens.

De meeste dezer voertuigen worden gebruikt voor het strooien tijdens de winterperiode, voor het aanbrengen van wegmarkeringen en voor het controleren van het wegennet door het controlespersoneel.

Voor de winterdienst (gevaar voor ijzel en dergelijke) bestaat er een vruchtbare samenwerking tussen het Bestuur der Wegen, de Rijkswacht, de B.R.T. - R.T.B. en de Weerkundige Dienst van de Luchtmacht.

B. Bespreking.

Vraag :

Volgens welke verdeelsleutel zullen de kredieten worden toegekend ?

Antwoord :

Het ligt in de bedoeling van de Minister een evenwicht te erbiedigen inzake verdeling der kredieten tussen het noorden en het zuiden van het land.

Een verdeelsleutel van 50/40/10 voor het Vlaams gebied, het Waals gebied en het Brussels gebied is niet noodzakelijk van aard de nationale belangen te dienen.

Daarom meent de Minister dat de kredieten moeten aangewend worden naargelang van de behoeften.

Vraag :

Wordt de inspanning met het oog op de aanleg van wegen en autowegen voortgezet ?

Welke werken zullen worden uitgevoerd in de provincie Namen ? Zullen de in 1974 niet uitgevoerde werken in het programma van 1975 worden opgenomen ?

Antwoord :

Gewone wegen en autowegen :

Het door het Wegenfonds van het departement gevoerde beleid in verband met de aanleg van autowegen en wegen zal voortaan gekenmerkt zijn door een geleidelijke vermindering van de voor de autowegen voorbehouden kredieten, aangezien de aanleg van het voornaamste autowegennet ten einde loopt. De aandacht zal nu eerder gaan naar de aanleg van snelverkeerswegen die de autowegen moeten verbinden alsook naar de aanleg en de modernisering van de gewone wegen.

Tijdens de komende jaren zal ook een bijzondere inspanning moeten worden gedaan om het bestaande net te voltooien en in uitstekende staat te behouden.

Le programme des associations intercommunales pour la construction d'autoroutes suivra son cours normal.

En ce qui concerne les autoroutes, depuis l'achèvement de l'autoroute de Wallonie, les travaux, dans la province de Namur, se réalisent à l'intervention de l'intercommunale pour les autoroutes des Ardennes.

Au programme de cette intercommunale figure pour 1974 la construction de la section Courrière-Achène de l'autoroute E 40 (825 millions) dont la partie Courrière-Durnal a été adjugée. La dépense de 293 649 727 F sera engagée dès que le Gouvernement aura libéré une nouvelle tranche de crédit. Les sections Durnal-Sovet et Sovet-Achène seront adjugées au cours du 2^e semestre de l'année pour être engagées selon les tranches de crédits disponibles.

Pour les routes ordinaires, les adjudications relatives aux travaux prévus aux programmes de 1973 et 1974 se tiennent selon le principe du « Rolling programme » et de ce fait figureront au programme pour 1975, les travaux qui n'auront pu être réalisés en 1974.

Les engagements définitifs comptabilisés en 1974 se présentent comme suit :

Achèvement programme 1973 :

R. 47.— Modernisation entre Yvoir et Houx	20 285 168
R. 47.— Construction mur de quai en amont du pont de Houx	65 728 644
R. 51.— Aménagement à Hastière	12 423 742
R. 35.— Mise à 4 voies — Section Terwagne-Marche	47 057 353
R. 52.— Vallée du Viroin à Pétigny	26 750 835

Programme 1974 :

R. 739.— Jemeppe-Aisemont	69 987 136
R. 17.— Aménagement carrefour à Jambes Travaux urgents « Hors programme ».	5 917 656
R. 4.— Amélioration à Assesse	2 717 383
R. 5.— Modernisation entre Frasnes et Couvin	33 305 907
R. 424.— Réfection Champion-Wasseige	5 676 944

Divers :

— Expropriation	79 928 117
— Décomptes, révisions, interventions, mesures de sécurité, plantations etc...	11 911 757
<hr/>	
	381 690 642

Il est dès à présent prévisible que les travaux repris ci-après seront reportés en 1975.

R. 5.— Pont frontière à Bruly	6 M
R. 35.— Leuze-Baillonville	120 M
R. 36.— Rue St.-Jacques à Dinant	20 M
R. 47.— Yvoir-Dinant	90 M
R. 524.— Traverse de Branchon	15 M
R. 739.— Jemeppe-Aisemont	60 M
Pont Saint-Jean à Anseremme	24 M
Itinéraire Charlemagne	400 M

Het programma van de intercommunale verenigingen voor de aanleg van autowegen zal normaal worden verder gezet.

Sinds de afwerking van de autoweg van Wallonië worden de werken aan de autowegen in de provincie Namen uitgevoerd door bemiddeling van de intercommunale maatschappij voor de Ardense autowegen.

Het programma van deze intercommunale vereniging voor 1974 omvat de aanleg van het vak Courrière-Achène van de autoweg E-40 (825 miljoen) waarvan het gedeelte Courrière-Durnal in aanbesteding is gegeven. De uitgave van 293 649 727 F zal vastgelegd worden zodra de Regering nieuwe kredieten zal hebben vrijgegeven. De vakken Durnal-Sovet en Sovet-Achène zullen in de loop van het tweede kwartaal van het jaar in aanbesteding worden gegeven en de desbetreffende uitgave zal vastgelegd worden naargelang van de beschikbare kredieten.

Voor de gewone wegen zullen de aanbestedingen betreffende de in de programma's voor 1973 en 1974 voorziene werken gebeuren volgens het principe van het « Rolling program » zodat de werken die in 1974 niet uitgevoerd kunnen worden, naar het programma van 1975 zullen worden verschoven.

De definitieve in 1974 gecomptabiliseerde vastleggingen zijn de volgende :

Afwerking van het programma 1973 :

Weg 47. — Modernisering tussen Yvoir en Houx	20 285 168
Weg 47. — Bouw van een kaaimuur stroomopwaarts van de brug van Houx	65 728 644
Weg 51. — Weginrichting te Hastière	12 423 742
Weg 35. — Aanleg van vier stroken op het vak Terwagne-Marche	47 057 353
Weg 52. — De vallei van de Viroin te Pétigny	26 750 835

Programma 1974 :

Weg 739. — Jemappes-Aisemont	69 987 136
Weg 17. — Inrichten kruispunt te Jambes	5 917 656
Niet in het programma opgenomen dringende werken :	
Weg 4.— Verbeteringswerken te Assesse	2 717 383
Weg 5.— Modernisering tussen Frasnes en Couvin	33 305 907
Weg 424.— Herstellingswerken tussen Champion en Wasseige	5 676 944

Diverse werken :

— Onteigeningen	79 928 117
— Afrekeningen, herzieningen, bijdragen, veiligheidsmaatregelen, beplantingen enz	11 911 757
<hr/>	
	381 690 642

Nu reeds wordt verwacht dat de volgende werken naar 1975 zullen worden verschoven :

Weg 5. — Grensbrug te Bruly	6 M
Weg 35. — Leuze-Baillonville	120 M
Weg 36. — Rue St.-Jacques te Dinant	20 M
Weg 47. — Yvoir-Dinant	90 M
Weg 525. — Doortocht te Branchon	15 M
Weg 739. — Jemappes-Aisemont	60 M
Pont St.-Jean te Anseremme	24 M
Itinéraire Charlemagne	400 M

Question :

Est-il exact qu'il est question de mettre fin à la mission des intercommunales créées en vue de la construction d'autoroutes, alors qu'elles ont encore des travaux complémentaires à effectuer ?

Réponse :

Aucune décision n'a été prise en ce qui concerne les intercommunales. Le Ministre n'a certes pas l'intention de les supprimer.

En effet, il reste encore quelques autoroutes à construire.

Question :

Moins de crédits sont prévus pour les autoroutes et davantage pour les routes secondaires. Jusqu'à présent, aucune étude du trafic n'a été faite pour l'ensemble du pays. La construction de routes inutiles doit être évitée. Quels sont les crédits prévus pour la création de routes secondaires ?

Réponse :

Le Ministre estime qu'il faut éviter la construction de routes superflues; la densité de l'ensemble des réseaux primaire I, primaire II et secondaire de l'Etat, et des réseaux provinciaux et communaux, est déjà suffisamment développée.

De nouvelles routes ne sont nécessaires que là où la modernisation des routes existantes est difficile ou trop coûteuse; des contournements de villes sont cependant souvent nécessaires.

En ce qui concerne le réseau des routes d'Etat, des études de trafic sont menées tous les deux ans sur le réseau primaire, et donnent une bonne idée de son évolution et des besoins de modernisation.

Le Ministre se réjouit que la Fédération routière belge ait pris l'initiative de promouvoir une étude du trafic. Cette étude sera terminée à la fin de 1974 et servira à établir des plans à plus ou moins longue échéance ou à corriger les plans existants.

En ce qui concerne les crédits affectés aux routes et autoroutes, les crédits accordés en 1974 aux 7 intercommunales sont approximativement les mêmes que ceux octroyés en 1973, soit un montant de 13 milliards.

Les crédits globaux du Fonds des routes n'ont pas été modifiés, soit 14 milliards. Mais alors qu'en 1973, 10 milliards étaient destinés aux autoroutes et 4 milliards aux routes, ces montants sont devenus en 1974 respectivement 5 et 9 milliards.

Compte tenu des intercommunales, on a donc, pour l'ensemble du pays, la répartition suivante pour 1974 :

Autoroutes : 18 milliards;

Routes d'Etat : 9 milliards.

Question :

Quelles sont les mesures envisagées pour la protection des cyclistes et des piétons sur les routes et dans les villes ?

Vraag :

Is het juist dat er sprake van is een einde te maken aan de opdracht van de intercommunale verenigingen voor de aanleg van autowegen, ofschoon er nog aanvullende werken dienen te worden uitgevoerd ?

Antwoord :

Er zijn nu geen beslissingen voor wat de intercommunales betreft. De bedoeling van de Minister is zeker niet ze af te schaffen.

Er zijn nog enkele autosnelwegen te bouwen.

Vraag :

Er worden minder kredieten uitgetrokken voor de autowegen en meer voor de secundaire wegen. Tot op heden werd geen studie gemaakt van het verkeer over het hele land. De bouw van nutteloze wegen moet worden vermeden. Welke kredieten zijn voor de aanleg van secundaire wegen uitgetrokken ?

Antwoord :

De Minister meent dat de aanleg van overbodige wegen moet worden vermeden; het net van de primaire wegen I en II en van de secundaire wegen van de Staat met daarbij de provinciale en gemeentelijke wegen is reeds dicht genoeg.

Nieuwe wegen zijn slechts nodig waar de modernisering van de bestaande wegen moeilijk is of te duur uitvalt.

Het is nochtans vaak nodig wegen rond de steden te leggen. Inzake het net van de rijkswegen wordt om de twee jaar een studie gemaakt van het verkeer op het primaire net; dit geeft een zeer goed idee van de ontwikkeling en van de behoeften inzake modernisering.

De Minister verheugt er zich over dat de Belgische Wegenfederatie het initiatief heeft genomen zijn steun te verlenen aan een studie van het verkeer. Deze studie zal beëindigd zijn eind 1974 en zij zal dienen om plannen op min of meer lange termijn op te stellen of om de bestaande plannen te verbeteren.

Inzake wegen en autowegen zijn de voor 1974 aan zeven intercommunale verenigingen toegekende kredieten ongeveer dezelfde als die voor 1973, dit is 13 miljard.

De gezamenlijke kredieten voor het Wegenfonds werden niet gewijzigd; zij bedragen dus 14 miljard. In 1973 waren tien miljard bestemd voor de autowegen en 4 miljard voor de wegen; in 1974 zijn die bedragen 5, resp. 9 miljard frank.

Rekening houdende met de intercommunale verenigingen is de verdeling voor 1974 voor het hele land dus als volgt :

Autowegen : 18 miljard;

Rijkswegen : 9 miljard.

Vraag :

Welke maatregelen worden overwogen om de fietsers en voetgangers op de wegen en in de steden te beschermen ?

Réponse :

Dans le cadre du Conseil supérieur de la Sécurité routière, il a été créé une « Commission des pistes cyclables », où le Ministère des Travaux publics est représenté.

Un programme prévoyant que l'ensemble du réseau routier serait équipé de pistes cyclables adéquates a été élaboré.

La commission a suggéré de proposer au Ministre de prévoir chaque année et durant dix ans, un montant de 1,5 milliard pour l'aménagement de ces pistes cyclables.

Question :

Se préoccupera-t-on de la protection du milieu lors de l'élaboration de la politique de construction de routes ?

Réponse :

Depuis des années, l'Administration des routes fait le nécessaire pour que le tracé des routes ordinaires de l'Etat évite les centres de villages; d'où les nombreuses voies de contournement, le long desquelles l'Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire veille à empêcher les constructions.

Question :

Etant donné la hausse du prix des matériaux, les membres devraient avoir connaissance de la circulaire du Ministre des Travaux publics à ce sujet.

Réponse :

Voir annexe V.

Question :

L'introduction, sous l'article 533 du budget du Fonds des routes pour 1974, d'un sous-littéra 03, intitulé « Etablissements d'installations électriques et électromécaniques sur les autoroutes et routes de l'Etat » implique une nouvelle extension de la mission confiée à cet organisme.

A cet égard, la Cour des comptes souligne la nécessité d'une révision de la loi organique dudit Fonds.

Réponse :

En réponse à la remarque de la Cour des comptes concernant la prise en charge de l'éclairage des autoroutes et des routes de l'Etat, il y a lieu de faire remarquer ce qui suit.

Des décrets de 1789 et 1790 mettant à charge des communes la responsabilité de tout ce qui a trait à l'ordre, la sécurité et l'hygiène publiques sur leurs territoires respectifs, il résulte que l'obligation d'éclairer convenablement les lieux publics, comme les rues, quais, etc... incombe aux administrations communales.

Toutefois, l'obligation des communes n'apparaît pas comme leur incumbent à elles seules, ni comme une prérogative ou un monopole.

Antwoord :

In het kader van de Hoge Raad voor Verkeersveiligheid werd een « Commissie fietspaden » opgericht, waarin het Ministerie van Openbare Werken vertegenwoordigd is.

Er werd een programma opgesteld waarin voorzien wordt in het uitrusten van gans het wegennet met degelijke fietspaden.

De commissie heeft de Minister voorgesteld ieder jaar, en gedurende 10 jaar, een bedrag van 1,5 miljard te voorzien voor het aanleggen van deze fietspaden.

Vraag :

Zal men bij de uitwerking van het beleid inzake wegenbouw ook oog hebben voor de milieubescherming ?

Antwoord :

Het Bestuur der wegen heeft al sedert jaren het nodige gedaan om te vermijden dat de gewone rijkswegen door de dorpskernen lopen; vandaar de vele omleidingswegen, waارlang het Bestuur van Stedebouw en Ruimtelijke Ordening het bouwen tracht te beletten.

Vraag :

Gezien de prijsstijging van de materialen zouden de leden kennis moeten hebben van de desbetreffende omzendbrief van de Minister van Openbare Werken.

Antwoord :

Zie bijlage V.

Vraag :

Het feit dat onder artikel 533 van de begroting van het Wegenfonds voor 1974 een sub-letter 03 werd opgenomen, onder de titel « Oprichten van elektrische en elektromechanische inrichtingen op de autowegen en wegen van de Staat » impliceert een nieuwe uitbreiding van de aan die instelling opgedragen taken. Het Rekenhof heeft in dat verband gewezen op de noodzaak om de organieke wet van dat Fonds te herzien.

Antwoord :

In antwoord op een opmerking van het Rekenhof betreffende de overneming van de kosten in verband met de verlichting van de autosnelwegen en wegen van de Staat, zij het volgende opgemerkt.

De decreten van 1789 en 1790 hebben aan de gemeenten de verantwoordelijkheid opgedragen voor al wat op hun respectieve grondgebieden betrekking heeft op de orde, de veiligheid en de openbare hygiëne; hieruit vloeit voor de gemeentebesturen de verplichting voort om te zorgen voor een degelijke verlichting van de openbare plaatsen, zoals straten, kaaien enz.

Die last valt echter niet uitsluitend op de gemeenten alleen en derhalve gaat het hier niet op van een voorrecht of een monopolie te gewagen.

La technologie et l'avènement de l'automobile et son essor prodigieux ont profondément marqué et modifié la société contemporaine. L'obligation des communes en matière d'éclairage public s'en est trouvée altérée de droit.

La loi du 12 juillet 1956 a doté le réseau autoroutier, consacré comme tel, d'un statut légal spécial; techniquement et juridiquement l'autoroute se différencie radicalement de la voirie ordinaire.

L'éclairage public de l'autoroute, au même titre que les installations annexes de celle-ci, fait partie intégrante de l'équipement autoroutier et, à ce titre, est soustrait à la compétence communale.

L'aménagement, l'entretien et la consommation de l'éclairage sont pris en charge par l'autorité décidant la construction de l'autoroute.

Indépendamment des autoroutes à caractéristiques spéciales, la voirie moderne doit être à même d'assurer l'écoulement satisfaisant d'un trafic intense et rapide dans des conditions de sécurité optimales; il est bien connu qu'un éclairage public rationnel et normalisé constitue un facteur de sécurité fort important dans la lutte contre le fléau des accidents routiers.

A ce titre encore, l'éclairage public fait partie intégrante de la structure d'une voirie moderne.

On ne vit plus à l'époque des réverbères; pour de multiples raisons — limites territoriales exiguës, moyens financiers restreints, exigences techniques élevées —, en maints cas, l'éclairage public ne peut plus être laissé à la seule compétence des pouvoirs locaux.

Le constructeur de routes ne peut livrer à la circulation que des routes suffisamment sûres. Aussi, l'éclairage public sur la route à trafic intense est-il toujours prévu dès la conception des travaux; on peut donc dire qu'il est devenu indispensable à la route moderne au même titre que d'autres aménagements comme le balisage, les mesures de sécurité (signalisation, glissières de sécurité), le système d'écoulement des eaux de ruissellement, etc...

L'Etat (Fonds des routes) peut donc légalement pourvoir à l'éclairage des voies qu'il gère, dont il a l'administration et la police.

C'est la raison pour laquelle un programme avait été instauré à ce sujet.

Question :

Le sud-ouest de la Flandre orientale est mal loti en matière d'infrastructure routière, canaux, etc.

La ville de Renaix ne dispose d'aucune route express, autoroute, voie d'eau.

Une liaison routière doit être créée entre Renaix et Audenarde dans l'axe Bruxelles-Courtrai.

Réponse :

La réalisation de la route de l'Etat n° 58 Audenarde-Renaix figure au programme quinquennal « Rolling ». A l'heure actuelle, les prévisions sont les suivantes :

Année	Crédit disponible
—	—
1976	70 millions.
1977	40 millions.
1978	80 millions.

De technologie en de komst van de automobiel, waarvan de verspreiding een ongekende vlucht heeft genomen, hebben onze hedendaagse maatschappij grondig veranderd en er een onuitwisbare stempel op gedrukt. Hierdoor werd de verplichting van de gemeente op het stuk van openbare verlichting in rechte gewijzigd.

Bij wet van 12 juli 1956 heeft ons autowegennet, dat als zodanig werd erkend, een eigen wettelijk statuut gekregen; technisch en juridisch gezien is er een groot verschil tussen de autoweg en de gewone wegen.

De openbare verlichting van de autoweg, evenals de daarbij behorende installaties, maken een wezenlijk deel uit van de uitrusting van de autowegen en zijn aldus aan de gemeentelijke bevoegdheid onttrokken.

De aanleg, het onderhoud en het verbruik van de lichtpunten komen ten laste van de overheid die beslist de autoweg te bouwen.

Behalve de autowegen — die hun eigen kenmerken hebben — behoort een modern wegennet het vlotte verloop van een druk en snel verkeer onder optimale veiligheidsvoorraarden aan te kunnen; het is bekend dat een rationele en genormaliseerde verlichting een belangrijke veiligheidsfactor is in de strijd tegen de plaag van de verkeersongevallen.

Ook op dat gebied maakt de openbare verlichting een wezenlijk deel uit van de structuur van een moderne wegennet.

Wij leven niet meer in de tijd van de straatlantaarns; om vele redenen — enige territoriale grenzen, krappe financiële middelen, hoge technische eisen — mag de openbare verlichting in tal van gevallen niet meer uitsluitend aan de plaatselijke gezagdragers worden overgelaten.

Iemand die wegen bouwt mag alleen die wegen openstellen die voldoende veiligheid bieden; derhalve wordt bij de bouw van een weg voor druk verkeer van meet af aan een toereikende openbare verlichting gedacht; men mag dus zeggen dat die verlichting, net als andere werken, zoals bebagening veiligheidsmaatregelen (signalisatie), vangrails, afwatering enz. niet weg te denken is uit de moderne wegenbouw.

Het Rijk (het Wegenfonds) kan dus wettelijk instaan voor de verlichting van de wegen die het beheert en waarvoor het administratieve en politieke bevoegdheid heeft.

Daarom was ter zake een programma uitgewerkt.

Vraag :

Het zuid-oosten van Oost-Vlaanderen is slecht bedeeld inzake wegeninfrastructuur, kanalen enz.

De stad Ronse beschikt over geen enkele snelverkeersweg, autoweg of waterweg.

Men moet een wegverbinding tussen Roesel en Oudenaarde tot stand brengen in de as Brussel-Kortrijk.

Antwoord :

De verwezenlijking van de rijksweg nr. 58 Oudenaarde-Ronse is opgenomen in het « rolling »-vijfjarenprogramma. Voor het ogenblik zijn de vooruitzichten de volgende :

Jaar	Beschikbaar krediet
—	—
1976	70 miljoen.
1977	40 miljoen.
1978	80 miljoen.

En ce qui concerne le contournement de Renaix, par la route de l'Etat n° 58, les crédits suivants sont prévus :

1976	85 millions.
1977	70 millions.

Les plans d'expropriation relatifs à ces travaux sont d'ores et déjà prêts en partie, de sorte que la procédure d'expropriation pourra être entamée à bref délai.

La réalisation du programme envisagé est conditionnée par la libération des crédits nécessaires dans les délais requis.

Question :

Où en est le projet de liaison autoroutière Bruxelles-Courtrai ?

Réponse :

L'autoroute A8 Bruxelles-Tournai, arrêtée par l'arrêté royal du 25 janvier 1972 et l'autoroute A57 Ghoy-Furnes, dont le projet a été conçu il y a une dizaine d'années, assuraient conjointement la liaison autoroutière Courtrai-Bruxelles.

Lors de l'établissement de l'avant-projet entre Ghoy et l'échangeur A57 - E3, l'on s'est heurté à de sérieuses difficultés (surtout d'ordre urbanistique). Voilà qui explique pourquoi ce dernier tracé (Ghoy-Audenarde-Roulers-Furnes) n'a pas encore été fixé par arrêté royal.

Lors de l'élaboration des plans de secteur, il a été constaté que certains tracés d'autoroutes, dont la réalisation, si elle avait été projetée depuis un certain temps déjà, n'était pas qualifiées d'urgente, ne correspondaient plus aux perspectives et aux situations qui avaient fortement évolué depuis lors, de sorte que la révision du réseau autoroutier fut décidée.

Le résultat de cette étude, qui vient d'être achevée, permettra au Ministre soit d'entériner le projet de tracé actuel, soit de préférer une solution alternative Malines-Termonde-Alost-Audenarde-Furnes.

Ni l'autoroute A57, ni son alternative, ne figurent à la programmation qui porte sur la période allant jusqu'en 1979 inclusivement, étant donné qu'elles appartiennent au groupe des autoroutes non prioritaires. Quelle que soit la décision finale, soit Courtrai-Waregem-Lessines-Bruxelles (E3 - A57 - A8) soit Courtrai-Olsene-Audenarde-Alost-Bruxelles (E3 - A29 - E5), il est certain qu'à l'avenir la liaison autoroutière Courtrai-Bruxelles deviendra une réalité.

Question :

Un membre demande que le tracé de la route n° 60 soit déterminé rapidement dans l'arrondissement de Termonde.

Réponse :

Le tracé de la route de l'Etat n° 60, au nord de la route de l'Etat n° 14, suit le tracé de la liaison routière jadis projetée entre Mons et Perkpolder.

L'étude détaillée de ce tracé est assurée par les services de l'Intercommunale E3, à laquelle la réalisation de ce tronçon a été adjugée par voie d'extension de concession.

Question :

Le Westhoek est, sur le plan économique, une région véritablement sous-développée, en raison de sa position excentrique par rapport aux routes, aux ports, etc. La route A9 doit être réalisée par priorité, l'autoroute E3 étant située trop loin.

Voor de omleiding van rijksweg nr. 58 om Ronse werd in de volgende kredieten voorzien :

1976	85 miljoen.
1977	70 miljoen.

De onteigeningsplans voor deze werken zijn voor een gedeelte reeds klaar, zodat binnen afzienbare tijd begonnen zal worden met de onteigeningen.

De verwezenlijking van dit voorgenomen programma hangt af van het tijdig ter beschikking stellen van de nodige kredieten.

Vraag :

Hoe staat het met het ontwerp van autowegverbinding Brussel-Kortrijk ?

Antwoord :

De autosnelwegen A8 Brussel-Doornik vastgelegd bij koninklijk besluit dd. 25 januari 1972 en A57 Ghoy-Veurne welke een tiental jaren geleden geprojecteerd werden, zorgen samen voor de autosnelwegverbinding Kortrijk-Brussel.

Bij het opstellen van het voorontwerp tussen Ghoy en het kruispunt van de A57 - E3 werden belangrijke moeilijkheden (vooral planologische) ondervonden. Daarom werd dit laatste tracé (Ghoy-Oudenaarde-Roeselare-Veurne) nog niet bij koninklijk besluit vastgelegd.

Bij de uitwerking van de gewestplannen werd vastgesteld dat bepaalde tracés van autosnelwegen welke sedert geruime tijd werden gepland maar waarvan de realisatie niet als dringend werd bestempeld, niet beantwoorden aan de sedertdien fel geëvolueerde verwachtingen en toestanden zodat tot de herziening van het autosnelwegennet werd besloten.

Het resultaat van deze studie, die zojuist is klaar gekomen, zal de Minister in staat stellen ofwel het huidige ontwerp te bekraftigen ofwel aan een alternatieve oplossing (Mechelen - Dendermonde - Aalst - Oudenaarde - Veurne) de voorkeur te geven.

Noch de autosnelweg A57 noch zijn alternatief is opgenomen in de programmatie die reikt tot en met 1978, daar zij behoren tot de groep niet prioritair autosnelwegen. Welke uiteindelijk ook de beslissing mag zijn, ofwel Kortrijk-Waregem-Lessen-Brussel (E3 - A57 - A8), ofwel Kortrijk-Olsene-Oudenaarde-Aalst-Brussel (E3 - A29 - E5), in elk geval wordt voor de toekomst in een autosnelwegverbinding Kortrijk-Brussel voorzien.

Vraag :

Een lid vraagt dat het tracé van de weg n° 60 in het arrondissement Dendermonde vlug wordt vastgelegd.

Antwoord :

Het tracé van Rijksweg 60, noordelijk de Rijksweg 14, volgt het tracé van de destijs geplande wegverbinding Mons-Perkpolder.

De detailstudie van dit tracé geschiedt door de diensten van de Intercommunale E3 waaraan de verwezenlijking van dit wegvak door middel van concessie-uitbreiding werd toegezwezen.

Vraag :

De Westhoek is op economisch vlak een werkelijk onderontwikkelde streek ingevolge haar afgelegen ligging ten opzichte van de wegen, havens, enz... De weg A9 moet bij voorrang worden aangelegd, aangezien de E3-autoweg te ver affligt.

Réponse :

Les liaisons actuelles entre le Westhoek et le réseau routier existant sont en effet insuffisantes.

C'est pourquoi, l'on projette la construction de deux autoroutes appelées à desservir dans les meilleures conditions cette région oubliée; il s'agit de : l'autoroute Jabbeke-Furnes, en direction du futur tunnel sous la Manche, ainsi que l'autoroute Courtrai-Ypres-Furnes; ces deux autoroutes font partie du triangle autoroutier dont l'aménagement a été confié à l'association intercommunale pour les autoroutes de Flandre occidentale. Celle-ci a déjà entamé la construction de l'autoroute Jabbeke-Furnes; les crédits annuels réservés à cette intercommunale permettront de faire progresser rapidement les travaux.

Question :**Article 533.01 : autoroutes et routes de l'Etat.**

Questions concernant les routes suivantes de l'Etat dont la construction, l'équipement et l'aménagement figurent dans le budget pour 1974.

1. Route de l'Etat n° 71 : Contournement Ingelmunster (1^e phase).

- a) Toutes les expropriations nécessaires pour cette première phase sont-elles déjà terminées ?
- b) La direction provinciale des routes de Bruges a-t-elle déjà été autorisée à procéder à l'adjudication ?
- c) Dans la négative, celle-ci aura-t-elle encore lieu en 1974 ?

2. Route de l'Etat n° 66 : contournement Pittem.

L'estimation totale est de 120 millions. Dans ce montant sont compris les deux ponts et les expropriations. Un crédit de 40 millions est inscrit au budget pour 1974 :

- a) Le tracé est-il maintenant arrêté définitivement ?
- b) Toutes les expropriations ont-elles déjà eu lieu ?
- c) En combien de phases les travaux seront-ils exécutés et sur quels exercices budgétaires ceux-ci seront-ils ventilés ?
- d) La direction provinciale des routes de Bruges a-t-elle déjà été autorisée à procéder à l'adjudication ?
- e) Dans la négative, celle-ci aura-t-elle encore lieu en 1974 ?

3. Route de l'Etat n° 308 : rectification Vichte.

Il résulte des informations recueillies que toutes les expropriations sont terminées. Le coût de ces travaux est évalué à 31 millions.

- a) La direction provinciale des routes de Bruges a-t-elle déjà été autorisée à procéder à l'adjudication ?
- b) Dans la négative, celle-ci aura-t-elle encore lieu en 1974 ?

Réponse :**Article 533.01 : Autoroutes et routes de l'Etat.****1. Ingelmunster — route de l'Etat 71 — Contournement — Première phase.**

Les travaux comprennent l'aménagement de l'assiette de route entre la route de l'Etat 57 au nord et le chemin com-

Antwoord :

De huidige verbindingen tussen de Westhoek en het bestaande wegennet zijn inderdaad ontoereikend.

Om die reden is de aanleg gepland van twee autosnelwegen, die dat vergeten gebied voortreffelijk zullen bedienen : de autosnelweg Jabbeke-Veurne, in de richting van de toekomstige tunnel onder het Kanaal, en de autosnelweg Kortrijk-Ieper-Veurne; die twee autosnelwegen maken deel uit van de autosnelwegendriehoek waarvan de aanleg aan de Intercommunale Vereniging voor de autowegen van West-Vlaanderen is opgedragen. Deze is reeds begonnen met de aanleg van de autosnelweg Jabbeke-Veurne; de voor die Intercommunale Vereniging bestemde jaarlijkse kredieten zullen een snelle vordering van de werken mogelijk maken.

Vraag :**Artikel 533.01 : autosnelwegen en rijkswegen.**

Vragen met betrekking tot de hiernavolgende rijkswegen waarvan de aanleg, de uitrusting en de inrichting in de begroting voor 1974 werden opgenomen :

1. Rijksweg n° 71 : omleiding Ingelmunster (1^e fase).

- a) Zijn alle onteigeningen reeds voltooid welke voor deze eerste fase noodzakelijk zijn ?
- b) Werd aan de provinciale directie der wegen te Brugge reeds machtiging tot aanbesteding verleend ?
- c) Zo neen : zal de aanbesteding nog in 1974 plaats vinden ?

2. Rijksweg n° 66 : omleiding Pittem.

De totale raming bedraagt 120 miljoen. In dit bedrag zijn de twee bruggen en de onteigeningen begrepen. In de begroting voor 1974 staat 40 miljoen ingeschreven :

- a) Is het tracé thans definitief vastgelegd ?
- b) Zijn alle onteigeningen reeds gebeurd ?
- c) In hoeveel fasen zal het werk worden uitgevoerd en over welke begrotingsjaren zullen deze gespreid worden ?
- d) Werd aan de provinciale directie der wegen te Brugge reeds machtiging tot aanbesteding verleend ?
- e) Zo neen : zal de aanbesteding nog in 1974 plaats vinden ?

3. Rijksweg n° 308 : rechttrekking te Vichte.

Uit ingewonnenen inlichtingen blijkt dat alle onteigeningen gedaan zijn. Dit werk wordt op 31 miljoen geraamd.

- a) Werd aan de provinciale directie der wegen te Brugge reeds machtiging tot aanbesteding verleend ?
- b) Zo neen : zal deze nog in 1974 plaats vinden ?

Antwoord :**Artikel 533.01 : Autosnelwegen en Rijkswegen.****1. Ingelmunster — Rijksweg 71 — Omleiding — 1^e fase.**

De werken omvatten : het aanleggen van de aardewegzate tussen de Rijksweg 57 ten noorden en de gemeente-

munal dit "Gentstraat" au sud, la construction du pont sur le canal Roulers-Lys, la construction d'un aqueduc voûte sur le Mandel rectifié et la rectification du Mandel. Les frais sont estimés à 107 350 429 F.

- a) Les expropriations sont terminées.
- b) L'adjudication aura lieu le 20 juin 1974.

2. Route de l'Etat n° 66 — Contournement Pittem.

a) Suite à des difficultés locales, le tracé existant doit être réexaminé. Un nouveau projet, qui est en cours d'élaboration, sera présenté prochainement pour approbation.

- b) Les expropriations n'ont pas encore eu lieu.
- c) Les travaux seront ventilés sur les années 1975-1976-1977.
- d) L'autorisation de procéder à l'adjudication n'a pas encore été donnée.
- e) Elle n'aura plus lieu en 1974.

3. Route de l'Etat 308 — Rectification à Vichte.

a) La direction est en train de dresser le projet. L'autorisation de procéder à l'adjudication n'a pas encore été donnée.

- b) L'adjudication aura lieu en 1975.

Question :

Projets concernant l'arrondissement de Roulers-Tielt.

1. Route de l'Etat n° 308 : contournement Roulers.

Il s'agit de la section comprise entre la route provinciale vers Torhout et la limite entre les communes de Rumbeke et de Roulers et passant par les communes de Roulers, Gits et Hooglede. Ce projet date du 5 mai 1970.

- a) Ce tracé est-il déjà fixé définitivement ?
- b) Les expropriations nécessaires ont-elles déjà débuté ?
- c) Ces travaux peuvent-ils figurer au budget de 1975 ?

2. Voie rapide A71-E3 : ancien tracé Bruxelles-Westkust.

Elle constitue l'axe horizontal de l'arrondissement et relie Roulers à Tielt et à l'E3.

- a) La construction de cette importante voie rapide est-elle maintenue ?
- b) Le tracé a-t-il déjà été arrêté définitivement ?
- c) Dans l'affirmative, quand les expropriations débuteront-elles ?
- d) Quand a-t-on l'intention de programmer l'exécution de ces travaux ?

3. Route de l'Etat n° 57 : section Wielsbeke-Waregem : détournement vers la E3.

En raison de la mise hors service de la voie ferrée Ingelmunster-Wielsbeke, l'exécution des travaux est très urgente.

- a) La construction de cette route est-elle maintenue ?
- b) Le tracé a-t-il déjà été arrêté définitivement ?

weg "Gentstraat" genaamd ten zuiden, het bouwen van de brug over het kanaal Roeselare-Leie, het bouwen van een kokerduiker over de rechtgetrokken Mandel en het rechtentrekken van de Mandel. De raming bedraagt : 107 350 429 F.

- a) Onteigeningen voltooid.
- b) Aanbesteding op 20 juni 1974.

2. Rijksweg 66 — Omleiding Pittem.

a) Ingevolge plaatselijke moeilijkheden moet net bestaande tracé opnieuw worden onderzocht. Een nieuw schetsontwerp wordt thans opgesteld en zal eerstdaags ter goedkeuring worden voorgedragen.

- b) Onteigeningen nog niet gebeurd.
- c) De werken zullen worden gespreid over de jaren 1975-1976-1977.
- d) Nog geen toelating tot aanbesteding gegeven.
- e) Niet meer aanbesteed in 1974.

3. R. W. 308 — Rechtstrekking te Vichte.

a) De Directie is bezig het ontwerp op te stellen. Toelating tot aanbesteding nog niet gegeven.

- b) Aanbesteding in 1975.

Vraag :

Ontwerpen met betrekking tot het arrondissement Roeselare-Tielt.

1. Rijksweg n° 308 : omleiding Roeselare.

Het betreft het vak begrepen tussen de provinciale weg naar Torhout en de grenscheiding Rumbeke-Roeselaere, dat loopt over de gemeenten Roeselare-Gits-Hooglede. Dit ontwerp dateert van 5 mei 1970.

- a) Is dit tracé reeds definitief vastgelegd ?
- b) Werd reeds een aanvang gemaakt met de nodige onteigeningen ?
- c) Kan dit werk worden opgenomen in de begroting 1975 ?

2. Speedway A71-E3 : vroeger tracé Brussel-Westkust.

Deze vormt de horizontale as van ons arrondissement en verbindt Roeselare met Tielt en de E3.

- a) Wordt de aanleg van deze belangrijke speedway gehandhaafd ?
- b) Werd het tracé reeds definitief vastgelegd ?
- c) Zo ja : wanneer zal met de onteigeningen een aanvang worden gemaakt ?
- d) Wanneer bent U van plan de uitvoering van dit werk te programmeren ?

3. Rijksweg n° 57 : vak Wielsbeke-Waregem : omleiding naar E3.

Wegens het buiten gebruik stellen van de spoorlijn Ingelmunster-Wielsbeke is de uitvoering van deze weg zeer noodzakelijk.

- a) Wordt het aanleggen van deze weg gehandhaafd ?
- b) Is het tracé reeds definitief vastgelegd ?

c) Dans l'affirmative, quand les expropriations débuteront-elles ?

d) Ces travaux peuvent-ils être prévus au budget de 1975 ?

4. Route de l'Etat n° 66 : centre de Lichtervelde.

Le gros problème est posé par le passage à niveau à hauteur de la gare. Les barrières de cette route de l'Etat sont abaissées chaque jour 71 fois. La densité de la circulation sur cette route est de 7 000 véhicules par jour. Le plan SEQ3/66/3 prévoit le contournement de Lichtervelde par le Sud.

a) Le tracé a-t-il déjà été arrêté définitivement ?

b) Dans l'affirmative, quand les expropriations débuteront-elles ?

c) Ces travaux peuvent-ils être prévus au budget de 1975 ?

d) Ou faut-il abandonner le projet de contournement et le remplacer par un projet de tunnel sous les voies ferrées ?

Réponse :

Travaux projetés dans l'arrondissement de Roulers-Tielt.

1. Route de l'Etat 308 : Contournement de Roulers — section route provinciale vers Torhout et la limite Rumbeke-Roulers.

Le tracé de cette section est fixé définitivement et les plans de mesurage destinés au projet sont terminés de sorte que les plan d'expropriation peuvent être établis.

Les expropriations pourront alors être entamées après l'approbation des plans.

Toutefois, ces travaux n'ayant pas pu être repris dans le programme de 1975, les expropriations pourront commencer au plus tôt en 1975.

2. Autoroute Bruxelles-Westkust (A 57).

La liaison autoroutière Bruxelles-Westkust continue à figurer dans le plan du réseau autoroutier.

Le tracé est arrêté provisoirement à l'échelle cadastrale, mais il n'est pas encore approuvé par arrêté royal.

La réalisation de ce tracé n'est pas encore au programme.

3. Route de l'Etat E 57 — Section Wielsbeke-Waregem — Liaison avec l'E. 3.

La section de l'E. 3 jusqu'à la route de l'Etat 14 Gand-Anvers, qui constitue le contournement de Waregem, a été confiée, par extension de la concession, à l'Intercommunale E 3 et sera réalisée dans les prochaines années.

La continuation à partir de la route de l'Etat 14 jusqu'à Wielsbeke sur l'assiette de l'ancienne ligne de chemin de fer deviendrait en quelque sorte superflue si le tracé Bruxelles-Westkust était réalisé.

D'autre part, étant donné que les industries établies dans cette région demandent le maintien de la ligne de chemin de fer, l'administration n'aura plus la possibilité de faire usage de l'assiette de l'ancienne voie.

Un tracé de rechange, qui n'emprunte plus l'assiette de la ligne de chemin de fer, est actuellement à l'étude et pourra être retenu si la liaison Bruxelles-Westkust est abandonnée.

c) Zo ja : wanneer zal met de onteigeningen een aanvang worden gemaakt ?

d) Kan dit werk worden opgenomen in de begroting 1975 ?

4. Rijksweg n° 66 : centrum van Lichtervelde.

Het grote probleem wordt gesteld door de spooroverweg ter hoogte van het station. De slagbomen op deze drukke rijksweg worden elke dag 71 malen naar beneden gelaten. Deze weg heeft een verkeersdensiteit van 7 000 voertuigen per dag. Het plan ESQ3/66/3 voorziet te Lichtervelde een zuidelijke omlegging.

a) Is het tracé reeds definitief vastgelegd ?

b) Zo ja : wanneer zullen de onteigeningen worden aangevat ?

c) Kan dit werk worden opgenomen in de begroting 1975 ?

d) Of moet deze wegomlegging verlaten worden en vervangen door een tunnel onder de spoorlijnen ?

Antwoord :

Ontwerpen met betrekking tot het arrondissement Roeselare-Tielt.

1. Rijksweg 308 : Omleiding Roeselare — Vak provinciale weg naar Torhout en de grenscheiding Rumbeke-Roeselare.

Het tracé van het hogeroemd vak is definitief vastgelegd en de opmetingsplannen voor het opmaken van het ontwerp zijn klaar zodat met het opmaken van de onteigeningsplannen kan worden aangevangen.

De onteigeningen zullen alsdan na het goedkeuren van de plannen kunnen volgen.

Daar deze werken echter niet konden opgenomen worden in het programma 1975 zullen de onteigeningen ten vroegste in 1975 kunnen aanvangen.

2. Autosnelweg Brussel-Westkust (A 57).

De autosnelwegverbinding Brussel-Westkust wordt nog steeds weerhouden in het ontwerp van autosnelwegennet.

Het tracé is op kadastrale schaal voorlopig vastgelegd maar nog niet bij koninklijk besluit bekraftigd.

Er is nog geen programma van verwezenlijking voor dit tracé vastgelegd.

3. Rijksweg 57 — Vak Wielsbeke-Waregem — Aansluiting op E 3.

Het vak E 3 tot aan de Rijksweg 14 Gent-Antwerpen en dat als omleiding van Waregem dienst doet werd in de uitbreiding van de concessie aan de Intercommunale E 3 toevertrouwd en zal in de eerstvolgende jaren worden uitgevoerd.

De verdere doortrekken vanaf Rijksweg 14 tot Wielsbeke al over de oude spoorlijn zou enigszins overbodig worden indien het tracé Brussel-Westkust wordt verwezenlijkt.

Aangezien anderzijds de in de streek bestaande industrieën het behoud van de spoorlijn vragen zal het voor het bestuur niet meer mogelijk zijn de oude spoorbedding te gebruiken.

Een alternatief tracé dat de spoorlijn niet meer gebruikt is thans in studie en kan in aanmerking worden genomen indien er wordt afgezien van de verbinding Brussel-Westkust.

4. Route de l'Etat 66 : Centre de Lichtervelde.

En ce qui concerne le centre proprement dit, il s'agit simplement de l'élargissement de la voie existante à l'emplacement du passage à niveau. Il s'agit de l'aménagement d'une bande destinée au trafic sortant. Ces travaux pourraient être réalisés au moyen des crédits d'entretien. Le contournement sud de Lichtervelde a, pour sa part, été supprimé à la suite du projet d'autoroute de Bruxelles-Westkust.

Question :

Sur la route express Anvers-Zelzate, les travaux pour le dédoublement à hauteur de Zelzate devaient commencer en 1974.

Qu'en est-il ?

Réponse :

La route nationale 617 Anvers-Littoral est en service depuis Anvers jusqu'à la route provinciale à Kemzeke, et comporte une seule bande de roulement, alors que les expropriations et les travaux de terrassement ont été conçus pour réaliser, à cet endroit, 2 × 2 bandes de roulement.

Le 18 juin prochain, le Ministre sera à même d'ouvrir au trafic un nouveau tronçon, au départ de la route provinciale à Kemzeke jusqu'à la Kruisstraat à Moerbeke. Ce tronçon comporte toutefois déjà 2 × 2 bandes de roulement.

Le programme 1974 prévoyait 250 millions pour la réalisation de la jonction entre la Kruisstraat à Moerbeke et le tunnel de Zelzate.

Eu égard aux possibilités actuelles en matière de crédits, ces travaux ont été reportés au programme 1975 du Fond des Routes.

Après que le Ministre précédent eut visité les lieux, l'on préféra procéder au dédoublement des tronçons déjà existants, plutôt que de commencer par la réalisation de la jonction susdite du tronçon intercalaire précité.

Le coût du dédoublement des tronçons d'ores et déjà en service peut être évalué comme suit :

Tronçon Anvers-Melsele : 66 millions;
2^e tronçon Melsele-Vrasene : 50 millions;
3^e tronçon Vrasene-Melsele : 72 millions;
soit, au total : 188 millions.

Compte tenu de la hausse actuelle des adjudications, l'on peut escompter une dépense de l'ordre de 200 millions.

Dans ces conditions, le Ministre prendra la décision suivante :

— soit le dédoublement des tronçons déjà en service entre Anvers et Kemzeke - estimation : 200 millions;
— soit le parachèvement de la jonction Moerbeke-tunnel de Zelzate - estimation : 245 millions.

L'administration penche toutefois pour la réalisation prioritaire de ladite jonction.

Question :

Dans le sud du Namurois, où en sont :

1. la construction de E 40;
2. la construction de la route Charlemagne;
3. la construction du contournement d'Evrehailles ?

4. Rijksweg 66 : centrum van Lichtervelde.

Wat het eigenlijk centrum betreft gaat het om de eenvoudige verbreding van de bestaande weg ter hoogte van de spooroverweg. Het betreft het aanbrengen van een strook voor uitgaand verkeer. Deze werken zouden kunnen uitgevoerd worden op de onderhoudskredieten. Wat de zuidelijke omlegging van Lichtervelde betreft; deze is afgeschaft ingevolge het ontwerp van autosnelweg Brussel-Westkust.

Vraag :

Op de snelweg Antwerpen-Zelzate moesten de werken voor de verdubbeling ter hoogte van Zelzate in januari 1974 beginnen.

Hoe staat het ermee ?

Antwoord :

De Rijksweg 617 Antwerpen-Zeekust is in dienst vanaf Antwerpen tot aan de provinciale baan te Kemzeke en dit op één rijvak als wanneer de onteigeningen en grondwerken ontworpen zijn om aldaar 2 × 2 rijstroken te verwezenlijken.

Op 18 juni a.s. zal de Minister een bijkomend vak nl. vanaf de provinciale baan te Kemzeke tot de Kruisstraat in Moerbeke kunnen in dienst stellen. Dit vak is echter reeds op 2 × 2 rijstroken uitgevoerd.

Op het programma 1974 was 250 miljoen voorzien voor het verwezenlijken van het sluitend vak vanaf de Kruisstraat te Moerbeke tot de tunnel te Zelzate.

Wegens de huidige stand van de kredietmogelijkheden werden deze werken verdaagd naar het programma 1975 van het Wegenfonds.

Na een plaatsbezoek van de vorige Minister werd de voorkeur er aan gegeven om, in plaats van het hoger genoemd sluitend vak, de ontdubbeling van de reeds in dienst zijnde vakken te verwezenlijken.

De kosten voor de ontdubbeling van de reeds in dienst gestelde gedeelten kunnen als volgt worden geraamde :

voor het vak van Antwerpen tot Melsele : 66 miljoen;
voor het 2^e vak, Melsele-Vrasene : 50 miljoen;
voor de 3^e vak, Vrasene-Kemzeke : 72 miljoen;
hetzij samen : 188 miljoen.

Rekening houdend met de huidige stijging van de aanbestedingen mag de uitgave verwacht worden van de orde van 200 miljoen.

In deze omstandigheden zal de Minister een beslissing nemen, hetzij :

— ontdubbeling van de reeds in dienst gestelde gedeelten van Antwerpen tot Kemzeke - raming : 200 miljoen;
— hetzij het sluitend vak tussen Moerbeke en de tunnel te Zelzate - raming : 245 miljoen.

Het bestuur geeft er echter de voorkeur aan het sluitend vak te verwezenlijken.

Vraag :

Hoe staat het in het Zuiden van de streek van Namen :

1. met de bouw van de E40;
2. met de bouw van de « Route Charlemagne »;
3. met de bouw van de omleiding van Evrehailles ?

Réponse :

1. L'adjudication du 1^{er} tronçon a bien été approuvée par le Conseil d'administration de l'intercommunale des autoroutes E 9-E 40, mais l'engagement n'a pas encore été pris car le plafond quadrimestriel autorisé pour les engagements serait dépassé; le Ministre a cependant demandé au Comité du Budget l'autorisation de dépasser le plafond autorisé, en réduisant d'autant le plafond du quadrimestre suivant, de manière à ne pas retarder les travaux.

Pour ce qui est des adjudications relatives aux tronçons Durnal-Sovet et Sovet-Achève, elles auraient lieu cette année encore, comme prévu au programme de l'intercommunale, mais les engagements correspondants ne pourraient être pris que dans les limites des plafonds autorisés, et au plus tard au début de 1975.

2. L'étude du projet de viaduc Charlemagne est en cours et l'adjudication aura encore lieu cette année, mais l'engagement ne pourra être pris que dans des limites des plafonds autorisés.

3. Le contournement d'Evrehailles est bien maintenu au programme et l'adjudication aura lieu en 1974, mais la limitation des crédits ne permettra un engagement qu'au début de 1975; les travaux commenceront donc au printemps de cette année.

Question :

Où en est-il au sujet de la mise à 4 bandes de circulation de la route nationale 5 à l'entrée de la ville de Couvin?

Réponse :

Les travaux prévus pour la mise à quatre bandes nécessitent des expropriations très onéreuses pour le Trésor.

En effet, une bande de terrain importante du parc Saint-Roch doit être expropriée. Le propriétaire est en conflit avec le comité d'acquisition et réclame plusieurs dizaines de millions d'indemnisation.

En se plaçant simplement sur le plan sécurité, on peut estimer que la route actuelle, simplement améliorée, suffit amplement pour un accès convenable à la ville.

La limitation de vitesse s'effectuerait automatiquement, ce qui éviterait des accidents toujours possibles à la bifurcation (route nationale 5-route de Chimay) juste à l'entrée de Couvin.

Il est exact que le contournement de la route nationale 5 à 4 bandes, qui est adjugé, entraîne des expropriations très onéreuses dans la propriété Saint-Roch, les prétentions du propriétaire étant excessives.

En raison de l'importance de ces expropriations, le Ministre envisage de renoncer à la réalisation de la chaussée à 4 voies de circulation et de remettre en état les 3 voies de circulation existantes.

Cette mesure est justifiée d'autre part, par la réalisation de l'itinéraire Charlemagne (contournement de Couvin).

Question :

La modernisation promise de la route n° 625 dans la traversée de La Louvière est-elle prévue dans les crédits inscrits au budget?

Antwoord :

1. De aanbesteding van het eerste vak is goedgekeurd door de Raad van Beheer van de intercommunale vereniging van de autowegen E 9-E 40, maar er werd nog geen verbintenis aangegaan omdat de toegestane viermaandelijkse grens voor de vastleggingen overschreden zou worden; de Minister verzocht evenwel het Begrotingscomité hem toe te staan deze grens te overschrijden met dien verstande dat die van de volgende viermaandelijkse periode met het overeenstemmend bedrag verlaagd zou worden, ten einde de werken niet te vertragen.

De aanbestedingen betreffende de vakken Durnal-Sovet en Sovet-Achève zouden nog dit jaar worden uitgeschreven, zoals in het programma van de intercommunale vereniging was bepaald, maar de desbetreffende verbintenissen zouden maar binnen de perken van de toegestane maxima kunnen worden aangegaan en uiterlijk begin 1975.

2. Het ontwerp van het Karel-de-Grotewiaduct wordt bestudeerd en nog dit jaar wordt het werk aanbesteed, maar de verbintenis kan maar binnen de perken van de toegestane maxima worden aangegaan.

3. De ring te Evrehailles blijft op het programma gehandhaafd en de aanbesteding heeft in 1974 plaats, maar de beperking van de kredieten maakt het aangaan van een verbintenis eerst begin 1975 mogelijk; met de werken wordt dus in de lente van volgend jaar aangevangen.

Vraag :

Hoe staat het met de verbreding van Rijksweg 5 bij het binnенkommen van de stad Couvin tot een vierbaansweg?

Antwoord :

De werken die werden ontworpen om tot een vierbaansweg te komen vergen onteigeningen die de Schatkist veel zullen kosten.

Er moet immers een grote strook grond van het park Saint-Roch onteigend worden. De eigenaar heeft een geschil met het Aankoopcomité en vraagt een schadeloosstelling van tientallen miljoenen.

Louter uit een oogpunt van veiligheid, kan worden gesteld dat de huidige weg na één gewone verbetering ruimschoots volstaat voor een behoorlijke toegang tot de stad.

Automatisch zou de snelheid beperkt worden, wat ongevalen zou voorkomen die altijd mogelijk zijn aan de splitting van de Rijksweg 5 en de weg naar Chimay, juist bij het binnенkommen van Couvin.

Het is juist dat de ring met 4 rijbanen voor Rijksweg 5 die aanbesteed werd, zeer dure onteigeningen vergt in het goed Saint-Roch, doordat de aanspraken van de eigenaar buitensporig zijn.

Wegens de omvang van die onteigeningen overweegt de Minister af te zien van de verbreding van de weg tot vier rijbanen en de bestaande 3 rijbanen in goede staat te brengen.

Voorts wordt deze maatregel gerechtvaardigd door het tot stand brengen van de Karel-de-Groteweg (ringweg te Couvin).

Vraag :

Is de beloofde modernisering van weg nr 625 op het grondgebied van La Louvière vermeld in de kredieten die op de begroting werden uitgetrokken?

Réponse :

La modernisation de la route n° 625 dans la traversée de La Louvière est prévue au début de 1975.

Ces travaux ne peuvent être adjugés plus rapidement par suite de la nécessité de l'expropriation au préalable de quelque vingt immeubles pour lesquels la procédure d'expropriation est en cours.

Question :

Selon le plan d'expropriation prévu pour le contournement de Somzée par la route Gerpinnes-Walcourt, la route passerait à 15 mètres des bâtiments d'un cultivateur exploitant une ferme de 40 ha et diviserait la superficie de culture.

Le même préjudice serait porté à une ferme de 100 ha, ce qui nécessiterait des expropriations très coûteuses pour l'Etat.

D'autres solutions moins onéreuses seraient préférables :

1^e première solution : les voies d'accès créées pour le nouveau pont paraissent suffisantes soit par les bretelles, soit par la route nationale 5;

2^e seconde solution : raccorder directement la route de Gerpinnes au carrefour existant à la sortie de Somzée (feux rouges).

Les deux solutions permettraient à l'Etat une économie qui se chiffrerait par dizaines de millions.

Réponse :

Le contournement de Somzée par la route Gerpinnes-Walcourt a fait l'objet d'une décision du Ministre précédent.

La première section entre la route de Walcourt et le contournement de Somzée par la route nationale 5 a été confiée à la firme Saterco.

Il semble souhaitable de poursuivre cette première section par une seconde section jusqu'à l'ancienne route nationale 5.

Quant à la troisième section, entre la route nationale 5 jusqu'à la route n° 378, dans laquelle se trouvent les propriétés signalées, sa réalisation peut être provisoirement différée.

4. TRAVAUX SUBSIDIES ET RECONSTRUCTION.**A. Exposé du Ministre.**

Les crédits prévus pour le secteur « Travaux subsidiés » ont une double affectation :

1. Intervention financière de l'Etat dans les travaux à exécuter par les pouvoirs publics régionaux et locaux.

a) En vertu de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, modifié par des arrêtés royaux ultérieurs, l'Etat doit accorder une intervention financière déterminée pour certains travaux d'infrastructure, à exécuter par les pouvoirs publics régionaux et locaux.

Le montant de l'intervention de l'Etat est, dans les limites du coût total des travaux, financé par le Crédit communal de Belgique, à concurrence d'un montant-plafond déterminé.

En application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959 et en vertu de la convention conclue entre l'Etat belge et le Crédit communal de Belgique, l'Etat assume la charge des intérêts et de l'amortissement des emprunts contractés par les pou-

Antwoord :

De modernisering van weg nr 625 op het grondgebied van La Louvière is tegen begin 1975 in uitzicht gesteld.

Die werken kunnen niet eerder worden aanbesteed, omdat het noodzakelijk is vooraf een twintigtal onroerende goederen te onteigenen; met die onteigeningsprocedure is een aanvang gemaakt.

Vraag :

Volgens het onteigeningsplan voor de ring om Somzée via de weg Gerpinnes-Walcourt zou die weg op 15 meter afstand van het erf van een landzouwer komen, die een boerderij met 40 ha in bedrijf heeft, en snijdt hij de cultuurgrond dwars door.

Een zelfde nadeel zou worden berokkend aan een boerderij met 100 ha, wat onteigeningen zou vergen die voor de Staat zeer duur uitvallen.

Andere, minder dure oplossingen zijn :

1^e eerste oplossing : de toegangswegen die voor de nieuwe brug werden aangelegd lijken te volstaan, ofwel over de verbindingswegen, ofwel over de rijksweg 5;

2^e tweede oplossing : de weg naar Gerpinnes rechtstreeks te verbinden met het bestaande kruispunt aan de rand van Somzée (stoplichten).

De twee oplossingen zouden voor de Staat een bezuiniging betekenen die in de tientallen miljoenen loopt.

Antwoord :

De ring om Somzée via de weg Gerpinnes-Walcourt was een beslissing van de vorige Minister.

Het eerste vak tussen de weg naar Walcourt en de ringweg om Somzée via de rijksweg 5 werd aan de firma SATERCO toevertrouwd.

Het schijnt wenselijk te zijn dit eerste vak met een tweede te verlengen tot aan de vroegere rijksweg 5.

Het derde vak, tussen rijksweg 5 en weg nr 378, waarin voormalde erven zich bevinden, kan voorlopig worden uitgesteld.

4. GESUBSIDIEERDE WERKEN EN WEDEROPBOUW.**A. Uiteenzetting van de Minister.**

De kredieten voor de sector « Gesubsidieerde Werken » hebben een dubbele bestemming :

1. Rijksbijdrage in de door de gewestelijke en plaatselijke overheidsdiensten uit te voeren werken.

a) Op grond van het besluit van de Regent van 2 juli 1949, gewijzigd bij latere koninklijke besluiten, moet de Staat een bepaalde financiële bijdrage verlenen voor zekere infrastructuurwerken die door de gewestelijke en lokale overheidsinstanties uitgevoerd moeten worden.

De rijksbijdrage wordt, in het raam van de volledige kostprijs der werken, gefinancierd door het Gemeentekrediet van België ten belope van een bepaald plafondbedrag.

In toepassing van het koninklijk besluit van 22 oktober 1959 en krachtens de tussen de Belgische Staat en het Gemeentekrediet van België afgesloten overeenkomst, neemt de Staat de last op zich van de rente en de aflossing der

voirs publics régionaux et locaux auprès de ce dernier organisme pour l'exécution des travaux susvisés, au prorata de son intervention dans le coût de ces travaux.

b) Par ailleurs, il reste encore des dossiers à régler en application de la loi du 6 juillet 1948 concernant la réparation des dommages de guerre au domaine public des pouvoirs provinciaux, régionaux et locaux et organismes y assimilés.

2. Equipment infrastructurel des quartiers d'habitations sociales (Article 33 du Code du Logement).

Cet article a été modifié. Non seulement il étend les avantages des dispositions prévues aux C.A.P., mais, en vue d'assurer la vitalité des groupes d'immeubles ou de quartiers à construire et d'assurer un développement cohérent des zones d'habitat, il autorise les lotissements sociaux.

De plus, il permet maintenant de réaliser, lorsque le Ministre l'estime souhaitable, l'unicité du maître d'œuvre. Il rencontre aussi les problèmes des communes de petites dimensions, puisqu'il autorise le financement des travaux d'équipement comptant au moins 15 habitations sociales dans les communes de moins de 5 000 habitants.

Ces nouvelles dispositions ont entraîné une augmentation sensible du crédit.

B. Discussion.

Question :

Peut-on connaître la liste des engagements de principe qui ont été pris à l'endroit des administrations publiques subordonnées ? Ces engagements pourront-ils être honorés ?

Réponse :

Depuis 1965, des engagements de principe ont été pris par les ministres précédents en ce qui concerne l'octroi de subsides, engagements auxquels les administrations publiques subordonnées n'ont jusqu'à ce jour donné aucune suite. Ces subsides se chiffrent aux montants ci-après :

Art. 63.02.3 : Subsides aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis au haut contrôle du Ministère de la Justice : 89 789 100.

Art. 63.07 : Réparation des dommages de guerre aux biens des organismes assimilés aux provinces et communes en exécution de la loi du 6 juillet 1948 : 17 389 277.

Art. 63.08 : Subsides ou interventions dont le montant est inférieur ou égal à 250 000 F : 11 893 962.

En outre, des engagements de principe en matière de financement, auxquels les administrations publiques subordonnées n'ont réservé aucune suite, ont été pris à concurrence de :

Routes, égouts	2 587 898 000
Edifices du culte	297 884 000
Casernes de sapeurs-pompiers	33 988 000
Routes touristiques	4 054 000
Réparation des dommages de guerre causés au domaine public des provinces et communes	72 839 000

En l'absence d'informations précises concernant les intentions des administrations publiques subordonnées en faveur

leningen die door de gewestelijke en lokale besturen bij deze laatste instelling werden aangegaan voor de uitvoering van de bedoelde werken naar verhouding van zijn bijdrage in de prijs van die werken.

b) Anderzijds blijven nog dossiers af te wikkelen met toepassing van de wet van 6 juli 1948 inzake herstel van oorlogsschade aan het openbaar domein der provinciale, regionale en lokale besturen en daarmee gelijkgestelde instellingen.

2. Infrastructuur van sociale woonwijken (Article 33 van de Huisvestingscode).

Dit artikel is gewijzigd. Het desbetreffende artikel breidt niet alleen de voordelen van de vastgestelde maatregelen uit tot de C. O. O.'s, maar staat tevens de sociale verkavelingen toe, teneinde te voorzien in de vitaliteit van de te bouwen groepen van gebouwen of wijken en de coherente ontwikkeling van de woonzones.

Het artikel maakt het bovendien mogelijk, wanneer de Minister dit wenselijk acht, één enkele bouwheer aan te duiden. Op die wijze worden de problemen van de kleine gemeenten opgelost, aangezien het artikel de financiering van de uitrustingswerken van woonblokken, die minstens 15 sociale woningen bevatten, in de gemeenten van minder dan 5 000 inwoners mogelijk maakt.

Deze nieuwe maatregelen hebben een aanzienlijke stijging van de kredietverlening veroorzaakt.

B. Bespreking.

Vraag :

Mag men de lijst kennen van de principiële toezeggingen die aan de lagere besturen werden gedaan ? Zal aan die toezeggingen kunnen worden voldaan ?

Antwoord :

Sedert 1965 werden principiële toezeggingen van toekenning van subsidies, waaraan de lagere besturen tot heden geen enkel gevolg hebben gegeven, door de vorige Minister gedaan tot beloop van volgende bedragen :

Art. 63.02.3 : Subsidies aan de lagere openbare besturen ten bate van de uitvoering van werken die onderworpen zijn aan het hoog toezicht van het Ministerie van Justitie : 89 789 100.

Art. 63.07 : Herstel van de oorlogsschade aan de goederen van organismen gelijkgesteld met de provincies en gemeenten, ter uitvoering van de wet van 6 juli 1948 : 17 389 277.

Art. 63.08 : Toelagen of tegemoetkomingen van minder dan 250 000 F : 11 893 962.

Bovendien werden principiële toezeggingen van financiering, waaraan de lagere besturen geen enkel gevolg hebben gegeven, tot beloop van volgende bedragen gedaan :

Wegen, rioleringen	2 587 898 000
Eredienstgebouwen	297 884 000
Pompierkazernes	33 988 000
Toeristische wegen	4 054 000
Herstel van de oorlogsschade aan het openbaar domein van de provincies en gemeenten	72 839 000

Daar men niet nauwkeurig is ingelicht omtrent de bedoeilingen van de lagere besturen waaraan die principiële toe-

desquelles ces engagements de principe ont été pris, il est évidemment malaisé d'affirmer que tous ces engagements seront honorés en 1974.

Le Ministre n'en a pas moins l'intention d'exécuter, dans les limites des possibilités budgétaires, les engagements fermes en matière de subsides qui ont été pris dans tous les cas susvisés.

Question :

Le Ministre actuel s'engage-t-il fermement à subsidier également les travaux dont les dossiers avaient déjà fait l'objet d'une promesse de subsides de principe de la part du Ministre précédent et pour lesquels les résultats de l'adjudication restent dans les normes prescrites ?

Réponse :

Dans les limites des possibilités budgétaires, le Ministre a l'intention d'accorder une promesse formelle de subsides pour les dossiers qui ont fait l'objet d'une promesse de principe de la part du Ministre précédent et pour lesquels les résultats de l'adjudication restent dans les normes prescrites.

5. COURS D'EAU, PORTS ET BARRAGES.

A. Exposé du Ministre.

Tout comme ce fut le cas les années antérieures, le programme des investissements pour l'année 1974 comprend les travaux nécessaires à la modernisation des voies navigables — rivières et canaux —, à l'équipement des ports intérieurs, à la construction de barrages-réservoirs.

Les voies navigables.

En ce qui concerne les rivières, les importants travaux de modernisation en cours sur le Haut-Escout, sur la Lys et sur la Meuse sont à poursuivre en 1974.

Quant aux canaux, les investissements concernent principalement le canal Hensies-Pommeroeul, le canal du Centre, le canal de Roulers à la Lys et les travaux qui s'imposent au canal Charleroi-Bruxelles en vue de l'aménagement de la Place Sainctelette à Bruxelles, ainsi que le canal Escout-Rhin et le canal Albert.

La modernisation du Haut-Escout progresse favorablement. Seul le problème de la traversée de Tournai est à résoudre. Celle-ci, étudiée de façon approfondie suivant deux tracés, ne sera pas entamée en 1974. Toutefois, la décision définitive sera prise dans les prochains mois et rien n'empêchera de lancer les expropriations fin 1974 et les travaux à partir de 1975.

La modernisation de la Lys est à poursuivre sur l'intégralité de son parcours, l'objectif prioritaire étant toutefois de permettre la navigation pour des unités de plus grand tonnage entre Izegem et Gand. La suppression de l'écluse de Deinze marquera un pas important vers la réalisation de cet objectif.

Ceci implique aussi la modernisation du canal Roulers-Lys entre Izegem et cette rivière. Tous les travaux nécessaires sur ce canal à cette fin sont soit terminés, soit en cours d'exécution.

La modernisation de la Meuse comporte deux sections bien distinctes. D'une part, la Basse-Meuse à l'aval de Liège, où la construction du barrage de Lixhe doit permettre la suppression des deux barrages vétustes de Hermalle-sous-Armento et de Visé. D'autre part, la Meuse entre Namur

zeggingen werden gedaan, is het natuurlijk moeilijk te bevestigen dat in 1974 aan al die toezeggingen zal worden voldaan.

Niettemin is de Minister, voornemens de vaste toezeggingen inzake subsidiëring in al die gevallen, binnen de perken van de begrotingsmogelijkheden tot uitvoer te brengen.

Vraag :

Zal de huidige Minister een vaste belofte van subsidiering verlenen voor de dossiers waarvoor een principiële belofte van subsidiëring verleend werd door de vorige Minister en waarvan de aanbestedingsuitslag binnen de voorgeschreven normen blijft.

Antwoord :

Het ligt in de bedoeling van de Minister, binnen de perken van de budgettaire mogelijkheden, de vaste belofte van subsidiering te verlenen voor de dossiers waarvoor een principiële belofte van subsidiering door de voorgangers van de Minister werd aangegaan en waarvan de aanbestedingsuitslag binnen de voorgeschreven normen blijft.

5. WATEROPEN, HAVENS EN STUWDAMMEN.

A. Uiteenzetting van de Minister.

Zoals dat ook tijdens de voorgaande jaren het geval was, omvat het investeringsprogramma voor het jaar 1974 de nodige werken ten behoeve van de modernisering der waterwegen (rivieren en kanalen), de ouillering van de rivierhavens en de bouw van stuwdammen.

De waterwegen.

Inzake rivieren moeten de aan de gang zijnde werken tot modernisering van de Boven-Schelde, de Leie en de Maas in 1974 worden voortgezet.

Op het stuk van kanalen hebben de investeringen voorname betrekking op het kanaal Hensies-Pommeroeul, het Centrumkanaal, het kanaal Roeselare-Leie, de noodzakelijke werken op het kanaal Charleroi-Brussel ten behoeve van de inrichting van het Sainctelette-plein te Brussel, evenals de Schelde-Rijnverbinding en het Albert-kanaal.

De modernisering van de Boven-Schelde schiet goed op. Alleen voor de doortocht door Doornik moet nog een oplossing worden gevonden. Dit werk, waarvoor twee tracés grondig worden ingestudeerd, zal niet in 1974 worden aangevangen. Niettemin zal de definitieve beslissing binnen de komende maanden vallen, zodat tegen einde 1974 met de onteigeningen en in 1975 met de werken kan begonnen worden.

De modernisering van de Leie moet worden voortgezet over de gehele loop van deze rivier. Er dient nochtans bij voorrang te worden gestreefd naar de geschiktmaking van deze waterweg voor grotere schepen tussen Izegem en Gent. Met de opheffing van de sluis te Deinze zal een grote stap in die richting worden gezet.

Dit impliceert tevens de modernisering van het kanaal Roeselare-Leie tussen Izegem en deze rivier. Alle daartoe uit te voeren werken aan dat kanaal zijn ofwel voltooid, ofwel aan de gang.

De modernisering van de Maas omvat twee wel onderscheiden vakken. Enerzijds de Beneden-Maas stroomafwaarts Luik, waar het na de bouw van de stuwdam te Lieze mogelijk zal zijn de twee versleten stuwen te Hermalle-sous-Armento en te Wezet op te ruimen. Anderzijds de Maas

et Liège. Ici, la construction prévue en 1974 du barrage avec écluse à Andenne-Seilles s'inscrit dans le programme de modernisation destiné à supprimer les barrages existants vétustes et pour lesquels la manœuvre est dangereuse, de favoriser l'écoulement des débits de crue, cause d'inondation, et de créer des écluses modernes à grande capacité.

L'accent est également mis sur la construction du canal Hensies-Pommerœul et du canal du Centre, lesquels présentent une grande importance pour le développement économique des régions traversées.

Dans ce secteur, il est nécessaire de poursuivre les travaux de démergence de la Haine de même d'ailleurs que ceux de la Meuse dans la région liégeoise. Le budget proposé prévoit les crédits nécessaires.

Pour la Dendre, il convient de signaler l'inscription au budget 1974 de tous les travaux devant permettre la mise en service de la nouvelle écluse de Termonde.

Le canal Escaut-Rhin, quant à lui, progresse très sérieusement. Sur le territoire belge, tous les travaux nécessaires sont en cours. Sur le territoire hollandais ils se poursuivent activement. La mise en service de ce canal est prévue dans le courant de l'année 1975.

Le programme de modernisation du canal Albert, réalisé à l'aide d'un financement spécial, se poursuit régulièrement.

Mais la pénétration du canal Albert au port d'Anvers, étudiée suivant l'hypothèse de la création d'un canal Oelegem-Zandvliet, reliant le canal Albert au canal Escaut-Rhin, et raccordé à la partie Nord du port d'Anvers, est actuellement contestée. Cette question est examinée au sein d'un groupe de travail interdépartemental. L'ensemble constitué par les canaux Escaut-Rhin, Oelegem-Zandvliet et Albert serait accessible aux convois poussés de 9 000 tonnes.

Enfin la modernisation de canal maritime Bruxelles-Rupel, se poursuivra en 1974. Il faut signaler la mise en service en 1973 de l'écluse nouvelle construite à Zemst sur ce canal. Les travaux se réalisent ici à l'aide d'un financement spécial.

Les ports intérieurs.

L'exploitation portuaire sur les voies navigables intérieures est assurée par les organismes d'intérêt public que sont le Port autonome de Liège pour la région liégeoise, le Port autonome de Charleroi pour la région carolorégienne, les Installations Maritimes de Bruxelles pour le port de Bruxelles et le canal Bruxelles-Rupel.

Il est envisagé de créer un port autonome de Namur pour les voies navigables de la province de Namur (Meuse et Sambre). La procédure est engagée à cette fin.

Le budget prévoit les subsides pouvant être octroyés aux organismes précités pour le développement de leur infrastructure.

Les barrages-réservoirs.

Les barrages-réservoirs répondent à deux objectifs, soit de permettre l'alimentation régulière et continue d'un réseau de distribution d'eau, soit d'assurer le soutien de l'étiage des cours d'eau durant les périodes où leur débit naturel est insuffisant pour faire face aux besoins qu'ils doivent satisfaire.

Parmi les premiers se classent notamment les barrages-réservoirs de la Vesdre, de la Gileppe et de Nisramont.

tussen Namen en Luik. Hier maakt de in 1974 aan te vatten bouw van het stuwdamcomplex te Andenne-Seilles deel uit van het moderniseringssprogramma dat ten doel heeft de versleten en bij de bediening gevaar opleverende stuwen af te schaffen, de afvoer van de met overstroming gepaard gaande hoge waterstanden te verbeteren en moderne sluizen met grote capaciteit tot stand te brengen.

Het accent wordt ook gelegd op de aanleg van het kanaal Hensies-Pommerœul en het Centrumkanaal, die van grote betekenis zijn voor de economische ontwikkeling van de doorsneden gewesten.

In dit gebied moeten de werken tot verbetering van de waterafvoer van de Hene, evenals trouwens van de Maas in de streek van Luik worden voortgezet. Daartoe worden op de begroting de nodige kredieten uitgetrokken.

Wat de Dender betreft, zijn op de begroting 1974 alle werken ingeschreven ten behoeve van de indiensttreding van de nieuwe sluis te Dendermonde.

Er is ook vooruitgang gemaakt bij de aanleg van de Schelde-Rijnverbinding. Op Belgisch grondgebied zijn alle nodige werken in uitvoering. Op Nederlands grondgebied worden ze ijverig voortgezet. Deze scheepvaartverbinding zal naar verwachting in de loop van 1975 kunnen worden opengesteld.

De modernisering van het Albertkanaal, waarvoor een speciaal financieringssysteem wordt toegepast, vordert gestaag.

De aansluiting van dit kanaal op de haven van Antwerpen, die bestudeerd wordt volgens de hypothese van de aanleg van een kanaal Oelegem-Zandvliet, waardoor het Albertkanaal rechtstreeks zou worden aangesloten op de Schelde-Rijnverbinding en het noordelijk deel van de Antwerpse haven, stuit thans echter op verzet. Deze kwestie wordt door een interdepartementale werkgroep onderzocht. De vaarroute, bestaande uit het Albertkanaal, het kanaal Oelegem-Zandvliet en de Schelde-Rijnverbinding, zou geschikt zijn voor de vaart van duwstellen tot 9 000 ton.

Ten slotte is er het Zeekanaal Brussel-Rupel, waarvan de modernisering in 1974 zal worden voortgezet. Er dient te worden gewezen op de ingebruikneming, in 1973, van de nieuw gebouwde sluis in dit kanaal te Zemst. De werken worden hier uitgevoerd met toepassing van een speciaal financieringssysteem.

De rivierhavens.

De exploitatie van de aan de binnenvaartwegen gelegen havens is opgedragen aan publiekrechtelijke lichamen, met name de Autonome Haven van Luik voor het Luikse, de Autonome Haven van Charleroi voor de streek van Charleroi, en de N. V. Haveninrichtingen van Brussel voor de Brusselse haven en het kanaal Brussel-Rupel.

Men overweegt de oprichting van een autonome haven van Namen voor de scheepvaartwegen in de provincie Namen (Maas en Samber). De procedure daartoe is aangevat.

Op de begroting zijn de toelagen uitgetrokken die aan voornoemde lichamen kunnen worden verleend voor de uitbreiding van hun infrastructuur.

De stuwdammen.

Stuwdammen worden gebouwd voor twee doeleinden, hetzij voor de regelmatige en ononderbroken voorziening van een waterleidingsnet, hetzij om de zomerafvoer van waterlopen op peil te houden wanneer de natuurlijke waterafvoer onvoldoende is om in de behoeften te voorzien.

Tot de eerstgenoemde behoren onder meer de stuwdammen op de Vesder, op de Gileppe en te Nisramont.

Il est apparu nécessaire de rehausser ce dernier et de porter sa capacité de trois à 10 millions de mètres cubes, en vue de faire face à la demande croissante en eau de distribution dans le secteur desservi par cet ouvrage.

Ce secteur sera incessamment étendu au plateau de Bastogne par les travaux en cours. Le budget pour 1974 prévoit les crédits nécessaires en première phase pour le rehaussement du barrage.

Il convient également de signaler la mise en service dans le courant de 1974 du barrage-réservoir du Ry de Rome, qui alimentera la région de Couvin.

Parmi les barrages-réservoirs de soutien d'étiage se classent ceux du complexe Eau d'Heure-Plate-Taille dans la région de Silenrieux et Cefontaine.

La construction en fut commencée en 1972 et les derniers crédits importants nécessaires prévus au budget de 1973.

Les crédits inscrits en 1974 pour ces ouvrages concernent les divers aménagements connexes de moindre coût restant à réaliser, dont certaines routes.

Après une étude approfondie de la question, la construction d'un barrage-réservoir sur la Lesse destiné au soutien d'étiage de la Meuse, a été décidée par le prédécesseur du Ministre. Celui-ci ne dispose actuellement d'aucune solution de rechange qui lui permettrait d'annuler cette décision. Aussi poursuivra-t-on les études et les réalisations préliminaires. Toutefois rien d'irréversible n'interviendra avant mars 1974. Entre-temps, les recherches d'autres solutions sont poursuivies et tout spécialement en territoire français. Les contacts qui ont été pris à ce sujet et la réunion franco-belge du 19 novembre 1973 ne permettent pas encore de tirer une conclusion.

La création de barrages-réservoirs aux sites de l'Eau d'Heure - Plate-Taille et de la Lesse, barrages dont la capacité importante suscitera la création de lacs étendus, va permettre le développement d'une activité touristique et sportive qu'il importe de coordonner.

Aussi a-t-on décidé de créer, pour chacun de ces sites, une association de pouvoirs publics qui, sous forme d'intercommunale avec l'Etat, intéressera toutes les instances régionales concernées par la gestion touristique (provinces, intercommunales régionales, communes).

La procédure en vue de la mise sur pied de ces organismes est en cours. Il est souhaitable qu'ils soient opérationnels au plus tôt.

B. Discussion.

Question :

Quelle est la politique suivie en matière de stockage d'eau ? D'autres solutions que celles retenues pourraient-elles être envisagées notamment en accord avec un pays voisin ?

Réponse :

Le stockage d'eau sur l'intégralité du territoire de la Belgique poursuit plusieurs buts :

1. l'atténuation des crues des rivières et, par conséquent, la diminution des risques d'inondation;

Het blijkt noodzakelijk de stuwdam te Nisramont te verhogen en de inhoud van het stuwdam van 3 op 10 miljoen kubieke meter te brengen om te kunnen voldoen aan de stijgende vraag naar drinkwater in het door dit kunstwerk verzorgde gebied.

Dat gebied zal, dank zij de aan de gang zijnde werken zeer binnenkort tot de hoogvlakte van Bastenaken worden uitgebreid. Op de begroting voor 1974 zijn de nodige kredieten uitgetrokken voor de eerste uitvoeringsfase tot verhoging van de stuwdam.

Voorts kan worden gewezen op de ingebruikneming, in de loop van 1974, van de stuwdam in de Ry de Rome, die de streek van Couvin van water zal voorzien.

Tot de stuwdammen, die bestemd zijn om het zomerdebiet van rivieren op peil te houden, behoren die van het complex Eau d'Heure-Plate Taille, in de streek van Silenrieux en Cefontaine.

De bouw ervan werd in 1972 aangevat en de laatste belangrijke kredieten werden op de begroting 1973 uitgetrokken.

De op de begroting voor 1974 ingeschreven kredieten voor dit complex moeten dienen voor de uitvoering van diverse, minder kostbare, bijbehorende werken, onder meer voor de aanleg van wegen.

Na een grondig onderzoek van het vraagstuk heeft de voorganger van de Minister besloten een stuwdam op de Lesse te laten bouwen om de Maas op peil te houden. De Minister heeft thans geen wisseloplossing waardoor voornoemde beslissing zou kunnen worden vernietigd. De studie en de voorbereidende werken zullen dan ook worden voortgezet. Nochtans zal niets onherstelbaars gebeuren vóór maart 1974. Ondertussen zal verder naar andere oplossingen worden gezocht; met name is een oplossing mogelijk op het Franse grondgebied. Doch uit de contacten die terzake werden gelegd en uit de Frans-Belgische vergadering van 19 november 1973 kan nog geen besluit worden getrokken.

Het aanleggen van stuwdammen in het gebied van de Eau d'Heure en de Plate Taille, waarvan de grote inhoud uitgestrekte meren zal doen ontstaan, zal een stimulans zijn voor de ontwikkeling van het toerisme en de sport, welke activiteiten dienen te worden gecoördineerd. Dat zal ook het geval zijn voor de Lesse.

Men heeft dan ook besloten voor ieder van die twee toeristische gebieden een vereniging van overheidslichamen op te richten in de vorm van een intercommunale vereniging met deelneming van het Rijk, waardoor alle belanghebbende regionale instanties (provincies, regionale intercommunale verenigingen, gemeenten) bij het toeristisch beheer zullen worden betrokken.

De procedure voor de oprichting van die verenigingen is aangevat. Het is wenselijk dat zij ten spoedigste operationeel worden.

B. Bespreking.

Vraag :

Welk beleid wordt gevoerd op het gebied van aanleg van watervoornraden ? Kunnen andere oplossingen dan die welke in aanmerking werden genomen, met name in overleg met een buurland, worden overwogen ?

Antwoord :

Het aanleggen van watervoornraden over het gehele Belgische grondgebied heeft verscheidene doeleinden :

1. de was van de rivieren te regelen en bijgevolg het gevaar voor overstromingen te verminderen;

2. le soutien de l'étiage des rivières, de manière à améliorer les conditions de navigation ainsi que l'état sanitaire et thermique des cours d'eau;

3. le ravitaillement en eau de la population, de l'industrie et de l'agriculture.

Ce stockage s'obtient par l'aménagement de barrages-réservoirs dans la partie accidentée du pays et de bassins d'épargne dans la partie non accidentée.

Le premier groupe de travaux est entièrement à charge du budget du Ministère des Travaux publics, tandis que le second groupe est, suivant les circonstances, pris en charge soit par ce dernier, soit par le Ministère de la Santé publique, notamment quand il s'agit exclusivement d'eau potable.

Quant à la réalisation du programme, et pour ce qui concerne la partie incomptant au Ministère des Travaux publics, la situation se présente actuellement comme suit :

I. Réserves en service.

Réserve de la Gileppe : 26 millions de m³.

Réserve de la Vesdre à Eupen : 25 millions de m³.

Réserve de l'Ourthe à Nisramont : 3 millions de m³.

Bassin de Kluizen, le long du canal de Gand à Terneuzen : environ 5 millions de m³.

Cet ouvrage sera mis en service prochainement et sera exploité par la Société nationale des distributions d'eau.

II. Réserves en cours d'exécution.

Réserves du bassin de l'Eau d'Heure : réserve utilisable de 50 millions de m³.

Réserve du Ry de Rome, affluent de l'Eau noire : 2,2 millions de m³.

III. Réserves à l'étude.

Réserve de Lesse III : 180 millions de m³.

Réserve de l'Eau Noire : de l'ordre de 70 millions de m³.

Réserves de l'Ourthe et de la Houille : questions à l'examen.

Bassin de Kluizen II : il s'agit ici d'un bassin identique au premier, donc également d'environ 5 millions de m³ et pour lequel les terrains sont déjà disponibles.

Ce travail devrait pouvoir être combiné avec le creusement d'une darse latérale de la rive gauche du canal Gand-Terneuzen, darse qui dépendrait de la ville de Gand.

La politique de l'eau a été coordonnée par le Commissariat royal au problème de l'eau. La Commission interministérielle de l'eau lui a succédé. Elle est composée de représentants :

- du Ministère des Travaux publics : Administration des voies hydrauliques et Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire;

- du Ministère de la Santé publique;

- du Ministère de l'Agriculture;

- du Ministère des Affaires économiques (Institut géologique);

- du Ministère des Affaires étrangères;

- du Ministère de l'Intérieur;

- des Services maritimes d'Anvers;

- de l'Institut royal météorologique.

2. de waterstand te regelen ten einde te zorgen voor een betere bevaarbaarheid en een betere sanitaire en thermische toestand van de waterlopen;

3. de bevolking, nijverheid en landbouw van water te voorzien.

Deze voorraden worden bekomen door de bouw van stuwdijken in het heuvelachtige landsgedeelte en van spaarbekkens in het vlakke landsgedeelte.

Het eerste soort van werken komt volledig ten laste van de begroting van het Ministerie van Openbare Werken, terwijl het tweede soort, al naar de omstandigheden, voor rekening komt ofwel van hetzelfde departement, ofwel van dat van Volksgezondheid, bepaaldelijk als het uitsluitend om drinkwater gaat.

Wat de uitvoering van het programma betreft, staan de zaken voor het gedeelte dat ten laste van het Ministerie van Openbare Werken komt, er thans als volgt voor :

I. Reserves waarvan gebruik wordt gemaakt.

Reserve van de Gileppe : 26 miljoen m³.

Reserve van de Vesdre te Eupen : 25 miljoen m³.

Reserve van de Ourthe te Nisramont : 3 miljoen m³.

Bekken te Kluizen langs het kanaal Gent-Terneuzen : ongeveer 5 miljoen m³.

Dit laatste werk wordt eerlang in gebruik genomen en door de Nationale Maatschappij der Waterleidingen beheerd.

II. Reserves die thans worden aangelegd.

Reserves van het bekken van Eau d'Heure : bruikbare reserve van 50 miljoen m³.

Reserve van de Ry de Rome, een bijrivier van het Zwarte Water : 2,2 miljoen m³.

III. Reserves in studie.

Reserve van de Lesse III : 180 miljoen m³.

Reserve van het Zwarte Water : circa 70 miljoen m³.

Reserves van de Ourthe en de Houille : die kwesties worden onderzocht.

Bekken van Kluizen II : het gaat hier om een gelijkaardig bekken als het eerste, dus ook van nagenoeg 5 miljoen m³ en waarvoor de grond reeds beschikbaar is.

Dit werk zou samengevoegd moeten kunnen worden met het graven van een zijdok aan de linkeroever van het kanaal Gent-Terneuzen, een dok dat onder de stad Gent zou ressorteren.

Voor de coördinatie van het waterbeleid zorgde het Koninklijk Commissariaat voor het waterprobleem. Zijn taak werd overgenomen door de Interministeriële Commissie voor het water. Zij bestaat uit vertegenwoordigers van :

- het Ministerie van Openbare Werken : Bestuur van de Waterwegen en Bestuur van Stedebouw en Ruimtelijke Ordening;

- het Ministerie van Volksgezondheid;

- het Ministerie van Landbouw;

- het Ministerie van Economische Zaken (Geologisch Instituut);

- het Ministerie van Buitenlandse Zaken;

- het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

- de Antwerpse zeevaartdiensten;

- het Koninklijk Meteorologisch Instituut.

La commission a pour mission d'assurer en permanence et d'une manière générale : la coordination des études des problèmes relatifs à l'eau relevant de départements ministériels différents;

— de donner des avis en vue des interventions du gouvernement à ce sujet.

Elle est chargée plus particulièrement des avis et études concernant :

— la tenue à jour d'un inventaire permanent des ressources en eau et de l'annuaire hydrologique de la Belgique;

— l'inventaire des besoins en eaux de différentes qualités;

— l'harmonisation de la législation relative à l'eau;

— la coordination des interventions des administrations et organismes publics, soit sur le plan technique, soit en vue de satisfaire à des objectifs régionaux, nationaux ou internationaux.

Le rôle du Ministère des Travaux publics est d'étudier les solutions techniques qui doivent satisfaire aux objectifs de la commission.

Il surveille également l'exécution des travaux.

Cette commission étudie aussi la réalimentation artificielle de certaines nappes souterraines, notamment dans les terrains karstiques.

Par ailleurs, le régime hydraulique des rivières est également influencé par les aménagements qui auraient lieu plus en amont, notamment dans le nord de la France.

Question :

Article 73.03 : Cours d'eau — 300 millions.

Canal du Centre — Tronçon La Louvière - Strépy-Bracquegnies.

Mise au gabarit de 1 350 tonnes.

1) Y a-t-il accord entre le C. E. R. W. et le département en ce qui concerne le timing à appliquer pour terminer ce travail ?

2) L'état d'avancement du projet peut-il déjà indiquer par quel type d'ouvrage il sera possible de racheter la dénivellation existante entre Houdeng-Aimeries, Strépy-Bracquegnies et Thieu ?

Réponse :

La question posée engage à exposer dans son ensemble le problème de l'achèvement de la modernisation du canal du Centre.

Le futur canal du Centre aura une longueur de 18 km et comportera 3 ouvrages d'art : une première écluse (Obourg-Wartons) de 5 m de chute, une deuxième écluse (Havré) de 10 m de chute et un ouvrage de rachat de la chute de 73,50 m à Strépy.

La situation actuelle se présente comme suit :

— Un premier tronçon de 4,5 km est complètement terminé et en service entre Mons et Obourg : il comporte l'écluse de Wartons qui a 96 m de longueur utile et 12 m de largeur.

— L'écluse d'Havré est terminée : elle sera mise en service cette année quand l'équipement électromécanique sera achevé; ses dimensions sont : longueur utile 124 m, largeur 12,50 m.

De commissie heeft tot taak voortdurend en in het algemeen te zorgen voor : de coördinatie van de studie van de problemen in verband met het water die onder verschillende ministeriële departementen ressorteren;

— het verstrekken van adviezen met het oog op het optreden van de regering op dat gebied.

Meer in het bijzonder wordt zij belast met adviezen en studies betreffende :

— het bijhouden van een doorlopende inventaris van de watervoorzieningsbronnen en het hydrologisch jaarboek van België;

— de inventaris van de behoeften aan water van allerlei kwaliteit;

— de harmonisering van de wetgeving betreffende het water;

— de coördinatie van het optreden van openbare besturen en organen, ofwel op technisch gebied, ofwel om gewestelijke, nationale of internationale streefdoelen te bereiken.

De rol van het Ministerie van Openbare Werken bestaat erin de technische oplossingen te bestuderen om de oogmerken van de commissie te bereiken.

Het ziet ook toe op de uitvoering van de werken.

Deze commissie bestudeert ook de kunstmatige aanvulling van bepaalde ondergrondse waterlagen, met name in karstgronden.

Voorts wordt het regime van de rivieren ook beïnvloed door verbeteringen stroomopwaarts, onder meer in Noord-Frankrijk.

Vraag :

Artikel 73.03 : Waterlopen — 300 miljoen.

Kanaal van het Centrum — Vak La Louvière - Strépy-Bracquegnies.

Bebaarbaar maken voor schepen van 1 350 ton.

1) Is de G. E. R. W. het eens met het departement over het tijdschema voor de voltooiing van dat werk ?

2) Is het ontwerp reeds zover gevorderd dat kan worden aangegeven met welk soort kunstwerk het mogelijk zal zijn het bestaande niveauverschil tussen Houdeng-Aimeries, Strépy-Bracquegnies en Thieu te overbruggen ?

Antwoord :

De gestelde vraag noopt het probleem van de voltooiing van de modernisering van het kanaal van het Centrum in zijn geheel te belichten.

Het toekomstige kanaal van het Centrum zal een lengte van 18 km hebben en 3 kunstwerken krijgen : een eerste sluis (Obourg-Wartons) met een niveauverschil van 5 m, een tweede sluis (Havré) met een niveauverschil van 10 m en een kunstwerk om het niveauverschil van 73,50 m te Strépy te overwinnen.

De huidige toestand doet zich als volgt voor :

— Een eerste vak van 4,5 km is helemaal voltooid en tussen Bergen en Obourg in gebruik : het omvat de sluis van Wartons met een dienstige lengte van 96 m en een breedte van 12 m.

— De sluis te Havré is voltooid : zij wordt dit jaar in gebruik genomen, wanneer de elektromechanische apparatuur gereed is; de afmetingen ervan zijn : dienstige lengte 124 m, breedte 12,50 m.

— Les raccordements en amont et en aval de l'écluse d'Havré ainsi qu'un tronçon couvrant une longueur totale de quelque 2,5 km sont en cours d'exécution. Ces travaux doivent être terminés dans 1 an, de telle sorte que pour l'été 1975 une section continue de 7 km environ sera en service entre Mons et Havré, les deux écluses nouvelles remplaçant quatre anciens ouvrages.

* * *

Le programme des travaux futurs retenu jusqu'à présent comprend la réalisation d'une section de 4,5 km environ en partant de La Louvière :

— en 1974 : mise en adjudication d'un tronçon de 1,2 km à La Louvière avec création d'une tranchée très importante dont les terres seront utilisées dans la section en remblai suivante (estimation 350 millions). Les documents d'adjudication sont attendus à l'Administration centrale;

— en 1975 : mise en adjudication du tronçon suivant, y compris la construction d'un pont-canal sur la chaussée du Rœulx (estimation 600 millions).

Cette section de quelque 4,5 km aboutit au zoning de Strépy et à l'ouvrage de rachat de la chute de Strépy.

* * *

Le programme ultérieur n'est pas décidé définitivement. Il comporte :

- a) un tronçon de 4 km environ entre Havré et Thieu;
- b) un ouvrage de forte chute s'étendant sur 2,5 km.

Logiquement, il y a lieu de poursuivre dès 1976 par les travaux repris au littera b), étant donné la durée (4 à 5 ans) nécessaires à leur réalisation. Pour ce faire, il faut tenir compte des impératifs suivants :

— nécessité d'engager des crédits importants en 1976. L'estimation est de 1 700 millions pour le génie civil et 1 000 millions pour l'équipement électromécanique. Il va de soi que seul le génie civil pourrait être engagé en 1976;

— nécessité de renforcer, dès à présent, le personnel technique nécessaire à l'étude des ouvrages d'art hydrauliques. Il faut remarquer que le type d'ouvrage n'est pas décidé et ne pourra l'être qu'après l'examen des essais de forages qui viennent d'être terminés et après une étude comparative des diverses solutions possibles, qui ne peut être entreprise sans le personnel précité.

En admettant que les conditions ci-dessus soient remplies, le planning de mise en adjudication et de l'achèvement des travaux pourrait être :

Travaux	Adjudication	Achèvement
1. Rachat de la chute (génie civil) 1 700 millions	fin 1976	fin 1980
2. Rachat de la chute (équipement) 1 000 millions	1977	fin 1980
3. Tronçon Havré-Ville s/Haine (350 millions)	1977	1980
4. Tronçon Ville s/Haine-Thieu (450 millions)	1978	1980

— In uitvoering zijn de aansluitingen stroomop- en stroomafwaarts de sluis te Havré, alsook een vak met een totale lengte van zowat 2,5 km. Die werken moeten over 1 jaar voltooid zijn, zodat tegen de zomer van 1975 een ononderbroken vak van ongeveer 7 km in gebruik zal zijn tussen Bergen en Havré met de 2 sluizen die 4 vroegere kunstwerken vervangen.

* * *

In het tot nog toe aangehouden programma van de Komende werken is er de aanleg van een vak van nagenoeg 4,5 km van La Louvière af :

— in 1974 : aanbesteding van een vak van 1,2 km te La Louvière, met het graven van een zeer grote sleuf, waarvan de aarde aangewend zal worden voor het volgende opgehoogde vak (raming 350 miljoen). De aanbestedingsstukken worden bij het Centraal Bestuur verwacht;

— in 1975 : aanbesteding van het volgende vak met inbegrip van de bouw van een kanaalbrug boven de weg naar Le Rœulx (raming 600 miljoen).

Dit pand van zowat 4,5 km loopt uit op de industriezone te Strépy en het kunstwerk bestemd om het niveauverschil te overwinnen.

* * *

Het verdere programma ligt nog niet definitief vast. Het omvat :

- a) een vak van ongeveer 4 km tussen Havré en Thieu;
- b) een kunstwerk voor het grote niveauverschil over 2,5 km.

Logisch gesproken moet van 1976 af voortgegaan worden met de sub b) vermelde werken, gelet op de nodige termijn (4 tot 5 jaar) voor de uitvoering ervan. Om dit te doen, moet met de volgende vereisten rekening worden gehouden :

— noodzakelijkheid in 1976 grote kredieten vast te leggen. De raming bedraagt 1 700 miljoen voor de burgerlijke bouwkunde en 1 000 miljoen voor de elektromechanische apparatuur. Het spreekt vanzelf dat in 1976 alleen het bedrag voor de burgerlijke bouwkunde vastgelegd zou kunnen worden;

— noodzakelijkheid nu reeds het technisch personeel uit te breiden dat nodig is voor de studie van de hydraulische kunstwerken. Opgemerkt moet worden dat omtrent de aard van het kunstwerk niet beslist is en dat dit maar kan na onderzoek van de voerpoeven die zopas voltooid werden en na een vergelijkende studie van de onderscheiden mogelijke oplossingen, die echter zonder voormeld personeel niet kan worden ondernomen.

Aangenomen dat bovenvermelde voorwaarden vervuld worden, zou het tijdschema van de aanbesteding en de voltooiing van de werken kunnen zijn :

Werken	Aanbesteding	Voltooiing
1. Overwinnen van niveauverschil (burgerlijke bouwkunde) 1 700 miljoen ...	einde 1976	einde 1980
2. Overwinnen van niveauverschil (apparatuur) 1 000 miljoen ...	1977	einde 1980
3. Vak Havré-Ville-sur-Haine (350 miljoen) ...	1977	1980
4. Vak Ville-sur-Haine-Thieu (450 miljoen) ...	1978	1980

Si les conditions précitées ne peuvent être retenues, on devrait avancer en 1976 et 1977 les travaux 3. et 4. et retarder en 1978 et 1979 les travaux 2. et 1. avec la conséquence d'un retard d'au moins 2 ans dans l'achèvement total des travaux du canal du Centre.

Question :

En ce qui concerne les eaux usées des bassins hydrographiques des rivières Samme, Thines, Sennette, Haute et Moyenne Haine, un travail a été présenté par la Jeune Chambre économique et l'I. D. E. A. hennuyère.

Où en est cette étude ?

Réponse :

En ce qui concerne les eaux usées des bassins hydrographiques des rivières Samme, Thines, Sennette, Haute et Moyenne Haine, il n'a pas encore été possible d'obtenir les renseignements demandés.

Le Ministre s'informe à ce sujet et ne manquera pas de fournir directement au membre toutes les informations nécessaires.

Question :

Les expropriations réalisées à Anvers sur la rive gauche sont indemnisées très lentement; il en résulte un dommage supplémentaire pour les propriétaires.

Le Ministre ne peut-il prendre des mesures pour remédier à cette situation, notamment à celle des agriculteurs expropriés ?

Réponse :

Des difficultés ont en effet surgi lors de la liquidation des dossiers de certains expropriés. Si tout le monde peut se ralier à la description idéale de « ce qu'il faudrait faire », l'Administration est toutefois tenue d'observer des règles qui ne permettent pas toujours d'apporter les correctifs requis. Dans l'état actuel des choses, les abus ou la gabegie ne sont pas exclus.

L'industrialisation de la rive gauche constitue un projet gigantesque. Des sommes considérables sont nécessaires si l'on veut respecter le calendrier prévu. Leur amortissement à charge du budget annuel des Travaux publics constitue un lourd fardeau. En ce qui concerne les expropriations, aucun compromis avec d'autres travaux confiés à l'Administration des Voies hydrauliques n'est possible en raison de la superficie des terrains en question. C'est surtout en raison de l'aspect humain du problème que le C. M. C. E. S. avait décidé dès 1971 d'inscrire à l'article 600-1A, dont la gestion incombe au Secrétariat d'Etat à l'Economie régionale, un montant de 500 millions de F à mettre à la disposition du département en vue des expropriations anticipées et des expropriations complémentaires.

En ce qui concerne les expropriations anticipées, seuls les cas sociaux sont pris en considération. Les expropriations complémentaires de terrains situés dans la zone industrielle visent à éviter qu'après avoir été exproprié partiellement une première fois, le même propriétaire ne soit à nouveau contacté une ou plusieurs fois en vue de nouvelles expropriations.

Als voormelde voorwaarden niet vervuld kunnen worden, moeten de werken 3. en 4. reeds in 1976 en 1977 uitgevoerd worden en de werken 2. en 1. naar 1978 en 1979 verschoven worden, wat een vertraging van ten minste 2 jaar meebrengt voor de totale voltooiing van de werken aan het kanaal van het Centrum.

Vraag :

In verband met het afvalwater in de bekkens van de rivieren Samme, Thines, Sennette, Boven- en Middenhene, werd een werk voorgesteld door de « Jeune Chambre économique » en het « I. D. E. A. » uit Henegouwen.

Hoever staat het met die studie ?

Antwoord :

In verband met het afvalwater in de bekkens van de rivieren Samme, Thines, Sennette, Boven- en Middenhene was het nog niet mogelijk de gevraagde inlichtingen te bekomen.

De Minister wint daarover inlichtingen in en zal niet nalaten het lid alle nodige informatie te bezorgen.

Vraag :

De onteigeningen op de linkeroever te Antwerpen worden zeer traag vergoed, wat een bijkomende schade voor de eigenaars betekent.

Kan de Minister maatregelen treffen om die toestand te verhelpen, bepaaldeelijc voor de landbouwers die onteigend werden ?

Antwoord :

Er hebben zich inderdaad moeilijkheden voorgedaan bij het afhandelen van de dossiers van sommige onteigenden. De gegeven idealistische beschrijving van « wat zou moeten » wordt door eenieder bijgetreden. De Administratie is echter aan regels gebonden zodat zij niet steeds onmiddellijk de gewenste verbeteringen kan aanbrengen als iets verkeerd loopt. In de huidige stand van zaken zijn misbruiken en wanbeheer niet uitgesloten.

De industrialisatie van de linkeroever is een reuze-project. Om de normale timing te realiseren zijn aanzienlijke bedragen nodig. Het afschrijven van deze bedragen op de jaarlijkse begroting van openbare werken betekent een grote last. Inzake onteigeningen is wegens de betrokken oppervlakte van de terreinen geen vergelijking mogelijk met andere werken die werden opgedragen aan het Bestuur der Waterwegen. Vooral om het menselijk aspect van de zaak heeft het M. C. E. S. C. dan ook reeds in 1971 beslist op artikel 600.1A dat wordt beheerd door het Staatssecretariaat van Streekeconomie, een bedrag van 500 miljoen F ter beschikking te stellen van het departement voor het vervroegd onteigenen en voor het onteigenen van meegesleurde gronden.

Voor het vervroegd onteigenen komen alleen de sociale gevallen in aanmerking. Met het onteigenen van de meegeleurseerde gronden gelegen in de industriezone, wil men voorkomen dat eenzelfde eigenaar na reeds een eerste maal gedeeltelijk te zijn onteigend, opnieuw of nog meerder malen wordt benaderd voor nieuwe onteigeningen.

Le montant mis à la disposition par le C. M. C. E. S. a permis d'entamer les travaux sans difficultés insurmontables. Néanmoins, ce montant s'est avéré insuffisant et, en 1972, le Secrétaire d'Etat fut saisi d'une demande portant sur une deuxième tranche de 500 millions de F. Toutefois, les normes régissant l'octroi des crédits avaient été tellement modifiées qu'en dépit des instances pressantes du département des Travaux publics, la demande ne put être accueillie, ni en 1972, ni en 1973.

C'est ainsi que dans certains arrêtés d'expropriation qui avaient été établis dans la ferme conviction que de nouveaux crédits seraient inscrits à l'article 600.1.A, force fut d'opérer l'imputation budgétaire à l'article 71.05, c'est-à-dire l'article du budget qui est géré par le département.

La Cour des Comptes a cependant formulé des observations en ce qui concerne ces modifications d'imputation. Entre-temps, le Ministre a exposé les faits à la Cour des Comptes, de sorte que le visa devant permettre le paiement peut être accordé d'un jour à l'autre. Cette situation a entraîné des difficultés en ce qui concerne l'indemnisation légitime des expropriés. Le Ministre a donné l'assurance qu'il suivra de près les expropriations et veillera à ce que les paiements soient exécutés avec toute la souplesse requise.

Question :

A quelle conclusion est parvenue la commission qui s'est occupée du problème du creusement du canal Oelegem-Zandvliet ?

Les expropriations continuent-elles ?

Réponse :

Le canal projeté d'Oelegem à Zandvliet a pour but de relier au port d'Anvers le canal Albert, qui a été élargi à l'intention des convois de poussage.

Le tracé du canal a été accepté à l'époque par M. De Saeger, Ministre des Travaux publics de l'époque, de sorte que les expropriations étaient en cours au moment où le Ministre des Travaux publics du précédent Gouvernement, M. Califice, décida d'arrêter tous les travaux en attendant que le groupe de travail créé à cette fin ait déposé son avis.

L'opposition à ce canal était si violente et le prédecesseur du Ministre était soumis à de telles pressions qu'un groupe de travail interdépartemental fut créé le 5 septembre 1973, en vue d'étudier la question du canal Oelegem-Zandvliet, tant du point de vue économique et écologique qu'en ce qui concerne la circulation, etc. Le noyau de ce groupe de travail était constitué principalement de membres du Cabinet et, en raison de la crise gouvernementale, il n'a pu terminer ses travaux ni émettre un avis définitif.

Jusqu'à présent, on a non seulement déjà exproprié plusieurs parcelles, mais également construit les ponts qui devaient faire passer les autoroutes E 10 et E 3 au-dessus du canal. En outre, le pont de la « Hallebaan » à Oelegem a déjà été adjugé et l'entrepreneur désigné, mais l'ordre de commencer les travaux n'a pas encore été donné en raison du fait que l'avis du groupe de travail n'était pas connu lors de l'échéance.

Quant à l'arrêt des expropriations, c'est fin décembre que l'attention du Ministre Califice fut attirée sur le fait que le comité d'acquisition n'avait pas reçu instruction de suspendre les expropriations et continuait à procéder à des acquisitions. Il lui fut demandé, au cas où il déciderait d'arrêter provisoirement les acquisitions, de donner les instructions nécessaires à ce sujet. La décision ministérielle en cette matière n'a pas été prise.

Dit door het M. C. E. S. C. ter beschikking gestelde bedrag heeft het mogelijk gemaakt zonder onoverkomelijke moeilijkheden te starten met de werken. Het bedrag volstond evenwel niet en in 1972 werd een vraag voor een 2^e tranche van 500 miljoen F aan de Staatssecretaris overgemaakt. De normen voor het toekennen van kredieten waren evenwel zodanig veranderd dat noch in 1972 noch in 1973, ondanks het aandringen van Openbare Werken, kon ingegaan worden op de vraag.

Noodgevonden werden in sommige onteigeningsbesluiten die waren opgemaakt in de vaste overtuiging dat nieuwe kredieten op 600.1.A zouden ter beschikking zijn gekomen, de budgettaire aanrekening gedaan op artikel 71.05, dit is een artikel van de begroting beheerd door het departement.

Het Rekenhof heeft echter opmerkingen gemaakt omtrent deze wijzigingen van imputatie. De Minister heeft het Rekenhof intussen uiteengelegd hoe de feiten zich voordoen zodat het visum dat de betaling moet mogelijk maken, elke dag kan worden verwacht. Deze moeilijkheden hebben aanleiding gegeven tot moeilijkheden m.b.t. de rechtmatige uitbetaling van de betrokkenen. De Minister verzekert dat hij de onteigeningen van nabij zal blijven volgen en er zal over waken dat de betalingen vlot zullen worden uitgevoerd.

Vraag :

Tot welk besluit is de commissie gekomen die zich bezig houdt met het vraagstuk van de aanleg van het kanaal Oelegem-Zandvliet ?

Gaat men verder met de onteigeningen ?

Antwoord :

Het geplande kanaal Oelegem-Zandvliet heeft tot doel het voor duwkonvoien verbrede Albertkanaal te verbinden met de haven van Antwerpen.

Het tracé van het kanaal werd reeds destijds aanvaard door de heer De Saeger voormalig Minister van Openbare Werken, zodat met de onteigeningen een aanvang was genomen vooraleer de vroegere Minister van Openbare Werken de heer Califice, besliste alle werkzaamheden stop te zetten, in afwachting dat de daartoe opgerichte werkgroep haar advies zou neergelegd hebben.

De tegenstand tegen dit kanaal was zodanig hevig en de drukking op de voorganger van de Minister zo groot dat een interdepartementale werkgroep opgericht werd op 5 oktober 1973 om het vraagstuk van het kanaal Oelegem-Zandvliet zowel economisch, ecologisch, verkeerskundig, enz. te bestuderen. De kern van deze werkgroep bestond hoofdzakelijk uit kabinetsleden, en de werkgroep heeft ten gevolge van de regeringscrisis noch haar werkzaamheden kunnen voltooien noch een definitief advies uitbrengen..

Tot hier toe werden niet alleen reeds verschillende percelen onteigend, doch ook de bruggen gebouwd die de E 10 en de E 3 over het kanaal moeten leiden. Verder werd eveneens de brug in de Hallebaan te Oelegem aanbesteed en de aannemer aangeduid. Het bevel tot aanvang der werken werd echter nog niet gegeven, aangezien op de vervaldatum het advies van de werkgroep niet gekend was.

Wat het stopzetten der onteigeningen betreft werd eind december de aandacht van Minister Califice er op gevestigd dat het Comité van aankoop geen opdracht ontvingen had om de onteigeningen op te schorten en nog steeds verder ging met aankopen. Er werd hem gevraagd dat, in geval hij zou beslissen de onteigeningen tijdelijk te staken, hij de nodige onderrichtingen hiertoe zou willen geven. De eventuele desbetreffende ministeriële beslissing werd niet genomen.

Afin d'avoir une vue complète de la question, le Ministre donnera instruction au groupe de travail de faire rapport incessamment.

Question :

En ce qui concerne le coude de Bath, où en sont les négociations avec les Pays-Bas ?

Réponse :

Les pourparlers avec les autorités néerlandaises du Waterstaat progressent actuellement à grand pas.

Le projet relatif à la rectification du coude de l'Escaut à Bath est pratiquement terminé. Des négociations se poursuivent au sujet de l'amélioration de la qualité de l'eau de l'Escaut.

Question :

La scission du Laboratoire de Recherches hydrauliques de Borgerhout va-t-elle être poursuivie ?

Réponse :

La création de deux sections au Laboratoire de Recherches hydrauliques, en l'occurrence une section néerlandaise à Borgerhout et une section française à Châtelet, est réglée par arrêté royal.

Le cadre du personnel sera adapté, mais n'entraînera pas le retrait des effectifs d'expression néerlandaise en service à Borgerhout.

6. CREDITS PARALLELES.

Questions :

Où en est la liquidation des crédits parallèles pour 1972 et 1973 ?

Une partie importante de ces crédits était destinée à la rénovation et à la construction des logements en Wallonie.

Réponse :

Les crédits parallèles sont apparus pour la première fois au budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1971.

Ils représentent des compensations octroyées à la Wallonie en raison :

1. du non aboutissement d'un projet d'investissement sur le site dit de « Focant » (391 000 000 F);

2. d'investissements importants décidés pour l'aménagement du port de Zeebrugge (1 000 000 000 de F);

Si la compensation « Focant » ne se produisit qu'une seule fois, celle résultant du point 2 ci-dessus fut maintenue au cours des années budgétaires 1972 et 1973.

Les crédits dont il s'agit sont utilisés sur base de programmes arrêtés par le Conseil économique wallon et approuvés en Conseil des Ministres.

Ten einde een volledig overzicht te hebben, zal de Minister de werkgroep opdracht geven hem zonder verwijl verslag uit te brengen.

Vraag :

Hoever staat het overleg met Nederland over de bocht van Bath ?

Antwoord :

De onderhandelingen met de Hollandse overheden van de Waterstaat zijn thans zeer ver gevorderd.

Het ontwerp betreffende de kromming van de Schelde te Bath is praktisch uitgewerkt. Gesprekken worden voortgezet omrent de verbetering van de kwaliteit van het Scheldewater.

Vraag :

Wordt de splitsing van het waterbouwkundig laboratorium te Borgerhout voortgezet ?

Antwoord :

De oprichting van 2 secties in het hydraulisch laboratorium, te weten één Nederlandstalige te Borgerhout en één Franstalige te Châtelet, wordt geregeld bij koninklijk besluit.

Het personeelskader zal aangepast worden, maar zal niet de terugtrekking van de nederlandstalige personeelsleden in dienst te Borgerhout, voor gevolg hebben.

6. PARALLELLE KREDIETEN.

Vraag :

Hoever staat de vereffening van de parallelle kredieten voor 1972 en 1973 ?

Een aanzienlijk gedeelte van die kredieten was bestemd voor de vernieuwing en de bouw van woningen in Wallonië.

Antwoord :

De parallelle kredieten kwamen voor de eerste maal op de begroting van het Ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1971 voor.

Zij vertegenwoordigen compensaties die aan Wallonië werden toegekend wegens :

1. niet uitvoering van een investeringsontwerp in de buurt van Focant (391 000 000 F);

2. aanzienlijke investeringen waartoe was besloten voor de verbetering van de haven van Zeebrugge (1 miljard F).

Werd de compensatie voor Focant slechts eenmaal toegekend, die in verband met voormeld punt 2 bleef in de begrotingsjaren 1972 en 1973 gehandhaafd.

De kredieten waarvan sprake worden aangewend op basis van de programma's die door de Waalse Economische Raad worden vastgesteld en in de Ministerraad goedgekeurd.

Les programmes arrêtés à ce jour par le C. E. W. sont :

a) pour 1971.

1. *Focant.*

A. Logement :

— subside à la société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise	63
— subside à la société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de l'Entre-Sambre-et-Meuse	21
— Subside Sideho	46
<hr/>	
Sous-total	130

B. Travaux routiers et zonings :

— route 28 tronçon Olfagne-Carrefour de Recogne (mise à 4 voies entre le PM 16425 et le PM 30450)	163
— contournement de St. Hubert (mise à quatre voies)	90
— zoning touristique de Vielsalm	30
<hr/>	
Total	283
Ce total est à limiter à 92,26 % par décision du C. M. C. E. S. soit	261
<hr/>	
Total général	391

2. *Compensations Zeebrugge.*

A. *Zonings industriels :*

— Zoning de Hermalle-sous-Huy	171
— Zoning de Verviers - Est	24
— Zoning de Wauthier-Braine	10
— Zoning de Jodoigne	5
— Accès à la zone industrielle d'Aubange	12
— Accès à la zone industrielle de On	9
— Electrification éclairage des zonings d'Aubange, Bastogne, Marloie et Arlon	14

B. *Routes :*

— Construction d'un axe Est-Ouest Centre-Basse-Sambre à travers l'agglomération de Charleroi :	
— Modernisation des R. N. 35 et R. N. 36	271,5
— Routes touristiques — Financement du programme routier relatif à la R. N. 28	97
— Routes touristiques Semois-Vierre	20
— Routes touristiques vallée de l'Achouffe	12
— Zoning touristique val d'Aisne	24,5

C. *Voies hydrauliques :*

— Réalisation sur une longueur de 3 km du canal Pommerœul-Condé (longueur totale 5 km)	260
— Financement d'une étude de développement économique sur la mise au grand gabarit du canal de l'Espierres	5
<hr/>	
Total	1 000

De programma's die de W. E. R. tot hiertoe vastlegde zijn :

a) voor 1971.

1. *Focant.*

A. *Huisvesting :*

— toelage aan de « Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise »	63
— toelage aan de « Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de l'Entre Sambre et Meuse	21
— toelage aan Sideho	46
<hr/>	

Subtotaal 130

B. *Wegwerken en industrieterreinen :*

— weg 28 vak Offagne-Kruispunt te Recogne (verbreding tot 4 rijstroken tussen kilometerpaal 16425 en kilometerpaal 30450)	163
— ringweg om St-Hubert (verbreding tot 4 rijstroken)	90
— toeristisch terrein te Vielsalm	30
<hr/>	

Totaal 283

Bij beslissing van het M. C. E. S. C. moet dit totaal tot 92,26 % beperkt worden, dit is 261

Algemeen totaal 391

2. *Compensaties Zeebrugge.*

A. *Industrieterreinen :*

— Industrieterrein te Hermalle-sous-Huy	171
— Industrieterrein Oost te Verviers	24
— Industrieterrein te Wouters-Brakel	10
— Industrieterrein te Geldenaken	5
— Toegang tot het industrieterrein te Aubange	12
— Toegang tot het industrieterrein te On	9
— Elektrische verlichting van de industrieterreinen te Aubange, Bastenaken, Marloie en Aarlen	14

B. *Wegen :*

— Aanleg van een weg oost-west Centrum-Nedersamber dwars door de agglomeratie van Charleroi :	
— Modernisering van de Rijkswegen 35 en 36	271,5
— Toeristische wegen — Financiering van het wegprogramma betreffende Rijksweg 28	97
— Toeristische wegen Semois-Vierre	20
— Toeristische wegen dal van de Achouffe	12
— Toeristisch terrein dal van de Aisne	24,5

C. *Waterwegen :*

— Graven van het kanaal Pommerœul-Condé (totale lengte 5 km) over een lengte van 3 km	260
— Financiering van een studie met het oog op de economische ontwikkeling over de verbreding van het Spierekanaal	5
<hr/>	

Totaal 1 000

b) Pour 1972.

— compensation Zeebrugge.
Projet logement et rénovation urbaine : 545,4 millions.

Le montant des crédits pour ce projet se répartit comme suit :

a) Brabant wallon — Intercommunale du Brabant wallon 80 millions

— projet Jodoigne : participation aux frais de suppression de taudis, acquisition et équipement de terrains : 21 millions;

— projet Wauthier Braine-Braine le Château, achat de terrains en vue de la construction de logements préfabriqués : 39 millions;

— projet Ottignies : subvention octroyée pour la construction de logements à utiliser dans une conception largement démocratique et à résérer en ordre principal aux personnes à revenus modestes : 20 millions.

b) Namur : Intercommunale en liaison avec le BEPN 60 millions

— intervention de ± 15 % dans le programme important de construction de logements moyens.

c) Luxembourg : Idelux 35 millions

— réalisation de voiries et adduction (et éventuellement d'intérêts intercalaires) dans des terrains destinés à du logement moyen à Marche, Bastogne et Libramont.

d) Liège : Société provinciale d'Industrialisation 95,4 millions

— Verviers (Régie foncière ou coopérative à majorité publique) : achat de terrains à Verviers et dans la région avoisinante : 47,7 millions;

— Seraing : pour les frais d'expropriation d'ilots urbains à assainir et équipement d'urgence de terrains destinés à du logement social et éventuellement moyen : 47,7 millions.

e) Hainaut 275 millions

1. Sideho : 75 millions :

— une opération de rénovation urbaine à Mouscron (achat de terrains) : 40 millions;

— une opération d'assainissement du site dans le bassin carrier à Vaulx; démolition de logements enclavés, reconstruction de logements neufs : prise en charge de la différence entre la valeur d'expropriation et la valeur du logement neuf : 35 millions.

b) Voor 1972 :

— Compensatie Zeebrugge.
Ontwerp huisvesting en stadsvernieuwing : 545,4 miljoen.

De onderverdeling van het bedrag aan kredieten voor dit ontwerp is de volgende :

a) Waals Brabant — Intercommunale vereniging van Waals Brabant 80 miljoen

— ontwerp Goldenaken : deelneming in de kosten van opruiming van krotten, aankoop en toerusting van terreinen : 21 miljoen;

— ontwerp Woutersbrakel-Kasteelbrakel aankoop van grond met het oog op de bouw van geprefabriceerde woningen : 39 miljoen;

— ontwerp Ottignies : toelage voor de bouw van woningen die in een ruime democratische opvatting aangewend zullen worden en in hoofdzaak voorbehouden voor personen met een bescheiden inkomen : 20 miljoen.

b) Namen : Intercommunale vereniging samen met « BEPN » 60 miljoen

— Tegemoetkoming van ± 15 % in het grote programma voor de bouw van middelgrote woningen.

c) Luxemburg : Idelux 35 miljoen

— aanleg van wegen en leidingen (en in voorkomend geval van hetgeen erbij komt) op de terreinen bestemd voor middelgrote woningen te Marche, Bastenaken en Libramont.

d) Luik : Société provinciale d'Industrialisation 95,4 miljoen

— Verviers (Grondregie of coöperatie met een meerderheidsbelang van de overheid) : aankoop van grond te Verviers en in het naburige gewest : 47,7 miljoen;

— Seraing : voor de onteigeningskosten van blokken in het stadsgebied die gesaneerd moeten worden, en dringend noodzakelijke toerusting van grond bestemd voor sociale en desgevallend middelgrote woningen : 47,7 miljoen.

e) Henegouwen 275 miljoen

1. Sideho : 75 miljoen :

— stadsvernieuwingsoperatie te Moeskroen (aankoop van grond) : 40 miljoen;

— saneringsoperatie voor het landschap in het steengroefbekken te Vaulx, slopen van ommuurde woningen, bouw van nieuwe woningen : dekken van het verschil tussen de onteigeningswaarde en de waarde van de nieuwe woning : 35 miljoen.

2. Idea	100	millions	2. Idea	100	miljoen
— achat de terrains à Mons-Ghlin au charbonnage (opération d'assainissement);				— aankoop van grond te Bergen-Ghlin van de kolenmijn (saneringsoperatie);			
— achat et équipement de terrains à Manage (logement moyen);				— aankoop en toerusting van grond te Manage (middelgrote woningen);			
— éventuellement la première tranche d'expropriation dans un périmètre à assainir en bordure de la Grand'Place de Mons.				— in voorkomend geval de eerste tranche van een onteigening in een te saneren buurt nabij de Grand'Place te Bergen.			
3. A. D. E. C.	100	millions	3. A. D. E. C.	100	miljoen
— alimentation d'un Fonds régional du logement destiné à préfinancer les opérations d'aménagement de terrains destinés au logement moyen et de construction des premières unités.				— Stijving van een gewestelijk huisvestingsfonds voor de prefinciering van de verbetering van de grond bestemd voor middelgrote woningen en de bouw van de eerste woningen.			
		545,4	millions			545,4	miljoen
Projet tourisme	146,1	millions	Ontwerp toerisme	146,1	miljoen
Province de Liège :				Provincie Luik :			
1. Hautes-Fagnes-Eifel :				1. Hoge Venen - Eifel :			
Aménagement du parc naturel	8 500 000		Aanleg van het natuurpark	8 500 000	
2. Lac de Bütgenbach :				2. Meer van Bütgenbach :			
Complexe touristico-sportif	12 000 000		Toeristisch en sportcomplex	12 000 000	
3. Lienne-Lambrée :				3. Lienne-Lambrée :			
Aménagement touristico-culturel	12 700 000		Toeristisch-culturele inrichting	12 700 000	
4. Haute-Amblève :				4. Boven-Amblève :			
Aménagement touristico-culturel	12 000 000		Toeristisch-culturele inrichting	12 000 000	
5. Gileppe :				5. Gileppe :			
Infrastructure d'accueil	10 000 000		Opvanginfrastructuur	10 000 000	
Province de Namur :				Provincie Namen :			
1. Domaine provincial Valery Cousin	24 000 000		1. Provinciaal domein Valery Cousin	24 000 000	
2. Villages de vacances (Oignies-Vencimont)	23 000 000		2. Vakantiedorpen (Oignies-Vencimont)	23 000 000	
Province de Luxembourg :				Provincie Luxemburg :			
1. Haute-Lesse :				1. Boven-Lesse :			
— plan d'eau, parcs récréatifs, infrastructure	15 400 000			— waterplas-recreatieparken, infrastructuur	15 400 000		
2. Forêt d'Anlier :				2. Bos van Anlier :			
— plan d'eau et parc récréatif	5 500 000		— waterplas en recreatiepark	5 500 000	
3. Ourthe :				3. Ourthe :			
— Barvaux — plan d'eau	9 000 000		— Barvaux - waterplas	9 000 000	
4. Gaume :				4. Gaume :			
Florenville complexe touristique	14 000 000		Florenville toeristisch complex	14 000 000	
Projet « Bois des rêves » à Ottignies	60	millions	Ontwerp « Bois des rêves » te Ottignies	60	miljoen
Un tel genre de projet — dont l'état de préparation est particulièrement poussé, —				Een dergelijk ontwerp — waarvan de voorbereiding bijzonder ver gevorderd is —			

intéresse le Brabant wallon : il s'agit de l'implantation d'un centre récréatif et de loisirs à Ottignies.

Projet « Centre des techniques nouvelles » (C. T. N.) à Liège
Construction de bâtiments et acquisition de certains équipements de base.
Il s'agit de la poursuite des travaux entamés grâce aux crédits parallèles 1971.

Projet « C. E. L. A. C. », à Verviers
Construction de bâtiments pour le laboratoire de contrôle et d'expertise (laine) C. E. L. A. C.

Projet C. R. E. C. I. T. à Tournai
Construction de bâtiments pour le centre de recherches, d'essais et de contrôles scientifiques et techniques de l'industrie textile (bonneterie) C. R. E. C. I. T.

Projet « Pétrochimie »
Mise au point d'un plan de développement pétrochimique en Wallonie.

Projet « Coopération P. M. E. »

Elaboration d'un « modèle » de coopération pour les petites et moyennes entreprises.

Projet « Système informatique de gestion publique »

Mise au point du « software » d'un système informatique de gestion intégrée au niveau des communes, des provinces, des commissions d'assistance publique et hôpitaux.

c) pour 1973. Aucun programme n'a été arrêté à ce jour.

Les investissements réellement effectués au 1^{er} mai 1974 se présentent comme suit :

Programme Programma	Crédits transférés Overgebrachte kredieten	Engagements — Vastleggingen				Disponible Beschikbaar
		1971	1972	1973	1974	
Art. 73.03	265	184	81	—	—	—
Art. 73.19	433,5	257,4	158,6	16,1	1,4	—
Art. 01.01	242	—	11	92,6	—	138,4
Art. 01.04	59,5	—	29,5	2,8	—	27,2
	1 000	441,4	280,1	111,5	1,4	165,6

Crédits Wallonie 1971.

Article 73.03.

1. Creusement du canal de liaison Hensies-Pommerœul première phase — Traversée de Pommerœul

184 019 596

interesseert Waals Brabant : het gaat om de vestiging van een recreatie- en vrijetijdscentrum te Ottignies.

Ontwerp « Centrum voor nieuwe technieken » te Luik
Oprichting van gebouwen en aankoop van basisapparatuur.
Het gaat om de voortzetting van werken die dank zij de parallelle kredieten 1971 werden begonnen.

Ontwerp « C. E. L. A. C. » te Verviers
Oprichting van gebouwen voor het controle- en testlaboratorium (wol) C. E. L. A. C.

Ontwerp « C. R. E. C. I. T. » te Doornik
Oprichting van gebouwen voor het centrum voor wetenschappelijke en technische onderzoeken, tests en controles voor de textielindustrie (breigoed) C. R. E. C. I. T..

Ontwerp Petrochemie
Uitwerking van een plan voor petrochemische ontwikkeling in Wallonië.

Ontwerp « Samenwerking Klein- en Middelbedrijf »
Uitwerking van een samenwerkingsmodel voor het klein- en middenbedrijf.

Ontwerp « Stelsel informatieverwerking voor openbaar beheer »
Ontwikkeling van de programmatuur (software) voor een stelsel van informatieverwerking voor geïntegreerd beheer op het niveau van gemeenten, provincies, commissies van openbare onderstand en ziekenhuizen.

c) voor 1973. Tot hiertoe werd geen programma vastgelegd.

De per 1 mei 1974 werkelijk verrichte investeringen z'en er als volgt uit :

Kredieten Wallonië 1971.

Artikel 73.03.

1. Graven van het verbindingskanaal Hensies-Pommerœul eerste fase — Doortocht Pommerœul

184 019 596

2. Construction de l'écluse de Pommerœul (dépense partielle) 75 980 404

3. Etude, développement et aménagement du canal de l'Espierre 5 000 000

Le montant des engagements s'élevant à 265 millions, il ne reste plus de crédit disponible à l'article.

Articles 73.19.

1. Route 36 traversée de Boussu-lez-Walcourt 11 743 308

2. Route 28 Aix-la-Chapelle - Sedan - Contournement de St-Hubert 28 804 298

3. Route 28 Aix-la-Chapelle - Sedan - Contournement de St-Hubert 94 053 600

4. Route 5 Contournement à Yves-Gomezée :

Lot I 82 836 338
Lot II 33 070 062

5. Construction d'un viaduc à Yves-Gomezée 59 418 352

6. Route 5 Contournement de Philippeville 41 867 239

7. Route 5 Philippeville — Construction du pont de l'Echangeur 12 045 018

8. Route 5 Modernisation à Neuville-le-Chaudron 31 744 373

9. Décomptes, révisions, essais, etc. 37 917 412

Article 01.01.

1. Route d'accès au zoning industriel d'Aubange 10 950 468

2. Recordement au chemin de fer de la zone de Hermalle-sous-Huy 87 089 151

3. Décomptes, révisions, essais, etc. 5 509 579

En vue d'utiliser le solde disponible de 138 450 802 F, l'Administration des travaux subsides et de la reconstruction procède à la constitution de divers dossiers dont la nomenclature suit avec, en regard, l'estimation de la dépense :

zoning de Latour 14 millions
zoning de Verviers-Est 24 millions
zoning de Wauthier-Braine 10 millions
zoning de Jodoigne 5 millions
zoning de Hermalle-sous-Huy 84 millions

Article 01.04.

1. Route 20 modernisation à Izel 17 960 079

2. Vallée à l'Achouffe 11 596 249

3. Décomptes, révisions, essais etc. 2 813 598

Le solde disponible de 27 130 174 F sera utilisé en vue de couvrir les dépenses afférentes aux décomptes, révisions

2. Bouw van de sluis te Pommerœul (gedeeltelijke uitgave) 75 980 404

3. Studie, ontwikkeling en verbetering van het Spierenkanaal 5 000 000

Doordat de vastleggingen 265 miljoen bedragen, is op dat artikel geen krediet meer beschikbaar.

Artikel 73.19.

1. Weg 36 door Boussu-lez-Walcourt 11 743 308

2. Weg 28 Aken - Sedan - Ringweg om St-Hubert 28 804 298

3. Weg 28 Aken - Sedan - Ringweg om St-Hubert 94 053 600

4. Weg 5 Ringweg om Yves-Gomezée :

Kavel I 82 836 338
Kavel II 33 070 062

5. Bouw van een viaduct te Yves-Gomezée 59 418 352

6. Weg 5 Ringweg om Philippeville 41 867 239

7. Weg 5 Philippeville — Bouw van de brug voor de verkeerswisselaar 12 045 018

8. Weg 5 Modernisering te Neuville-le-Chaudron 31 744 373

9. Minderingen, herzieningen, tests, enz. ... 37 917 412

Artikel 01.01.

1. Toegangsweg tot het industrieterrein te Aubange 10 950 468

2. Aansluiting op de spoorweg van het industrieterrein te Hermalle-sous-Huy 87 089 151

3. Minderingen, herzieningen, tests, enz. ... 5 509 579

Om het beschikbaar saldo van 138 450 802 F aan te wenden legt het Bestuur van de gesubsidieerde werken en van wederopbouw allerlei dossiers aan, waarvan de lijst volgt, met telkensernaast de raming van de uitgave.

Industrieterrein te Latour 14 miljoen
Industrieterrein te Verviers-Oost 24 miljoen
Industrieterrein te Woutersbrakel 10 miljoen
Industrieterrein te Geldenaken 5 miljoen
Industrieterrein te Hermalle-sous-Huy ... 84 miljoen

Artikel 01.04.

1. Weg 20 modernisering te Izel 17 960 079

2. Dal van de Achouffe 11 596 249

3. Minderingen, herzieningen, tests, enz. ... 2 813 598

Het beschikbaar saldo van 27 130 174 F zal aangewend worden om de uitgaven te dekken die verband houden met

et essais à rattacher aux entreprises précitées ainsi qu'aux travaux au zoning Val d'Aisne dont le dossier est à l'examen et dont l'estimation est fixée à 24,5 millions.

Crédits Focant.

Dans le cadre de travaux routiers, le montant global des crédits a fait l'objet d'un engagement qui se répartit comme suit :

— Route 28 section Offagne-Recogne Lot I. Tronçon Offagne-Bertrix (mise à 4 voies) ...	124 863 516
— Route 28 section Offagne-Recogne Lot II. Tronçon Jehonville-Recogne (mise à 4 voies) ...	130 193 572
— Décomptes, révisions, essais, etc. ...	5 942 912

Les crédits disponibles ont été utilisés à 100 %.

Dans le secteur du logement, l'attribution des subsides est subordonnée à la signature d'une convention entre l'Etat et les intercommunales provinciales qui postule l'accord des deux parties contractantes. Des contacts sont pris avec les différentes intercommunales en vue de la mise au point des clauses à insérer dans les conventions.

Le crédit alloué se répartit comme suit :

— Société intercommunale d'aménagement et de l'équipement économique de la région namuroise ...	63,2 millions
— Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de l'Entre Sambre et Meuse ...	20,8 millions
— Intercommunale du développement du Hainaut occidental ...	46 millions

Crédits Wallonie 1972.

Aucun engagement définitif n'a été pris à ce jour.

Toutefois en ce qui concerne les crédits affectés :

1) au projet « Logement et Rénovation urbaine » : 545,4 millions;

2) au projet « Tourisme » : 146,1 millions;

3) au projet « Coopération Petites et Moyennes entreprises » : 8 millions, des projets d'arrêté royal sont prêts pour les transférer respectivement :

- 1) à un nouvel article à ouvrir;
- 2) au Ministre des Communications;
- 3) au Ministre des Classes moyennes.

7. FONDS D'EXPANSION ECONOMIQUE.

A. Exposé du Ministre.

Le crédit de 1 800 millions prévu au budget pour 1974 sera utilisé, selon un programme approuvé par le

de minderingen, herzieningen en tests die horen bij voormalde ondernemingen, alsook bij de werken aan het industrieterrein Dal van de Aisne waarvan het dossier in studie is en waarvan de raming op 24,5 miljoen werd vastgesteld.

Kredieten Focant.

In het kader van de wegwerken is het totale bedrag van de kredieten vastgesteld; die vastlegging is als volgt onderverdeeld :

— Weg 28 vak Offagne-Recogne Kavel I. Vak Offagne-Bertrix (verbreding tot 4 rijstroken) ...	124 863 516
— Weg 28 vak Offagne-Recogne Kavel II Vak Jehonville-Recogne (verbreding tot 4 rijstroken) ...	130 193 572
— Minderingen, herzieningen, tests, enz. ...	5 942 912

De beschikbare kredieten werden voor 100 % aangewend. In de sector huisvesting is de toewijzing van toelagen afhankelijk van de ondertekening van een overeenkomst tussen het Rijk en de provinciale intercommunales, waarvoor de instemming van de twee partijen die de overeenkomst aangaan, vereist is. Met de verschillende intercommunales werd in contact getreden om de clausules die in de overeenkomsten moeten voorkomen, op te stellen.

Het toegekende krediet is als volgt onderverdeeld :

— Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise ...	63,2 miljoen
— Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de l'Entre Sambre et Meuse ...	20,8 miljoen
— Intercommunale du développement du Hainaut occidental ...	46 miljoen

Kredieten Wallonië.

Tot op heden is geen definitieve vastlegging verricht.

Niettemin zijn reeds ontwerpen van koninklijk besluit klaargemaakt, in verband met de kredieten bestemd voor :

- 1) het ontwerp « Huisvesting en Stadsvernieuwing » : 545,4 miljoen;
- 2) het ontwerp « Toerisme » : 146,1 miljoen;
- 3) het ontwerp « Samenwerking Klein- en Middenbedrijf »; deze kredieten die 8 miljoen bedragen zullen respectievelijk overgedragen worden :
 - 1) naar een nieuw te openen artikel;
 - 2) naar de Minister van Verkeerswezen;
 - 3) naar de Minister van Middenstand.

7. FONDS VOOR ECONOMISCHE EXPANSIE.

A. Uiteenzetting van de Minister.

De kredieten die ten belope van 1 800 miljoen, op de begroting van 1974 zijn uitgetrokken, zullen volgens een

C. M. C. E. S., à l'équipement et à l'aménagement des zones industrielles, artisanales et de services et à la construction de leurs voies d'accès.

165 millions sont d'ores et déjà réservés à l'assainissement des sites charbonniers conformément à la décision du Comité ministériel de Coordination économique et sociale du 10 mai 1973.

D'autre part, on peut espérer que le système hybride actuellement employé lorsqu'il s'agit de transferts des crédits d'autres départements à l'article 600.1.A. du département des Travaux publics (Fonds d'expansion économique) sera revu. Il est en effet d'une saine gestion de disposer au sein du département cessionnaire de l'unité de gestion et d'ordonnancement.

B. Discussion.

Question :

L'article 600.1.A. relatif au Fonds d'expansion économique prévoit des crédits pour travaux. Il semble que ces travaux ne soient pas confiés aux entrepreneurs, bien que les adjudications aient eu lieu.

Réponse :

La tranche du programme annuel (1 800 000 000) du Fonds d'expansion économique, libérée pour la période de janvier à juin 1974, a été fixée à 60 %, ce qui représente un montant global de 1 080 000 000 F.

Dès que ce plafond sera atteint, le Ministre ajournera la notification de l'approbation de certaines adjudications.

8. DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE.

Question :

Où en est la déconcentration administrative ? Peut-on prendre des mesures à cet égard ?

Réponse :

Il s'agit d'un problème très important qui ne paraît pas pouvoir être traité indépendamment des principes conduiteurs en matière de régionalisation.

Comme le Gouvernement s'occupe de ce problème auquel il entend donner une solution rapide, une réponse définitive sera fournie au moment où la régionalisation sera devenue effective.

Question :

Y aura-t-il une administration distincte pour Bruxelles en ce qui concerne l'aménagement du territoire ?

Réponse :

L'administration est une. Au lieu de constituer des sections dans l'administration actuelle, il vaudrait mieux que les régions se constituent une petite administration. Le problème sera réglé dans le cadre de la régionalisation.

programma dat door het M. C. E. S. C. werd goedgekeurd, gebruikt worden voor de uitrusting en voor de ruimtelijke ordening van de industriële, ambachtelijke, en diensten-zones, en voor het aanleggen van toegangswegen tot deze zones.

Honderdvijfenzestig miljoen zijn nu reeds overeenkomstig de op 10 mei 1973 door het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie genomen beslissing speciaal bestemd voor de sanering van kolenmijnterreinen.

Verder hoopt men dat de hybridisch werkwijze die thans wordt gevolgd wanneer kredieten van andere departementen naar artikel 600.1.A. van het departement van Openbare Werken (Fonds voor economische expansie) worden overgedragen, zal worden herzien. Een goed beleid onderstelt immers dat het departement, waaraan iets wordt overgedragen, eigenmachting kan beslissen over het beheer en de ordonnancering.

B. Bespreking.

Vraag :

Op artikel 600.1.A. van het Fonds voor economische expansie zijn kredieten voor werken uitgetrokken. Naar het schijnt worden de werken niet aan de aannemers gegund, alhoewel de aanbestedingen hebben plaats gehad.

Antwoord :

De voor de periode januari-juni 1974 vrijgegeven tranche van het jaarlijkse programma (1 800 000 000) van het Fonds voor economische expansie is vastgesteld op 60 %, wat in totaal 1 080 000 000 F is.

Zodra dat plafond is bereikt, zal de Minister kennisgeving van de goedkeuring van sommige aanbestedingen uitschaffen.

8. ADMINISTRATIEVE DECONCENTRATIE.

Vraag :

Hoeveel staat men met de administratieve deconcentratie ? Kunnen in dit verband maatregelen worden genomen ?

Antwoord :

De administratieve deconcentratie is een zeer belangrijk vraagstuk, dat blijkbaar niet kan worden behandeld buiten het kader van de leidende beginselen inzake gewestvorming.

Aangezien de Regering zich bezig houdt met dit laatste vraagstuk en het spoedig wil oplossen, zal een definitief antwoord worden verstrekt op het ogenblik dat de gewestvorming een feit zal zijn.

Vraag :

Zal er een afzonderlijke administratie opgericht worden voor de ruimtelijke ordening te Brussel ?

Antwoord :

De administratie vormt één geheel. In plaats van de bestaande administratie in afdelingen te verdelen zou het beter zijn dat de gewesten een (eigen) kleine administratie oprichten. Dit probleem zal kunnen worden geregeld in het kader van de regionalisatie.

9. BATIMENTS.

A. Exposé du Ministre.

La politique générale que la Régie des bâtiments se propose de suivre à moyen terme consiste à mener une politique de construction rationnelle dans les grandes agglomérations du pays. Elle veut ainsi abandonner la politique menée jusqu'à présent et qui consistait à louer les bâtiments dont elle avait besoin. Des études récentes ont établi que cette politique était, à long terme, plus chère pour le Trésor que la construction ou l'achat de nouveaux bâtiments.

C'est pour cette raison que la Régie procèdera, dans les principales villes du pays, à la construction de centres administratifs qui abriteront tous les services publics éparsillés dans la ville (ville, province, agglomération, fédération, commune). De telles réalisations présentent les avantages suivants : amélioration du service au public, économies pour le Trésor et augmentation de la productivité des services publics.

Les quelques exemples ci-après sont fournis en guise d'illustration :

1. Centre administratif de l'Etat de Hasselt.

Ce centre comprendra des bâtiments dont le prix est estimé à 1,5 milliard de francs (Ministères des Finances, de l'Intérieur, des Travaux publics, services provinciaux (181 millions de francs) et services para-provinciaux (126 millions de francs). Le prix total des constructions est évalué à 1.873 millions de francs.

2. Centre administratif de l'Etat de Mons.

Grâce à une convention conclue avec la ville de Mons, l'Etat belge dispose d'un terrain qui permettra de loger plusieurs départements, à commencer par le Ministère des Finances, dont la réalisation est la plus urgente, et de construire un palais de justice. Coût total : environ 2 milliards de francs.

C'est surtout dans l'agglomération bruxelloise que l'Etat manque de bâtiments. En 1974, l'Etat belge dépensera 755.234.000 francs en loyers pour divers départements situés dans la seule agglomération bruxelloise.

La Régie des bâtiments prévoit les solutions suivantes :

1) Achat de terrains qui appartiennent aux communes de l'agglomération.

2) Reprise des casernes libérées à la suite du plan de rénovation domaniale du Ministère de la Défense nationale, principalement les casernes Geruzet, Prince Albert et Prince Baudouin.

3) Achat d'autres terrains, pour autant qu'ils conviennent pour la construction de cités administratives et dans la mesure où les conditions sont avantageuses.

La Régie des bâtiments continuera à encourager l'industrialisation de l'industrie de la construction, étant donné que le passé a démontré que l'introduction de systèmes de construction industrialisée efficaces permet de diminuer les

9. GEBOUWEN.

A. Uiteenzetting van de Minister.

Het algemeen beleid van de Regie der gebouwen op half lange termijn is dat van een rationele bouwpolitiek in de grote bouwconcentraties van het land. Aldus wil zij breken met de tot hertoe gevoerde politiek van inhuringen die, zoals recente studies hebben aangetoond, op lange termijn veel nadeliger uitvalt voor de Schatkist dan zelf te bouwen of nieuwe gebouwen aan te kopen.

Met dit doel voor ogen zal in de voornaamste steden van het land overgegaan worden tot de oprichting van een administratief centrum dat onderdak zal bieden aan alle overheidsdiensten die in deze stad werkzaam zijn (stad, provincie, agglomeratie, federatie, gemeente). Dergelijke realisaties bieden de volgende voordelen : betere dienstverlening voor het publiek, besparing voor de Schatkist en opvoering van de produktiviteit van de openbare diensten.

Ter illustratie volgen hier een paar voorbeelden :

1. Rijksadministratief centrum te Hasselt.

Dit centrum zal gebouwen omvatten waarvan de kostprijs geraamd wordt op 1,5 miljard F (Ministerie van Financiën, Ministerie van Binnenlandse Zaken, Ministerie van Openbare Werken, de provinciediensten (181 miljoen F) en de paraprovinciale diensten (126 miljoen F). De totale kostprijs van de constructies wordt op 1 873 miljoen F geraamd.

2. Rijksadministratief centrum te Bergen.

Door de overeenkomst met de stad Bergen beschikt de Belgische Staat over een bouwterrein waar verschillende departementen — te beginnen met het Ministerie van Financiën waar het probleem het nijpendst is — zullen kunnen worden gehuisvest en een justitiepaleis zal kunnen worden gebouwd. De totale kostprijs wordt op 2 miljard F geraamd.

Vooral in de Brusselse agglomeratie is de nood aan rijksgebouwen bijzonder groot. In 1974 zal de Belgische Staat, enkel voor de Brusselse agglomeratie, 755.234.000 frank betalen voor inhuringen ten behoeve van de departementen.

De Regie der gebouwen overweegt de volgende oplossingen :

1) Aankoop van terreinen die toebehoren aan de gemeenten van de brusselse agglomeratie.

2) Overname van kazernes die vrijgegeven worden in het kader van het domaniaal renovatieplan van het Ministerie van Landsverdediging. In het bijzonder wordt gedacht aan de Geruzetkazerne, de Prins Albertkazerne en de Prins Boudewijnkazerne.

3) Aankoop van andere terreinen voor zover zij geschikt zijn voor de oprichting van administratieve complexen en de aangeboden voorwaarden voordelig zijn.

De Regie der gebouwen zal verder ijveren voor de industrialisering van het bouwbedrijf gezien in het verleden gebleken is dat door het invoeren van efficiënte geïndustrialiseerde bouwsystemen de prijzen en de uitvoeringstermijnen

prix et d'écourter les délais. On veillera néanmoins de près à ce que ces économies ne se fassent pas au détriment de la qualité.

Le principe de « l'adjudication stock », qui n'a jusqu'à présent été appliqué qu'en Wallonie et qui a donné des résultats à tous égards avantageux, sera étendu au pays tout entier.

Le marché « Stock » est contracté à la suite d'une adjudication publique se faisant par augmentation ou rabais sur le prix des ouvrages fixé par l'administration.

L'approbation de l'administration ne porte que sur l'acceptation des prix unitaires résultant de l'application du pourcentage uniforme de rabais ou d'augmentation mentionné à la soumission.

Le cahier spécial des charges comporte un bordereau des ouvrages couvrant toutes les possibilités de réalisation.

L'adjudication couvre une aire géographique déterminée et a une valeur limitée dans le temps (deux ans).

La réalisation des ouvrages fait l'objet de commandes qui constituent chacune un marché séparé avec ses cautionnements et délais propres.

Les marchés « Stock » sont expérimentés depuis une douzaine d'années et ont été appliqués aux travaux de construction de pavillons, aux travaux d'entretien, de transformation et d'adaptation des bâtiments et abords.

Les prix du bordereau ont été établis suite à de longues et minutieuses observations et forment un ensemble harmonieux permettant de constituer une réalisation au plus juste prix.

Ces prix unitaires sont régulièrement adaptés avant chaque réadjudication compte tenu :

- de l'expérience;
- des progrès de la technique;
- des remarques justifiées faites par les entrepreneurs.

L'adjudication « Stock » est donc une adjudication publique faisant appel à la concurrence; l'ouverture des soumissions se fait en séance publique et l'engagement se fait sur des prix forfaitaires établis par l'Administration et adaptés par un pourcentage uniforme constituant la soumission.

Les ouvrages repris au bordereau ne comportent ni fourniture, ni main-d'œuvre en vue de permettre les contrôles à posteriori et afin d'éviter toute forme de fraude.

* * *

Il est évident que la politique évoquée ci-dessus demandera également de grands efforts sur le plan financier. La Régie des bâtiments devra pouvoir disposer de moyens d'action suffisants et faire appel à des méthodes de financement adaptées à l'importance des projets. Outre le budget normal (dotation), la Régie devra pouvoir faire appel aux capitaux attirés sur le marché des capitaux, comme prévu à l'article 13 de la loi du 1^{er} avril 1971 portant création de la Régie des bâtiments. Ceci signifie concrètement que l'on conclura des contrats de financement particuliers avec des organismes financiers et de préférence avec des organismes parastataux (C. G. E. R., Crédit communal, etc.), après avoir obtenu l'accord du Comité ministériel du Budget au sujet de chacun de ces contrats (art. 17 de la loi budgétaire).

gevoelig worden gedrukt. Er zal nochtans nauwlettend voor gewaakt worden dat deze besparing niet gebeurt ten koste van de kwaliteit.

Het principe van de « aanbesteding van de voorraden » dat tot hertoe enkel in het Waalse landsgedeelte werd toegepast en in alle opzichten tot een zeer voordelig resultaat heeft geleid, zal tot het ganse land uitgebreid worden.

De overeenkomst inzake voorraden wordt afgesloten na een openbare aanbesteding, die plaats vindt door verhoging of vermindering van de door het Bestuur bepaalde prijs van de werken.

De goedkeuring van het Bestuur heeft slechts betrekking op de aanvaarding van de eenheidsprijzen die voortvloeien uit de toepassing van het eenvormig percentage van de vermindering of de verhoging die vermeld staat in de inschrijving.

Het bijzonder bestek bevat een lijst van de werken die alle mogelijkheden van verwezenlijking omvatten.

De aanbesteding strekt zich uit over een welbepaald geografisch gebied en geldt voor een bepaalde duur (twee jaar).

De uitvoering van de werken maakt het voorwerp uit van bestellingen die elk een aparte overeenkomst uitmaken met eigen borgtocht en eigen termijn.

Het experiment van overeenkomsten inzake voorraden bestaat reeds een twaalftal jaren; zij werden gesloten voor de bouwwerken van paviljoenen en de onderhouds-, veranderings- en aanpassingswerken van gebouwen en toegangs wegen.

De prijzen van de lijst zijn bepaald geworden na lange en uiterst zorgvuldige waarnemingen en ze vormen een harmonieus geheel, dat het mogelijk maakt werken uit te voeren tegen de laagst mogelijk prijs.

Vóór iedere heraanbesteding worden deze eenheidsprijzen aangepast rekening houdende met :

- de ervaring;
- de vooruitgang van de techniek;
- de gerechtvaardigde opmerkingen die gemaakt worden door de aannemer.

De « voorraad »-aanbesteding is dus een openbare aanbesteding waarbij een beroep wordt gedaan op de concurrenz; de opening van de inschrijvingen gebeurt in openbare zitting en de verbintenis wordt aangegaan op basis van forfaitaire prijzen die vastgelegd zijn door het Bestuur en die aangepast zijn met een eenvormig percentage dat de inschrijving uitmaakt. De werken die opgenomen zijn in de lijst omvatten noch het materiaal, noch de levering, dit om een latere controle mogelijk te maken en elke vorm van bedrog uit te schakelen.

* * *

Het is duidelijk dat de hogervermelde politiek ook een grote inspanning zal vergen op financieel vlak. De Régie der Gebouwen moet over voldoende werkmiddelen kunnen beschikken en moet een beroep kunnen doen op financieringsmethodes die aangepast zijn aan de omvang van de projecten. Buiten de normale begroting (dotatie) moet de Régie een beroep kunnen doen op gelden van de kapitaalmarkt zoals bepaald bij artikel 13 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van de Régie der gebouwen. Concreet gezien betekent dit dat bijzondere financieringscontracten zullen worden afgesloten met financiële en bij voorkeur parastatale instellingen (A. S. L. K., Gemeentekrediet, enz.), na akkoord van het Ministerieel Comité voor Begroting over ieder van deze contracten (art. 17 van de begrotingswet).

Il a malheureusement été constaté à plusieurs reprises, dans un passé assez récent, que les moyens octroyés par la loi à la Régie n'étaient pas réellement mis à la disposition de celle-ci à la suite de sérieuses restrictions budgétaires. Les départements ont, à cette occasion, fait part de leur déception au Ministre des Travaux publics, parce qu'il n'était pourvu que partiellement à leurs besoins. A l'occasion de la discussion au Parlement du budget du Ministère des Travaux publics de 1973, plusieurs membres ont fait observer qu'ils estimaient que les crédits mis à la disposition de la Régie des bâtiments étaient insuffisants pour la poursuite du but qu'elle s'est fixée.

Les financements particuliers seront désormais remis globalement par année budgétaire pour approbation. Le programme afférent aux financements particuliers fera également l'objet d'une partie distincte des programmes quinquennaux (voir ci-après). Il comprendra quelques grands projets, pour lesquels il aura été prouvé, à l'aide d'une étude préalable, que leur rentabilité est sensiblement plus élevée que le prix des capitaux qui devraient être attirés sur le marché (des capitaux).

Les départements font part à la Régie de leurs besoins sur base de la tâche qu'ils ont à accomplir. Il est évident que ces tâches sont de plus en plus importantes. La Régie des bâtiments a dû faire face, e.a. à cause de l'introduction de la T. V. A. et de la réforme judiciaire, à un grand besoin de locaux qu'il fallait satisfaire d'urgence.

Un planning à moyenne échéance (programme quinquennal) remis par les différents départements constitue le point de départ du prochain budget. De cette manière, la continuité et la coordination est assurée dans l'exécution des programmes physiques successifs.

Toutes ces mesures doivent aboutir, de la manière la plus indiquée du point de vue économique, à doter de bâtiments décents les services de l'Etat et des organismes parastataux, qui relèvent de la compétence de la Régie des bâtiments.

B. Discussion.

Question :

Quel est le programme de la Régie des bâtiments ?

Réponse :

Ce programme, au montant total de 3 031 000 000 F de crédits d'engagement, figure à la page 173 du budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1974.

Il donne la répartition par département ministériel.

10. ELECTRICITE ET ELECTROMECHANIQUE.

Exposé du Ministre.

En 1974, cette administration consacrera son activité aux objets ci-après :

1. étude, exécution et entretien des équipements électriques et électromécaniques des voies navigables et des routes;

2. étude, exécution et entretien des installations d'éclairage public, de signalisation, de direction et de téléphonie des autoroutes;

Niet zo lang geleden werd helaas herhaaldelijk vastgesteld dat de bij de wet aan de Régie toegekende middelen ingevolge drastische budgettaire beperkingen in werkelijkheid niet aan de Régie werden toegekend. De departementen hebben dienaangaande aan de Minister van Openbare Werken hun teleurstelling laten blijken omdat slechts gedeeltelijk in hun behoeften kon worden voorzien. Bij de besprekings van de begroting van Openbare Werken 1973 in het Parlement hebben verscheidene parlementsleden opgemerkt dat zij van mening waren dat de aan de Régie der Gebouwen toegekende kredieten niet volstonden om het gestelde doel te bereiken.

De bijzondere financieringen zullen voortaan in globo per begrotingsjaar voor goedkeuring worden overgelegd. Het programma van de bijzondere financieringen zal eveneens een afzonderlijk gedeelte van de 5-jarenprogramma's vormen (zie verder). Het zal enkel grote projecten omvatten waarvan, aan de hand van een voorafgaande studie, bewezen is dat de rentabiliteit gevoelig hoger ligt dan de kostprijs van de op de kapitaalmarkt aan te trekken gelden.

De departementen delen aan de Régie mede wat zij nodig hebben en dit in het licht van de door hen te vervullen taak. Deze taken worden vanzelfsprekend hoe langer hoe belangrijker. Mede door de invoering van de B. T. W. en de gerechtelijke hervorming kwam de Régie der gebouwen voor een grote nood aan lokalen te staan waarin dringend moest worden voorzien.

Een planning op halflange termijn (5-jarenprogramma) die is overgezonden door de verschillende departementen, vormt het uitgangspunt voor de eerstvolgende begroting. Op die wijze wordt continuïteit en coördinatie tot stand gebracht in de uitvoering van de opeenvolgende fysische programma's.

Al deze maatregelen moeten leiden tot een behoorlijke huisvesting, en dit op de meest economisch verantwoorde wijze, van de Staatsdiensten en de parastatale diensten waarvoor de Régie der gebouwen bevoegd is verklaard.

B. Besprekking.

Vraag :

Wat is het programma van de Régie der gebouwen ?

Antwoord :

Dit programma voor een totaal bedrag van 3 031 000 000 F aan vastleggingskredieten komt voor op bladzijde 173 van de begroting van het Ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1974.

Het geeft de onderverdeling per ministerieel departement aan.

10. ELEKTRICITEIT EN ELEKTROMECHANICA.

Uiteenzetting van de Minister.

In 1974 zal dit bestuur zijn activiteit wijden aan :

1. de studie, de uitvoering en het onderhoud van de elektrische en elektromechanische voorzieningen van de waterwegen en de wegen;

2. de studie, de uitvoering en het onderhoud op de auto-wegen van de installaties voor openbare verlichting, signalisatie, bewegwijzering, telefonie;

3. étude, exécution et entretien des installations d'éclairage public, de signalisation et de direction des routes ordinaires de l'Etat;

4. étude, exécution et entretien des installations nécessaires pour la solution des problèmes d'automation et d'information touchant aux routes et aux voies navigables, en vue de la prévention des inondations et des embouteillages; contrôle permanent des réserves d'eau superficielle et souterraine et, pour les routes, contrôle permanent de la densité du trafic, avec réglage automatique de la circulation;

5. coordination d'installations de signalisation dans les agglomérations urbaines;

6. étude, exécution et entretien de l'équipement électrique et électromécanique des bâtiments de l'Etat, comprenant notamment les postes de transformation, la distribution d'énergie, les installations d'éclairage, les installations de chauffage et de conditionnement d'air, les ascenseurs, les installations de transport;

7. étude et exécution d'installations de téléphonie, de paratonnerres et autres installations à courant faible dans les bâtiments de l'Etat.

11. DIVERS.

A. Exposé du Ministre.

Pour donner une idée plus complète de l'activité du département des Travaux publics, il est utile de préciser les tâches de certains services qui œuvrent au sein du Secrétariat général, de l'Administration des routes ou des voies hydrauliques.

Il est intéressant de signaler l'existence d'une section « Environnement » à l'Administration des routes, qui étudie les solutions à apporter à certains problèmes préoccupants.

1. Le Service de programmation, d'information et de statistique.

Le Service de programmation, d'information et de statistique a été érigé en avril 1970. Le cadre du service a été publié au *Moniteur belge* du 14 novembre 1972. Le service est équipé d'un ordinateur Siemens 4004/45 du 128 Kb.

La mission principale de ce centre est de créer les fichiers nécessaires concernant les diverses activités du Ministère des Travaux publics, afin de mettre à la disposition des dirigeants l'information la plus récente, nécessaire à la décision.

Le service est également chargé de l'automation des procédures techniques et administratives des différents services. Finalement l'ordinateur du service est mis à la disposition des ingénieurs du département pour l'étude de leurs projets techniques; dans ce cas, le service apporte l'appui nécessaire à la réussite de la programmation sur ordinateur du problème envisagé.

Cette mission reflète, au fond, le triple rôle d'un ordinateur dans un ministère comme celui des Travaux publics : il est à la fois utilisé comme instrument de décision, d'automation et de calcul.

Vu sa mission et le fait que le service doit traiter l'information pour les 11 directions générales du département, son implantation au sein du Secrétariat général est indiquée. Jusqu'ici, tous les travaux sont élaborés en « batch processing », mais à l'heure actuelle, le service est en train de tester, en collaboration avec le Service du personnel, un programme de gestion du personnel basé sur le principe du télé-traitement. L'expérience ainsi acquise permet-

3. de studie, de uitvoering en het onderhoud op de gewone rijkswegen van de installaties van openbare verlichting, signalisatie, bewegwijzering;

4. de studie, de uitvoering en het onderhoud van de installaties voor de oplossing van de automatie- en informatieproblemen inzake wegen en waterwegen, teneinde overstromingein en verkeersopstoppingen te voorkomen. Bestendige controle op het oppervlaktewater en grondwater, en op de wegen bestendige controle op de verkeersintensiteit met automatische regeling van het verkeer;

5. de coördinatie van seininstallaties in de stedelijke agglomeraties;

6. de studie, de uitvoering en het onderhoud van de elektrische en elektromechanische voorzieningen in de rijksgebouwen, ondermeer de omvormingsposten, de energieverdeling, de verlichtingsinstallaties, de verwarmings- en air-conditioningsinstallaties, liften, transportinstallaties;

7. de studie en de plaatsing van telefooninstallaties, van bliksemafleiders en andere zwakstroominstallaties in de rijksgebouwen.

11. DIVERSEN.

A. Uiteenzetting van de Minister.

Om een vollediger idee te geven van de activiteit van het departement van Openbare Werken, is het nuttig de taken van sommige diensten van het Secretariaat-Général, van het Bestuur der wegen en van het Bestuur der waterwegen nader toe te lichten.

Het is wellicht interessant te wijzen op het bestaan, bij het Bestuur der wegen, van een afdeling « Milieuorg » die oplossingen zoekt voor sommige zorgwekkende problemen.

1. Dienst voor programmatie, informatie en statistiek.

De Dienst voor programmatie, informatie en statistiek werd in april 1970 opgericht. De personeelsformatie van de dienst werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 november 1972. De dienst beschikt over een Siemens-computer 4004/45 van de 128 Kb.

De voornaamste taak van dit centrum is het aanleggen van de nodige cartotheken betreffende de verschillende activiteiten van het Ministerie van Openbare Werken, ten einde de nieuwste informatie, die nodig is voor de besluitvorming, ter beschikking van de leidende ambtenaren te kunnen stellen.

De dienst is insgelijks belast met de automatisering van technische en administratieve procedures van de verschillende diensten. Ten slotte wordt de computer van de dienst ter beschikking gesteld van de ingenieurs van het departement voor de studie van hun technische ontwerpen; in dat geval helpt de dienst om de programmatie van het behandelde probleem met behulp van de computer naar behoren te doen slagen.

Die opdracht geeft eigenlijk een juist beeld van de driedubbele rol van een computer in een ministerie als dat van Openbare Werken : hij wordt tegelijkertijd gebruikt als middel voor beslissing, automatisering en berekening.

Gelet op zijn opdracht en aangezien de dienst de informatie voor de 11 algemene directies van het departement moet verwerken, was het wenselijk dat hij bij het Secretariaat-Général werd ondergebracht. Tot nu toe worden alle werkzaamheden uitgevoerd volgens de « batch processing »-methode, maar thans is de dienst bezig, in samenwerking met de personeelsdienst, een op het beginsel van verwerking op afstand steunend programma van perso-

tra au service d'attaquer le grand problème des travaux publics (celui du contrôle de l'avancement et de la gestion des chantiers) par la méthode de l'avenir, c'est-à-dire l'emploi d'un terminal pour l'introduction de l'information de base à l'endroit où elle est produite (les services extérieurs), le traitement de cette information au niveau de l'administration centrale par un ordinateur puissant, et le renvoi par terminal des résultats aux intéressés.

* * *

2. Le Service de presse et d'information.

Outre les moyens traditionnellement utilisés pour assurer l'information intérieure et extérieure (revue de la presse, conception et réalisation de brochures, de maquettes, de spectacles audio-visuels et d'expositions...), le Service de presse et d'information vient en aide aux services provinciaux dans leurs contacts avec la presse et le grand public par la collecte et la diffusion d'informations d'intérêt régional.

Des sections du S. P. I. ont été installées à demeure à Bruges, Gand et Charleroi et tiennent, au sujet des différentes activités locales, des réunions d'information à l'intention du public ou des administrations communales, réunions de quartier, de coordination, etc.

Les sections de Bruxelles et du Hainaut publient régulièrement un bulletin d'information pour la presse locale. Enfin, il convient de remarquer que le S. P. I. couvre toutes les intercommunales d'autoroutes, à l'exception de l'E3.

3. Le Service de topographie, de photogrammétrie et d'impression.

Ce service a pour mission d'effectuer toutes les mesures et calculs, dont la plupart se font sur ordinateur, relevant de l'application de la topographie et de la photogrammétrie tant aérienne que terrestre.

En outre, il réalise les prises de vues aériennes et terrestres ainsi que les impressions et agrandissements photographiques et tous les travaux d'impression typographique et lithographique en noir et en couleurs.

Il s'occupe également de la reproduction des plans de toute nature et du microfilmage de documents de toutes espèces.

4. Le Bureau des ponts.

Tout comme l'Administration des voies hydrauliques et l'Administration des routes, le Bureau des ponts fait partie de l'Administration des ponts et chaussées.

Il assiste les autres administrations en ce qui concerne l'étude et l'exécution des ouvrages d'art tels que ponts, viaducs, tunnels, etc ...

Il est, pour elles, une espèce de conseiller technique spécialisé et de fournisseur d'études partielles ou complètes.

Il comporte deux divisions :

la première à Bruxelles, s'occupe des études;

la deuxième à Liège, est chargée de contrôles en usines et sur chantiers.

neelsadministratie te testen. De aldus verworven ervaring zal de dienst in staat stellen het grote probleem van de openbare werken aan te vatten (dat van de controle op de stand en het beheer van de werken) volgens de methode die in de toekomst zal worden aangewend, dat wil zeggen het gebruik van een terminal voor het opnemen van de basisinformatie op de plaats waar ze wordt voortgebracht (de buitendiensten), de verwerking van die informatie bij het hoofdbestuur door een computer met groot vermogen en de terugzending van de resultaten aan de betrokkenen via een terminal.

* * *

2. Dienst pers en voorlichting.

Benevens de traditionele middelen die voor de interne en externe voorlichting worden gebruikt (persoverzicht, ontwerpen en uitvoeren van brochures, maquettes, audio-visuele montages en tentoonstellingen...) helpt de Dienst pers en voorlichting de provinciale diensten in hun contacten met de pers en het grote publiek door het verzamelen en verspreiden van informatie van regionaal belang.

Blijvend te Brugge, Gent en Charleroi gevestigde afdelingen van de D. P. V. brengen verslag uit over de verschillende plaatselijke activiteiten : voorlichtingsvergaderingen ten behoeve van het publiek of van de gemeentebesturen, wijkvergaderingen, coördinatievergaderingen enz...

De afdelingen Brussel en Henegouwen publiceren gereeld mededelingen voor de plaatselijke pers. Ten slotte zij opgemerkt dat de D. P. V. werkt voor al de intercommunale verenigingen voor de aanleg van autosnelwegen, behalve voor de E3-intercommunale.

3. Dienst voor topografie, fotogrammetrie en drukwerk.

Deze dienst verricht alle metingen en berekeningen, meestal met behulp van de computer, die behoren tot het toepassingsgebied van de topografie en de fotogrammetrie, zowel de luchtfotogrammetrie als de fotogrammetrie te land.

Bovendien maakt hij fotografische opnamen vanuit de lucht en vanop de grond, alsmede fotografische afdrukken en vergrotingen en alle typografisch en lithografisch drukwerk in zwart-wit en in kleuren.

Hij houdt zich insgelijks bezig met het afdrukken van allerlei tekeningen en het microfilm van alle soorten documenten.

4. Het Bruggenbureau.

Zoals het Bestuur der waterwegen en het Bestuur der wegen, maakt ook het Bruggenbureau deel uit van de Administratie van bruggen en wegen.

Het Bruggenbureau staat de andere besturen bij voor de studie en de uitvoering van kunstwerken zoals bruggen, viadukten, tunnels enz.

Het Bureau is voor deze besturen een soort gespecialiseerde technische raadgever en leverancier van volledige of gedeeltelijke studies.

Het Bruggenbureau omvat twee afdelingen :

de eerste bevindt zich te Brussel en houdt zich bezig met de studies,
de tweede, te Luik, is belast met de controle in de werkhuizen en op de bouwplaatsen.

L'organisation interne des divisions est en pleine évolution. Les activités des différentes directions qu'elles comprennent ont d'abord été caractérisées par le matériau principal utilisé dans les ouvrages : acier ou béton. Actuellement, la répartition des tâches a tendance à devenir géographique.

La régionalisation ne fait qu'accentuer cette tendance.

Des services spéciaux ont même été créés pour étudier les ouvrages de certaines autoroutes : autoroutes Bruxelles-Anvers par Malines et autoroutes de Flandre occidentale.

Au point de vue technique, l'évolution est également sensible et rapide.

Il y a eu d'abord, il y a quinze ou vingt ans, l'accélération fantastique correspondant au début de la réalisation du réseau autoroutier rural et urbain, qui a nécessité l'étude en quelques années de milliers de projets de ponts.

Ensuite, l'introduction de l'ordinateur, qui a suivi de peu, a bouleversé les méthodes de travail et même la conception des ouvrages.

Enfin, l'évolution de la technique et l'augmentation de la difficulté des études correspondantes ont nécessité une spécialisation individuelle plus accentuée pour qu'il soit possible d'obtenir une qualité satisfaisante des études, malgré le manque d'ancienneté, donc d'expérience, de la plupart des ingénieurs disponibles.

Plus récemment, des efforts exceptionnels ont été déployés pour faire aboutir une standardisation plus poussée des ouvrages, grâce à une standardisation des données.

Actuellement, on cherche particulièrement à faciliter et à accélérer l'étude et l'exécution des ouvrages, (standardisation et industrialisation), à améliorer leur qualité (études et recherches d'information organisées en Belgique et à l'étranger) et à réduire leur coût (études statistiques, archivage, électronique, facteurs de coût, etc ...).

Le travail est réparti entre les différents responsables et spécialistes : ponts en acier, en béton armé, en béton précontraint, béton léger, mixtes, spéciaux, tunnels, fondations, appuis, joints, revêtements, chapes, garde-corps, dispositifs de sécurité, évacuation des eaux, protection, règlements, documentation, classement, statistiques, ordinateur, soudure, etc ...

5. Le Service d'étude et de contrôle de l'infrastructure des routes.

Dépendant directement de la Direction générale des routes dont il constitue un des services techniques et scientifiques, le Service de l'infrastructure des routes (SECIR) est subdivisé en 7 sections hautement spécialisées :

1. Section qualités de surface des couches de structure de la route.
2. Section qualités intrinsèques des revêtements (liants hydrocarbone et hydrauliques).
3. Section Sols et Fondations — Géologique et Géotechnique.
4. Section Acoustique.
5. Section Environnement.
6. Section Contrôle.
7. Section Affaires techniques générales.

Outre les activités propres internes à chacune des sections techniques, le personnel spécialisé (ingénieurs, ingénieurs techniciens, chimistes, etc.) participe à de nombreuses activités tant sur le plan national qu'international, notamment, d'une part, à l'Institut belge de normalisation, à divers centres de recherches, à l'Association permanente des congrès

De interne organisatie der afdelingen is in volle ontwikkeling. De activiteiten van de verschillende directies die ze bevatten werd aanvankelijk vooral gekenmerkt door het voornaamste materiaal dat in deze kunstwerken werd aangewend : staal of beton. Thans wordt de verdeling der taken eerder geografisch.

De regionalisatie zal deze tendens alleen maar versterken.

Speciale diensten werden zelfs in het leven geroepen om de kunstwerken van somige autowegen te bestuderen : de autoweg Brussel-Antwerpen via Mechelen en de West-Vlaamse autowegen.

Op technisch vlak verloopt de ontwikkeling eveneens snel en merkbaar.

Er was eerst, voor vijftien à twintig jaar, een fantastisch versnelde beweging die samenviel met het begin van de realisatie van het landelijke en stedelijke autowegennet, wat de studie van duizenden ontwerpen in enkele jaren noodzakelijk maakte.

Vervolgens was er de invoering van de computer, waardoor de werkmethodes en zelfs de opvatting van de kunstwerken volledig gewijzigd werden.

Ten slotte, hebben de ontwikkeling van de techniek en de moeilijker geworden studies op dit gebied een meer individuele specialisatie noodzakelijk gemaakt om de kwaliteit van de uitgevoerde studies op peil te houden, ondanks het gebrek aan ancieniteit en dus aan ervaring van het merendeel der beschikbare ingenieurs.

Onlangs werd een buitengewone inspanning gedaan om tot een ver doorgedreven standardisatie van de kunstwerken te komen dank zij een standardisatie der gegevens.

Thans streeft men in het bijzonder naar een vereenvoudiging en bespoediging van de studies en de uitvoering der kunstwerken (standardisatie en industrialisatie), een verbetering van de kwaliteit (studies en informatie-opzoeken in België en in het buitenland) en een vermindering van de kostprijs (statistische studies, electronische archiefbewaring, factoren die de kostprijs bepalen, enz.).

Het werk is verdeeld tussen de verschillende verantwoordelijken en specialisten : stalen bruggen, bruggen uit gewapend beton, uit voorgespannen beton, uit licht beton, gemengde bruggen, speciale bruggen, tunnels, funderingen, oplegtoestellen, uitzetvoegen, rijwegbekledingen, rokken, brugleuningen, veiligheidsinrichtingen, afvoer van water, bescherming reglementen, documentatie, klassering, statistieken, computer, laswerk, enz.

5. Dienst voor de studie en de contrôle van de onderbouw der wegen.

De dienst van de onderbouw der wegen, die rechtstreeks van het Directoraat-Generaal der wegen afhangt als een van zijn technische en wetenschappelijke diensten, is verdeeld in 7 in hoge mate gespecialiseerde afdelingen :

1. Afdeling oppervlaktekwaliteiten van de lagen waaruit de wegconstructie is opgebouwd.
2. Afdeling intrinsieke kwaliteiten van de verhardingen (bitumineuze en hydraulische bindmiddelen).
3. Afdeling ondergrond en funderingen — Geologie en geotechniek.
4. Afdeling lawaaibestrijding.
5. Afdeling milieuzorg.
6. Afdeling controle.
7. Afdeling algemene technische zaken.

Buiten de interne werkzaamheden eigen aan elk van de technische afdelingen, neemt het vakpersoneel (ingenieurs, technische ingenieurs, scheikundigen enz.) deel aan talrijke activiteiten zowel op nationaal als internationaal vlak, met name enerzijds van het Belgisch Instituut voor normalisatie, van diverse researchcentra, van de permanente Vereniging

belges de la route ainsi qu'à diverses commissions interministérielles et, d'autre part, à l'Association internationale permanente des congrès de la route (Comité de la glissance, de l'uni, des matériaux routiers, des chaussées souples, des revêtements en béton de ciment), à l'O. C. D. E. (groupes sur l'effet des pneus à clous et sur l'ornièreage), à la RILEM, etc.

1) Section qualités de surface des couches de structure de la route.

Cette section procède à des études sur l'adhérence des véhicules, sur l'uni des revêtements, la portance des chaussées et à des essais non destructifs de l'infrastructure de la route, notamment à l'aide d'appareils à radio-isotopes.

En vue d'un entretien rationnel des chaussées, l'état du réseau routier est relevé deux fois par an à l'aide du « bump Integrator » et complété, s'il y a lieu, par des mesures au deflectographe Lacroix et à la poudre Benkelman.

2) Section qualités intrinsèques des revêtements.

a) Revêtements hydrocarbonés (à base de bitume ou de goudron).

En laboratoire, on effectue des essais sur échantillons prélevés par forages diamantés dans les revêtements ainsi que sur les liants et les matières minérales.

Des études sont également entreprises pour l'amélioration des revêtements hydrocarbonés, par exemple la résistance à l'ornièreage et aux pneus à clous.

b) Revêtements en béton de ciment.

Le laboratoire peut effectuer tous les essais sur béton, liant et matériaux.

En collaboration avec le Centre de recherche de l'industrie cimetièrre et le Centre national de la métallurgie, les prescriptions actuelles sur les revêtements en béton armé ont été mises au point et constituent encore une partie importante de la recherche en même temps que les études sur le béton maigre de fondation.

3) Section Sols et Fondations.

Elle comprend divers sous-groupes concernant la pétrologie-géologie, le tracé des routes, les routes expérimentales, les essais géotechniques et chimiques.

Il y est procédé à des essais sur tous les granulats pierreux, qu'ils soient d'origine naturelle ou artificielle comme, par exemple, les laitiers, les cendres volantes, les schistes de terrils (noirs ou brûlés).

4) Section Acoustique.

Cette section a pour mission l'étude du phénomène « bruit » engendré par la circulation tant urbaine qu'autoroutière et des moyens à mettre en œuvre pour prévenir ou confondre la nuisance qui en découle.

Un laboratoire acoustique mobile permet d'effectuer les mesures « in situ ».

Des mesures acoustiques sont également effectuées à l'intérieur de véhicules en mouvement.

5) Environnement.

Il s'agit d'une section relativement récente qui s'occupe de l'utilisation des déchets industriels et des résidus de l'incinération des immondices en construction routière.

voor Belgische wegcongressen, evenals van verschillende interministeriële commissies, en anderzijds van de permanente internationale Vereniging voor wegcongressen (Commissies voor de stroefheid, de vlakheid, de wegenbouwmateriaal, de flexibele verhardingen, de cementbetonverhardingen), van de O. E. S. O. (groepen voor de spijkerbanden en voor de spoorvorming), van het RILEM enz.

1) Afdeling oppervlaktekwaliteiten van de lagen waaruit de wegconstructie is opgebouwd.

Deze afdeling verricht onderzoeken over de hechting band/wegdek, de vlakheid van de verhardingen, het draagvermogen van de rijbanen en voert niet-destructieve proeven op de onderbouw van de wegen uit, onder meer met nucleaire apparatuur.

Met het oog op het rationele onderhoud van de verhardingen wordt de staat van het wegennet tweemaal 's jaars opgenomen met behulp van de schokmeter, zo nodig aangevuld door metingen met de deflectograaf Lacroix en met de Benkelman-balk.

2) Afdeling intrinsieke kwaliteiten van de verhardingen.

a) Bitumineuze verhardingen (met bitumen of teer).

In het laboratorium worden proeven uitgevoerd op uit de verhardingen geboorde proefcylinders, evenals op de bindmiddelen en de minerale toeslagstoffen.

Ook worden onderzoeken verricht met het oog op de verbetering van de bitumineuze verhardingen, b.v. de weerstand tegen spoorvorming en tegen spijkerbanden.

b) Cementbetonverhardingen.

Het laboratorium is uitgerust om alle proeven op beton, bindmiddelen en toeslagmaterialen uit te voeren.

De huidige voorschriften betreffende de verhardingen in gewapend beton werden in samenwerking met het researchcentrum van de cementnijverheid en het nationaal Centrum voor metallurgie herzien en vormen nog altijd een belangrijk deel van het onderzoekingswerk, naast het onderzoek betreffende schraalbeton voor funderingen.

3) Afdeling ondergrond en funderingen.

Deze bestaat uit verschillende deelgroepen, respectievelijk voor de petrologie-geologie, het traceren van wegen, de proefwegen, het geotechnisch en chemisch onderzoek.

Ze voert proeven uit op alle steenmaterialen, zowel van natuurlijke als van kunstmatige oorsprong, zoals slakken, vliegas, mijntsteen (ongebrande en gebrande).

4) Afdeling lawaaibestrijding.

Deze afdeling houdt zich bezig met het vraagstuk van het verkeerslawaaï in de steden en op de autosnelwegen, en met het onderzoek naar de middelen om de daardoor veroorzaakte hinder te voorkomen of te verhelpen.

De afdeling beschikt over een geluidslaboratoriumwagen waarmee metingen ter plaatse kunnen worden verricht.

Er worden ook geluidsmetingen verricht vanuit rijdende voertuigen.

5) Afdeling milieuzorg.

Dit is een nog betrekkelijk jonge afdeling, die zich bezig houdt met het onderzoek naar het gebruik van industriële afval en vuilverbrandingsresten in de wegenbouw.

Elle étudie également l'influence de la construction et de l'exploitation des routes et des autoroutes sur l'environnement : pollution de l'atmosphère, des terrains riverains et des eaux.

6) Section Contrôle.

Il s'agit d'une section très importante, qui est chargée de la programmation, de la réalisation, du dépouillement et de la diffusion de tous les essais contactuels à posteriori de la réception des chantiers routiers dans tout le pays.

Les contrôles portent sur :

- la portance des sols et fondations;
- le prélèvement d'échantillons de revêtements;
- la réalisation des essais de glissance et d'unité de surface.

A cet effet, la section Contrôle dispose d'un matériel spécialisé comportant, entre autres appareils, des camions spéciaux pour essais de portance, d'installations mobiles de forage sur cantons, d'appareils stradiographes et viagraphe, de « bump integrators ».

7) Section Affaires techniques générales.

Cette section est consultée régulièrement pour contrôler les avant-projets de travaux au point de vue de l'infrastructure routière.

Elle assure le secrétariat de diverses commissions comme, par exemple, la commission permanente de révision du cahier des charges-type 108.

Elle comporte également un service de traduction technique en plusieurs langues qui se met, sur demande, à la disposition des autres sections du SECIR, et un service de documentation technique.

6. Le Service du trafic routier.

Ce service est principalement chargé :

1) de l'étude de l'évolution de la circulation sur le réseau routier de l'Etat par compteurs automatiques de circulation et de l'organisation des recensements généraux de la circulation;

2) de l'examen au point de vue exploitation et écoulement de la circulation et de la sécurité, de l'examen de tous les avant-projets routiers, autoroutiers des services d'exécution des routes et autoroutes et des intercommunales E 3, E 5, E 10, E 39, E 9 et E 40.

3) de la rédaction des règles générales de signalisation, de marquage, des normes avec participation à de nombreuses commissions concernant le code de la route (en révision) et la sécurité routière en général;

4) de l'étude de toutes les signalisations lumineuses et tricolores aux principaux carrefours du réseau routier de l'Etat et repris dans un programme prioritaire annuel comportant 300 installations; de l'adaptation continue du réglage de ces installations aux besoins de la circulation;

5) de l'organisation, l'étude et du dépouillement des enquêtes de circulation;

6) du recueillement et dépouillement de tous les renseignements statistiques avec études spéciales et préparations à l'adaptation des normes routières et des statistiques relatives aux accidents avec travail en collaboration avec la gendarmerie nationale;

Zij bestudeert ook de invloed van de bouw en de exploitatie van wegen en autosnelwegen op het leefmilieu : lucht-, bodem- en waterverontreiniging.

6) Afdeling controle.

Het betreft hier een zeer belangrijke afdeling, die belast is met de programmering, de uitvoering, de bewerking en de bekendmaking van de resultaten der contractuele opleveringsproeven van de wegenbouwwerken in het gehele land.

De controle heeft betrekking op :

- de draagkracht van ondergrond en fundering;
- het nemen van monsters uit de verhardingen;
- de uitvoering van stroefheids- en vlakheidsmetingen.

De afdeling beschikt daartoe over speciaal materieel, onder meer speciaal ingerichte wagens voor het onderzoek van het draagvermogen, op vrachtwagens gemonteerde boorinstallaties, stradiografen en viagrafen en « bump integrators ».

7) Afdeling algemene technische zaken.

Deze afdeling wordt geregeld om advies gevraagd over de voorontwerpen van werken in verband met de wegenonderbouw.

Zij vervult het secretariaat van diverse commissies, b.v. de vaste commissie voor de herziening van het modelbestek 108.

Zij omvat ook een dienst voor technische vertalingen in verscheidene talen, die zich op verzoek ter beschikking stelt van de andere afdelingen van de Dienst voor de studie en de controle van de onderbouw der wegen, alsmede een technische documentatielid.

6. Verkeerstechnische Dienst.

Deze dienst is in hoofdzaak belast met :

1) de studie van de ontwikkeling van het verkeer op het rijkswegennet met behulp van verkeerstelapparaten en door de organisatie van algemene verkeerstelleringen;

2) het onderzoek, op het gebied van exploitatie, verkeersafwikkeling en verkeersveiligheid, van al de voorontwerpen van wegen en autosnelwegen van de uitvoeringsdiensten van de wegen en de autosnelwegen, alsmede van de intercommunale E 3, E 5, E 10, E 39, E 9 en E 40;

3) het opmaken van de algemene regelen voor de bebakening, de markering, de normen; de dienst neemt deel aan talrijke vergaderingen van commissies betreffende het verkeersreglement (in herziening) en de verkeersveiligheid in het algemeen;

4) de studie van al de lichtsein- en verkeerslichtinstallaties aan de voornamste kruispunten van het rijkswegennet, die opgenomen zijn in een jaarlijks prioriteitsprogramma dat 300 installaties omvat; de voortdurende aanpassing van de regeling van die installaties aan de verkeersbehoeften;

5) de organisatie, het onderzoek en de verwerking van de gegevens der verkeersenquêtes;

6) het verzamelen en verwerken van al de statistische gegevens met speciale studies en voorbereidende werkzaamheden voor de aanpassing van de wegennormen en de ongevalenstatistieken, in samenwerking met de Rijkswacht;

7) de la direction et de l'exécution de toutes les entreprises de fournitures globales de peintures routières, de signaux routiers et du matériel de signalisation pour l'ensemble du pays;

8) de la délivrance journalière des autorisations de tous les transports d'éléments indivisibles, après examen en particulier de l'aspect technique des autorisations à délivrer (en moyenne 30 par jour ouvrable).

7. Le Service des affaires internationales, des études économiques et statistiques.

La principale activité de ce service est d'assurer la liaison de l'Administration des routes avec les organisations internationales, principalement avec la Commission des Communautés européennes (C.C.E.), la Conférence européenne des Ministres des Transports (C.E.M.T.), et l'O.N.U.

Ces organisations élaborent de multiples études dans le domaine des transports, études qui ne peuvent se faire sans la collaboration des administrations nationales, et notamment de celle des routes.

On peut citer à titre d'exemples :

- l'information mutuelle des Etats en matière d'infrastructure;
- les études de coût des transports, englobant, comme cas particulier, l'étude du coût des infrastructures;
- les études de tarification de l'usage des infrastructures;
- les prévisions de la demande de transports;
- les statistiques internationales, etc...

Ces études ont généralement un caractère économique et nécessitent l'utilisation de données statistiques variées, d'où le complément donné à la dénomination du Service.

8. Le Service d'exploitation des voies navigables (S.E.V.N.).

Le Service d'exploitation des voies navigables a été créé par l'arrêté du Régent du 21 février 1946 et fonctionne depuis le 16 février 1946.

Selon cet arrêté, il est chargé :

- 1) du mouvement et de la surveillance de la navigation intérieure ainsi que du contrôle du trafic sur les voies navigables;
- 2) de la police de la navigation et des voies navigables;
- 3) du contrôle de jaugeage des bâtiments de navigation intérieure;
- 4) du contrôle en matière de statistiques;
- 5) du contrôle de l'application par les organes locaux de l'office régulateur de la navigation et par les usagers des voies navigables, des arrêtés et règlements relatifs à l'organisation de la navigation intérieure;
- 6) de recueillir la documentation demandée par les instances supérieures de l'administration sur les questions intéressant l'exploitation des voies navigables et de la navigation intérieure.

Le Service d'exploitation des voies navigables est donc composé de différents bureaux :

- 1) le bureau central de la perception des droits de navigation. Ce bureau s'occupe spécialement de la tenue des livres comptables relatifs aux sommes versées par les per-

7) de la leiding en uitvoering van al de aannemingen van algemene leveringen van wegenverf, verkeersborden en bebakeningsmaterieel voor het gehele land;

8) het dagelijks verlenen van vergunningen voor uitzonderlijke transporten na een bijzonder onderzoek van het technisch aspect van de af te geven vergunningen (gemiddeld 30 per werkdag).

7. Dienst voor internationale Zaken, economische en statistische studiën.

De hoofdactiviteit van die dienst is het onderhouden van contacten tussen het Bestuur der Wegen en de internationale organisaties, inzonderheid de Commissie van de Europese Gemeenschappen (C. E. G.), de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer (E. C. M. V.) en de U. N. O.

Die organisaties maken zeer vele studies op transportgebied en die studies kunnen niet worden uitgevoerd zonder medewerking van de nationale administraties, inzonderheid die van de wegen.

Enkele voorbeelden :

- wederzijdse voorlichting van de Staten inzake onderbouw;
- de studies van vervoerkosten die, in het bijzonder, de studie van de infrastructuurkosten omvatten;
- de studie van tarieven voor het gebruik van de infrastructuur;
- de prognose van de vervoersvraag;
- internationale statistieken enz...

Die studies hebben doorgaans een economisch karakter waarvoor uiteenlopende statistische gegevens moeten worden gebruikt; vandaar de bijvoeging van bepaalde termen aan de benaming van de Dienst.

8. Exploitatielidest der scheepvaartwegen (E. D. S. W.).

De Exploitatielidest der scheepvaartwegen is opgericht bij besluit van de Regent van 21 februari 1946 en werkt sedert 16 februari 1946.

Volgens dat besluit is de dienst belast met :

- 1) de beweging van en het toezicht op de binnenvaart, alsmede met de controle van het verkeer op de scheepvaartwegen;
- 2) de politie van de scheepvaart en van de scheepvaartwegen;
- 3) het toezicht over het meten van binnenvaartuigen;
- 4) de controle inzake statistieken;
- 5) de controle over de toepassing, door de plaatselijke organen die afhangen van de dienst tot regeling van de scheepvaart en door de gebruikers van de scheepvaartwegen, van de besluiten en reglementen betreffende de inrichting van de binnenvaart;
- 6) het verzamelen van de door de hogere administratieve instanties gevraagde documentatie betreffende vraagstukken die de exploitatie der scheepvaartwegen en der binnenvaart aanbelangen.

De exploitatielidest der scheepvaartwegen is derhalve samengesteld uit verschillende bureaus :

- 1) het centraal bureau voor ontvangst van de scheepvaartrechten. Dat bureau houdt zich inzonderheid bezig met de boekhouding betreffende de door de ontvangers

cepteurs, du contrôle des états de caisse et des quittances délivrées aux bateliers, des statistiques et de la vente de plaques pour embarcations de plaisance;

2) le bureau central de l'inscription ou jaugeage, où sont vérifiés les jaugeages faits par les experts jaugeurs; c'est ce bureau qui tient les registres d'inscriptions, inscrit toutes les mutations, tient des répertoires par nom de propriétaires de bateaux et par tonnage.

Ce bureau est régulièrement en communication avec les bureaux d'inscription à l'étranger;

3) un ingénieur technicien en chef est à la tête du bureau relatif aux inspections des bateaux-citernes. Le personnel affecté à ce bureau vérifie et délivre les certificats spéciaux des bateaux-citernes.

4) un bureau s'occupe spécialement des avis à la batellerie. Il reçoit toutes les données des services extérieurs, et compose les avis à la batellerie, avis qui sont communiqués par voie de stencil à plus de 600 usagers et intéressés des voies navigables. Les données sont aussi communiquées à la radio;

5) un bureau composé de rédacteurs s'occupe des affaires générales et examine les dossiers courants;

6) un bureau enfin s'occupe de la documentation nationale et internationale et des nombreuses statistiques et cartes des voies navigables.

En outre, de nombreuses tâches sont encore confiées au S. E. V. N.

La modernisation des voies navigables et de leur équipement ainsi que le caractère de plus en plus international de la navigation posent de nombreux problèmes, parfois entièrement nouveaux, qui doivent être étudiés aussi bien sur le plan technique de l'organisation et de la sécurité qu'au point de vue juridique ou économique.

Ces problèmes peuvent être classés en trois catégories, à savoir :

- a) ceux propres à la Belgique;
- b) ceux qui découlent d'accords internationaux et qui se posent en Belgique;
- c) ceux relevant de décisions internationales et à étudier dans chaque pays séparément.

Les problèmes qui se posent dans chacune de ces catégories sont les suivants :

1. études du trafic du réseau intérieur et du trafic aux frontières;
2. étude de l'unification des droits d'accostage, de quai, d'entreposage, de dépôt, de hangar, de séjour dans les différents ports intérieurs de la Belgique;
3. étude des coûts, longueurs, propriété et exploitation des quais privés et publics;
4. étude des droits de navigation;
5. politique en matière d'infrastructure et, en particulier, étude des problèmes de rentabilité des investissements programmés pour les voies navigables;
6. problèmes posés par les nouvelles techniques de navigation (poussage, bargettes de navires LASH ou SEEBEA, transport par conteneur, transport d'éléments lourds indissolubles);
7. réglementation et organisation de la navigation de plaisance et particulièrement de la navigation à grande vitesse qui, prenant énormément d'expansion, pose des problèmes de sécurité pour les pratiquants et vis-à-vis des tiers;
8. étude du rendement de l'utilisation de la voie d'eau par la recherche de la réduction des immobilisations aux écluses;
9. étude de la navigation de nuit.

gestorte sommen, de controle van de kasstaten en van de aan de schippers afgegeven kwijtschriften, de statistieken en de verkoop van platen voor plezierboten;

2) het centraal bureau voor de inschrijving van de scheeps-metingen, waar de door de scheepsmeters verrichte scheeps-metingen worden gecontroleerd; dat bureau houdt insgelijks de inschrijvingsregisters, schrijft alle mutaties in en houdt de lijsten van eigenaars van schepen per naam en per tonne-maat.

Dit bureau staat geregeld in verbinding met de buiten-landse inschrijvingsbureaus;

3) een hoofd-technisch ingenieur staat aan het hoofd van het bureau voor de inspectie van de tankschepen. Het bij dat bureau tewerkgestelde personeel controleert de speciale meetbrieven van de tankschepen en geeft ze af;

4) een bureau houdt zich speciaal bezig met de berichten aan de schipperij. Het ontvangt alle gegevens van de buiten-diensten en maakt de berichten aan de schipperij op. Deze op stencil afgetrokken berichten worden aan meer dan 600 gebruikers van en belanghebbenden bij de scheepvaart-wegen medegedeeld. De gegevens worden bovendien aan de radio medegedeeld;

5) een uit opstellers bestaand bureau houdt zich bezig met de algemene zaken en behandelt de gewone dossiers;

6) ten slotte houdt een bureau zich bezig met de nationale en internationale documentatie, alsmede met de talrijke statistieken en kaarten van de scheepvaartwegen.

Bovendien worden nog vele andere taken aan de exploita-tiedienst der scheepvaartwegen opgedragen.

De modernisering en uitrusting van de waterwegen, alsmede de meer en meer internationaal geworden scheepvaart doen talrijke, soms geheel nieuwe problemen rijzen, die zowel op het technische vlak van de organisatie en de veiligheid, als uit juridisch en economisch oogpunt moeten bestudeerd worden.

Deze problemen zijn van drieënlei soort :

- a) de eigen Belgische problemen;
- b) die welke uit internationale overeenkomsten voortvloeien en in België rijzen;
- c) die welke het gevolg zijn van internationale beslis-singen en in ieder land afzonderlijk moeten worden bestudeerd.

De in op al die gebieden voorkomende problemen zijn :

1. studie van het binnenlandse en grensoverschrijdende verkeer;
2. studie van de eenmaking der aanleggelden, kadegelden, oplagerechten en liggelden in de verschillende Belgische binnenhavens;
3. studie van de kosten, lengte, eigendom en exploitatie van de openbare en particuliere kaaien;
4. studie van de scheepvaartrechten;
5. infrastructuurbeleid, inzonderheid de studie van de rentabiliteit der geprogrammeerde investeringen voor de waterwegen;
6. problemen verbonden aan de invoering van nieuwe vaarttechnieken (duwvaart, lichters van LASH- en SEEBEA-schepen, container-vervoer, vervoer van zware ondeelbare stukken);
7. regeling en organisatie van de pleziervaart, meer bepaald van de snelvarende boten, waarvan het aantal sterk toeneemt en die problemen inzake veiligheid van de opvaarden en van derden doen rijzen;
8. rentabiliteitsstudie van het gebruik van de waterwegen door een onderzoek naar de verkorting van de wachttijden aan de sluizen;
9. studie van de nachtvaart.

b) 1. révision complète du règlement général des voies navigables du Royaume, datant du 15 octobre 1935, pour tenir compte de la modernisation des voies d'eau et de la mise en service des nouvelles techniques de navigation intérieure. Cette révision doit s'inspirer des recommandations du Code européen de Navigation intérieure (C. E. V. N. I.);

2. sur base du C. E. V. N. I. également, étude d'une signalisation uniforme pour toutes les voies d'eau intérieures, tant pour les panneaux que pour les signaux lumineux aux ouvrages d'art. Cette étude doit comprendre également les modalités de mise en vigueur de cette nouvelle signalisation (cout, délais de mise en application, etc.);

3. révision du règlement particulier pour le transport de liquides combustibles sur les voies de navigation intérieure (arrêté du Régent du 1^{er} août 1948), pour le mettre en concordance avec le règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (A. D. N. R.), applicable déjà pour les bateaux belges naviguant sur le Rhin. Cette non-concordance crée en effet des discriminations entre bateliers. De plus, l'A. D. N. R. s'applique également aux transports de matières dangereuses autres que les liquides combustibles et pour lesquelles il n'y a pas en Belgique de réglementation particulière (explosifs exceptés);

4. étude de la mise en application prochaine de la nouvelle convention de Genève sur le jaugeage des bateaux, qui conduira à une révision complète des dispositions réglementaires en la matière avec, comme conséquence, la refonte complète de la procédure actuelle;

5. les études d'une nouvelle numérotation (immatriculation) des bateaux, effectuées à Strasbourg par la commission centrale pour la navigation sur le Rhin, provoquera certainement l'application de cette numérotation à tous les bateaux naviguant sur toutes les voies d'eau de l'Europe occidentale. L'étude et la mise en application de cette numérotation devront être entreprises en collaboration avec le service de programmation, d'information et de statistiques (le traitement par ordinateur de cette numérotation serait en effet nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des échanges de renseignements avec les pays étrangers);

6. étude du règlement de l'Escaut occidental dans le cadre de la commission de contact avec les Pays-Bas.

c) 1. Très importante étude demandée par la C.E.E. pour l'instauration d'un système commun de tarification de l'usage des infrastructures de transport. Cette étude nécessitera plusieurs années d'efforts. Pour juin 1973, une première partie (calcul des coûts marginaux d'usage de la voie d'eau, coûts marginaux sociaux) devrait être terminée en vue de permettre les études du choix du système de péage à appliquer à la voie navigable. Ces études sont très complexes et doivent être effectuées avec le plus grand soin car de celles-ci dépendent les conditions de concurrence qui seront appliquées entre les différents moyens de transport, particulièrement entre voie d'eau et chemin de fer;

2. établissement de nombreuses statistiques à fournir régulièrement aux organisations internationales, ce qui implique la tenue à jour et la mise au point de nombreuses données. Ces statistiques doivent être très souvent reproduites sur des cartes à publier annuellement. D'autres cartes du réseau des voies navigables doivent également être publiées périodiquement, ce qui exige la collecte de renseignements sur toutes les modifications apportées aux caractéristiques des voies navigables et de leur dépendances, tant en Belgique que sur les voies d'eau limitrophes;

3. participation aux réunions d'étude dans les principaux organismes internationaux s'occupant de la naviga-

b) 1. volledige herziening van het algemeen reglement voor de rijkswaterwegen van 15 oktober 1935, ten einde rekening te houden met de modernisering van de waterwegen en met de invoering van nieuwe vaarttechnieken. Bij deze herziening dient men zich te richten naar de Europese Binnenvaartcode (C. E. V. N. I.);

2. eveneens op grond van de C. E. V. N. I., studie van een eenvormige bebakening voor alle binnenscheepvaartwegen, zowel wat de borden als wat de lichtsignalen aan de kunstwerken betreft. De studie dient ook te slaan op de wijze van invoering van het nieuwe bebakingssysteem (kosten, termijnen voor invoering, enz.);

3. herziening van het bijzonder reglement voor het vervoer van brandbare vloeistoffen op de binnenwateren (besluit van de Regent van 1 augustus 1948), ten einde het in overeenstemming te brengen met het reglement voor het vervoer van gevaarlijke stoffen over de Rijn (A. D. N. R.), dat nu reeds van toepassing is op de Belgische schepen die de Rijn bevaren. Door de niet-overeenstemming worden de schippers thans niet op gelijke wijze behandeld. Bovendien is het zo dat de A. D. N. R. eveneens toepasselijk is op het vervoer van gevaarlijke stoffen andere dan brandbare vloeistoffen, waarvoor in België geen bijzonder reglement bestaat (springstoffen uitgezonderd);

4. studie van de binnenvaart te verwachten invoering van de nieuwe overeenkomst van Genève betreffende de scheepsmeting, die een volledige herziening van de ter zake geldende reglementaire bepalingen zal vereisen en derhalve ook een volledige omwerking van de huidige procedure;

5. de te Straatsburg door de centrale commissie voor de Rijnvaart gemaakte studie van de nieuwe nummering (inschrijving) van de binnenschepen zal zonder twijfel leiden tot de toepassing van die nummering op al de schepen die de waterwegen van West-Europa bevaren. De studie en de invoering van die nummering zal moeten worden ondernomen in samenwerking met de dienst voor programmatie, informatie en statistiek (het zal immers noodzakelijk zijn deze nummering met de computer te verwerken, om tot een vlotte uitwisseling van gegevens met andere landen te komen);

6. studie van het reglement voor de Westerschelde, in het raam van de werkzaamheden van de Belgisch-Nederlandse contactcommissie.

c) 1. Zeer belangrijke, door de E.E.G. gevraagde studie met het oog op de invoering van een gemeenschappelijk tariefsysteem voor het gebruik van de vervoerinfrastructuur. Tegen juni 1973 zou reeds een eerste gedeelte (berekening van de marginale kosten van gebruik van de waterweg, sociale marginale kosten) klaar moeten zijn om de studie van de keuze van het op de waterweg toe te passen tolstelsel te kunnen aanvatten. Deze studies zijn zeer gecompliceerd en dienen met grote zorg te worden uitgevoerd, want zij zijn bepalend voor de vaststelling van de concurrentievooraarden tussen de verschillende middelen van vervoer, inzonderheid tussen de waterweg en de spoorweg;

2. opmaken van de talrijke statistieken die geregeld aan de internationale organisaties moeten worden verstrekt, waarvoor talrijke gegevens dienen te worden bijgehouden en uitgewerkt. Deze statistieken moeten in vele gevallen worden afgebeeld op jaarlijks te publiceren kaarten. Geregeld moeten ook andere kaarten van het waterwegennet worden gepubliceerd, en daarvoor moeten de nodige inlichtingen worden verzameld over al de wijzigingen van de karakteristieken der waterwegen en hun aanhorigheden, zowel in België als in de aangrenzende landen.

3. deelneming aan de studievergaderingen van de voorname internationale organisaties die zich met de bin-

tion intérieure (E.C.E. à Genève, C.E.E. à Bruxelles, C.C.N.R. à Strasbourg, O.T.A.N. à Evere, A.I.P.C.N., C.E.M.T., etc...) Le but de ces études étant d'unifier les diverses réglementations relatives aux voies navigables et aux bateaux, la participation de la Belgique à ces réunions est donc nécessaire afin d'y faire valoir la position du pays devant les problèmes traités.

9. *Le service d'études d'ouvrages d'art hydrauliques et d'études hydrologiques.*

a) *Service d'études d'ouvrages d'art hydrauliques.*

Ce service étudie, soit en avant-projet, soit en détail tout ou partie des ouvrages d'art (écluses, barrages en rivière, aqueducs, siphons, murs de quai, aménagements de canaux), à la demande des services extérieurs de l'Administration des voies hydrauliques, lorsque ces derniers ne disposent pas du personnel spécialisé ou du temps nécessaire; durant l'exécution des travaux, il examine les plans de détail et donne les conseils nécessaires à une bonne réalisation de ces travaux.

Parmi les études les plus importantes effectuées ou en cours, on relève :

- la modernisation du canal de Charleroi à Bruxelles entre Seneffe et Clabecq et de son embranchement vers La Louvière, y compris le plan incliné de Ronquières et l'écluse 5 à Ittre;
- les parties métalliques des écluses d'Obourg-Wartons sur le canal du Centre, des nouvelles écluses du canal Albert, des écluses maritimes de Kallo et de Zeebrugge, des écluses et barrages du canal circulaire autour de Gand;
- le barrage et l'écluse d'Andenne-Seilles;
- le barrage de Lixhe;
- les estacades d'accès des nouvelles écluses du canal Albert;
- le rachat de la chute de Strépy-Bracquegnies sur le canal du Centre.

b) *Service d'études hydrologiques.*

Ce service a pour attributions :

- l'établissement, l'entretien et la surveillance de stations de mesures (hauteurs d'eau; vitesses; débits) dans les sections les plus caractéristiques du réseau hydrographique belge;
- l'organisation et l'exécution des mesures hydrométriques;
- les recherches et essais de méthodes nouvelles de mesures hydrométriques;
- le collationnement, le contrôle et le traitement statistique (en collaboration avec le service spécialisé du département et de l'I. R. M.) des résultats des observations et mesures. Les données hydrologiques essentielles sont publiées par l'I. R. M. dans un annuaire hydrologique.

— l'étude sur terrain et l'étude scientifique de questions particulières en rapport avec tous les problèmes de l'eau. On citera notamment la recherche de sites favorables à la constitution de grandes réserves; l'étude des bilans hydriques; la répartition des débits de la Meuse en aval de Liège; la répartition des débits de l'Escaut et de la Lys autour de Gand; la participation à des recherches collectives, telle que celle en cours actuellement dans le bassin de la Sambre;

nenvaart bezighouden (E.C.E. te Genève, E.E.G. te Brussel, C.C.R. te Straatsburg, N.A.T.O. te Evere, A.I.P.C.N., E.C.M.V., enz.). Die studies hebben tot doel diverse reglementeringen betreffende de waterwegen en de schepen eenvormig te maken. Het is dus nodig dat België aan die vergaderingen deelneemt om er het standpunt van ons land ten opzichte van de behandelende problemen te doen gelden.

9. *De Studiedienst voor waterbouwwerken en voor hydrologisch onderzoek.*

a) *Studiedienst voor waterbouwwerken.*

Deze dienst bestudeert in hun geheel of gedeeltelijk in voorontwerp of in detail, de kunstwerken (sluizen, stuwdammen op rivieren, grondduikers, kaaimuren, aanpassing van kanalen) op aanvraag van de buitendiensten van het Bestuur der Waterwegen, wanneer deze diensten niet over gespecialiseerd personeel of over de nodige tijd beschikken. Tijdens de uitvoering der werken onderzoekt de dienst de detailplannen en geeft hij de nodige raadgevingen voor een goede uitvoering.

Volgende belangrijke studies werden reeds uitgevoerd of zijn thans aan de gang :

- de modernisering van het kanaal Charleroi-Brussel tussen Seneffe en Clabecq en van het zijkanaal naar La Louvière, met inbegrip van het hellend vlak van Ronquières en de sluis nr. 5 te Ittre;
- de stalen delen van de sluizen van Obourg-Wartons in het Centrumkanaal, van de nieuwe sluizen van het Albertkanaal, van de zeesluizen van Kallo en Zeebrugge, van de sluizen en afdammingen van de Ringvaart rond Gent;
- de stuwdam en sluis te Andenne-Seilles;
- de stuwdam te Lixhe;
- de geleidewerken tot de nieuwe sluizen van het Albertkanaal;
- de compensatie van het verval te Strépy-Bracquegnies in het Centrumkanaal.

b) *Dienst voor hydrologisch onderzoek.*

Deze dienst vervult de volgende taken :

- vestiging, onderhoud en toezicht van de opmetingsstations (waterstand, snelheid, debieten) in de meest karakteristieke secties van het Belgisch hydrografisch net;
- organisatie en uitvoering van hydrometrische opmetingen;
- het opzoeken en beproeven van nieuwe methodes voor hydrometrische opmetingen;
- het collationeren, controleren en bewerken van de statistieken (in samenwerking met de gespecialiseerde dienst van het departement en van het K. M. I.) betreffende de observaties en metingen. De essentiële hydrologische gegevens worden door het K. M. I. in een hydrologisch jaarboek gepubliceerd;
- het onderzoek ter plaatse en de wetenschappelijke studie van bijzondere gevallen in verband met alle waterproblemen. Hieronder moet men meer in het bijzonder vermelden het opzoeken van geschikte plaatsen voor het aanleggen van grote voorraden; de studie van waterbalansen; de verdeling van de Maasdebieten stroomafwaarts van Luik; de verdeling van de Schelde- en Leie-debieten in de omgeving van Gent; het deelnemen aan onderzoekswerk in groepsverband, zoals het onderzoek dat thans aan de gang is in het bekken van de Samber;

— les relations administratives et techniques avec tous les organismes nationaux et internationaux concernés par les problèmes de l'eau (Service hydraulique agricole; Service géologique de Belgique; I. R. M.; Commission interministérielle de l'eau; universités; UNESCO; C. E. E.; Organisation météorologique mondiale);
 — la préparation et la rédaction de notes et publications.

10. *Le laboratoire de recherches hydrauliques.*

Le laboratoire est principalement chargé des essais sur modèles réduits des ouvrages d'art et travaux hydrauliques que l'administration se propose d'exécuter, ainsi que des études théoriques qui s'y rattachent.

Parmi les études en cours, citons :

L'Escaut maritime et les accès vers le port d'Anvers.

Sur un modèle d'une centaine de mètres de longueur a été représenté le projet de la coupure de Bath.

Après avoir déterminé le tracé du chenal de navigation, on a examiné les répercussions sur le régime hydraulique et sur la navigation.

Les derniers essais concernaient la construction d'une île pour la station radar et la localisation des ports des chantiers.

Sur le même modèle, on a étudié l'accès aux écluses de Kallo et Baalhoek sur la rive gauche.

Le Rijkswaterstaat hollandais est tenu au courant de l'état d'avancement des études relatives aux travaux qui ont lieu en territoire néerlandais.

Zeebrugge.

Le modèle actuel représentant la côte belge a pour but de déterminer l'implantation des digues qui protègeront le nouveau port de Zeebrugge.

Un second modèle à construire permettra de déterminer les travaux nécessaires pour lutter contre les effets de la houle. Le modèle mathématique bidimensionnel est établi à l'aide de l'ordinateur.

La Meuse.

— Le Barrage-écluse d'Andenne-Seilles ainsi que les mûles amont et aval sont étudiés sur modèle.

— Les évacuateurs de crue et les bassins d'amortissement du barrage de Lesse III.

— Un ponton pour le barrage de l'Eau d'Heure.

La lutte contre les inondations.

Sur la Woluwe et la Mandel.

La lutte contre la pollution des eaux.

a) La pollution thermique fait l'objet d'un modèle mathématique en vue de déterminer les possibilités d'extension des centrales thermiques et nucléaires.

b) La pollution de l'Escaut et de la Mer du Nord est étudiée dans le cadre de la Commission interministérielle de la Politique scientifique.

— de administratieve en technische betrekkingen met alle nationale en internationale organismen die betrokken zijn bij de waterproblemen (Landelijke Waterdienst; Belgische Aardkundige Dienst; K. M. I.; Interministeriële Commissie voor Waterproblemen; universiteiten; UNESCO; E. E. G.; Wereldorganisatie voor meteorologie);

— het voorbereiden en opstellen van nota's en publicaties.

10. *Waterbouwkundig Laboratorium.*

Het Laboratorium is hoofdzakelijk belast met het modelonderzoek van waterbouwwerken welke de administratie van plan is uit te voeren, en met de theoretische studies die hiermee verbonden zijn.

Onder de aan de gang zijnde studies kunnen wij vermelden :

De Zeeschelde en de toegangen tot de haven van Antwerpen.

Op een model van een honderdtal meter lengte werd de afsnijding van de bocht van Bath voorgesteld.

Na het tracé van de vaargeul te hebben vastgelegd heeft men de invloed op het waterregime en op de scheepvaart nagegaan.

De laatste proeven hadden betrekking op het bouwen van een eiland voor het radarstation en op de plaatsbepaling van de werkhavens.

Op hetzelfde model heeft men de toegang tot de sluizen van Kallo en Baalhoek op de linkeroever bestudeerd.

De Nederlandse Rijkswaterstaat wordt op de hoogte gehouden van het verloop van studies m.b.t. de werken die op Nederlands grondgebied worden verwezenlijkt.

Zeebrugge.

Het thans bestaande model dat de Belgische kust voorstelt heeft tot doel de plaats van de dammen die de nieuwe haven van Zeebrugge zullen beschermen te bepalen.

Aan de hand van een tweede nog te bouwen model zal men kunnen uitmaken welke werken noodzakelijk zijn om de gevolgen van de deining te bestrijden. Het tweedimensionaal mathematisch model is aan de hand van een computer opgemaakt.

Maas.

— Het stuwdcomplex van Andenne-Seilles en de stroomopwaartse en stroomafwaartse scheidingsdammen worden op een model bestudeerd.

— De overlaaten en de energievernieters van de Lessestuwdam III.

— Een ponton voor de Eau d'Heure-stuwdam.

Voorkomen van overstromingen.

In het dal van de Woluwe en de Mandel.

Bestrijding van de waterverontreiniging.

a) Over de thermische verontreiniging is een mathematisch model gemaakt om de uitbreidingsmogelijkheden van de thermische en kerncentrales vast te leggen.

b) Der vervuiling van Schelde en Noordzee wordt in het kader van de Interministeriële Commissie voor Wetenschapsbeleid bestudeerd.

Le Zaïre.

1) A la demande de l'Administration générale de la coopération au développement, le laboratoire procède à l'étude de l'amélioration du fleuve Zaïre.

Grâce aux essais sur modèle réduit à Borgerhout et aux campagnes de mesures menées par des équipes du laboratoire au Zaïre, il a été possible de mieux diriger les travaux d'entretien et la passe navigable a pu être approfondie de façon notable. Outre leur travail de formation des équipes zaïroises, les équipes du laboratoire de Borgerhout développent de nouvelles techniques de mesure et de calcul, qui sont utiles pour l'étude des voies d'eau belges.

2) Une convention relative à la création d'un laboratoire hydraulique du Zaïre a été passée entre la Belgique et la République du Zaïre.

La première étude confiée au nouveau laboratoire sera l'extension de l'aménagement hydroélectrique d'Inga, dont la première phase a été étudiée sur modèle réduit à Borgerhout.

Le laboratoire de Borgerhout participe à la création de ce laboratoire au Zaïre.

Toutes ces études font l'objet de rapports techniques (25 rapports ont déjà paru en 1973).

Le laboratoire de Borgerhout ne pouvant plus s'étendre faute de place, la construction d'une seconde section à Châtelelet a été décidée et les travaux de construction ont été entamés.

11. Le Service du plan vert.

Le Service du plan vert est chargé, sous l'autorité de l'Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire :

1) à la demande des administrations du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction, d'établir les avant-projets de travaux de plantation, de donner des avis sur les avant-projets de tous genres mettant en cause des plantations et établis par les administrations précitées; d'aider ces administrations dans la réception des fournitures et dans le contrôle de la bonne exécution des travaux relatifs aux plantations;

2) de proposer aux administrations du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction, toute mesure de préservation concernant l'entretien et de la sécurité des plantations existantes sur le domaine géré par ces administrations;

3) de gérer les parcs et squares ainsi que les pépinières qui s'y rapportent;

4) de conseiller les administrations subordonnées dans l'élaboration de leurs projets de plantation;

5) de coordonner les programmes de plantation de l'Etat et des pouvoirs subordonnés;

6) de négocier l'établissement, aux frais de l'Etat, en dehors du domaine public dont il a la charge, de toute espèce de plantation d'intérêt esthétique pour ses installations et ouvrages; de rédiger les conventions réglant les conditions de leur établissement;

7) d'expérimenter tout usage quelconque des plantations à des fins esthétiques ou de salubrité.

B. Discussion.*Question :*

En mai 1973, le Gouvernement a décidé de consacrer 1 milliard pendant 5 ans à l'assainissement des sites charbonniers.

Zaïre.

1) Op aanvraag van het Algemeen Bestuur voor ontwikkelingshulp bestudeert het laboratorium thans de verbetering van de Zaïrestroom.

Dank zij proefnemingen die te Borgerhout op een model werden uitgevoerd en dank zij de metingen die door het laboratoriumpersoneel in Zaïre werden verricht, heeft men de onderhoudswerken beter kunnen oriënteren en de vaargeul gevoelig verdiepen. Naast de opleiding van Zaïrees personeel, houdt het personeel van het laboratorium zich eveneens bezig met het ontwikkelen van nieuwe meet- en rekenmethoden voor het bestuderen van de Belgische waterwegen.

2) Een overeenkomst betreffende de bouw van een waterbouwkundig laboratorium in Zaïre werd tussen België en de Zaïrese Republiek gesloten.

Het eerste onderzoek, dat aan het nieuwe laboratorium werd toevertrouwd, heeft betrekking op de uitbreiding van de waterkrachtcentrale van Inga, waarvan de eerste fase te Borgerhout op een verkleind model werd bestudeerd.

Het laboratorium te Borgerhout verleent zijn medewerking aan de oprichting van dit laboratorium in Zaïre.

Over al deze studies worden technische verslagen opgemaakt (in 1973 werden 25 verslagen uitgegeven).

Wegens plaatsgebrek — er bestaat inderdaad geen uitbreidingsmogelijkheid meer voor het laboratorium te Borgerhout — werd beslist te Châtelelet een tweede sectie op te richten, waarvan de bouw reeds is begonnen.

11. Dienst van het groen plan.

De Dienst van het groen plan is onder het gezag van het Bestuur van de stedebouw en de ruimtelijke ordening ermee belast :

1) op verzoek van de besturen van het Ministerie van Openbare Werken en van Wederopbouw, de voorontwerpen van beplantingswerken op te maken, adviezen te verstrekken over al de door de hogervernoemde besturen opgemaakte voorontwerpen waarbij beplantingen betrokken zijn, die besturen bij te staan bij de keuring van de leveringen en bij het toezicht op de goede uitvoering van de beplantingswerken;

2) aan de besturen van het Ministerie van Openbare Werken en van Wederopbouw alle maatregelen voor te stellen betreffende het onderhoud en de vrijwaring van de bestaande beplantingen op het door die besturen beheerd domein;

3) de parken en plantsoenen en de desbetreffende boomkwekerijen te beheren;

4) raadgevingen te verstrekken aan de ondergeschikte besturen bij de uitwerking van hun beplantingsontwerpen;

5) de beplantingsprogramma's van het Rijk en van de ondergeschikte besturen te coördineren;

6) te onderhandelen over de aanleg, op kosten van het Rijk en buiten het openbaar domein waarover hij het beheer heeft, van allerhande beplantingen van esthetisch belang voor zijn inrichtingen en werken, de overeenkomsten houdende de voorwaarden van de aanleg ervan op te maken;

7) proefnemingen te doen met om het even welke toepassing van de beplantingen voor esthetische of salubriteitsdoeleinden.

B. Bespreking.*Vraag :*

In mei 1973 besloot de Regering gedurende 5 jaar 1 miljard uit te trekken om de steenkolenmijnen te saneren.

Où en est-on et quelles sont les réalisations en 1974 ?

Hoever staat men terzake en wat werd in 1974 verwezenlijkt ?

Réponse :

La liste des engagements pris en 1973 et 1974 pour l'assainissement des sites charbonniers figure ci-après.

En 1974, 300 millions seront réservés à l'assainissement des sites charbonniers.

Engagements du 1^{er} janvier 1973 au 31 décembre 1973 :

Antwoord :

Hierbij gaat de lijst van de vastleggingen in 1973 en 1974 voor de sanering van de steenkolenmijnen.

In 1974 zullen 300 miljoen worden besteed aan de saneering van de steenkolenmijnen.

Vastleggingen van 1 januari 1973 tot 31 december 1973 :

NO ENG NR VASTL	LIBELLE TEKST	MONTANT BEDRAG	MONTANT PAR COMMUNE BEDRAG PER GEMEENTE
— STEENKOOLS. — ASSAIN. SITES CHARB.			
560	HUURGELD STEENKOOLM	125 556	
564	LOYER ASS SITES CHARBON	226 440	
1802	HERSTAL ASSAIN SIT CHARBO	14 541 840	
1826	JEMEPPE S MEUSE SIT CHARB	26 049 984	
	GEZ STEENK GENK TEKENBENO	14	
	SASC REP DUPLICAT	94	
	SASC AR PLANS	100	
	GENK AFDRUK PLAN	100	
	BEYNE HEUSAY PLAN CADAS	100	
	SASC MARCINEL GR BERLEUR	100	
	SASC MARCINELLE PRISE AR	100	
	SASC MARCINEL CHATELET PL	170	
	SASC ELOUGES PLAN	170	
	HAVRE AR PLANS	200	
	SASC FRAMERIES AR PLAN	200	
	SASC MARCINELLE PLANS	200	
	SASC MARCINEL LIEGE PLANS	200	
	SASC ANDERLUES AR PLANS	200	
	SASC MARCINEL INSCRIP RTT	236	
	GEZOND M STEENKVEST GENK	247	
	GEZ STEENK EISDEN PLANS	300	
	SASC AR PLANS	300	
	SASC CHARLEROI AR PLANS	300	
	SASC MARCINELLE PLANS	300	
	GEZOND M STEENK LIMB PAP	363	
	SASC MICHEROUX PLANS	400	
	SASC TAMINES AR PLANS	400	
	SASC MONT JEMEP AR PLANS	400	
	FDS EXP EC PLANS	400	
	SITES ANDERLUES PLANS AR	440	

NO ENG NR VASTL	LIBELLE TEKST	MONTANT BEDRAG	MONTANT PAR COMMUNE BEDRAG PER GEMEENTE
	GEZOND M STEENKOOOL STENCIL	472	
	SASC AR PLANS	500	
	SIT CHARBON PLANS	600	
	SASC MARCINEL PLAN JUMET	600	
	SITES CHARB ENTRE CC	665	
	STEENK LB BUREAUBENODIGH	938	
	GEZOND M STEENK LIMB DRAAD	1 033	
	FDS EXP EC PLANS	1 100	
	SASC MARCINELLE CONS ELEC	1 202	
	SASC CONSUM EAU	1 322	
	GEZOND M STENK LIMB INKT	1 534	
	SASC ENTR CC	1 800	
	SASC ENTR JOURNAL CC	1 800	
	SASC ENTR CC	1 800	
	MARCINE SITE DESAFF CHAUF	1 800	
	SASC ENTRETIEN CC	1 800	
	MARCINELLE ENT CC	2 000	
	SASC MARCINEL POUR FILMS	2 303	
	GEZOND M STEENK LIMB MAT	2 621	
	GEZOND M STEENK LIMB TEL	2 731	
	GEZOND M STEENK LIMB TELK	2 969	
	SASC MARCINELLE FILMS	3 247	
	URB LOYER MOBILIER	3 330	
	MARCINELLE LOYER SASC	3 330	
	SASC FOURNIT FEUILLES	3 481	
	ASS STITCHAR TELEPH	4 635	
	SASC MARCINEL POUR CHARB	5 013	
	SASC MARCINEL TEL	5 128	
	SASC COMMUNICATIONS	5 269	
	SITES CHARBONNIERS TEL	5 347	
	SASC MARCINELLE COM TEL	5 397	
	ASS ST CHARB ELEC EAU CC	5 567	
	SASC MARCINELLE TEL	6 181	
	SASC ENTR LOC	10 449	
	SASC MARCINELLE ENTR LOC	10 916	
	SASC ENTR JOURNAL LOC	10 916	
	SASC MARCINELLE ENTR JOUR	10 916	
	SASC MARCINEL LOCAUX ENT	10 916	
	SASC MARCINEL ENTR LOC	10 916	
	SASC MARCINEL ENT LOCAUX	10 916	

NO ENG NR VASTL	LIBELLE TEKST	MONTANT BEDRAG	MONTANT PAR COMMUNE BEDRAG PER GEMEENTE
	SASC MARCIN NETTOYAGE	10 916	
	SASC ENTRE LOCAUX	10 916	
	FDS EXP ECON ENT LOCAUX	10 916	
	MARCINELLE ENT LOCAUX	10 916	
	SASC FOURNIT CHARBON	11 290	
	GEZOND M STEENK LIMB MAT	13 447	
	SASC MARCINELLE CHARBON	15 750	41 197
		TOT. PROV. — VOORL. TOT.	41.197
		TOT. GEN. — ALG. TOT.	41 197

Engagements 1974.

Assainissement des sites charbonniers : Hornu 39 929 000
 Enlèvement du terril à Houthalen 134 782 000
 Total... 174 711 000

Question :

Où en est le groupe de travail qui devrait mettre un projet sur pied en ce qui concerne les sites industriels ?

Réponse :

Le groupe de travail auquel il est fait allusion a arrêté ses travaux au moment de la démission du gouvernement.

Le Ministre considère que cette matière est extrêmement urgente et il a chargé un membre de son Cabinet de réunir à nouveau le groupe de travail de façon à pouvoir déposer, à brève échéance, un projet de loi qui règle l'assainissement des sites industriels.

**V. DISCUSSION DES ARTICLES
ET VOTES.**

1. Des amendements sont introduits par le Gouvernement (Doc. 4-XVI/2) tendant à diminuer les crédits prévus au Titre I, Sections II, III et IV.

Ces amendements ne donnent lieu à aucune observation.

* * *

2. MM. Tijl Declercq (Doc. 4-XVI/3, I), Geldolf (Doc. 4-XVI/3, II) et Poma (Doc. 4-XVI/4) ont introduit des amendements en vue d'opérer un transfert de crédits de 450 millions de l'article 73.04 du chapitre IV à l'article 63.14 du chapitre III de la Section I du Titre II.

L'amendement de M. Poma est repris par M. Paul De Clercq.

Le Gouvernement est d'accord avec ces amendements.

Quant à l'article 63.14, concernant les crédits initiaux inscrits au budget, ceux-ci, compte tenu des crédits reportés de

Vastleggingen 1974.

Sanering steenkolenmijnen te Hornu	39 929 000
Afgraven steenberg te Houthalen	134 782 000
Totaal	174 711 000

Vraag :

Hoever staat het met de werkzaamheden van de werkgroep belast met de opstelling van een ontwerp betreffende vestigingsplaatsen voor industrieën ?

Antwoord :

Bedoelde werkgroep heeft haar werkzaamheden stopgezet op het ogenblik waarop de regering ontslag nam.

De Minister meent dat dit probleem uitermate dringend is en heeft een lid van zijn kabinet belast met de opdracht binnen afzienbare tijd een wetsontwerp op te stellen dat de sanering van de voor de industrie bestemde vestigingsplaatsen moet regelen.

**V. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN
EN STEMMINGEN.**

1. Door de Regering worden amendementen voorgesteld (Stuk 4-XVI/2) die ertoe strekken de kredieten op Titel I, Secties II, III en IV te verminderen.

Bij deze amendementen worden geen opmerkingen gemaakt.

* * *

2. De heren Tijl Declercq (Stuk 4-XVI/3, I), Geldolf (Stuk 4-XVI/3, II) en Poma (Stuk 4-XVI/4) stellen amendementen voor die ertoe strekken kredieten ten bedragen van 450 miljoen op artikel 73.04 van Hoofdstuk IV over te hevelen naar artikel 63.14 van Hoofdstuk III, Sectie I, Titel II.

Het amendement van de heer Poma wordt overgenomen door de heer Paul De Clercq.

De Regering stemt met die amendementen in.

Voor artikel 63.14 zijn de op de begroting uitgetrokken kredieten, rekening houdend met de overgedragen

l'année passée, sont suffisants pour entamer les travaux prévus pour l'infrastructure du port d'Anvers — rive droite.

D'importants crédits pour le port d'Anvers — rive droite — seront prévus au budget de l'année 1975.

Les amendements sont adoptés à l'unanimité, à la condition que le transfert de crédits ne concerne que les ports du nord du pays, ce qui est confirmé par le Ministre.

* * *

3. MM. Geldolf (doc. 4-XVI/3, 2) et Poma (doc. 4-XVI/4) ont introduit des amendements en vue de porter, à l'article 63.19 du chapitre III de la section I du titre II, le subside de la ville d'Anvers pour la construction d'entrepôts de 30 à 90 millions de francs.

L'amendement de M. Poma est repris par M. Paul De Clercq.

En ce qui concerne l'article 63.19 — subside à la ville d'Anvers pour la construction d'un complexe d'entrepôts à la suite de l'effondrement des entrepôts en construction — il y a lieu de signaler que l'entrepreneur chargé de l'exécution de ces travaux est actuellement en faillite.

Les crédits engagés de 30 millions de francs, prévus au budget, sont, selon la ville d'Anvers, suffisants pour couvrir les dépenses prévues pour l'année 1974.

Le crédit de 450 millions de francs inscrit sous la rubrique — port, rive gauche, construction du tunnel sous la première darse — a déjà été l'objet d'un engagement en 1973, en raison du retard subi par les travaux entamés à l'écluse de Zeebrugge. Le retard subi à Zeebrugge devra être comblé cette année. Ainsi pourra-t-on d'ores et déjà envisager une réduction des crédits globaux d'engagement prévus à l'article 73.04.

Les amendements sont rejetés par 10 voix contre 7.

* * *

L'article 1^{er} amendé est adopté par 10 voix contre 7.

Les articles 2 à 26 sont adoptés par 10 voix contre 7.

* * *

Au nom du groupe socialiste, un membre déclare que le groupe souhaite manifester son opposition à l'exécution du budget.

L'ensemble du budget tel qu'il est amendé, est adopté par 8 voix contre 6 et 2 abstentions.

Le Rapporteur,

H. PIERRET.

Le Président,

M. BODE.

kredieten van verleden jaar, toereikend om de voorziene werken voor de infrastructuren van de haven van Antwerpen — rechteroever — te beginnen.

Belangrijke kredieten voor de Antwerpse haven — rechteroever — zullen in de begroting voor 1975 voorgesteld worden.

De amendementen worden eenparig aangenomen op voorwaarde dat de overdracht van de kredieten alleen betrekking heeft op de havens in het noorden van het land, hetgeen door de Minister bevestigd wordt.

* * *

3. De heren Geldolf (Stuk 4-XVI/3, 2) en Poma (Stuk 4-XVI/4) hebben amendementen ingediend ten einde in artikel 63.19, Hoofdstuk III, Sectie I, Titel II de toelage aan de stad Antwerpen voor de bouw van een pakhuizencomplex van 30 op 90 miljoen F te brengen.

Het amendement van de heer Poma wordt overgenomen door de heer Paul De Clercq.

Wat artikel 63.19 betreft — subsidies voor de stad Antwerpen voor de bouw van verschillende entrepôts na de ineenstorting van de in opbouw zijnde entrepôts — is de belaste met deze werken aannemer thans failliet.

De in de begroting vastgelegde kredieten van 30 miljoen F zijn volgens de stad Antwerpen voldoende om de voorziene uitgaven voor 1974 te dekken.

Het krediet van 450 miljoen F, uitgetrokken onder de rubriek — linker havenoever, bouwen van tunnels onder de eerste darse — was reeds het onderwerp van een vastlegging in 1973 ten gevolge van een vertraging in de aangevulde werken voor de sluis te Zeebrugge. Deze vertraging te Zeebrugge moet dit jaar ingelopen worden. Zo kan men reeds nu een vermindering van de onder artikel 73.04 uitgetrokken globale vastleggingskredieten overwegen.

De amendementen worden met 10 tegen 7 stemmen verworpen.

* * *

Het geadresseerde artikel 1 wordt aangenomen met 10 tegen 7 stemmen.

De artikelen 2 tot 26 worden aangenomen met 10 tegen 7 stemmen.

* * *

Namens de socialistische fractie verklaart een lid dat die fractie haar verzet tegen de uitvoering van de begroting wenst te uiten.

De gehele begroting, zoals zij is gewijzigd, wordt aangenomen met 8 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

De Verslaggever,

H. PIERRET.

De Voorzitter,

M. BODE.

AMENDEMENTS

ADOPTES PAR LA COMMISSION.

TITRE I.

DEPENSES ORDINAIRES.

Section II.

Dépenses de Cabinet
du Secrétaire d'Etat à la Politique portuaire
(pages 10 et 12).

Les crédits inscrits sous cette section sont supprimés.

(Réduction de 11 154 000 francs.)

Section III.

Dépenses de Cabinet du Secrétaire d'Etat
à l'Aménagement du Territoire et au Logement
(région flamande)
(page 12).

Les crédits inscrits sous cette section sont supprimés.

(Réduction de 10 781 000 francs.)

Section IV.

Dépenses de Cabinet du Secrétaire d'Etat
à l'Aménagement du Territoire et au Logement
(région wallonne)
(pages 12 et 14).

Les crédits inscrits sous cette section sont supprimés.

(Réduction de 12 904 000 francs.)

TITRE II.

DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Section I.

Ministère des Travaux publics proprement dit.

CHAPITRE III.

TRANSFERTS DE CAPITAUX.

Transferts de capitaux aux communes et aux provinces.

Voies hydrauliques.

Art. 63.14. — Intervention de l'Etat dans le coût des travaux à exécuter aux ports gérés par les administrations publiques subordonnées (p. 37).

AMENDEMENTEN

AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

TITEL I.

GEWONE UITGAVEN.

Sectie II.

Kabinetsuitgaven
van de Staatssecretaris voor Havenbeleid.
(blz. 11 en 13).

De onder deze sectie ingeschreven kredieten worden weg-
gelaten.

(Vermindering met 11 154 000 frank.)

Sectie III.

Kabinetsuitgaven van de Staatssecretaris
voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
(Vlaams landsgedeelte)
(bladz. 13).

De onder deze sectie ingeschreven kredieten worden weg-
gelaten.

(Vermindering met 10 781 000 frank.)

Sectie IV.

Kabinetsuitgaven van de Staatssecretaris
voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
(Waals landsgedeelte)
(bladz. 13 en 15).

De onder deze sectie ingeschreven kredieten worden weg-
gelaten.

(Vermindering met 12 904 000 frank.)

TITEL II.

BUITENGEWONE UITGAVEN.

Sectie I.

Eigenlijk Ministerie van Openbare Werken.

HOOFDSTUK III.

VERMOGENSOVERDRACHTEN.

Vermogensoverdrachten aan de gemeenten en aan de provinciën.

Waterwegen.

Art. 63.14. — Rijkstegemoetkoming in de kosten van de werken die worden uitgevoerd in de door de lagere openbare besturen beheerde havens (blz. 37).

Le crédit d'engagement de « 700 000 000 de francs » dans la sixième colonne (Autorisations nouvelles 1974) est porté à

« 1 150 000 000 de francs ».

(Augmentation de 450 000 000 de francs.)

CHAPITRE I^e.

INVESTISSEMENTS DIRECTS (CIVILS).

Routes, travaux hydrauliques et autres.

Voies hydrauliques.

Art. 73.04. — Côte, ports maritimes et leurs voies d'accès (p. 40).

Le crédit d'engagement de « 2 570 000 000 de francs » dans la sixième colonne (Autorisations nouvelles 1974) est ramené à

« 2 120 000 000 de francs ».

(Diminution de 450 000 000 de francs.)

Het vastleggingskrediet van « 700 000 000 frank » in de zesde kolom (Nieuwe machtigingen 1974) wordt verhoogd tot

« 1 150 000 000 frank ».

(Vermeerdering met 450 000 000 frank.)

HOOFDSTUK IV.

DIRECTE INVESTERINGEN (CIVIELE).

Wegen, waterbouwkundige en andere werken.

Waterwegen.

Art. 73.04. — Kust, zeehaven en hun toegangswegen (blz. 41).

Het vastleggingskrediet van « 2 570 000 000 frank » in de zesde kolom (Nieuwe machtigingen 1974) wordt teruggebracht op

« 2 120 000 000 frank ».

(Vermindering met 450 000 000 frank.)

ANNEXE I

BIJLAGE I.

Situation des autoroutes au 1^{er} janvier 1974.

Toestand van de autosnelwegen op 1 januari 1974.

Province	En service In gebruik	En exécution In uitvoering	En expropriation In onteigening	En projet In ontwerp	Total Totaal	Provincie
Anvers	170,4	5,7	13,7	96,8	286,6	Antwerpen.
Limbourg	82,2	9,4	12,8	60	164,4	Limburg.
Flandre orientale	133,1	8,2	0	136	277,3	Oost-Vlaanderen.
Flandre occidentale	65,1	27	35,4	196,2	323,7	West-Vlaanderen.
Brabant flamand	100	13,1	3,2	142,8	259,1	Vlaams Brabant.
Région flamande	550,8	63,4	65,1	631,8	1 311,1	Vlaams landsgedeelte.

ANNEXE II.

BIJLAGE II.

Situation des autoroutes au 1^{er} janvier 1974.

Toestand van de autosnelwegen op 1 januari 1974.

Province	En service In gebruik	En exécution In uitvoering	En expropriation In onteigening	En projet In ontwerp	Total Totaal	Provincie
Hainaut	153,9	0	1,4	151,6	306,9	Henegouwen.
Liège	159,8	16,6	9,4	114	299,8	Luik.
Luxembourg	0	9,6	6,6	136,3	152,5	Luxemburg.
Namur	57,4	0	15,7	27,9	101	Namen.
Brabant wallon	53	0	0	14,8	67,8	Waals Brabant.
Région française	424,1	26,2	33,1	444,6	928	Franstalig landsgedeelte.
Bruxelles - Capitale	8,1	4,5	0	7,6	20,2	Brussel-Hoofdstad.
Total	983,—	94,1	98,2	1 084,—	2 259,3	Totaal.

ANNEXE III.

Importance relative des dépenses pour la sécurité routière (signalisation, plantations, éclairage, glissières de sécurité, etc.).

Engagement du Fonds des Routes pour les dernières années.

(En millions de F.)

Année	Autoroutes	Routes ordinaires
1970	8 513	2 979
1971	8 543	3 061
1972	8 235	3 665
Au 1 ^{er} novembre 1973	5 282	4 170
Total	30 573	13 875

dont pour la sécurité routière :

1970	328	3,85 %	427	14,33 %
1971	262	3,06 %	361	11,79 %
1972	608	7,38 %	651	17,76 %
Au 1 ^{er} novembre 1973	1 041	19,71 %	252	6,04 %
Total	1 198		1 439	
	soit 8,5 % en moyenne		soit 11 % en moyenne	

BIJLAGE III.

Betrekkelijk belang van de uitgaven voor de verkeersveiligheid (signalisatie, beplantingen, verlichting, vangrails enz.).

Kredieten van het Wegenfonds voor de laatste jaren.

(In miljoenen F.)

Jaar	Autosnelwegen	Gewone wegen
1970	8 513	2 979
1971	8 543	3 061
1972	8 235	3 665
1 november 1973 ...	5 282	4 170
Totaal	30 573	13 875
waarvan voor de verkeersveiligheid :		
1970	328	3,85 %
1971	262	3,06 %
1972	608	7,38 %
1 november 1973 ...	1 041	19,71 %
Totaal	1 198	
	hetzij gemiddeld 8,5 %	hetzij gemiddeld 11 %

ANNEXE IV.

Construction des nouvelles régies d'entretien.

Fin 1972 :

7 régies localisées à :

1 — pour l'Administration des Routes : Hannut, Deurne, Ruisbroek.
 2 — pour l'Administration des Autoroutes : Battice, Awans I et II,
 Grobbendonk.

Fin 1973 :

5 régies supplémentaires situées à :

1 — pour l'Administration des Routes : Ciney, Loppem, Erembodegem.
 2 — pour l'Administration des Autoroutes : Seneffe, Houthalen.

— travaux en cours pour 8 régies situées à :

1 — pour l'Administration des Routes : Auderghem, Baileux.
 2 — pour l'Administration des Autoroutes : Anderlecht, Bertem,
 Hasselt, Anvers, Daussoulx I et II.

— expropriations en cours pour 8 régies à planter à : Turnhout,
 Diest, Henri-Chapelle, Saint-Nicolas, Wetteren, Bihain, Bastogne, Virton.

BIJLAGE IV.

Oprichting van de nieuwe onderhoudsregies.

Einde 1972 :

7 regies gelegen te :

1 — voor het Bestuur der Wegen : Hannut, Deurne, Ruisbroek.
 2 — voor het Bestuur der Autosnelwegen : Battice, Awans I en II,
 Grobbendonk.

Einde 1973 :

— 5 bijkomende regies gelegen te :

1 — voor het Bestuur der Wegen : Ciney, Loppem, Erembodegem.
 2 — voor het Bestuur der Autosnelwegen : Seneffe, Houthalen.

— werken in uitvoering voor 8 regies gelegen te :

1 — voor het Bestuur der Wegen : Oudergem, Baileux.
 2 — voor het Bestuur der Autowegen : Anderlecht, Bertem, Hasselt,
 Antwerpen, Daussoulx I en II.

— onteigeningen in uitvoering voor 8 regies die gevestigd zullen zijn
 te : Turnhout, Diest, Henri-Chapelle, Sint-Niklaas, Wetteren, Bihain,
 Bastogne, Virton.

ANNEXE V.

BIJLAGE V.

CIRCULAIRE № 574-8.

Le 16 mai 1974.

Objet :

**Effets de la hausse des produits pétroliers
sur les prix des travaux en cours
comportant la mise en œuvre de matériaux bitumineux.
Décomptes.**

Les entreprises chargées de la fourniture et de la mise en œuvre de matériaux enrobés bitumineux ont dû supporter depuis quelques mois des majorations du gasoil d'une part et du bitume d'autre part.

La majoration du prix du bitume est particulièrement importante depuis le mois d'avril 1974, puisque le prix T.P. enregistré pour cette période représente approximativement une majoration de 100 % par rapport aux prix du mois de novembre 1973.

Dans ces conditions, il n'est pas douteux que l'économie de certaines entreprises risque d'être sérieusement perturbée et j'ai décidé d'accorder aux entrepreneurs concernés qui en feront la demande, pour les entreprises dont la date d'adjudication est antérieure au 31 mars 1974, les ristournes suivantes :

1^o) Entreprises pour lesquelles aucune formule de révision n'est prévue ou dont la formule de révision ne comporte pas de terme « matériaux » :

Par tonne de bitume mis en œuvre à partir de la date initiale de la période mensuelle qui suit le 31 mars 1974 une ristourne égale à : $m_1 - 1850 \text{ F}$;

m_1 représente le prix T.P. du bitume de pétrole en vrac (zone I); se rapportant au mois de calendrier précédent la date initiale de la période considérée.

Par exception pour les états d'avancement dont la date initiale de la période est comprise entre le 1^{er} et le 30 avril 1974, m_1 sera le prix T.P. au mois d'avril 1974.

Ces ristournes feront l'objet de décomptes mensuels.

2^o) Entreprises bénéficiant d'une formule de révision comportant un terme en $\frac{i}{I}$:

Les mêmes ristournes que celles prévues au 1^o) seront accordées à la demande de l'entrepreneur moyennant remplacement du terme $\frac{i}{I}$ de la formule de révision par $\frac{i-27}{I}$.

Il est par conséquent loisible aux entrepreneurs de ne pas demander le bénéfice de cette disposition, c'est-à-dire de maintenir la révision telle que prévue au cahier spécial des charges.

Dans tous les cas, pour les entreprises répondant aux conditions ci-dessus, un avenant sera établi précisant simplement que les dispositions de la présente circulaire, cas 1^o) ou cas 2^o), sont applicables.

Si la soumission à laquelle l'avenant se rapporte a été approuvée par délégation, l'avenant sera approuvé dans les mêmes conditions.

Le Ministre,

J. DEFRAIGNE.

OMZENDBRIEF № 574-8.

16 mei 1974.

Betreft :

**Invloed van de verhoging van de petroleumprodukten
op de prijs van de aan de gang zijnde werken
waarbij bitumineuze mengsels worden verwerkt.
Verrekening.**

De aannemers die belast zijn met de leverantie en verwerking van bitumineuze mengsels hebben sedert enkele maanden prijsverhogingen van gasolie en bitumen moeten dragen.

De prijsverhoging van het bitumen is bijzonder belangrijk sedert de maand april 1974, vermits de voor die periode geregistreerde prijs O.W. neerkomt op een verhoging van ongeveer 100 % in verhouding tot de prijs in de maand november 1973.

In die omstandigheden lijdt het geen twijfel dat de economie van sommige aannemingen ernstig dreigt te worden verstoord, welshalve ik besloten heb aan de betrokken aannemers, die daartoe een aanvrage indienen, voor de aannemingen waarvan de aanbesteding vóór 31 maart 1974 plaats had, volgende vergoedingen toe te staan :

1^o) Aannemingen waarvoor geen herziendingsformule geldt of waarvan de herziendingsformule geen term « materialen » omvat :

Per ton bitumen, verwerkt vanaf de begindatum van de maandelijkse periode volgend op 31 maart 1974, een vergoeding gelijk aan : $m_1 - 1850 \text{ F}$;

m_1 is de prijs O.W. van petroleumbitumen in bulk (zone I) met betrekking tot de kalendermaand die de begindatum van de beschouwde periode voorafgaat.

Uitzondering wordt gemaakt voor de vorderingsstaten die betrekking hebben op de periode begrepen tussen 1 en 3 april 1974 en waarvoor m_1 de prijs O.W. zal zijn voor de maand april 1974.

Deze vergoedingen zullen maandelijks worden verrekend.

2^o) Aannemingen met herziendingsformule die een term in $\frac{i}{I}$ bevat :

Dezelfde vergoedingen als bepaald in 1^o) zullen op aanvraag van de aannemer worden verleend, mits de term $\frac{i}{I}$ van de herziendingsformule $i - 27$ door $\frac{i}{I}$ wordt vervangen.

Het staat de aannemer dus vrij de toepassing van die maatregel niet aan te vragen, dat wil zeggen, zich te houden bij de herziening zoals ze in het bestek is bepaald.

In al de gevallen zal voor de aannemingen die aan de bovenstaande voorwaarden beantwoorden, een bijakte worden opgemaakt, waarin eenvoudig wordt vermeld dat de bepalingen van deze omzendbrief, geval 1^o) of geval 2^o), van toepassing zijn.

Zo het inschrijvingsbiljet waarop de bijakte betrekking heeft bij delegatie is goedgekeurd, zal de bijakte op dezelfde wijze worden goedgekeurd.

De Minister,

J. DEFRAIGNE.

ANNEXE VI.

CIRCULAIRE N° 53-1.

Objet :

Projet de plan de secteur — Conséquences juridiques.

J'ai l'honneur de vous adresser en annexe un extrait de la lettre du 27 mars 1974 envoyée au Gouverneur, concernant les conséquences juridiques des projets de plans de secteur.

Veuillez l'utiliser comme directive pour rendre vos avis (article 45), pour prendre vos décisions de suspension (article 46) et pour vos recours (article 55).

Le Directeur Général,

L. HENDRICKX, ing.

Annexe à la circulaire n° 53-1 du 17 avril 1974.

Vous n'ignorez pas en outre que par suite de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel arrêtant provisoirement le projet de plan de secteur, ce dernier entraîne certaines conséquences sur le plan juridique.

L'article 2, par. 2 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 2 décembre 1970 prévoit : « On même force obligatoire et même valeur réglementaire (que les plans d'aménagement) les projets de plans régionaux ou de secteur arrêtés provisoirement par le Ministre. L'arrêté ministériel suspend l'effet du plan d'aménagement précédemment arrêtés ou approuvés, dans la mesure où leurs prescriptions ne sont plus conformes à celles de ces projets ».

Il ressort des articles 45, par. 5, deuxième alinéa et 46, alinéa 7-2 que ces arrêtés ministériels n'ont une valeur réglementaire que pendant 3 ans au maximum. Au cours de cette période de 3 ans doit être organisée la procédure officielle de consultation qui doit permettre, *moyennant d'éventuelles adaptations*, d'aboutir à l'approbation définitive du plan de secteur. J'ai toutefois l'intention de limiter cette période au maximum, c'est-à-dire à un an tout au plus après la mise en œuvre de la procédure de consultation prévue à l'article 9.

Les prescriptions du projet de plan de secteur ne pourront officiellement servir de base aux avis défavorables ou aux décisions de suspension ou d'annulation qu'après la publication régulière au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel portant approbation du projet de plan de secteur (articles 10 et 13). Il s'agit d'une règle de droit normale qui ressort également du rapport du Sénat (p. 31).

Il découle des principes juridiques précités que les prescriptions des projets de plans de secteur ont une valeur réglementaire tant pour les pouvoirs publics qui ont élaboré les plans que pour les particuliers qui sont tenus de les respecter. Ce caractère réglementaire implique également que ces prescriptions restent d'application aussi longtemps qu'elles ne font pas l'objet d'une adaptation à la suite de l'approbation définitive du plan de secteur.

Des dérogations aux prescriptions d'un projet de plan de secteur ne sont possibles que dans des cas individuels et dans le cadre de l'arrêté royal du 28 décembre 1972 relatif à la présentation et à la mise en œuvre des projets de plans et des plans de secteur. Je me réfère particulièrement dans le cas présent à l'article 20 concernant les constructions de service public et d'équipement communautaire, à l'article 21 concernant les travaux de transformation à des bâtiments existants dont la destination ne correspond pas aux prescriptions du plan, à l'article 22 relatif à l'exploitation des établissements dangereux, insalubres et incommodes dont l'activité ne correspond pas non plus aux prescriptions des projets de plans et à l'article 23 réglant certaines exceptions. Ces articles sont suffisamment clairs et explicites et ne nécessitent pas de plus ample commentaire si ce n'est pour préciser le principe général que ces « dérogations » doivent être interprétées dans un sens restrictif, ainsi qu'il ressort à suffisance de la jurisprudence en la matière. Bien que cette jurisprudence ne concerne que des dérogations aux prescriptions d'un plan particulier d'aménagement ou d'un permis de lotir approuvé par le Roi, ces principes s'appliquent également à tous les plans ayant acquis une valeur réglementaire. Je renvoie à ce propos au plan particulier d'aménagement qui a fait l'objet de l'arrêté n° 12.250 du 28 février 1967 dans l'affaire Delafontaine contre la commune de Kuurne et l'Etat belge, représenté par le Ministre des Travaux publics et avec Florin comme partie intervenante ainsi qu'à l'arrêté n° 14.601 du 12 mars 1971 dans l'affaire Thiry contre la commune de Woluwe-St.-Pierre et l'Etat belge, représenté par le Ministre des Travaux publics.

L'article 45, par. 2, troisième alinéa n'est pas non plus dénué d'intérêt, il est libellé comme suit : « Lorsqu'il émet un avis défavorable,

BIJLAGE VI.

OMZENDBRIEF N° 53-1.

Betreft :

Ontwerpen-gewestplannen — Juridische gevolgen.

Ik heb de eer u in bijlage een uittreksel uit de brief van 27 maart 1974 aan de gouverneur door te sturen, betreffende de juridische gevolgen van de ontwerpen-gewestplannen.

Het believe u de inhoud ervan als richtlijn te gebruiken voor het uitbrengen van uw adviezen (artikel 45) voor het nemen van uw schorsingen (artikel 46) en voor uw beroepen (artikel 55).

De Directeur-Général.

ir. L. HENDRICKX.

Bijlage aan omzendbrief nr 53-1 van 17 april 1974.

Het is u bovenbien niet onbekend dat door het verschijnen in het *Belgisch Staatsblad* van het ministerieel besluit houdende voorlopige vaststelling van het ontwerp-gewestplan, dit ontwerp-gewestplan bepaalde gevolgen met zich meebrengt.

Artikel 2, par. 2 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en van 22 december 1970, bepaalt : « Dezelfde bindende en verordenende kracht (als de plannen van aanleg) hebben de ontwerpen van streek- of gewestplannen die door de Minister voorlopig zijn vastgesteld. Het ministerieel besluit schorst de uitwerking van de vroeger vastgestelde of goedgekeurde plannen van aanleg voor zover de voorschriften ervan niet meer in overeenstemming zijn met deze ontwerpen ».

Uit de artikelen 45, par. 5, tweede lid en artikel 46; al. 7-2 blijkt dat de verordenende kracht van die ministeriële besluiten slechts geldt tijdens een maximale periode van 3 jaar. Tijdens die periode van 3 jaar moet de officiële procedure van consultatie plaatshebben om *mits de eventuele aanpassingen* tot de definitieve goedkeuring van het gewestplan te komen. Het ligt nochtans in mijn bedoeling deze termijn zo kort mogelijk te houden, met name maximum één jaar na het instellen van de procedure van consultatie voorzien in artikel 9.

De voorschriften van het ontwerp-gewestplan kunnen slechts officieel ingeroepen worden als grondslag van de ongunstige adviezen of van de schorsings- en vernietigingsbeslissingen vanaf de regelmatige bekendmaking van het ministerieel besluit, houdende goedkeuring van het ontwerp-gewestplan (artikels 10 en 13). Dit is een normale rechtsregel en blijkt ook uit het verslag van de Senaat (p. 31).

Uit de hogervermelde juridische principes blijkt dat de voorschriften van de ontwerp-gewestplannen verordenende kracht hebben zowel ten overstaan van de overheden die de plannen hebben uitgewerkt als ten overstaan van de particulieren die deze moeten volgen. Dit verordenend karakter betekent dan ook dat die voorschriften geldig blijven tot zolang zij niet zijn aangepast ten gevolge van de definitieve goedkeuring van het gewestplan.

Afwijkingen van de voorschriften van een *ontwerp-gewestplan* zijn slechte mogelijk in individuele gevallen (Minister — verslag Senaat — p. 14) en binnen het kader van het koninklijk besluit van 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen. Ik verwijst in dit geval speciaal naar artikel 20, betreffende bouwwerken voor openbare diensten en gemeenschapsvoorzieningen, artikel 21, betreffende de verbouwingswerken aan bestaande gebouwen waarvan de bestemming niet met de voorschriften overeenkomt, artikel 22 betreffende de exploitatie van gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven waarvan de activiteit eveneens in strijd is met de voorschriften van de ontwerp-gewestplannen en artikel 23 betreffende de opvullingsregel. De hogervernoemde artikelen zijn voldoende klaar en vergen geen nadere uitleg tenzij het algemeen principe dat die « afwijkingen » in beperkte zin moeten worden uitgelegd zoals voldoende blijkt uit de rechtspraak ter zake. Alhoewel deze rechtspraak zich slechts uitspreekt over afwijkingen van de voorschriften van een door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg of van een verkavelingsvergunning zijn deze principes ook van toepassing op alle plannen die een verordenende kracht hebben gekregen. Ik verwijst in verband met het bijzonder plan van aanleg naar het arrest n° 12.250 van 28 februari 1967 inzake Delafontaine tegen de gemeente Kuurne en de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Openbare Werken en met als tussenkomende partij Florin; arrest n° 14.601 van 12 maart 1971 inzake Thiry tegen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Openbare Werken).

Ook is van belang artikel 45, par. 2, 3^e lid, dat luidt als volgt : « Bij het verlenen van een ongunstig advies mag de gemachtigde ambtenaar

le fonctionnaire délégué peut s'écartier soit des prescriptions d'un plan général d'aménagement approuvé qui sont contraires à un projet de plan régional ou de secteur... »

a) Il convient tout d'abord de faire observer que dans cet article l'on a employé le verbe « pouvoir ». Cette disposition ne laisse aucune liberté au fonctionnaire délégué, mais doit être mise en parallèle avec l'article 2, par. 2 qui prévoit « ... suspend l'effet des plans d'aménagement précédemment arrêtés ou approuvés, dans la mesure où leurs prescriptions ne sont plus conformes à celles de ces projets ». Cela signifie que dès que cette condition est remplie, le fonctionnaire délégué et de toute évidence les autorités supérieures ayant un pouvoir de décision, ne peuvent pas arbitrairement appliquer ou non le plan général d'aménagement. Si le plan général d'aménagement est contraire — soit en plus, soit en moins — (cf. rapport du Sénat, p. 13) — au projet de plan de secteur, la demande doit faire l'objet d'un avis défavorable. Si les prescriptions du plan général d'aménagement sont conformes à celles du projet de plan de secteur, il n'y a aucune objection d'ordre juridique ni urbanistique à la délivrance du permis.

b) L'article 45, par. 2, troisième alinéa, évoque tout le problème de la protection des projets de plans de secteur arrêtés provisoirement par le Ministre. Ce problème doit être considéré à la lumière de l'article 2 modifié, qui confère force obligatoire à ces projets.

L'existence d'un projet de plan de secteur approuvé par arrêté ministériel n'entraîne pas la révision du plan général d'aménagement. La décision de révision ne peut être prise dans le cas présent et en vertu de l'article 43 de la loi, que lorsque le plan de secteur est définitivement approuvé par arrêté royal.

L'administration avait déjà l'obligation d'après la jurisprudence (Conseil d'Etat, arrêt no 14.845 du 29 juin 1971, Pelgroms à Geel) de prendre de décision la plus judicieuse du point de vue urbanistique, si le plan général prévoyait une destination double. Or, le fonctionnaire délégué se voit à présent obligé, abstraction faite de l'existence d'un plan général d'aménagement, d'émettre un avis défavorable fondé sur une disposition précise du projet de plan de secteur. Il ne s'agit donc pas d'une extension des compétences du fonctionnaire délégué mais bien d'une amélioration de la sécurité juridique pour les particuliers.

c) La loi limite aussi cette obligation dans le temps. L'article 45, par. 5, deuxième alinéa prévoit, en effet, que : « Le refus du permis ou l'annulation de celui-ci fondé sur le seul motif que le projet de plan régional ou de secteur s'oppose à la demande, devient caduc si le plan régional ou de secteur n'a pas acquis force obligatoire dans les trois ans à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel ».

Le délai de trois ans ne commence pas à courir à la date du refus du permis (comme dans le cas des plans particuliers d'aménagement — cf. article 46) mais bien à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel. Si l'arrêté royal n'est pas publié dans le délai prévu de trois ans, l'arrêté ministériel arrêtant le projet de plan de secteur sera frappé de caducité. Cette disposition a pour but de donner certaines garanties aux particuliers et de limiter la durée de validité de la décision de refus du permis, fondée sur la contradiction existante entre les prescriptions d'un plan général d'aménagement approuvé et celles d'un projet de plan régional ou de plan de secteur.

d) Enfin, je voudrais attirer votre attention sur le fait que le fonctionnaire délégué est habilité à suspendre la décision accordant le permis de bâtir, prise à l'encontre de son avis par le collège des bourgmestre et échevins, c'est-à-dire en méconnaissance de la loi (cf. article 45, par. 4, deuxième alinéa). Le danger n'est en effet pas illusoire que certains collèges des bourgmestre et échevins ne respectent pas l'avis défavorable fondé sur les avant-projets de plans de secteur. Ce pouvoir de suspension conféré au fonctionnaire délégué permettra de réduire le nombre de permis illégaux, ce qui, du point de vue de la sécurité juridique, est hautement souhaitable et l'est certainement au vu de la jurisprudence existante.

Certains tribunaux et cours hésitent en effet à considérer pareil permis comme illégal et souhaitent, en se référant à la séparation des pouvoirs, qu'il y ait toujours une annulation préalable par le Roi, le Gouverneur ou le Conseil d'Etat.

Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance de l'article 46, 5^e alinéa qui prévoit que : « Le fonctionnaire délégué peut aussi suspendre le permis de bâtir qui, bien qu'il soit fondé sur un plan particulier d'aménagement ou un permis de lotir, est incompatible avec les prescriptions d'un projet de plan régional ou de secteur ayant acquis force obligatoire ».

afwijken, hetzij van de voorschriften van een goedgekeurd algemeen plan van aanleg die strijdig zijn met een ontwerp van streek- of gewestplan, ... ».

a) Vooreerst dient te worden opgemerkt dat dit artikel het hulpwerkwoord « mogen » gebruikt. Dit laat in feite geen vrijheid aan de gemachtigde ambtenaar maar moet in verband worden gebracht met artikel 2, par. 2, namelijk « ... schorst de uitwerking van de vroegere vastgestelde plannen van aanleg in zoverre de voorschriften ervan niet meer in overeenstemming zijn met deze ontwerpen ». Dit betekent dat van zodra die voorwaarde is vervuld, de gemachtigde ambtenaar en uiteraard de hogere overheden die een beslissingsbevoegdheid hebben, niet willekeurig het algemeen plan van aanleg al dan niet mogen toepassen. Is het algemeen plan van aanleg in strijd — hetzij in min, hetzij in meer (zie verslag Senaat — p. 13) — met het ontwerp-gewestplan dan moet de aanvraag ongunstig worden geadviseerd. Zijn de voorschriften van het algemeen plan van aanleg conform aan de voorschriften van het ontwerp-gewestplan dan is er planologisch en juridisch geen bezwaar tot het afgeven van de vergunning.

b) Door artikel 45, par. 2, 3^e lid rijst het gehele probleem van de bescherming van de ontwerpen van gewestplannen die voorlopig door de Minister zijn vastgesteld. Dit probleem moet aangezien worden in het licht van de wijziging van artikel 2, waarbij aan die ontwerpen bindende kracht wordt verleend.

Door het bestaan van een ontwerp-gewestplan goedgekeurd bij ministerieel besluit kan het algemeen plan van aanleg nog niet in herziening worden gesteld. Dit herzieningsbesluit kan in het gegeven geval en luidens artikel 43 van de wet, slechts worden genomen wanneer het gewestplan definitief goedgekeurd is bij koninklijk besluit.

De administratie had reeds volgens de rechtspraak van de Raad van State (arrest nr 14.845 van 29 juni 1971 Pelgroms te Geel) de verplichting om indien het algemeen plan van aanleg een dubbele bestemming voorzag, de meest planologische verantwoorde beslissing te nemen. Nu wordt uitdrukkelijk aan de gemachtigde ambtenaar de verplichting opgelegd om, onafgezien van het bestaan van een algehele plan van aanleg, een ongunstig advies uit te brengen dat gesteund is op een precieze bepaling van het ontwerp-gewestplan. Het gaat hier dus niet om een uitbreiding van de bevoegdheid van de gemachtigde ambtenaar maar wel om een grotere rechtszekerheid voor de particulieren.

c) De wet geeft ook een beperking in de tijd voor deze verplichting. Inderdaad artikel 45, par. 5, 2^e lid bepaalt : « Wordt een vergunning geweigerd of vernietigd om de enige reden dat het ontwerp van streek- of gewestplan strijdig is met de vergunningsaanvraag, dan vervalt de weigering of de vernietiging indien het streek- of gewestplan geen bindende kracht heeft verkregen binnen de drie jaar na de inwirkingskreding van het ministerieel besluit ».

De termijn van drie jaar loopt niet met ingang van de weigering van de vergunning (zoals voor de bijzondere plannen van aanleg — zie artikel 46) maar wel met ingang van de datum van de inwerkingskreding van het ministerieel besluit. Komt het koninklijk besluit er niet binnen de voorziene tijdspanne van drie jaar, dan zal het ministerieel besluit van goedkeuring van het ontwerp-gewestplan eenvoudig vervallen. Deze bepaling strekt ertoe, aan de particulier bepaalde waarborgen te geven en de geldigheidsduur van de beslissing tot weigering van de vergunning, op grond van strijdigheid van de voorschriften van het goedgekeurd algemeen plan van aanleg met een ontwerp-streekplan of een ontwerp-gewestplan te beperken.

d) Tenslotte wens ik uw aandacht te vestigen op het feit dat de gemachtigde ambtenaar de bevoegdheid tot schorsing van de bouwvergunning heeft gekregen, die het vollege van burgemeester en schepenen ondanks zijn ongunstig advies — dus met miskenning van de wet — toch mocht hebben afgegeven (cfr. artikel 45, par. 4, 2^e lid). Het gevaar is inderdaad niet denkbeeldig dat bepaalde colleges van burgemeester en schepenen het ongunstig advies dat gesteund is op de voorontwerpen-gewestplannen, niet zouden toepassen. Door die schorsingsbevoegdheid van de gemachtigde ambtenaar zal het aantal onwettelijke vergunningen verminderen, hetgeen voor de rechtzekerheid uitermate wenselijk is en zeker in het licht van de bestaande rechtspraak.

Sommige hoven en rechtbanken aarzelen inderdaad om een dergelijke onwettige vergunning als zodanig te beschouwen en wensen, zich geroepend op de scheiding van de machten, steeds een voorafgaande vernietiging door de Koning, de gouverneur of door de Raad van State.

Ook is van belang het artikel 46, 5^e lid dat luidt als volgt : « De gemachtigde ambtenaar kan ook een bouwvergunning schorsen die, hoewel steunende op een bijzonder plan van aanleg of een verkavelingsvergunning, onverenigbaar is met de voorschriften van een ontwerp van streek- of gewestplan dat bindende kracht heeft verkregen ».

a) En ce qui concerne l'utilisation du verbe « pouvoir » je vous renvoie au commentaire fait à ce sujet en ce qui concerne le plan général d'aménagement; le même principe est ici également d'application.

b) Il s'agit aussi en l'occurrence de la protection des projets de plans de secteur. La décision de refus ne peut être maintenue que trois années et dans ce cas-ci ce délai commence aussi à courir à dater de l'arrêté ministériel arrêtant provisoirement le plan de secteur.

c) A ce sujet, je voudrais également attirer l'attention sur le fait que ce principe est aussi d'application lorsque la demande de permis de bâtir concerne une parcelle située dans un lotissement dûment autorisé, même s'il n'est pas déjà frappé de caducité.

Etant donné que ces principes juridiques ne sont pas encore devenus suffisamment familiers aux administrations communales et aux particuliers, il serait souhaitable, Monsieur le Gouverneur, de publier dans le Mémorial administratif de la province la partie de la présente concernant les conséquences juridiques des projets de secteur.

Je voudrais aussi vous demander de bien vouloir attirer l'attention de votre députation permanente sur ce sujet étant donné qu'elle devra aussi appliquer ces principes lorsqu'elle se prononcera en appel sur des refus de permis de bâtir ou de lotir.

Enfin, Monsieur le Gouverneur, je tiens à vous communiquer que l'administration centrale ainsi que le cabinet se tiennent à votre disposition pour vous aider en cette matière.

(s.) L. DHOORE.

a) In verband met het hulpwerkwoord « kunnen » verwijst ik u naar hetgeen werd gezegd in verband met het hulpwerkwoord « mogen » voor het algemeen plan van aanleg; hetzelfde principe is hier van toepassing.

b) Het betreft hier eveneens de bescherming van de ontwerp-gewestplannen. Ook de weigeringsbeslissing kan maar gedurende drie jaar worden gehandhaafd en hier ook wordt de termijn van drie jaar verkregen vanaf het ministerieel besluit tot vorlopige aanvaarding van het ontwerp-gewestplan.

c) In dit verband wens ik ook de aandacht te vestigen dat hetzelfde principe geldt indien de bouwaanvraag gelegen is in een behoorlijk vergunde verkaveling zelfs indien deze nog niet vervallen is.

Aangezien deze juridische principes waarschijnlijk nog niet voldoende doorgedrongen zijn bij de gemeentebesturen en de particulieren zou het wenselijk zijn, Mijnheer de Gouverneur, moet u het gedeelte van deze brief dat handelt over de juridische gevolgen van de ontwerp-gewestplannen zoudt willen laten verschijnen in het Bestuursmemoriaal van de provincie.

Tevens moge ik u vragen de aandacht van uw bestendige deputatie hierop te willen vestigen, aangezien deze principes ook moeten toegepast worden door deze instantie, wanneer zij uitspraak doet in beroep over de bouw- of verkavelingsweigeringen.

Tenslotte, Mijnheer de Gouverneur, wens ik u nog mee te delen dat mijn hoofdbestuur en mijn kabinet volledig ter uwer beschikking staan om u te helpen in deze taak.

(get.) L. DHOORE.